

تيزي وزو و منطقة القبائل : تحولات اجتماعية و ثقافية

سعید دومان . محمد سعید لقابي . نادية جلال
محمد لعایش . مولود سعدودي . ذهبية
عكاش-معاشة . عبد النور ولد فلة . حميد شاوش
فتيحة ثابتي-قويدري . ناصر أيت مولود
محمد براهيم صالحی

مقالات متنوعة

مصطفى حداب. حسن النصيري

مواقف بحث

مريم لمام

- عروض لكتب
- قراءات
- رسائل جامعية
- مجلات
- أخبار علمية

Tizi-Ouzou et la Kabylie : mutations sociales et culturelles

Saïd DOUMANE . Mohammed Saïd LAKABI . Nadia DJELAL
Mohamed LAÏCHE . Mouloud SADOUDI . Dahbia AKKACHE-
MAACHA . Abdenour OULD FELLA . Hamid CHAOUCH
Fatiha TABTI-KOUIDRI . Nacer AÏT MOULOUD
Mohamed Brahim SALHI

VARIA

Mustapha HADDAB, Hassan NSIRI

POSITIONS DE RECHERCHE

Meriem LIMAM

- COMPTES RENDUS DE LECTURE
- NOTES DE LECTURE
- COMPTES RENDUS DE THÈSES
- REVUE DES REVUES
- INFORMATIONS SCIENTIFIQUES

Insaniyat, Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales
CRASC - Oran
n° 54, octobre – décembre 2011 (Vol. XV, 4)

**Tizi-Ouzou et la Kabylie:
mutations sociales et culturelles**

NOTE AUX AUTEURS

Insaniyat est une revue à comité de lecture ayant pour mission de mettre à la disposition des chercheurs, un espace éditorial académique consacré à l'anthropologie et aux sciences sociales et humaines. Elle se propose de soumettre à ses lecteurs la production des universitaires nationaux et étrangers portant sur les disciplines concernées.

La Revue reçoit des articles rédigés en arabe ou en français qui lui sont adressés par courriel, avec une confirmation de réception par mail. Elle ne retient que les articles inédits.

Le contenu de l'article n'engage que la responsabilité de son auteur.

Présentation des articles

Les articles ne doivent pas dépasser les 30 000 caractères (espaces compris) de type Word (Times New Roman, taille 12) et doivent être accompagnés d'un résumé de 1 000 caractères au maximum (espaces compris) et 5 mots clés.

La Revue assure la traduction des résumés en langues arabe, française, anglaise et espagnole.

Les références sont données en bas de page comme suit :

- Nom, Prénom, *Titre de l'ouvrage* (en caractères italiques), lieu, éditeur, date, pages.
- Nom, Prénom, « Titre de l'article », in *Titre de la revue* (en caractères italiques), lieu, numéro, date, pages.
- Nom, Prénom, *Titre de la contribution* (en italique), in nom du coordinateur, prénom (dir.), *Titre du livre* (en caractères italiques), lieu, éditeur, date.

Les figures (cartes et graphiques), les tableaux et les graphes doivent être remis en format Pdf et Word avec mention du titre, du numéro et des sources.

Les auteurs sont priés de joindre un CV incluant les publications. Ils peuvent apporter d'autres contributions sous formes de :

- Compte rendu, note de lecture, revue des revues et information scientifique (7 000 caractères, espaces compris).
- Position de recherche (18 000 caractères, espaces compris).

Par ailleurs, la publication des articles proposés est tributaire des résultats de différentes expertises (interne et externe) et de la programmation thématique de la revue.

Les auteurs doivent donc prendre des dispositions pour tenir compte des périodes d'attente qui peuvent aller jusqu'à deux ans. En tous les cas, une attestation d'acceptation de l'article proposé ne peut être délivrée qu'après avis favorable des experts.

Toute reproduction d'article publié est interdite sans autorisation du Comité de rédaction de la revue *Insaniyat*.

Il ne sera pas répondu aux articles non retenus.

SOMMAIRE

Tizi-Ouzou et la Kabylie: mutations sociales et culturelles

Présentation par Mohamed Brahim SALHI

En langue française	7
En langue arabe	7
Saïd DOUMANE , <i>Tizi-Ouzou : historique d'un col et son urbanisation</i>	13
Mohammed Saïd LAKABI et Nadia DJELAL , <i>Les modes d'appropriation et d'usage des espaces urbains dans la Z.H.U.N.-sud de Tizi-Ouzou. De l'improvisation aux logiques individuelles</i>	31
Mohamed LAÏCHE et Mouloud SADOUDI , <i>L'extension de la ville de Tizi-Ouzou vers ses flancs est et ouest : quelle alternative à la contrainte foncière ?</i>	49
Dahbia AKKACHE-MAACHA , <i>Tizi-Ouzou, pôle générateur de déplacements</i>	63
Abdenour OULD FELLA , <i>Ethnographie de l'espace public d'un village de Kabylie : Aït Arbi. Paradigme communautaire et citoyenneté en construction</i> ..	85
Hamid CHAOUICHE , <i>Le bilan de la scolarisation dans un village rural de Kabylie : 1958-1999. Le cas de Attouche</i>	109
Fatiha TABTI-KOUIDRI , <i>Identité et altérité dans la chanson kabyle engagée des années 1990 : Idir, Lounès Matoub et Aït Menguellet</i>	127
Nacer AÏT MOULOUD , <i>Le marché et les rites de passage dans la région de Kabylie, (en langue arabe)</i>	13
Mohamed Brahim SALHI , <i>Objet religieux à l'épreuve des représentations identitaires : la Kabylie et cheikh Mohand comme exemples, (en langue arabe)</i>	27

Varia

Mustapha HADDAB , <i>Mohammed Salah Ramadhan, figure exemplaire du réformisme musulman algérien ?</i>	147
Hassan NSIRI , <i>La situation foncière et son impact dans la production de l'espace habitat à Sidi Bouzid (Tunisie), (en langue arabe)</i>	43

Positions de Recherche

Meriem LIMAM, *Technologies de la communication et culture des jeunes : le cas de l'Internet, (en langue arabe)* 63

Comptes rendus de lecture

Mustapha GAHLOUZ, *Les qanouns kabyles. Anthropologie juridique du groupement social villageois de Kabylie.* Par Aïcha BENAMAR 163

Habib-Abdallah MANSOURI, *La Kabylie dans les écrits français du XIX^e siècle.* Par Mohamed HIRRECHE BAGHDAD, *(en langue arabe)* 69

Notes de lecture

Vincent LEMIRE, *La soif de Jérusalem. Essai d'hydrohistoire (1840-1948).* Par Aude SIGNOLES 165

Raphaëlle BRANCHE, *L'embuscade de Palestro, Algérie 1956.* Par Ouanassa SIARI-TENGOUR 171

Tassadit YACINE, *Si tu m'aimes, guéris-moi. Études d'ethnologie des affects en Kabylie.* Par Marie-Luce GELARD 175

Ibrahim Ahmed HASSAN, *La violence de la nature à la culture, étude horizontale.* Par Hamza BACHIRI, *(en langue arabe)* 73

Comptes rendus de thèses

Lydie HAINE-DALMAIS, *Photographier le Maghreb : regards allogènes sur des sociétés et Communautés indigènes (1850-1950).* Par Anissa BOUAYED. 177

Revue des revues

Par Ammara BEKKOUCHE 185

Informations scientifiques

Colloque international : *Regards sur le terrain, le national et le local en Afrique du Nord.* Par Samira NEGADI 189

Résumés des articles

En langues française, anglaise et espagnole 191

En langue arabe 77

Présentation

Tizi-Ouzou et la Kabylie : mutations sociales et culturelles

Ce numéro d'*Insaniyat* est centré sur une ville algérienne moyenne sur laquelle ont porté beaucoup de travaux universitaires, mais sans grande visibilité. Il explore, à travers les différents articles, les aspects touchant aux questions de l'organisation sociale, de la modernisation et de la production symbolique de Tizi-Ouzou et de sa région.

La ville a eu une destinée inattendue si l'on se fie à son histoire et une extraordinaire expansion urbaine et démographique qu'elle doit principalement à une très forte modernisation par le haut entamée au pas de charge dans les années 1970, avec la politique des plans spéciaux de développement inaugurés à partir de 1968.

Si on observe attentivement une carte postale des années 1950/1960 de cette ville, qui est aujourd'hui la « capitale kabyle », on ne peut s'empêcher de penser que le boom des années du tout-État a renversé les destinées de ce modeste bourg de colonisation.

A priori, Tizi-Ouzou n'aurait qu'une histoire relativement dépouillée si, en effet, nous la comparons à Béjaïa, Tlemcen, ou même à son ancienne rivale sur la côte kabyle à l'ouest, à savoir Dellys. Cette dernière disposait de bien plus d'atouts que Tizi-Ouzou de par une histoire marquée par différents contacts (romains, turcs, ...) et surtout un potentiel économique important (riches activités portuaires, plaines intérieures fertiles après le lancement du vignoble dans les années 1890).

La colonisation française a, jusqu'à 1871, centré le commandement militaire de la Kabylie sur cette ville (Subdivision de Dellys). Le déclin de celle-ci est particulièrement frappant dès la fin du XIX^e siècle. Inexorable, il ne sera jamais démenti jusqu'à aujourd'hui. Les quelques programmes réalisés durant la décennie 1970, la pâle image qui subsiste de son caractère balnéaire, le Lycée technique d'État qui attirait l'attention, n'ont pas suffi à impulser une dynamique¹ comparable à celle de Tizi-Ouzou ou de certaines petites villes de montagne comme Ain-El-Hammam ou Azzazga. La plaine de Dellys reste, sans aucun doute, la moins rongée par la marée d'urbanisation à l'inverse du couloir du

¹ Dellys possède, contrairement à ses voisines côtières de l'Est (Tigzirt et Azzefoun), une activité de pêche avec un corps de métier assez bien reproduit dans le temps. L'État a essayé de donner une impulsion à ce secteur au début des années 1980.

Sebaou vers l'Est surtout. Le début de la conquête de positions fortes par les islamistes, dès 1988/1989, accentue une image sinon d'austérité, du moins de renfermement sur soi qui se dégage, lorsqu'on peut traverser cette plaine. Sa concurrente, Tizi-Ouzou, après une période assez incertaine, au début de l'occupation coloniale, va au contraire bonifier sa position de verrou dans le centre de la trouée du Sebaou, et ce, après l'insurrection de 1871. Ce bourg de colonisation rattrape son retard rapidement et, dès le premier tiers du XX^e siècle sa destinée, en termes de rayonnement sur l'arrière-pays, commence à s'affirmer.

Du modeste bourg à la ville moyenne actuelle, il a fallu bien plus que les investissements importants du plan spécial de 1968 et des plans suivants. En effet, la renommée de la ville doit beaucoup au tournant des années 1980, à son rôle de place centrale de la contestation identitaire et politique. Les événements du mois d'avril 1980 ont eu comme espace privilégié la ville de Tizi-Ouzou. Les émeutes ayant suivi immédiatement l'occupation des lieux de la contestation par les forces de l'ordre (université, hôpital, établissements économiques...) ont été animées, en plus des habitants de la ville, par des villageois qui l'ont submergée, du 20 au 24 avril 1980, et commis des actes de dégradation importants. L'intensité des affrontements dans la ville contrastait avec ceux, moins denses, en milieu rural et dans les petites localités de montagne. De plus, les noyaux dirigeants de la contestation sont localisés à Tizi-Ouzou et, chemin faisant, articulés avec des instances de gestion villageoises qui refont surface après une longue période d'absence. La jonction entre la contestation urbaine et les villages se fait par le biais particulièrement des étudiants et des travailleurs astreints à un mouvement pendulaire quotidien. La ville de Tizi-Ouzou, qui était pendant la période coloniale un espace traversé et d'une légitimité moins affirmée pour l'arrière-pays, se requalifie comme espace d'expression politique. Il ne fait pas de doute que la ville porte lourdement pendant un moment cette image de place politico-administrative de contrôle de la région ; d'autant qu'elle reste relativement peu connue pour les Kabyles de la montagne qui la traversent ou qui la fréquentent occasionnellement pour des raisons économiques ou administratives.

Sa requalification en tant que ville capitale régionale est très lente à se dessiner et à se consolider dans les années 1990, la micro-urbanisation de montagne avec l'émergence de petites villes dynamiques, notamment sur le plan commercial, semble sinon contester cette prédominance, du moins l'atténuer et redéployer sensiblement les flux autour de ces petits centres urbains. Cependant, il serait difficile de comprendre l'intrication entre la ville et son arrière-pays montagnoux, particulièrement vers l'Est, sans

considérer l'université de Tizi-Ouzou ouverte en 1977/1978. Les événements de 1980 montrent de façon évidente, les liens qui se tissent à partir de ce jeune centre universitaire, devenant au fil de la décennie 1980 un catalyseur de la contestation affirmant le rôle central de la ville dans sa région.

À la faveur des événements des mois d'avril et mai 2001, il est possible de déceler des indices qui montrent que le poids symbolique de l'université accuse un recul. Si Tizi-Ouzou représente toujours l'espace de médiation entre le central et le local, les localités de l'intérieur montagneux lui disputent sa prédominance symbolique. Le poids relatif des comités de quartiers de la ville et de l'université dans l'organisation de la contestation est sans commune mesure avec le rôle primordial qu'ont joué en 1980, l'université et la ville comme espace principal d'expression et de contestation.

C'est Béjaïa qui reproduit une démarche comparable à celle de Tizi-Ouzou en 1980, puisque la coordination des villages est pilotée par le comité de l'université ; tandis qu'à Tizi-Ouzou l'articulation entre université et villages sur le plan organisationnel a échoué¹. Ainsi, la mobilisation estudiantine du 20 mai 2001 a précédé celle, des comités villageois organisée le lendemain où, les étudiants se sont individuellement fondus dans la marche. Cette situation témoigne, à notre sens, d'un retournement vers l'intérieur de la Kabylie qui est non seulement d'ordre symbolique mais d'ordre économique et social qui se dessine depuis le début des années 1990.

L'article de Saïd **Doumane** retrace l'histoire « d'un col » (Tizi signifie col, Ouzou désigne les genêts) et son urbanisation. Il montre comment ce col qui va abriter un bordj turc puis un village de colonisation donnera naissance après 1962 à une ville dont la dynamique sera articulée sur une concentration des investissements tant industriels que de services. Mais, l'auteur souligne, aussi, qu'en réalité Tizi-Ouzou a, en quelque sorte, monopolisé le gros des ressources destinées à la région de Kabylie. Point important pour l'auteur, l'université qui a, malgré son éclatement en plusieurs pôles, impulsé une dynamique culturelle et politique à travers les événements de 1980.

L'ampleur, d'une ville qui explose dans les décennies qui suivent 1980, est analysée dans les articles de Mohammed Saïd **Lakabi** et Nadia **Djelal**, Mohamed **Laïche** et Mouloud **Sadoudi** et Dahbia **Akkache-Maacha**. Le premier explore l'espace emblématique de l'urbanisation des

¹ L'initiative prise par l'université de réunir des comités de village et le comité de suivi de l'université, le 8 mai 2001, n'a pas débouché sur une mise en place d'un organe de coordination mixte.

années 1970 à savoir la Z.H.U.N.-sud ou Nouvelle-Ville. Tout en soulignant les problèmes posés par les extensions hétérogènes de cette zone urbaine nouvelle, les auteurs analysent les modes d'appropriation pour relever à la fois des mutations dans le rapport à l'espace et en même temps des permanences attestées par la reconduction de « schémas traditionnels » structurant les conduites habitantes. Le deuxième article met en perspective la question centrale d'une expansion tentaculaire de la ville dans un contexte plus marqué par un épuisement du foncier urbain. La ville, notent les auteurs, « *s'engouffre dans la moindre brèche* » avec une prédilection pour la trouée du Sebaou vers l'est et l'ouest qui est aussi le tracé de la route nationale 12.

Cette forte explosion urbaine et le statut de pôle régional de la ville de Tizi-Ouzou sont principalement matérialisés par des flux de grande densité ; d'une part, des mouvements pendulaires au niveau de la région et, d'autre part, des déplacements à l'intérieur de la ville. C'est cette problématique des mobilités et des moyens qu'examine l'article de Dahbia Akkache-Maacha.

Quittons la ville de Tizi-Ouzou pour sa région directe : la Kabylie du Djurdjura. La modernisation est au cœur de deux articles : ceux de Abdenour **Ould Fella** et de Hamid **Chaouche**. Le premier traite de la région du Djurdjura, des recompositions de l'assemblée de village avec l'irruption dans l'espace public villageois d'une génération de jeunes à qualification scolaire haute qui pousse à la modernisation des *tajamaat*. Le « tsunami » provoqué par les événements de 2001 « fragilise » l'autorité des comités de villages qui se refondent en s'affranchissant des loyautés politiques et des tensions qui en découlent. Au-delà de la richesse des matériaux, l'article de Abdenour Ould Fella est intéressant comme exemple d'une pratique ethnographique de terrain nécessaire pour des accumulations pouvant ensuite nourrir des comparaisons puis des conclusions plus générales à l'échelle d'une région comme la Kabylie.

Avec la même approche méthodologique, Hamid Chaouche fait le point à l'échelle d'un autre village kabyle (Attouche) de la scolarisation entre 1958 et 1999. Si la dimension actuelle fait défaut, l'auteur nous édifie sur les effets d'un vecteur important de modernisation dans une zone montagneuse kabyle. Si de son point de vue l'essentiel de la scolarisation est le fruit de l'Algérie indépendante, le rendement scolaire lui semble insuffisant sans pour autant occulter le fait que cette école de Attouche a produit un encadrement endogène significatif.

Modernisation, dont plusieurs facettes sont déclinées dans les deux premiers volets de ce dossier, n'exclut pas des permanences au plan symbolique, culturel et religieux. Permanence ne signifie pas inertie, car,

en effet, comme le souligne Fatiha **Tabti-Kouidri**, la chanson kabyle des années 1990, en pleine tumulte, va porter l'affirmation identitaire et la mémoire qui la soutiennent dans des registres tenant de la modernité.

Pour sa part, Nacer **Aït Mouloud** nous rappelle le poids des rites de passage dans la socialisation et examine en particulier le rite de l'insertion par la fréquentation du souk. Enfin, Mohamed Brahim **Salhi** analyse le poids de l'identitaire et de sa formulation dans la fabrication des représentations religieuses dans le cas de la Kabylie.

On lira, par ailleurs, avec intérêt, la contribution de Mustapha **Haddab** qui fait une lecture de l'itinéraire et du profil du militant réformiste Mohammed Salah Ramadhan qui n'est pas un « ténor », mais qui porte bien au-delà des années 1950-1960 des convictions affirmées héritées des moments fondateurs de l'islah algérien.

Quant à Hassan **Nsiri**, son article, dans la vaine d'une approche sur le local, analyse la question du foncier et des équilibres socio-économique d'une localité tunisienne devenu célèbre ces deux dernières années.

Ce numéro n'a pas naturellement épuisé les questions relatives à l'histoire et à la sociologie de la ville de Tizi-Ouzou et de la Kabylie, il faudrait bien plus que l'espace qu'offre ce numéro. Il ouvre néanmoins, de nouvelles perspectives de recherche et présente des indicateurs utiles pour d'autres élaborations et publications.

Mohamed Brahim SALHI

Tizi-Ouzou : historique d'un col et son urbanisation

Saïd DOUMANE*

L'émergence du "Col des Genêts" – Tizi Wezzu en kabyle- en tant que phénomène urbain est relativement récente (milieu du XIX^e siècle). Sa fondation officielle, par décret impérial du 27 octobre 1858, stipulant, dans son article premier, qu' « *il est créé, dans la subdivision de Dellys, province d'Alger (...) un centre de population européenne de quarante-vingt-quatorze feux, qui portera le nom de Tizi-Ouzou* », fait suite à un rapport émanant du ministère de l'Algérie et des Colonies demandant de « *régulariser l'existence d'un centre de population qui s'est formé spontanément, dès 1855, au-dessous du fort de Tizi-Ouzou, sur le bord de la route d'Alger à Bougie (...), d'environ six cents habitants, des constructions assez importantes y existent déjà, et il convient de légaliser cette prise de possession en vue de faciliter le développement d'un centre qui nous met en relations journalières avec la population kabyle, et est appelé à devenir une ville* »¹.

En fait, ce col est connu depuis l'antiquité comme lieu de passage et de fixation de postes militaires ; il donne accès au massif du Djurdjura et domine la vallée du Sébaou. Est-il, pour autant, prédestiné à devenir une agglomération urbaine ? En tout cas, il a souvent attiré l'attention de groupes belliqueux, notamment des puissances étrangères (Romains, Arabes, Turcs, Français.) qui ont eu pour visée de contrôler la Kabylie des hauteurs, cet arrière-pays montagneux densément peuplé et organisé en petites entités villageoises et en tribus autonomes.

* Enseignant-Chercheur à l'Université de Tizi-Ouzou.

¹ Extraits du Décret impérial du 27 octobre 1858 portant création du centre de Tizi-Ouzou et d'un rapport à l'Empereur du 25 octobre 1858 ; voir annexes dans l'ouvrage collectif de Dahmani, M. ; Doumane, S. ; Oualiken, S. et Saheb, Z., *Tizi-Ouzou, fondation, croissance, développement*, D.B.K./Tizi-Ouzou, Editions Aurassi, 1993.

Ainsi donc, le “*Col des Genêts*” a très tôt été remarqué pour sa position stratégique mais il n’a accueilli que tardivement des groupes de populations ; c’est le littoral voisin qui a vu naître les premiers centres urbains (Dellys, Tizirt et, bien sûr Bejaïa) pour des raisons d’activités maritimes. Le poids politique et humain que prenait peu à peu la Kabylie montagnarde au cours de l’histoire, en tant qu’espace de refuge et de résistance, allait conférer encore plus d’intérêt au col. Avec la pénétration française et l’ouverture de la ligne de chemin de fer Alger-Tizi-Ouzou au début du XX^e siècle, Dellys perdit sa place de principale cité urbaine de la Kabylie occidentale au profit de Tizi-Ouzou...

Lieu de transit civil et militaire ou ville, la dynamique historique et urbaine de Tizi-Ouzou a toujours été intimement liée aux péripéties de son imposant arrière-pays montagneux.

Tizi-Ouzou dans son environnement immédiat : de l’Antiquité à la présence ottomane

Le pays kabyle est pauvre en terres cultivables et en ressources naturelles. Pour cette raison, il a dû être faiblement peuplé à l’aube de l’histoire ; mais dès les premières invasions étrangères, son massif montagneux rude et très accidenté, aux petites vallées très encaissées entre des chaînons, a constitué un refuge temporaire ou définitif sûr aux habitants des plaines et des cités environnantes. Aussi, une vie sociopolitique, économique et culturelle dense et riche s’est développée sur les versants et les pitons au sein de structures villageoises et tribales. Face à la pauvreté du milieu, les hommes y ont fait preuve d’une certaine capacité d’adaptation et surtout d’ardeur au travail, pour survivre.

Ces conditions ne sont pas, à l’évidence, de celles qui favorisent l’émergence de villes.

On y trouve, néanmoins des traces ou des vestiges d’anciens bourgs (Boghni, Tiroual, Ait-Boumahdi, Tikobaine...), mais c’est surtout en Kabylie maritime et dans les vallées qu’ont été érigées des villes autour de forts militaires, notamment par les Romains : Iomnium (Tizirt), Ruzuccurus (Dellys), Ruzazus (Azeffoun), Bida (Djemâa n’ Saridj)...².

A l’instar du col des Aït-Aïcha (Tizi-n- At Aïcha), les Romains ne pouvaient ignorer Tizi Wezzu – les deux cols étant proches (50 Kms) et reliés par une route qui suivait quasiment le tracé de celle qui existe aujourd’hui – d’où ils pouvaient surveiller le *Mons Ferratus*

² Cf. *Notes sur l’histoire des Kabylies*, FDB. 1964.

(dénomination romaine du massif du Djurdjura)³. Cependant, ils ne s'y sont pas fixés durablement, tout comme leurs successeurs, les Vandales et les Byzantins sous la domination desquels les tribus berbères ont pu reprendre pied dans les plaines.

Au cours du X^e siècle, deux grandes confédérations tribales occupaient les territoires qu'on désignera plus tard par le terme Kabylie : les tribus dites Zwawa installées dans la partie occidentale et celles dites Ketama dans la partie orientale, les deux ensembles vivaient d'une importante activité agricole et d'élevage et avaient « *des villes construites en bordure des plaines protégées par des pics et des chaînes peu pénétrables* »⁴ Tizi-Ouzou n'était pas encore de celles-là.

L'arrivée des Hilaliens, turbulente confédération arabe en 1051-1057 accentua le mouvement de repli des tribus berbères dans les zones montagneuses et désertiques et les villes périclitèrent. Il a fallu attendre l'avènement des Almoravides et surtout des Almohades (1147-1269) pour voir s'instaurer un minimum de stabilité, sécurité et d'acculturation en particulier. D'importantes cités connurent alors un grand essor : Dellys, Béjaïa, M'sila, Constantine...

La décadence des Almohades précipita une nouvelle fois l'ensemble du Maghreb dans le morcellement et les luttes dynastiques. La partie orientale de la Kabylie reconnut plus ou moins l'autorité des Hafside (1228-1574) dont l'un des clans rivaux était établi à Béjaïa.

C'est dans ce contexte que se formèrent en Kabylie, au début du XVI^e siècle, deux petits royaumes montagnards, celui des Aït-el-Kadi à Koukou (en amont de l'oued Sébaou) et celui des Aït-Abbas (à l'est de l'oued Sahel), de part et d'autre du Djurdjura. Ces deux petits royaumes autochtones, profitèrent dans un premier temps, du déclin des villes pour accueillir de nombreux citoyens, artisans et marchands, avant de connaître à leur tour la décadence, minés par leur rivalité et « *un chassé-croisé d'alliances* »⁵ néfaste avec les puissances méditerranéennes (turque et espagnole).

La vallée du Sébaou qui était jusque-là cultivée par les montagnards des environs sous la surveillance des Aït-el-Kadi, devint l'objet de querelles entre tribus, ce dont profitèrent les Turcs, déjà présents à Dellys vers 1517-1518, pour s'approcher du « *Col des Genêts* » et du bastion kabyle. Ces derniers commencèrent par ériger des bordjs (fortins) à Tizin-At Aïcha, Bordj Ménaïel, Chabet-el-Ameur dans la vallée des Issers

³ Cf. le Mesnage, P. J., *Romanisation de l'Afrique du Nord*, Paris, Edition Gabriel Beauchesne, 1913.

⁴ Ibn Khaldoun cité par Kaddache, M., in *l'Algérie médiévale*, Alger, SNED, 1982, p. 66.

⁵ Cf. Morizot, Jean., *Les Kabyles, propos d'un témoin*, Paris, CHEAM, 1985.

avant de faire leur entrée dans la vallée du Sébaou au début du XVII^e siècle⁶. De proche en proche, des postes avancés furent mis en place à Tadmait et Tizi-Ouzou vers 1640, avant la construction effective du bordj de Tizi-Ouzou en 1720-1721 et de celui de Boghni, en remontant l'oued éponyme, quelques années postérieurement⁷. La tribu des Amraoua établie dans la partie de la vallée du Sébaou limitrophe de Tizi-Ouzou se soumet aux Turcs et bénéficie, en échange, de terres et de l'exemption de l'impôt. Le bordj de Tizi-Ouzou accueillit un embryon d'administration turque qui s'entoura de smalas de quelques milliers de cavaliers, installées à différents endroits de la vallée, dont une au pied du bordj, constituant ainsi le premier village de Tizi-Ouzou.

Les tribus montagnardes, évincées de la culture des terres de la vallée, entrèrent en conflit direct avec les smalas turques, ce qui poussa la Régence d'Alger à agrandir le bordj de Tizi-Ouzou sous la houlette du bey Mohammed Ed-Debbah (l'égorgeur)⁸. La tribu des Amraoua était alors divisée en deux fractions : *Iǧemrawiyen-u- fella* (les Amraoua d'en haut) sous tutelle turque et *Iǧemrawiyen-n- wada* (les Amraoua d'en bas) reconnaissant plutôt la famille des Aït-Kaci, la branche la plus influente des Amraoua établie à Tamda (Haut Sébaou), les deux "soff-s" étant séparés géographiquement par le bordj de Tizi-Ouzou. L'administration turque entretenait la rivalité entre les deux clans et jouait souvent de l'intrigue pour maintenir sa domination sur l'ensemble. Par le biais du marché du *Sebt El Khodja* très fréquenté par les deux fractions des Amraoua et des tribus environnantes, le bordj exerçait une certaine surveillance des alentours.

Tizi-Ouzou prit alors un certain ascendant sur les autres villages de la vallée mais durant tout le temps que dura l'occupation ottomane, il n'y avait guère sur le col que le bordj et son petit village abritant la smala, installé en contrebas. A vrai dire, en raison de la nature de l'administration ottomane – elle avait pour mission principale de prélever l'impôt –, il ne pouvait en être autrement⁹. Au début du XIX^e siècle, de

⁶ Située à l'embouchure de la vallée du Sébaou, Dellys est entre les mains de Kheireddine Barberousse en 1517-1518, d'où il organise ses expéditions en Méditerranée et ses incursions en Basse Kabylie. En 1520, eut lieu à Tizi n At Aïcha, la première grande bataille entre Kabyles et Turcs, où fut tué le souverain de Koukou Ahmed ou- El Kadi.

⁷ Cf. Robin, N., notes sur l'organisation militaire et administrative des Turcs en Grande Kabylie, in revue africaine n° 17, 1973.

⁸ La tradition attribue au Bey Mohammed Ed-Debbah (l'égorgeur) le massacre de milliers de Kabyles dont il a exposé les têtes au Sebt-El-Khodja (le marché hebdomadaire de Tizi-Ouzou de l'époque, fondé par le caïd Ali Khodja).

⁹ Le produit de la course en Méditerranée et de la fiscalité interne, étaient destinées à l'entretien de l'armée turque et aux dépenses des palais et résidences des Pachas, des

nombreux villages de montagne étaient nettement plus peuplés que Tizi-Ouzou.

C'était l'occupation française, d'une autre nature (colonisation agraire et de peuplement) qui allait transformer, à partir des années 1850, le sort et la physionomie du "Col des Genêts".

La colonisation française : du village colonial à l'émergence d'une ville

La Kabylie fut la dernière région de l'Algérie du nord à être soumise par l'armée française au cours de la décennie 1850. Comme les Turcs, les Français ont entrepris son approche par étapes successives, en occupant d'abord les villes du littoral : Bougie (1833), Dellys (1844), etc.

Jusqu'à la prise définitive de Tizi-Ouzou (1855-1856), le bordj abandonné par la garnison ottomane était occupé par les Aït-Kaci et le marché du "Sebr" continuait à être animé sous leur contrôle.

C'est vers 1842 que débute la campagne de Kabylie sous la houlette du maréchal Bugeaud. Les colonnes françaises parties du littoral, investirent le Bas-Sébaou mais ne purent remonter la rivière, contrariées par la résistance des Amraoua dirigée par Belkacem-Ou-Kaci dans le Haut-Sébaou. En 1847, une nouvelle campagne fut plus décisive et le maréchal Bugeaud réussit à installer ses premiers campements au pied du bastion kabyle qu'il appelait « l'horrible guêpier »¹⁰.

Après deux nouvelles expéditions dirigées par le maréchal Randon au début des années 1850, fut décidée la mise en place d'une administration militaire dite du *Cercle de Tizi-Ouzou* destinée à mieux contrôler les populations kabyles. Le bordj devint une garnison militaire (Caserne Erlon), doté d'un entrepôt et d'un hôpital militaire (1854-1856).

A partir de 1854, les premiers aménagements du col commencèrent « en raison de son importance stratégique »¹¹. On procéda aux premières expropriations terriennes (15 000 hectares dans un premier temps) et attributions de concessions en vue de la mise en œuvre d'un centre de colonisation. Celui-ci fut, à ses débuts, laborieux : Il y'avait en 1859 que treize immigrants européens installés dans les premières maisons au pied du bordj et quelques centaines d'autochtones (500 à 600 selon les sources

Deys, des Beys et de leur administration. Hormis quelques établissements résidentiels et religieux, les Turcs n'ont fondé en Algérie ni villes ni infrastructures économiques et sociales.

¹⁰ Expression rapportée par Germain, Roger, in *La politique indigène de Bugeaud*, Paris, Edition Larose, 1955, p. 162.

¹¹ Coll, L., *Croissance urbaine et développement, le cas de la ville de Tizi-Ouzou*, Doctorat, Université de Toulouse le Mirail, 1978.

militaires) et, à l'occasion de la famine de 1867-68 arrivèrent les premiers missionnaires. Devenu peu à peu village colonial, Tizi-Ouzou accueillait les premiers *services publics* : une justice de paix, une église, un bureau de poste, une école arabo-française, une école de fille, un lavoir public, une fontaine, un hôtel et un café-restaurant¹². La population d'origine européenne atteignit alors 254 âmes à la veille de la grande insurrection de 1871¹³.

Lorsqu'en mars-avril 1871, celle-ci éclata et embrasa « *le pays comme une véritable trainée de poudre* »¹⁴, le village de Tizi-Ouzou fut attaqué et détruit par les insurgés kabyles, à l'instar d'autres centres de colonisation de Kabylie : Draâ-El-Mizan, Dellys, Béjaïa, Sétif... Mais, dès le mois de mai, l'armée française reprit l'offensive et réinvestit rapidement Tizi-Ouzou pour délivrer les Européens réfugiés dans le bordj.

La révolte matée, le village fut reconstruit et agrandi et les habitants "*indigènes*" furent refoulés vers le haut, au pied du mont Belloua. Il devint en 1872 chef-lieu d'une commune de plein exercice et reçut, suite aux séquestres fonciers, de nouveaux colons européens. La population d'origine européenne passait ainsi de 280 personnes en 1873 à 400 en 1874 et à 1.200 deux ans plus tard, c'est-à-dire presque autant que la population d'origine locale qui s'élevait à 1.500 âmes en 1876.

L'ouverture de la voie de chemin de fer Alger-Tizi-Ouzou¹⁵ en 1888 donna un coup de fouet au développement de la ville naissante. De petit centre militaire, Tizi-Ouzou se vit nanti de nouvelles fonctions administratives et commerciales en raison, d'une part de l'afflux progressif d'immigrants européens et, d'autre part de la forte densité démographique de l'arrière-pays kabyle. Dellys, jusque-là principal centre urbain et portuaire de la Kabylie occidentale perdit alors de son importance au profit de Tizi-Ouzou, surtout après le prolongement de la ligne de chemin de fer de Mirabeau (Drâa Ben Khedda) à Tizi-Ouzou en 1910.

Toutefois, à l'intérieur de la ville, seule la partie européenne tirait avantage de ce nouveau dynamisme, la partie autochtone gardait son allure de village kabyle traditionnel et tendait à se replier sur elle-même.

¹² Cf. De Nogueira de Lima, J., *Une opération de rénovation urbaine dans un pays en voie de développement, le cas de Tizi-Ouzou*, mémoire de Maîtrise, Paris III, 1979.

¹³ Cf. Julien, C. A., *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris, PUF, 1964.

¹⁴ *Ibid.*, p. 487.

¹⁵ De 1888 à 1910, la ligne de chemin de fer bifurque de Mirabeau (Draâ-Ben Keddâ) vers Boghni.

Entre 1910 et 1920, de nombreux équipements et activités économiques viennent s'implanter dans le quartier européen : dépôts, commerces, usine d'électricité à base d'huile lourde... L'éclairage public de la rue principale (rue Ferdinand Aillaud devenue Grand-rue puis Abane Ramdane après 1962) qui était à base de lampes à carbure, fut remplacé vers 1917-1918, par l'éclairage électrique.

Dans les années 1920, les principaux commerces étaient constitués d'épiceries, de boulangeries, de dépôts de céréales et de figues... Il y'avait aussi un fondouck et un médecin installé dans le bordj. A la même période, les premiers véhicules automobiles commencèrent à circuler et les rues furent asphaltées à partir de 1925. Apparurent alors les premiers dépôts de carburant (Shell et Standard), la première pompe à essence ayant vu le jour vers 1922¹⁶.

Le relatif boom commercial qui caractérise Tizi-Ouzou dès le début du 20^e siècle était dû, plus au processus de monétarisation du mode de vie induit par la destruction de l'économie kabyle traditionnelle qu'à l'impact du pouvoir d'achat de la population européenne¹⁷. Par contre, il n'y eut guère d'activités industrielles. En effet, à Tizi-Ouzou, la colonisation française fut essentiellement le fait de quelques propriétaires terriens et surtout « *d'employés de l'administration et de petits commerçants* »¹⁸. La colonisation agraire s'était davantage déployée à l'ouest de Tizi-Ouzou et dans la proche Mitidja, d'où le chapelet de petits villages coloniaux qui se déploient entre les deux localités : Mirabeau, Camp du Maréchal, Haussonvillers, Bordj Ménaïel, Félix Faure, Ménerville, etc...

Chef-lieu d'arrondissement en 1900, Tizi-Ouzou a gardé son caractère villageois jusqu'à la guerre de libération nationale ; ce n'est qu'en 1956 qu'elle est promue chef-lieu de département. La ville connaît alors une remarquable extension en débordant de ses limites initiales, et commence à être dotée d'un certain nombre de nouveaux équipements administratifs et sociaux : hôpital, commissariat de police, siège de la préfecture...

¹⁶ Nous tenons ces informations de Mr Salcédó, L., né à Dellys et installé à Tizi-Ouzou en 1911. Véritable mémoire de Tizi-Ouzou jusqu'à la fin des années 1980, M. Salcédó que nous avons rencontré en 1988 n'a pas lésiné sur son temps pour répondre à nos questions. Nous lui sommes très reconnaissants.

¹⁷ La ruine de l'économie kabyle traditionnelle induite notamment par les conséquences de l'insurrection de 1871 (destructions, séquestres, corvées, représailles fiscales...) et l'irruption de l'économie capitaliste ont provoqué un vaste mouvement de prolétarianisation des paysans et des artisans kabyles. Les marchandises issues de l'industrie française (cotonnades, savons, bougies...) firent leur apparition dès la fin du XIX^e siècle non seulement à Tizi-Ouzou mais aussi dans les villages de montagne.

¹⁸ Coll, J.L., *Op. cit.*, p. 20.

A partir de 1956-1957, par suite de la politique de terre brûlée en zone de montagne, les ruraux affluèrent vers Tizi-Ouzou où ils furent parqués dans des cités de recasement : *La Carrière*, *Cité Mokadem*, etc... En 1958, à la faveur du *Plan de Constantine* lancé par le général de Gaulle, on créa les premiers emplois (hors agriculture) à l'endroit des autochtones et la construction des logements de type *Habitat à Loyer Modéré* (H.L.M.) : *Cité Million*, *Cité Eucalyptus*, *Les Genêts*... A cause de la guerre, Tizi-Ouzou connut ainsi sa première grande mutation socio-économique et démographique.

De 1962 à nos jours : la naissance et l'affirmation d'une métropole régionale ?

Cerner l'évolution récente de Tizi-Ouzou n'est pas aisé en raison de l'impératif de distanciation et du recul suffisant par rapport aux faits et événements ainsi qu'au manque, voire l'absence de documents portant sur la période post-indépendance.

Quoiqu'il en soit, la ville de Tizi-Ouzou a connu au cours des trente dernières années, de profondes transformations guère aisées à cerner.

Toutefois, on peut postuler que les conditions historiques qui ont présidé à l'occupation humaine du "*Col des Genêts*" restent valables pour l'époque contemporaine. En l'espèce, les évolutions récentes de la ville ne peuvent guère se lire dans son cadre intra-muros ; elles s'inscrivent pleinement dans la dynamique de l'espace régional kabyle, du moins de sa partie occidentale : la Grande Kabylie. Aussi, convient-il de ne pas perdre de vue cette sorte de déterminisme régional qui tend à faire de la ville de Tizi-Ouzou un espace urbain où convergent les regards de centaines de villages kabyles. C'est que celle-ci est devenue, au fil du temps, un pôle politico-administratif, économique et socio-culturel où se nouent et se dénouent les problèmes et les contradictions d'un ensemble géographique et humain situé en gros entre deux autres cols, Tizi-n At Aïcha (Thénia ex : Ménerville) et Akfadou. De même que Tizi-Ouzou porte le poids historique du rôle joué par la Kabylie dans la guerre de libération nationale ; elle a notamment soutenu et abrité en 1962-1963, l'opposition à l'armée des frontières du colonel Boumédiène. En effet, le groupe dit de Tizi-Ouzou (B. Krim, M. Boudiaf, Mohand Ou Lhadj...), a établi son quartier général dans cette ville en vue d'empêcher la prise du pouvoir par l'armée des frontières dont la tête politique était le groupe dit de Tlemcen (A. Ben Bella, H. Boumédiène, M. Khider...). De même que le Front des Forces Socialistes (F.F.S.) créé en septembre 1963, trouve

momentanément refuge à Tizi-Ouzou, avant de se replier dans la montagne.

De ces péripéties inhérentes aux luttes de succession au pouvoir colonial, Tizi-Ouzou – et plus globalement la Kabylie – en gardera les stigmates. En lançant, en 1963-1964, le projet de l'usine textile à Draâ Ben Khedda, Ben Bella tentait de désamorcer les tensions et les troubles de la période post-indépendance ; objectif, que reprendra à partir de 1965, le régime suivant. Jusqu'à la fin des années 1960, Tizi-Ouzou continuait à évoluer dans le cadre de l'héritage socio-économique colonial, c'est-à-dire un relais militaire, administratif et commercial. De fait, la période qui suit l'indépendance est caractérisée par un marasme économique et social persistant, aggravée par le retour de nombreux réfugiés et émigrés, d'autant que « *les transformations économiques dont le nouveau gouvernement se prévalait n'avaient guère eu (...) d'application concrète* »¹⁹ dans une région parmi « *les plus touchées par la guerre* »²⁰.

Le régime issu du coup d'Etat de juin 1965, tout en gardant un œil vigilant sur les velléités séparatistes²¹, ne perd pas de vue les immenses besoins dont souffrait la région ; et, à ce titre, il s'y attela à *s'en occuper* notamment, par l'élaboration et la mise en œuvre d'un important programme socio-économique destiné au développement de la Wilaya de Tizi-Ouzou. Le volet économique consistait à lui octroyer un certain nombre d'infrastructures au titre d'un *Programme spécial* et Boumédiène et son gouvernement tinrent réunion, à cet effet, à Tizi-Ouzou en octobre 1968. Plus que la région, ce fut Tizi-Ouzou-ville qui bénéficia de l'essentiel de l'enveloppe budgétaire allouée : nouveaux immeubles d'habitation, Maison de la culture, hôpital psychiatrique, siège de l'Inspection académique, lycée, institut de formation hôtelière, hôtel de haut standing etc... Quant au volet politico-culturel de ce programme, la politique d'arabisation de l'enseignement et de l'administration entreprise à l'échelle du pays, est particulièrement soutenue en Kabylie. Tizi-Ouzou est promue ville-pilote en la matière et ses « *succès* » sont mis en avant et cités en exemple dans les médias.

Mais, c'est au cours de la décennie 1970 que Tizi-Ouzou connaîtra sa vraie métamorphose. En effet, c'est durant cette période qu'elle reçoit des projets d'équipements structurants de dimension régionale et nationale.

¹⁹ L'arrière-pays densément peuplé ne pouvait donc compter sur l'infrastructure économique et sociale de Tizi-Ouzou pour absorber, au moins partiellement, son sous-emploi et son déficit en matière d'équipements socio-éducatifs.

²⁰ Lacoste- Dujardin, C. et Lacoste, Y., « Les revendications culturelles des Berbères de Grande Kabylie », in *Le Monde Diplomatique*, décembre 1980.

²¹ *Ibid.*

Parmi ces équipements qui hisseront Tizi-Ouzou au rang de ville moyenne, sinon à celui de métropole régionale de fait, on citera la zone industrielle de Oued Aïssi, la *Zone d'Habitat Urbain Nouvelle* (Z.H.U.N.) ou "Nouvelle Ville", l'implantation de lotissements à habitat résidentiel, la rénovation du centre-ville, l'université... La réalisation de ces équipements induit la création de dizaines d'entreprises de B.T.P. et de services divers qui contribuent à la création d'une douzaine de milliers d'emplois, ce qui fait de Tizi-Ouzou à la fin des années 1970 et de la première moitié des années 1980 le quasi unique bassin d'emploi de la Grande kabylie. D'où, l'effet magnétique qu'exerce, depuis, la ville sur son arrière-pays, ce qui fait d'elle un pôle d'affluence qui attire quotidiennement un flux de visiteurs trois à quatre fois supérieur au nombre de résidents intra-muros. Il est vrai que la ville a concentré l'essentiel des investissements économiques et socioculturels destinés en principe à l'ensemble de la région, effet découlant, pour une large part, du schéma National d'Aménagement du Territoire (S.N.A.T.) qui assignait à Tizi-Ouzou le rôle de *ville-tampon* pour l'émigration kabyle vers Alger²².

A partir de 1980, cette politique dite d'"*équilibre régional*" connaîtra une période de fléchissement²³. Tizi-Ouzou en pâtira ; elle verra par conséquent, les financements étatiques de ses projets se raréfier et sa capacité de création d'emplois freinée. Les seules réalisations notoires ont été celles d'équipements sécuritaires (casernes de gendarmerie et de police) implantés dans la banlieue de Tizi-Ouzou : Laâzib, Boukhalfa, Ihesnawen, Fréha.

Depuis lors, sa fonction de "*ville-barrage*" de l'exode kabyle vers l'agglomération algéroise est remise en cause et son développement sera poursuivi principalement par le capital privé ; ce qui se traduira, la corruption aidant, par une grande anarchie urbanistique et une dilapidation de son assiette foncière. Sa zone industrielle conçue par les planificateurs nationaux pour en faire le poumon économique du bassin occidental du Djurdjura, ne dépassera pas le stade d'îlot d'industrialisation sans grand impact sur la ville²⁴. Aussi, Tizi-Ouzou est restée, pour l'essentiel, une cité où les activités tertiaires (administration,

²² La réalisation effective de ces infrastructures s'étalera sur une période qui débordera sur la décennie 1980.

²³ Cette politique d'aménagement consistait à diriger certains investissements vers les villes de l'intérieur (Batna, Sétif, Tizi-Ouzou, Médéa, Sidi Bel Abbas...) de façon à atténuer la pression de l'exode rural sur les grands pôles industriels situés autour des trois grandes villes côtières : Alger, Oran, Annaba.

²⁴ Cf. Dahmani, M. et autres auteurs, *Op. cit.*

commerces, services...) prédominent toujours. Sa mutation industrielle n'a pas eu lieu.

Par contre, au plan politique et culturel, Tizi-Ouzou a été, dans la période 1980-2002²⁵, le théâtre d'une formidable effervescence qui a profondément marqué la ville et dont les effets vont bien au-delà de la Kabylie. En abritant, à partir de 1977-1978, un pôle universitaire qui a rassemblé en quelques années des milliers d'étudiants et d'enseignants venus des quatre coins de la région et de la diaspora, Tizi-Ouzou est devenue la caisse de résonance du mouvement revendicatif berbère.

Elle a vu naître les premiers regroupements et associations culturelles et politico-syndicaux autonomes de l'Algérie indépendante : Associations estudiantines, association de médecins hospitaliers, Mouvement Culturel Berbère (M.C.B.), Association des Enfants de Chouhada, le parti du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (R.C.D.)...

Tizi-Ouzou et son université : un apport majeur mais des rapports ambigus

C'est en 1977-1978 que s'effectue la première rentrée universitaire à Tizi-Ouzou. Les premiers effectifs se sont élevés à 490 étudiants et des enseignants à 31, regroupés dans quatre instituts et installés à Oued Aïssi (site devant servir de centre d'accueil pour personnes âgées) en 1977 puis, en 1978, le lycée d'Ihesnawen encore en chantier, est affecté au centre universitaire. Plusieurs années après, à chaque rentrée universitaire, la commune de Tizi-Ouzou devait mettre à sa disposition des locaux désaffectés ou retirés à d'autres institutions pour faire face à l'afflux d'étudiants : salle de cinéma du centre-ville, amphithéâtre situé au sous-sol du sanatorium, un centre d'enfants de Chouhada, une ancienne école de techniciens du bâtiment etc... Tel est le début, pour le moins chaotique de l'université de Tizi-Ouzou.

En fait, dès le départ, l'histoire de cette université régionale, décidée lors de l'élaboration de la carte universitaire en 1974-1977, dont l'objectif officiel était de désengorger l'université d'Alger, est marquée du sceau de l'incertitude. Le lieu d'implantation initialement prévu était Bouira, choix motivé, selon les concepteurs de la carte par sa configuration de *ville-carrefour* entre la Kabylie, les Hauts-Plateaux et l'axe Alger-Constantine. Le président Boumédiène aurait tranché, semble-t-il en faveur de Tizi-Ouzou, faisant valoir l'argument démographique et la proximité avec la capitale.

²⁵ Cf. Doumane, S., *Modernisation économique et pesanteur socio-économique en Algérie, l'exemple de la Kabylie*, doctorat, Université de Lille I, 1993.

On assistera, de ce fait, à une évolution erratique voire schizophrénique du centre, caractérisée par un afflux exponentiel des effectifs estudiantins en passant de 490 en 1978 à 13.500 en 1990, installés alors dans des structures inadaptées et ingérables. Aux premiers sites "prêtés" par la commune de Tizi-Ouzou, l'on relève de nouveaux *campus* tout aussi provisoires (Boukhalfa, ITE, lycée Hamlat...).

Ainsi, au lieu d'un pôle universitaire structurant pour la ville et son hinterland a surgi rapidement une structure éclatée, hétérogène et insérée de façon très peu harmonieuse dans l'agglomération en voie de métropolisation.

Au début des années 1990, suite à la décrispation politique de l'après parti unique et surtout en raison de l'explosion de la démographie estudiantine, l'ancien projet de construction est réhabilité. Le chantier est lancé de nouveau en 1994-1995 mais l'idée initiale est réduite à la réalisation d'un pôle technologique sur une assiette foncière fortement entamée par la spéculation et détournée vers d'autres besoins. Tout compte fait, les différents *campus* provisoires destinés à être fermés, deviennent des sites permanents et reçoivent même des constructions additives pour faire face à la montée fulgurante des effectifs estudiantins (2.000 à 3.000 nouveaux inscrits en moyenne par an depuis une douzaine d'années pour atteindre au total 33.000 à la rentrée 2004-2005).

Répartis de façon aléatoire à la périphérie de la ville (est, ouest et sud), les sites se caractérisent par leur faible intégration au tissu urbain et fonctionnent comme des appendices que les autorités publiques s'efforcent de tenir à l'écart de la vie de la cité. Il n'y a, en effet, à l'intérieur de la ville de Tizi-Ouzou aucune infrastructure socioculturelle (restaurant universitaire, bibliothèque, lieux pour les sports et les loisirs...) destinée aux milliers d'étudiants transitant quotidiennement. Il n'a pas été prévu de centres d'accueil répondant aux besoins spécifiques des étudiants qui constituent pourtant un quart de la population de la commune de Tizi-Ouzou. Jusqu'à ce jour, rien n'est encore décidé pour faire face à l'afflux croissant de la population estudiantine à Tizi-Ouzou.

Cependant, en dépit de l'isolement des *campus* hors de la ville, leur impact est de plus en plus manifeste. La présence quotidienne de milliers d'étudiants s'y exerce, conférant à la cité animation et de nouvelles mœurs. C'est ainsi que les commerces du centre-ville et des quartiers proches des instituts (ou facultés) s'adaptent aux besoins des étudiants (cybercafés, sandwicheries, boutiques de photocopies, de vêtements...), alors que les petits emplois pour étudiants commencent à voir le jour.

D'autant que population estudiantine est en majorité composée²⁶ de filles avec quelques dizaines d'étudiants étrangers (Afrique noire, Madagascar...), ce qui donne une nouvelle coloration sociologique à la rue tizi-ouzienne.

Ainsi, devenue ville à forte population universitaire, l'urbanisation de Tizi-Ouzou s'affirme de plus en plus au vu des mutations socio-culturelles profondes et ses nouvelles fonctions à travers notamment les activités intellectuelles et culturelles... En tout état de cause, c'est grâce à l'université que les défenseurs de la revendication culturelle berbère et de façon plus générale de la demande démocratique qui ont trouvé un lieu de rassemblement propice. De ce fait, l'agglomération de Tizi-Ouzou est devenue, au cours de la décennie 1980, un pôle d'expression politico-syndical et culturel qui n'est pas resté sans effets sur la capitale proche, voire sur tout le pays. Le mouvement culturel berbère y a inscrit ses premiers jalons, comme à Bgayet, avant d'exercer son influence dans toute la Kabylie et bien au-delà.

La dynamique née de ce mouvement est à l'origine, nous semble-t-il, du renouveau des comités de villages (anciennement *tajmaɣt*) en Kabylie. C'est le cas aussi dans les quartiers de la Haute-ville de Tizi-Ouzou qui ont gardé une certaine allure villageoise ; une dizaine de djemaâs ont (ré)apparu en 1988-89 avec leurs prérogatives traditionnelles (travaux d'intérêt collectif, rites sociaux : *timechret*, *lwaɣda*...) mais aussi en prenant en ligne de compte les préoccupations nouvelles : démarches auprès des autorités politiques et administratives, logements, distribution de l'aide du Croissant Rouge... D'autres quartiers de la ville ont repris l'initiative²⁷ sous des formes et à des degrés divers ; les assemblées traditionnelles se sont (ré)implantées plus facilement dans les anciens quartiers. Mais, c'est en 2001-2002 que ces structures sociopolitiques d'origine villageoise se sont affirmées de façon plus visible à Tizi-Ouzou²⁸.

²⁶ Un rapport élaboré en 1989-1990 par le vice-rectorat chargé de la planification intitulé *Situation actuelle et perspectives de développement aux horizons 1999-2000*, tirait la sonnette d'alarme en signalant le hiatus entre l'état des infrastructures et l'évolution des effectifs. Partant des taux de croissance de 1978 à 1989 (le nombre d'étudiants passe de 490 à 10.383), les effectifs prévus pour les années 1995, 1999 et 2000 sont estimés respectivement de 23.500, 53.000 et 55.000 !!

²⁷ Chaque année à l'occasion du 20 avril, date-anniversaire de la grève de protestation contre l'interdiction d'une conférence de Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle ancienne, se déroulent à Tizi-Ouzou et à Bgayet d'imposantes manifestations populaires.

²⁸ Il s'agit là d'un constat empirique, somme toute assez superficiel. L'approche de ce phénomène nécessite une étude approfondie et dans le temps, de manière à en saisir la teneur et les transformations sociologiques en cours.

Evolution démographique et économique

Adossée à un massif montagneux densément peuplé (un à deux millions d'habitants selon un cercle d'influence d'une cinquantaine de kilomètres de rayon) et dépourvu d'activités économiques, la ville de Tizi-Ouzou est, théoriquement, toute désignée pour accueillir (recueillir pourrait-on dire) une bonne partie de cette population et lui offrir des moyens de vivre.

Avec l'afflux de population durant la guerre et surtout à la suite de la proclamation de l'indépendance (en juillet 1962), on pressentait un boom exponentiel de son périmètre urbain, d'autant que le nouveau gouvernement lança dès 1963 le projet du complexe textile de Draâ-Ben-Khedda (prévu en 1958 dans le Plan de Constantine) qui laissait prévoir des retombées économiques sur la cité et son hinterland.

Pendant environ un siècle, de 1858 date de sa fondation officielle, à 1954 date du début de la guerre de libération, Tizi-Ouzou était resté un bourg colonial et un grand marché hebdomadaire ouvert à la population du versant occidental du Djurdjura. Sa démographie *intra muros* est passée de quelques centaines d'habitants à la fin de la conquête de la Kabylie en 1858 (dont une bonne dizaine d'Européens) à environ deux mille en 1911 (dont 2/3 d'Européens, militaires non compris), autant dire un apport de population peu significatif eu égard à la multitude de l'arrière-pays montagneux (35.000 à 40.000 habitants en 1848, 43.000 à 45.000 en 1910 selon diverses estimations). Entre les deux dates, la population tizi-ouziennne a évolué en dents de scie passant de 2.700 en 1876 à 2.400 en 1881 pour régresser à 1.400 en 1890²⁹, et atteindre à 2.800 en 1901..., en raison probablement des conséquences induites de l'insurrection kabyle de 1871 (reflux de la population autochtone, fluctuation de l'élément européen...). A la fin du XIX^e siècle, Dellys compte 3.600 habitants en 1881 mais la tendance commence à s'inverser au profit de Tizi-Ouzou avec l'ouverture de la voie de chemin de fer Alger-Tizi-Ouzou en 1888 en favorisant le long de la voie ferrée la création d'un chapelet de villages de colonisation. Aussi, Tizi-Ouzou prend-il un certain relief en devenant un entrepôt commercial et surtout en renforçant dans sa fonction de commandement militaire et administratif de la Kabylie occidentale, sans toutefois attirer la population environnante. C'est à partir de 1958, période d'intensification des

²⁹ Chiffres estimés à partir de différents témoignages de militaires ou de chroniqueurs de la conquête ; ce n'est qu'après la généralisation de l'état civil au début du XX^e siècle et surtout celui du recensement dans les années 1920 que le dénombrement de la population est devenu plus fiable.

opérations militaires dans les villages de montagne, que commencent à y affluer les villageois de proche en proche. La population de Tizi-Ouzou passe alors d'environ 5.500 habitants au début de la guerre (1954) à 15.000 en 1960 et 23.000 à la fin de la guerre de libération nationale contre 2 800 âmes en 1901 pour atteindre 3.000 en 1931 et 5.000 en 1950.

En somme, si la guerre d'indépendance a déclenché les premiers mouvements d'exode rural vers Tizi-Ouzou, cet exode ne fut pas massif car étroitement contrôlé par l'autorité coloniale. De plus, restée à l'état de bourgade coloniale sans activités économiques d'envergure (industries, services...), la cité ne pouvait recevoir un afflux important de population³⁰. Les initiatives prises à partir de 1958 (construction de logements collectifs, tentatives de redynamisation de l'artisanat local...), dans le cadre du Plan de Constantine, étaient arrivées trop tard et en tout cas très insuffisantes pour répondre aux besoins d'une région très appauvrie et déstructurée par la guerre. Aussi, pendant longtemps, Tizi-Ouzou a été plus un point de transit et un marché qu'un lieu de fixation durable pour les montagnards kabyles ; cette caractéristique est, dans une certaine mesure, encore en vigueur aujourd'hui.

Les flux massifs des ruraux vers les villes, qui marquèrent l'Algérie à l'indépendance (à partir de juillet 1962), furent relativement modestes à Tizi-Ouzou. De 1962 à 1966, période d'exode des Européens, la population tizi-ouzienne n'augmenta que, si l'on peut dire, d'environ 4.000 âmes (de 23.000 à 27.000 habitants). Il a fallu attendre les premières actions d'investissement de l'État (le Programme Spécial de 1968 et surtout les projets d'équipement du début des années 1970 : industries (textile et électroménager essentiellement) et logements (pour les fonctionnaires et autres agents de l'État) pour voir Tizi-Ouzou devenir un pôle d'attraction démographique. La population passe alors à 41.000 habitants en 1977 et 60.000 en 1987, soit un taux de croissance d'environ 52% de 1966 à 1977 et de 46% de 1977 à 1987. Mais ce croît moyen de 5% l'an sur une trentaine d'années (1960-1990), n'est plus que de 3% à la fin du XX^e siècle et semble décliner encore au début des années 2000³¹

³⁰ Pourvue d'infrastructures socio-économiques (emplois, logements...) destinées prioritairement à la population d'origine européenne, Tizi-Ouzou ne pouvait servir de réceptacle à la population kabyle qui fuyait les villages. Les destinations principales des migrants kabyles pendant la période coloniale, étaient l'agglomération algéroise et la France métropolitaine (pour l'émigration de travail masculine).

³¹ *Le taux serait de 2,3%* selon les chiffres de Brahim, Salhi., in *Une capitale régionale, Tizi-Ouzou*, Guide-annuaire de la Chambre de Commerce du Djurdjura (Tizi-Ouzou, Bouira), Agir-Plus Edition, 2003.

Au début du 21^è siècle, la population de Tizi-Ouzou n'a pas encore atteint les 100.000 habitants (79.300 en 1998) et selon diverses projections, ce chiffre ne sera atteint que vers les années 2010-2012, voire au-delà.

Ce ralentissement de la croissance démographique de la ville de Tizi-Ouzou s'explique par trois facteurs, essentiellement :

- La persistance, voire la modernisation de l'habitat rural kabyle qui, de plus en plus renforcé par la micro urbanisation de montagne, joue un rôle non négligeable dans le maintien des villageois dans leur village.
- La raréfaction de l'emploi depuis le milieu des années 1980.
- La pénurie de logements dans le périmètre urbain de Tizi-Ouzou.

A cela on pourrait ajouter la contrainte topographique (insertion de l'espace urbain tizi-ouzien entre les monts du Belloua et d'Ihesnawen qui limitent de façon draconienne son assise foncière).

Quoi qu'il en soit, la situation économique actuelle de la ville de Tizi-Ouzou caractérisée par la contraction de l'investissement public (léthargie du complexes textile de Draâ-Ben-Khedda et de la zone industrielle de Oued Aïssi, dissolution de nombreuses petites et moyennes entreprises, notamment celles du bâtiment, fragilité de l'entreprise privée...) ³² ne laisse pas envisager, à court et moyen terme, un dynamisme économique suffisant, à même de relancer la croissance démographique et urbanistique de la ville.

Toutefois, en raison de la grande intégration de Tizi-Ouzou avec son arrière-pays kabyle, et ses fonctions administratives, universitaire et commerciale, de par sa position de ville médiane entre la Kabylie occidentale et l'agglomération algéroise, son rôle de métropole régionale ne cesse de se renforcer. Dans cette perspective, il est impératif qu'elle se dote d'une politique urbaine rigoureuse afin d'une part, d'agir positivement sur l'aggravation de nombreux problèmes : dysfonctionnement et engorgement de la métropole, dilapidation patrimoine foncier... et d'autre part, d'anticiper sur les besoins futurs de ses habitants *intra-muros* et de ses centaines de milliers de visiteurs quotidiens.

³² Cf. Ouamer Oussalem, M., *L'industrie dans la wilaya de Tizi-Ouzou, essai d'analyse en longue période*, Guide-annuaire de la Chambre de Commerce de Tizi-Ouzou..., *Op. cit.*

Bibliographie

- Coll, J. L., *Croissance urbaine et développement, cas de la ville de Tizi-Ouzou*, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, Université de Toulouse Le Mirail 1978.
- Dahmani, M. ; Doumane, S. ; Oualiken, S. et Saheb, Z., *Tizi-Ouzou : fondation, croissance, développement*, Tizi-Ouzou, Edition Aurassi, 1993.
- De Lima De Nogueira, J., *Une opération de rénovation urbaine dans un pays en voie de développement, le cas de Tizi-Ouzou*, mémoire de Maîtrise, Paris III, 1979.
- Doumane, S., *Modernisation économique et pesanteur socio-culturelle en Algérie, l'exemple de la Kabylie*, thèse de doctorat d'Etat Université de Lille I, 1993.
- Dessommes, F., *Notes sur l'histoire des Kabylies*, FDB n°, 1964.
- Germain, R., *La politique indigène de Bugeaud*, Editions Larose, Paris 1955.
- Harbi, M., *Le FLN, mirage et réalité*, édition Jeune Afrique 1980.
- Julien, C.A., *Histoire de l'Algérie contemporaine*, PUF, 1964.
- Kaddache, M., *L'Algérie médiévale*, Alger, SNED, 1982.
- Lacoste-Dujardin, C. et Lacoste, Y., "Les revendications culturelles des Berbères de Grande Kabylie", *Le Monde Diplomatique*, décembre 1980.
- Mesnager, P.J., *Romanisation de l'Afrique du Nord*, Paris, Edition Gabriel Beauchesne, 1913.
- Morizot, J., *Les Kabyles, propos d'un témoin*, Paris, CHEAM, 1985.
- Oussalem, M.O., "L'industrie dans la wilaya de Tizi-Ouzou, essai d'analyse en longue période", *Guide-annuaire de la Chambre de Commerce du Djurdjura*, Tizi-Ouzou, Agir-Plus Edition, 2003.
- Robin, N., "Notes sur l'organisation militaire et administrative des Turcs en Grande Kabylie", *Revue africaine*, n° 17, 1973.
- Salhi, M.B., *Une capitale régionale, Tizi-Ouzou*, Tizi-Ouzou, Agir-Plus Edition, 2003.

ISSN 1111-2050

Insaniyat

Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales

La Montagne : populations et cultures

Marc CÔTE • Lucie BETTINGER • Serge ORMAUX
Hosni BOUKERZAZA • Sabrina ACHERARD • Nadia MESSACI
Abdelouahab BOUCHAREB • Jacques /Jawhar VIGNET-ZUNZ
Fatima IBERRAKEN

VARIA

Omar DERRAS, Dalila SENHADJI-KHIAT

POSITIONS DE RECHERCHE

Sid Ahmed BELLAL, Esma Hind TENGOUR, Samira NEGADI

-
- NOTES DE LECTURE
 - COMPTES RENDUS DE THESES
 - REVUE DES REVUES
 - INFORMATIONS SCIENTIFIQUES



15^e année - n° 53
Juillet - septembre 2011

Les modes d'appropriation et d'usage des espaces urbains dans la ZHUN sud de Tizi-Ouzou. De l'improvisation aux logiques individuelles

Mohammed Saïd LAKABI* et Nadia DJELAL**

Introduction

Dans les pays en voie de développement, le processus d'industrialisation a commencé à une période très tardive avec, notamment, l'introduction des grands ensembles¹. Si au début, cet habitat est considéré comme une promotion sociale qui permet l'entrée dans la société de consommation et l'accession à la "modernité", très vite des problèmes liés à l'intégration sociale et l'adaptabilité se sont fait ressentir.

Créées souvent sur des sites vierges, ces nouvelles formes urbaines aux seules fonctions de cités dortoirs n'ont pu engendrer que des maux sociaux aux conséquences parfois dramatiques. Ces immeubles sont implantés sans souci de lieu², ni de l'histoire, ni des liens affectifs et des habitudes des populations. Ce modèle est dénué d'histoire. Généralement, les grands ensembles constituent un ensemble de tours et de barres disposées sur un terrain "vide", sans souci d'éviter les espaces résiduels, créant ainsi une rupture, souvent, totale avec la ville.

* Enseignant-Chercheur à l'Université de Tizi-Ouzou.

** Maître de conférences, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture (ex EPAU), Alger

¹ Un grand ensemble est un nouveau quartier composé de barres et de tours, de très vastes parkings et quelques équipements collectifs (comme des écoles) ou privés (tel un centre commercial), qui s'édifie à la périphérie des villes et des banlieues.

Source : Paquot, T., « Des aspirations aux besoins pour une critique des grands ensembles », in *Revue urbanisme*, n°322, Paris, janvier – février 2002, pp. 79-80.

² Benyoucef, B., "Sur la notion de lieu" in *symposium international sur la théorie du milieu*, Marrakech, 1994.

En Algérie, les zones d'habitat urbain nouvelles sont conçues comme une procédure technique et administrative, selon le circulaire ministériel n° 00 355 /PU du 19-02-1975, ayant pour objectif la réalisation des logements collectifs et les équipements d'accompagnement et de service, sur des assiettes foncières importantes et selon des procédés constructifs industriels. Après trois décennies de production de ces zones d'habitat, aucun bilan concernant les modes d'appropriation de l'espace, aussi bien l'espace public que le logement, et les degrés d'identification, de modification-satisfaction et de représentations de ces espaces n'a été fait. Ces modèles sont faits sans aucune modalité d'intégration et sont dépourvus de toute qualité urbaine ; ils sont subis et incontournables sous l'effet du besoin urgent de se loger.

Concernant la ville de Tizi-Ouzou, à partir de 1980, le projet d'une zone d'habitat collectif établie par le PUD, la ZHUN Sud, appelée communément la *nouvelle-ville*, est lancé. Avec cette extension vers le sud, la ville quitte ses anciennes limites, le col des genets et elle devient alors un résultat de l'addition de différentes phases de croissance, sans articulation, sans limites ni densité.

Le but du présent article est l'analyse des modes d'appropriation et usages de l'espace public et du logement en corrélation avec trois variables, notamment, l'âge, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle (CSP). Le logement est l'espace intérieur qui permet à la vie familiale de se dérouler dans le temps et l'espace. L'espace public est le prolongement immédiat du précédent ; il est urbain et public, et ses caractéristiques formelles et matérielles permettent le déroulement de la vie collective. Etant un lieu d'interactions humaines et facteur de cohésion sociale, l'espace public est un élément constitutif de la ville.

1. La ZHUN sud de Tizi-Ouzou, un espace urbain planifié avec une composante socio-démographique particulière

Les ZHUN sont conçues dans le but de gérer la croissance urbaine des villes mais aussi pallier le déficit en logements urbains. Tout en constituant une rupture avec la ville, elles ont largement contribué à la modification du paysage urbain. Les éléments définissant l'urbain, en l'occurrence, la rue, la place, le jardin, le square, n'existent plus ; ils deviennent de simples éléments de transition de la sphère publique à la sphère privée. L'espace conçu ne répond pas aux besoins, encore moins aux attentes des usagers. Ceux-ci légitiment alors leurs interventions par des actions spontanées individuelles et/ou collectives sur l'espace privé (par exemple obturation des loggias, ouverture au rez de chaussée d'une

pièce pour activité commerciale...) et l'espace public (délimitation des espace de jeux, de repos, de vente informelle, délimitation d'un jardin potager...). Les ZHUN sont régies, à l'image des grands ensembles, par le principe fonctionnaliste qui consiste en la séparation des fonctions urbaines.

C'est à travers l'appropriation et l'usage de l'espace que l'homme existe, s'exprime, s'impose, se démarque, se construit et se reproduit³. L'espace public est le terrain de conflit et de confrontation de l'action publique par le biais des réglementations, des actions d'aménagement et l'appropriation et l'usage par les habitants. Il y a divergence entre l'espace conçu et l'espace vécu.

1.1. Un espace urbain nouveau planifié

A Tizi-Ouzou, la croissance vers le sud est confirmée par la création d'une zone urbaine nouvelle, appelée *Nouvelle-ville*, définie par les plans quinquennaux I, 1980-1984 et II, 1985-1989 avec une superficie de 320,9 hectares. L'apparition des plans d'urbanisme pour la ville fut tardive pour assurer l'orientation, la réglementation et le suivi des opérations de la croissance urbaine. Il faut noter néanmoins que les dimensions spatiales et démographiques de la ville, pendant la décennie 1970-1980, demeurent de faible ampleur. En revanche, la période 1980-1990 a connu une croissance spectaculaire.

Le plan d'urbanisme dans sa 2^{ème} phase, lancé en 1982, a défini des hypothèses de croissance aboutissant à un vaste programme en habitat et en équipements. Et, la spatialisation de ces programmes donne naissance à un zoning et organise la ville en 9 quartiers dans le périmètre urbain de la ville.

La Z.H.U.N, comme zone importante d'habitat, est créée en 1980 en vue de faire face aux besoins pressants et importants en logements sociaux. La population projetée est de l'ordre de 45 000 habitants. L'ensemble de la zone comprend un programme de 5 000 logements répartis en 3 quartiers :

- 1 200 logements avec l'achèvement d'un C.E.M et d'un groupe scolaire.

³ Mebirouk, H. ; Zeghiche, A. et Boukhemis, K., 2005, "Appropriation de l'espace public dans les ensembles de logements collectifs, forme d'adaptabilité ou contournements des normes ? Cas des ZHUN d'Annaba" in *NOROIS, Environnement, aménagement, société* n° 195/2 sous la direction de Ripoll Fabrice et Veschambre Vincent, *L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir*, Institut de géographie, Editeur Caen-Poitiers-Rennes, 118 p., pp. 59-77.

- 2 060 logements dotés d'un supermarché, d'une agence postale et d'une centrale téléphonique.

- 1 700 logements équipés d'un siège administratif (S.A.A) et d'un technicum.

L'intégration de la ZHUN à la ville est assurée par d'importantes voiries (rocodes nord et sud) réalisées dans le cadre du plan de modernisation urbaine (P.M.U). Néanmoins, ces ZHUN sont composées d'un ensemble de bâtiments posés sur le sol et répétés plusieurs fois. Elles présentent des espaces non délimités, sous forme d'espaces ouverts ou éclatés, dus à l'inexistence d'une structure au sol ou d'un parcellaire capables de prendre en charge l'organisation de ces éléments. Les espaces engendrés n'ont pas de fonction précise, ils sont simultanément ou séparément affectés à divers activités (parking, espaces de jeux et/ou de rencontre, chemins spontanés créés par les habitants, improvisation des marchés informels de fruits et légumes, ...). La *nouvelle-ville* se caractérise par l'absence d'une structure au sol et d'éléments caractéristiques de l'urbain tels que la rue, le boulevard, l'impasse, la places et la placette.

A l'instar de toutes les ZHUN du pays, celle de Tizi-Ouzou est un exemple illustratif de ces formes de territorialisation, par le marquage des territoires par les différentes catégories de population (les jeunes, les adultes et les vieux), par la superposition des activités dans un même espace (parking, jeux, jardinage, rencontre...) et par la généralisation des activités informelles (vente de tout produit : alimentaire, habillement, jouet, objet artisanal, tabac,..) qui pérennisent la fonction dans l'espace. Ces activités informelles prennent des proportions, dans l'espace et le temps, qui changent radicalement l'image de la cité. Tout espace public peut devenir potentiellement un espace commercial. La problématique des espaces privés et publics est posée de manière tangible à travers leur appropriation et aussi la notion de limite et de seuil transitionnel de l'un vers l'autre. Toutes ces pratiques (jardinage des espaces attenant au logement, obturation des loggias, nettoyage et lavage des parties communes, ...) seraient liées à une volonté de rétablissement, de renforcement ou de déplacement de frontière entre le territoire privé et le domaine public, instaurant ainsi un sentiment d'identification territoriale inhérente à des référents socioculturels⁴. Les diversités matérielles, en l'occurrence les signes, les constructions, les graffitis, sont les marquages qui pourraient être définis comme la matérialisation d'une appropriation

⁴ Kerrou, Mohamed., Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Paris, Edition Maisonneuve et Larose, 343 p, pp 201-223, p. 201.

de l'espace ou comme vecteur (matériel) d'une légitimation d'une appropriation de l'espace⁵.

La *nouvelle-ville*, bâtie en extension sur les terrains situés au Sud, se caractérise par une succession de tissus hétérogènes servant de base à des opérations d'habitat collectif : ZHUN, coopératives immobilières, et de lotissements individuels. La *nouvelle-ville* concentre les trois quarts de la population urbaine de la ville et presque autant en surface foncière. Conçue à l'origine comme habitat intégré, sous forme d'une addition successive de plusieurs cités d'habitat collectif et de lotissements individuels, elle génère actuellement des activités économiques tertiaires et des dynamiques sociospatiales qui lui confèrent déjà, à notre sens, le statut de "ville émergente". La rocade sud, autoroute servant à détourner la ville et en même temps possédant plusieurs portes d'entrée, constitue la limite sud de la *nouvelle-ville*. Elle articule les villages, notamment Hasnaoua et Beni Zmenzer, avec la ville. Certaines activités économiques, parfois à caractère informel, se développent le long de cet axe.

1.2. Une population majoritairement jeune et active

Suite à l'observation sur le terrain et l'hypothèse de départ, il y a pluralité des modes d'appropriation des espaces en forte corrélation avec les variables d'âge, de sexe et de catégorie socioprofessionnelle ; il existe une forte tendance à la reproduction des schémas mentaux de pratiques spatiales, notamment dans la pratique du jardin familial, les regroupements dans les espaces publics par une catégorie d'âge et de sexe.

Une enquête est menée sur un échantillon, défini selon le mode aléatoire⁶, de 260 logements (10% du parc des 2000 logements OPGI + 600 logements EPLF constituant la 1^{ère} matrice de la ZHUN sud).

Selon le RGPH de 1998, la ville de Tizi-Ouzou compte 79 244 habitants, ce qui représente une densité moyenne de 1 200 hab/Km². En 2008 (RGPH), la ville de Tizi-Ouzou passe à 93 676 habitants, soit une évolution sensible de 18,20% (contre 5% pour la commune de Tizi-Ouzou). Cela nous montre la nette prédominance de l'agglomération chef-lieu, par son caractère urbain, sur les agglomérations secondaires, qui sont, pour la plupart, des villages et des zones éparses.

Concernant la population enquêtée (figure 1), la répartition selon l'âge des membres des ménages de l'échantillon offre des traits particuliers et

⁵ Veschambre, V., "Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion" in Revue *ESO*, 2000, pp. 73-77, p.73.

⁶ De Singly, *L'Enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Ed. Nathan, 1996, p. 97.

sociologiquement intéressants. Une population de 1487 personnes est dénombrée habitant dans les logements concernés par l'enquête.

La répartition de la population par tranche d'âge de cinq années ne présente pas une différence significative avec le dernier recensement (RGPH 2008). La population jeune (moins de vingt ans) dépasse le tiers de la population enquêtée (37,84%), cela étant légèrement supérieur aux résultats du recensement 2008 qui donne 30,80% pour la même catégorie d'âge pour la wilaya de Tizi-Ouzou (source : traitements du RGPH 2008). Et, cela avec la population entre 20 et 29 ans d'âge qui représente aussi un taux important de 24,27% (vs 22,99% à l'échelle de toute la wilaya, selon RGPH 2008).

A la lumière de ces chiffres, il est constaté que plus de la moitié (62,11%) de la population de l'enquête est d'un âge inférieur à 30 ans. La population entre 30 et 49 ans représente un taux de 27,81% (vs 27,27% à l'échelle de la wilaya) ; celle de 50 à 64 ans représente 7,96% (vs 10,76% à l'échelle de la wilaya). Et, la population au-dessus de 65 ans ne représente que le faible

Figure 1 : Structure de l'échantillon par catégorie d'âge

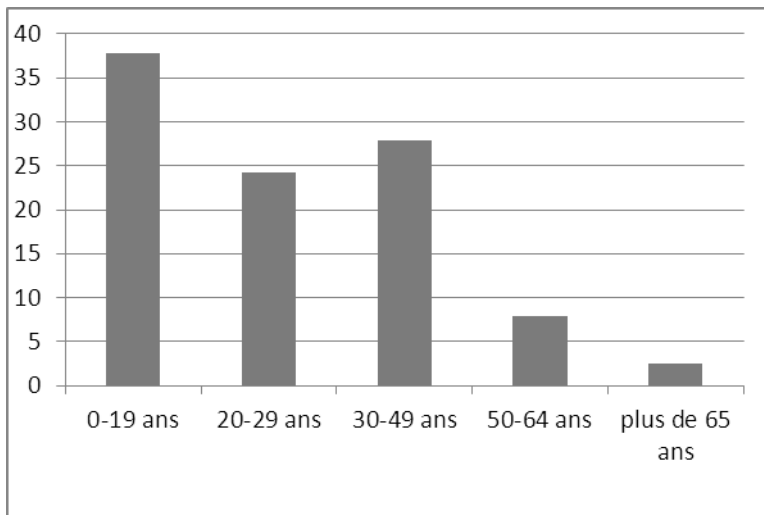
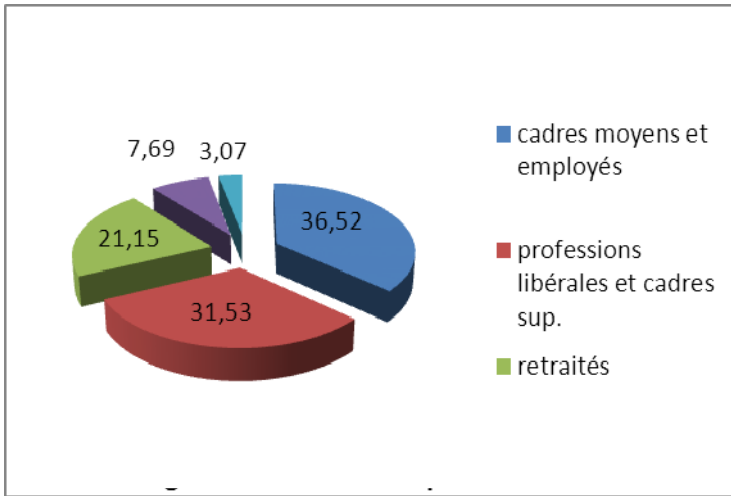


Figure 2 : Structure socioprofessionnelle



pourcentage de 2,52% (vs 7,70% à l'échelle de la wilaya) En résumé, la population dominante est très jeune, à côté d'un corps moyen constitué des habitants en âge de travailler allant de 30 à 55 ans, l'échantillon présente un taux de population du 3^{ème} âge, (la catégorie de 65 ans), nettement plus faible.

Les chefs de ménage de la population d'enquête représentent essentiellement trois grandes catégories socioprofessionnelles (figure 2) :

1- Les cadres moyens et les employés présentent un taux important (36,52%).

2-En parallèle, les professions libérales et les cadres supérieurs, avec une nette proportion d'enseignants universitaires en raison de la proximité de l'université, présentent aussi un taux important (31,53%).

3- Les retraités constituent une catégorie non négligeable (21,15%) ; il faut souligner que si le retraité reste le chef de famille, dans certains cas, ce sont les enfants qui assurent les revenus pour la famille qui reste dans le fonctionnement du schéma traditionnel.

Vu le caractère social des deux quartiers d'étude, la catégorie de patrons, d'entrepreneurs et de commerçants, est relativement réduite (7,69%).

Les sans emplois sont quasiment inexistants (3,07%) vu que les critères d'attribution de logement sont souvent de nature socioprofessionnelle.

Concernant les employés dans le secteur agricole, pour les districts concernés par l'enquête, il a été recensé 27 personnes ; représentant 0,26% de la population totale de la zone. Cependant, la population enquêtée ne renferme pas de travailleur dans ce secteur.

2. Les modes d'appropriation de l'espace urbain dans la ZHUN

Les pratiques et les représentations sont inhérentes à toute société, elles se traduisent par les différentes actions multiformes individuelles et/ou collectives menées dans et sur l'espace. Ces actions découlent des stratégies mises en place par les habitants dans les conflits les opposant à la puissance publique. Dans l'espace urbain, ces éléments sont comme des outils de mesure de la citoyenneté⁷.

L'appropriation de l'espace, dans ses différentes acceptions matérielles et symboliques, n'est pas seulement un enjeu mais aussi une stratégie et une ressource de l'action⁸.

2.1. Les espaces intérieurs : perception, modifications et aménagements

Avec l'université Mouloud Mammeri, qui va jouer un rôle primordial dans l'émergence de la centralité en périphérie, la ZHUN constitue le premier pôle urbain construit dans la zone péri-centrale ; celle-ci se traduit par des logements standards (selon trois variantes F3, F4 et F5 avec des surfaces allant de 63 à 78M²) avec une architecture banalisée et répétitive et sans cadre de vie adéquat. Elle est implantée sur des terrains vagues à vocation agricole et sans aménagements d'accompagnement

Le logement est un espace privé, mais parfois certaines activités familiales qui s'y exercent trouvent des prolongements directs dans l'espace public. Et, souvent, les logements sont individualisés par des traitements architecturaux qui ont une incidence directe sur la qualité de l'espace public.

⁷ Dorier-Apprill, E. (dir.), *Vocabulaire de la ville. Notions et références*, Paris, Edition Du Temps, 2001, 191p, p100.

⁸ Ripoll, F., "S'approprier l'espace ...ou contester l'appropriation?" in *NOROIS, Environnement, aménagement, société* n° 195/2 sous la direction de Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre, *L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir*, Institut de géographie, Editeur Caen-Poitiers-Rennes, 2005, 118p.

2.1.1. Protection de l'intimité

L'entrée de l'habitation est un des multiples seuils qu'il est possible de rencontrer au cours du cheminement de l'espace public à l'espace privé. L'entrée est le témoin d'une forme particulière de ritualisation du quotidien, ce sont les rites d'interactions. L'entrée donne naissance à toute une gamme d'actions qui impliquent à la fois des acteurs, l'occupant du logement et le visiteur, et une gestion appropriée du temps et de l'espace. L'entrée a subi des changements perceptibles sur le plan morphologique, elle est caractérisée aussi par un dégagement spécifiant un caractère distributif.

Dans les logements de la ZHUN, une entrée-couloir distribue les espaces (chambres, séjour, cuisine...) de part et d'autre. L'observation montre une entrée définie comme espace contigu à la porte d'entrée avec des aménagements personnalisés (pose de meubles adaptés) donnant un cachet personnalisé.

Dans plusieurs cas, une cheminée est construite autour du réchaud de chauffage faisant rappeler, selon les propos des habitants, la maison traditionnelle. L'espace entrée dépasse dans ce cas la fonction distributive initiale, qui est un rôle purement fonctionnel.

Dans 21% des appartements visités, l'entrée se fait directement dans le séjour, suite à une démolition du mur de ce dernier. Cette situation se retrouve particulièrement chez les habitants à famille pas très nombreuse (le couple et un à deux enfants) avec une intention d'avoir un standing d'aménagement.

Dans le logement, deux espaces ne sont jamais négligés : l'entrée et la salle de séjour. A travers ceux-ci, il existe un désir de donner à ses invités "une sensation de bien être et de chaleur, mais il ne doit pas conduire à un dévoilement total de la personnalité des habitants : l'entrée, à l'image d'un paravent, préserve ces derniers d'une intrusion dans leur intimité même. D'une pièce participant à l'ostentation de la maison, l'entrée est devenue "une protection de l'intimité".

L'analyse des logements révèle la proximité de trois espaces dans lesquels les invités sont susceptibles de se rendre : l'entrée, la salle de séjour et les toilettes.

La porte d'entrée qui est, chez 100% des ménages enquêtés, blindée articule, avec ses verrous, sa poignée et parfois son judas, deux espaces : elle permet la transition intérieur – extérieur et est le siège d'actions momentanées.

L'idée du seuil est incontournable dans la réflexion sur l'entrée. Le seuil semble être un espace neutre parce qu'il est entre deux autres

espaces : intérieur/extérieur, privé/ public, monde domestique/monde étranger. Le passage de l'un vers l'autre implique le franchissement d'un seuil.

A priori, le seuil dans les logements est assimilable au franchissement de la porte d'entrée. Or dans certains cas, le seuil est repoussé à l'extérieur, à la porte de l'immeuble car celle-ci est fermée à clé : c'est un seuil à l'échelle collective. C'est une situation qui n'est pas très courante. Les habitants s'approprient l'espace devant l'entrée, en le matérialisant par des pots de fleur, un tapis d'entrée ; le palier est aussi utilisé comme espace de jeux pour les enfants.

2.1.2. Perception et espace vécu

La pression sociale est désignée comme une variable sociologique caractérisant certaines formes de contraintes. Cette pression varie dans sa forme avec les types de collectivité et les indices la caractérisant dans son intensité sont représentés par les sentiments de gêne et de promiscuité, et par le sentiment de dépendance.

A la question relative aux avantages et aux inconvénients que procure le logement, 74 sujets, soit 28,46%, ont déclaré que le rapprochement du lieu de travail est un aspect positif lié à leur habitation. 28 personnes (10,76%) affirment réaliser à travers leur logement une certaine autonomie familiale. 34 sujets (13,07%) considèrent que leur logement est très spacieux et 17 personnes (06,52%) le trouvent calme et loin des bruits de l'extérieur.

Quant à la promiscuité du logement et les problèmes liés à la pollution urbaine, entre autres la mauvaise isolation acoustique, le bruit extérieur, 34 sujets (13,07%) ont mis en évidence cet aspect.

Le rapprochement du lieu de travail et l'autonomie familiale représentant deux avantages majeurs pour la catégorie des patrons, entrepreneurs et commerçants (60%). Parmi les cadres moyens, 46,34% se déclarent satisfaits de la situation de leur logement par rapport au lieu de travail ; et, pour le même avantage, vient ensuite la catégorie des professions libérales et cadres supérieurs avec un taux de 32,92%.

Et, environ le cinquième (24,39%) des cadres moyens a révélé l'inadéquation entre la taille de leur famille et celle du logement. Pour ceux là, il est difficile de vérifier les hypothèses car les réaménagements spatiaux effectués relèvent beaucoup plus de la nécessité fonctionnelle.

Le manque d'espaces verts et d'aires de jeux pour enfants constituent une contrainte pour presque la moitié des personnes retraités (41,81%), car ces deux catégories d'âges (les personnes âgées et les enfants) sont celles qui utilisent fréquemment les espaces collectifs.

2.1.3. Les modifications sur les espaces du logement

A l'intérieur du logement, la loggia est l'espace qui offre le plus de possibilités aux transformations. Car dans la pratique quotidienne et, aussi, dans l'esprit des habitants, un tel espace, qui n'ayant pas de fonction particulière, offre ainsi une marge de liberté quant à son appropriation.

Dans l'enquête, 158 personnes (soit 60,76%) ont transformé leur loggia dont 58 pour agrandir la cuisine qui tient lieu aussi de salle à manger et 31 comme bureau de travail ; cette dernière transformation concerne en grande partie les enseignants. Il est aussi dénombré 29 sujets l'ayant récupérée comme chambre à coucher pour la fille ou le garçon selon les familles (la surface est d'environ de 4,4m²).

Dans 26 cas, la loggia est carrément aménagée en cuisine avec l'équipement nécessaire (évier, potager, chauffe bain, extracteur d'air, etc.), la cuisine originelle est réappropriée en salle à manger. Enfin, 7 sujets l'ont respectivement transformée en espace de travail pour les enfants scolarisés et en salle de bain. La salle de bain d'origine est utilisée comme chambre pour le garçon ou la fille âgée.

Dans le cas où la loggia n'a pas subi de transformation, elle est sujette à des usages occasionnels et temporaires, tels que l'élevage de lapins, la garde du mouton de l'Aïd (photo 3) pendant deux à trois jours avant la fête.

D'autres interventions sur l'intérieur du logement sont observées mais elles ne peuvent être considérées comme actions typiques sur l'espace. Elles concernent, dans certains cas, la construction de placards dans le couloir, des travaux dans la cuisine pour améliorer sa commodité et son utilisation. Dés fois, les habitants ont procédé à l'agrandissement de certains espaces comme le séjour en supprimant le balcon.

Quant à la pose de barreaux métalliques sur les fenêtres, le balcon et la loggia, pour des raisons, évoquées, de sécurité, cette action est devenue quasi systématique généralisable à toute la ZHUN. Mais, très rarement, les habitants ont pris en charge l'aspect architectural et esthétique dans la réalisation de ces grilles de sécurité. Et, occasionnellement, des mesures mineures d'esthétique ou d'embellissement, tel que le changement de revêtement de sol (pose de la dalle de sol) et le revêtement en faïences des espaces de circulation (entrée, couloir, dégagement), sont réalisées.

2.2. Espace public, enjeux et pratiques

L'espace public n'a pas de limites bien définies, son appropriation est fonction de plusieurs facteurs : la superficie, la proximité immédiate au logement, le temps (diurne/nocturne). Certains espaces sont caractérisés

par une polyvalence fonctionnelle. Durant la journée, l'espace est utilisé comme espace de jeux aux enfants, et la nuit, il devient un parking pour véhicules.

Au niveau de la ZHUN, les quartiers disposent, à l'origine, de vastes espaces verts. Et, suite à l'élaboration des plans d'occupation des sols (POS) pour la *nouvelle-ville*, ces pochettes constituent les assiettes foncières destinées à recevoir des coopératives immobilières ou à des équipements socio-éducatifs (parc d'attraction, gymnase et écoles privées) ou équipements sanitaires (cliniques privées, centres de radiologie).

Les retombées de ces actions sont forts nombreuses tant sur l'espace public que le logement. Elles sont caractérisées généralement par la promiscuité des espaces extérieurs résultants, de l'existence du vis-à-vis pour les logements, générant les problèmes d'intimité et les inconforts de l'orientation avec, parfois, des logements peu ou pas du tout ensoleillés.

2.2.1. Des espaces extérieurs insuffisamment aménagés

Au niveau de la ZHUN, il existe une forte corrélation entre le degré de satisfaction des habitants et l'aménagement des espaces publics. Globalement 214 sujets (soit 82,30%) se disent carrément insatisfaits et parmi eux, 147 chefs de ménage (soit 56,53% de la population d'enquête) attribuent cela à l'absence d'espaces de repos, de rassemblement et d'aires de jeux et de récréation pour enfants.

Malgré l'existence, dans certaines parties du quartier, d'aires aménagées pour les jeux d'enfants, 67 sujets (soit 25,76%) se disent insatisfaits en évoquant essentiellement le caractère dangereux des installations (toboggan, échelle et autres) et la proximité de la route. Souvent, c'est le parking qui est utilisé, durant la journée, comme espace de jeux par des enfants âgés (photo 2).

2.2.2. Transformations et annexions de l'espace collectif

L'appropriation de l'espace extérieur immédiat au rez-de-chaussée est devenue une action typique pour plusieurs raisons. En effet, 91 chefs de ménages (soit 35% des ménages enquêtés) prétendent clôturer une partie de l'extérieur à un besoin donné. La majorité de ces interventions (51 cas, soit 19,61%) sont faites pour avoir un jardin potager qui constitue un apport économique substantiel à la famille ; mais l'activité est aussi à caractère socioculturelle très largement répandue dans la région, elle est de nature villageoise (photo 5). Cette activité est essentiellement féminine, et à la *nouvelle-ville* de Tizi-Ouzou, elle permet aux femmes d'un âge avancé de l'exercer encore, c'est un repère culturel.

Quant aux autres cas, il est retrouvé des parkings clôturés et gardés, des jardins fleuris avec des arbustes d'ornementation en bordure des immeubles et des espaces délimités par une clôture, équipés d'installations adéquates, servant d'espace de jeux pour enfants (photo 1).

Au cours des observations sur le terrain, nous avons constaté que les personnes se réunissent à même le sol ou sur des bordures de trottoirs, en sexe séparé, dans l'espace public pour discuter et passer le temps (photo 4). Parfois même, elles pratiquent le métier à tisser à l'extérieur conformément à la manière traditionnelle.

2.2.3. Un espace extérieur occupé par les activités informelles

Les annexions conjoncturelles et occasionnelles de l'espace extérieur existent, c'est le cas notamment des jeunes qui installent des baraques de fortune pour commercer des produits (tabac, bonbons, etc.) sous l'appellation *trabendo*. Le marché informel de la *nouvelle ville* est un exemple édifiant entre l'espace utile (commerciale) et l'espace approprié-improvisé (par la faiblesse de son aménagement, par son occupation factuelle). Mais, le marché crée un véritable espace public emprunté, contrairement au souk des villes traditionnelles, par les hommes et les femmes.

L'usage d'un tel espace est lié au temps. Il y a un véritable processus de légitimation du commerce informel par l'action individuelle des citoyens en dehors de toute action publique concertée ou négociée. Mais peut-on conclure que l'informel est le caractère de l'absence du formel?

Il est à relever le caractère participatif de toutes les catégories socioprofessionnelles dans l'action d'appropriation de ces espaces extérieurs, c'est devenu une pratique sociale de l'espace à la *nouvelle-ville* de Tizi-Ouzou.

Conclusion

A travers la transition de l'habitat traditionnel introverti à l'habitat moderne extraverti et de type collectif, il y a des mutations dans les pratiques et les comportements à l'égard de l'espace, mais aussi il y a reproduction de certains schémas traditionnels d'appropriation.

Quant aux modalités d'appropriation du logement, elles sont plurielles et en forte corrélation avec l'âge, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des habitants. Les transformations ont quasiment porté sur la totalité du logement, avec une prédilection sur certains espaces, notamment l'entrée, la cuisine, la loggia et le balcon. Toutes ces actions visent une requalification fonctionnelle, une introduction de l'esthétique qui personnalise le logement, notamment sur certains espaces

(entrée, cuisine, séjour, salle de bain) et une prise des mesures de sécurité (par la pose quasi systématique des grilles de sécurité sur des fenêtres et la porte métallique à l'entrée). L'entrée et le seuil sont deux espaces importants et jamais négligés, qui revêtent un caractère symbolique. L'entrée articule deux espaces importants, le dedans et le dehors, et conserve donc une neutralité d'un espace qui laisse voir ce qui est, socialement et conventionnellement, admissible.

De tous les espaces du logement sujets à personnalisation, les interventions opérées sur les loggias sont, sans doute, les plus caractéristiques et les plus révélatrices de l'inadéquation de ce type d'habitat aux multiples besoins des habitants. Les transformations de loggia ont pour but une requalification pour des fonctions plus pérennes : chambre pour enfant, salle de bain, cuisine, etc. Cependant, des usages occasionnels, sans transformations spatiales, de la loggia sont relevés.

D'un point de vue plus global, le logement est présenté comme un moyen d'atteindre certains objectifs, entre autres, le rapprochement du lieu de travail, la réalisation de l'autonomie familiale, et d'une manière générale l'accès à un modèle de consommation et à l'urbanité.

Néanmoins, ceci est accompagné de certains inconvénients liés à l'habitat collectif, comme la promiscuité (la consistance du logement n'est pas suffisante pour la taille de la famille), le manque d'espaces extérieurs, et à la vie urbaine, telle que la pollution sonore (mauvaise isolation acoustique).

L'espace public nous a permis de vérifier, pour une certaine population âgée, que l'appropriation se fait conformément à des schémas mentaux traditionnels. L'annexion de l'espace extérieur dans le but de faire un jardin potager, qui est une activité très pratiquée dans le milieu villageois, est fortement répandue à la *nouvelle-ville* et concerne, particulièrement, les hommes et les femmes d'un âge avancé.

Dans l'usage de l'espace public, l'insatisfaction des habitants est mise en évidence, cela est essentiellement dû aux manques d'aires de jeux, répondant à des normes de sécurité, et des aires de repos pour toute catégorie d'âge. Certains espaces sont appropriés en véritables placettes permettant le regroupement et le contact des habitants.

Il y a reproduction d'un schéma traditionnel de pratiques spatiales ancestrales et villageoises en l'occurrence les jardins potagers qui, en plus de la fonction socioculturelle, présentent un aspect économique intéressant comme revenu supplémentaire pour la famille. Cette pratique est essentiellement, mais pas exclusivement, féminine, elle assure une facilitation des rapports sociaux entre les habitants.

Devant la dégradation permanente du cadre spatial de vie, les habitants prennent conscience qu'un nouveau rapport à l'environnement doit être défini et que de nouveaux comportements et attitudes doivent être adoptés à l'égard de l'espace public. Cela se traduit par moult actions, à l'échelle collective, sur l'espace en l'occurrence toutes les tentatives d'aménagement de jardins fleuris, d'espaces de rencontre et de repos, de terrains de jeux... Mais la préoccupation des échelles mineures d'embellissement reste bien en deçà de la qualité exigée par de tels espaces selon les normes d'aménagement.

Concernant l'aspect associatif, il est à relever une faible proportion des habitants qui activent au sein des associations de différente nature (sociale, sportive, culturelle, etc.), néanmoins leur implication dans les travaux de réaménagement extérieur est notable. De nombreuses initiatives voient le jour et impliquent tous les habitants, quelque soit leur âge, dans des opérations de réappropriation de l'espace à divers usages (jardin, terrain de jeux, marquage des accès, etc.).

Bibliographie

- Benyoucef, B., « Sur la notion de lieu », in *symposium international sur la théorie du milieu*, Marrakech, 1994.
- De Singly, *L'Enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Ed. Nathan, 1996.
- Dorier-Apprill, E., (dir.), *Vocabulaire de la ville. Notions et références*, Paris, Edition, Du Temps, 2001, 191 p., p.100.
- Ghomari, M., « L'espace limitrophe, pratiques habitantes et représentations territoriales », in *Public et privé en islam* sous la direction de Kerrou Mohamed, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Paris, Edition Maisonneuve et Larose, 2002, 343 p., pp. 201-223, p.201.
- Giraud, M., *Les grands ensembles Histoire des milieux et milieu d'histoire*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2000, 413 p.
- Paquot, T., « Des aspirations aux besoins pour une critique des grands ensembles », in *Revue urbanisme* n°322, Paris, janvier – février 2002, pp. 79-80.
- Ripoll, F., « S'approprier l'espace ...ou contester l'appropriation ? », in *NOROIS, Environnement, aménagement, société* n° 195/2 sous la direction de Ripoll Fabrice et Veschambre Vincent L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir, Institut de géographie, Editeur Caen-Poitiers-Rennes, 2005, 118p.
- Toussaint, J.,Y. et Zimmerman, M., (dir.), *User, Observer, programmer et fabriquer l'espace public*, Lausanne, éd. Presses polytechniques et universitaire romandes, 2001, 290p.

Veschambre, V., « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », in *Revue ESO*, 2000, pp. 73-77, p. 73.

Escaffre, F., « Espaces publics et pratiques ludo-sportives à Toulouse ; des variations de la publicité des lieux à l'apparition d'espaces communs », in *L'Espace public urbain : de l'objet au processus de construction*, coordonné par Capron Guénola et Haschar-Noé Nadine, Collection Villes et Territoires sous la direction Guy Jalabert et Christiane Thouzellier, Universitaires du Mirail, Toulouse, Edition presses, 2007, 276 p.

Photo 1 : Les habitants prennent parfois des initiatives d'aménagement des espaces collectifs. Ici, nous avons un jardin, comme lieu de repos, qui marque aussi l'entrée du bâtiment



Photo 2 : Ici l'espace public est polyfonctionnel, espace de jeux pour enfants pendant la journée et parking gardé le soir



Photo 3 : La loggia est un espace polyvalent, utilisé, temporairement, pour plusieurs activités (ici, elle est utilisée pour la garde du mouton de l'Aïd, quelques jours avant la fête)



Photo 4 : Appropriation d'un espace public par les femmes d'un certain âge pour les rencontres et discussions



Photo 5 : Des espaces en proximité des bâtiments sont clôturés et récupérés en jardins familiaux, c'est une activité fortement pratiquée en milieu villageois



L'extension de la ville de Tizi-Ouzou vers ses flancs est et ouest : quelle alternative à la contrainte foncière ?

Mohamed LAICHE* et Mouloud SADOUDI**

1. L'urbanisme colonial embryonnaire

Avant 1956, le noyau urbain de la ville de Tizi-Ouzou se divise en deux entités distinctes, la ville "indigène" (haute ville) et la ville européenne. Ces deux villes, qui s'apparentent plutôt à des quartiers, sont séparées par une route appelée Boulevard du Nord.

A la faveur de deux événements, en l'occurrence la promotion de la ville de Tizi-Ouzou en chef-lieu de département en 1956 et le lancement du plan de Constantine en 1958, celle-ci se voit sortir de ses limites anciennes par l'implantation de nouveaux équipements et infrastructures. En même temps, sur le plan démographique, elle accueille une population relativement importante, flux démographique résultant essentiellement d'un exode rural particulier lié au chômage et surtout à l'insécurité au niveau des montagnes, et à la politique de regroupement forcé menée par l'armée coloniale et répondant à des objectifs et préoccupations d'abord militaires.

C'est pendant cette période que la ville de Tizi-Ouzou est pourvue d'infrastructures administratives et sociales : une préfecture, un lycée, un collège de formation professionnelle, un hôpital, un sanatorium... Dans le domaine de l'habitat, la réalisation de plusieurs cités a permis de pourvoir au logement des populations reçues. Des cités d'habitation comme les cités Million, les Cadi, les Eucalyptus, les Genêts, la Carrière et le

* Enseignant-Chercheur à l'Université de Tizi-Ouzou.

** Enseignant à l'Université de Tizi-Ouzou, décédé en 2007.

lotissement Bouaziz, témoignent encore, de nos jours, de ce passé récent de la ville (voir carte n°01).

Carte 1 : Evolution du tissu urbain avant l'indépendance



Source : PDAU révisé de la commune de Tizi-Ouzou (décembre 2008).

- | | |
|---|---|
| 1 | Ville indigène (Haute ville) |
| 2 | Ville européenne |
| ■ | Extension de la ville européenne
(Plan de Constantine) |

2. L'urbanisme de rattrapage, dense et extensif

De 1962 à 1967, après le départ des Européens, la ville de Tizi-Ouzou est l'objet d'un exode rural massif favorisé par la liberté de mouvement et de circulation des populations "autochtones". Devant l'extrême dénuement des villages, la ville était perçue comme le lieu de promotion sociale car devant fournir emplois, revenus et autres services modernes.

Néanmoins, pendant cette période, aucune initiative louable n'a été prise par les pouvoirs publics dans le sens de l'amélioration du cadre urbain de la ville de Tizi-Ouzou. Ce n'est qu'en 1968, dans le cadre du plan spécial dont a bénéficié la Wilaya de Tizi-Ouzou, à l'instar d'autres wilayas montagneuses et toutes aussi déshéritées, que la ville de Tizi-Ouzou va connaître de profondes mutations qui prédétermineront sa configuration urbaine.

Par des opérations de rénovation et de densification lancées dans le cadre des plans de modernisation urbain (P.M.U) et des plans communaux de développement (P.C.D), plusieurs projets ont été réalisés, notamment l'implantation de programmes de logements et d'équipements (maison de la culture, les ex-galeries, la maison de l'artisanat, siège A.P.C, théâtre communal,...), l'objectif étant, d'abord, d'obtenir un tissu

urbain d'une grande homogénéité qui doit se retrouver tant du point de vue du type de bâti que de celui des niveaux¹.

Parallèlement à ses programmes, des lotissements sont venus parsemer la lisière du tissu urbain. Cependant, le noyau urbain étant naturellement limité au Nord par les monts de Sidi-Belloua et au Sud par le Bordj turc, l'urbanisation naissante s'est orientée dans la direction Est-Ouest. Il faut, par ailleurs, noter que cette période s'est caractérisée par un fort gaspillage du foncier dû à la dispersion des constructions que les plans directeurs et d'urbanisme (P.U.D) de 1971 et de 1981 ont essayé de restructurer et de densifier.

A la fin des années 70, pour faire face aux besoins pressants de l'urbanisation de la ville de Tizi-Ouzou, une importante zone d'habitat urbain nouvelle (Z.H.U.N) a été aménagée au Sud de la ville. Elle est communément appelée « nouvelle ville ». Celle-ci s'étend sur une superficie de 320Ha². La création de cette Z.H.U.N s'inscrit dans le cadre de l'intégration des opérations déjà lancées (« coups partis »), comme pour rectifier le tir, et de la préparation des nouveaux programmes d'habitat et d'équipements.

Notons enfin que cette Z.H.U.N, de l'avis même des concepteurs du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (P.D.A.U) de la commune de Tizi-Ouzou, dédouble de façon identique la ville de fondation coloniale, c'est-à-dire en reprenant la même configuration que cette dernière même si des différences existent sur le plan urbanistique. L'ancienne ville est dominée de constructions coloniales dont la surface bâtie représente 60% de la surface totale avec 26% de la surface des îlots réservée au commerce. Quant à la ville nouvelle, elle est composée de grands ensembles d'architectures fonctionnalistes qui occupent 11,8% de la surface totale avec 2% de surface commerciale³.

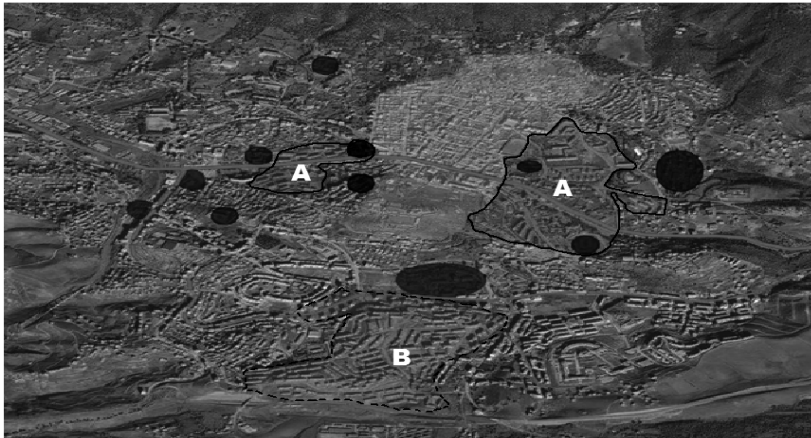
La carte n°2, présente le premier éclatement de la ville après l'indépendance (programme spécial de 1968 et la Z.H.U.N)

¹ Collectif Dahmani, *Tizi-Ouzou fondation croissance développement*, Tizi-Ouzou, éd. Aurassi, D.B.K, p.108.

² Bureau d'Etude en Urbanisme, Réalisation Tous Ouvrage (U.R.T.O) « urbanisation nouvelle - Tizi-Ouzou », colloque maghrébin sur l'urbanisme, juin 1990.

³ Dahmoune, Rhadia, *Analyse de l'impact de la libéralisation sur l'espace urbain de Tizi-Ouzou*, Magister, Faculté des Sciences Economique et de Gestion (F.S.E.G.) de l'université de Tizi-Ouzou, 2004, p.79.

Carte 2 : Premier éclatement de la ville après l'indépendance (à partir de 1968)



Source : P.D.A.U révisé de la commune de Tizi-Ouzou (décembre 2008).

■	Equipement réalisé dans le cadre du plan spécial de 1968
A	Lotissement
B	ZHUN (nouvelle ville)

3. L'urbanisme envahissant

A partir de la fin des années 1980, l'Algérie s'est engagée dans un processus de réforme économique orienté vers l'économie de marché. Ainsi, en matière d'aménagement et d'urbanisme, une loi (90-29 du 1^{er} décembre 1990) fut promulguée pour adapter les documents d'aménagement aux réformes entreprises. Dans ce cadre, deux instruments d'aménagements vont voir le jour, il s'agit du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) et du plan d'occupation du sol (POS), documents inspirés des dispositions et objectifs de la loi 90/25 du 28/11/1990 portant orientation foncière. Cette dernière a consacré définitivement la libéralisation du marché foncier et la reconnaissance du droit de propriété.

C'est dans le sillage de cette loi foncière que le décret 93/03 du 01/03/93 relatif à la promotion immobilière reconnaît le droit au privé de s'engager dans l'activité de promotion immobilière au même titre que les promoteurs publics.

A la faveur de cette nouvelle législation et devant l'absence d'instruments d'aménagement et d'urbanisme non encore élaborés ou approuvés, la ville de Tizi-Ouzou subit passivement la multiplication de lotissements et de coopératives immobilières, situation aggravée par l'instabilité régnant au niveau de l'Autorité communale. La libéralisation

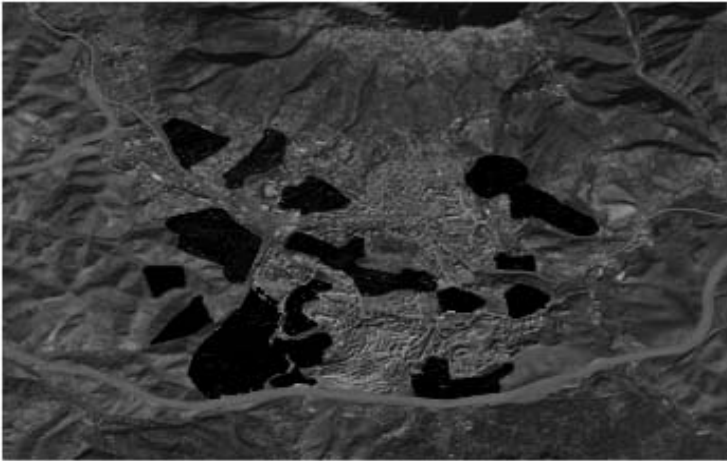
du marché a eu pour conséquence la consommation effrénée s'apparentant par bien des aspects à dilapidation. Ce phénomène s'est bien évidemment accompagné d'une vague de spéculation sur le patrimoine foncier public de la ville –déjà maigre- au profit d'opérateurs privés en quête de rentes de tous genres. La carte n°3 montre bien le deuxième éclatement de la ville de Tizi-Ouzou.

Par conséquent, Tizi-Ouzou est livrée à une urbanisation incontrôlée, portée par des promoteurs privés construisant sur la moindre parcelle d'espace⁴, se développant dans toutes les directions tout en phagocytant au passage les poches de terrain susceptibles d'accueillir les projets d'équipement publics. C'est ainsi que des conurbations se sont formées autour des axes routiers importants : Tizi-Ouzou - Boukhalfa, Tizi-Ouzou - Bouhinoun, Tizi-Ouzou - Hasnaoua, Tizi-Ouzou - Timizart Laghbar, Tizi-Ouzou - Redjaouna, Tizi-Ouzou - Tassadort...

En ce début du troisième millénaire, la ville de Tizi-Ouzou a connu de grandes actions de restructuration et de densification urbaine dans le souci de relier la ville ancienne à la nouvelle ville et aussi d'apporter des solutions aux cassures et ruptures existantes entre les quartiers et les lotissements. Elles se sont concrétisées par la réalisation, entre autres, d'un pôle universitaire sur l'ancien site dit «BASTOS », des trois trémies, du pont dit 20 avril, du Boulevard Krim Belkacem, du Boulevard Stiti, de la route des frères Beggaz ainsi que d'une très importante infrastructure routière d'évitement du centre ville « Rocade Sud ».

⁴ Il est aisé de remarquer au niveau des lotissements privés la forte densité du bâti. Soucieux de réaliser les plus grands bénéfices, les propriétaires vendent le plus de terrains possible, lésinant ainsi sur les espaces réseaux et voiries et autres espaces verts.

Carte 3 : 2^{ème} éclatement de la ville de T-O (lotissements et de coopératives immobilières)



Source : P.D.A.U révisé de la commune de Tizi-Ouzou (décembre 2008)

■ Lotissements et coopératives immobilières réalisés à partir de 1990

4. Perspectives d'extension de la ville de Tizi-Ouzou

Pendant longtemps, c'est la commune de Tizi-Ouzou, en premier lieu la ville chef-lieu, qui a accueilli les équipements et infrastructures de grande importance. Toutefois, cette tendance ne s'est pas prolongée durant le programme quinquennal 2005-2009, la faute incombant au fait que l'Etat n'arrivait plus à acquérir des assiettes foncières pour ce genre d'équipements. Cependant, le P.D.A.U. de la commune de Tizi-Ouzou nuance quelque peu ce constat : « il n'y a pas de problèmes de pénurie du foncier [mais] il y a un problème de moyens »⁵, conclusion partagée dans certains travaux universitaires tel celui de K. Mahoui qui considère que le problème foncier à Tizi-Ouzou est plus un problème de gestion qu'un problème de pénurie⁶.

Effectivement le stock de terrains susceptible d'être destiné à l'urbanisation existe; il est évalué par l'ancien P.D.A.U et le P.D.A.U révisé de la commune de Tizi-Ouzou respectivement à 2111 ha et 2 995 ha répartis comme suit :

⁵ Ancien P.D.A.U. de la commune de Tizi-Ouzou, p. 223.

⁶ Mahoui, Karim, *Marché foncier urbain et sa régulation : modes d'allocation de l'espace et formation des valeurs foncières cas de la ville de Tizi-Ouzou*, Magister, F.S.E.G de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2004, p. 230.

Tableau 1 : Répartition des disponibilités foncières par secteurs d'urbanisation

Secteur d'urbanisation	Ancien P.D.A.U	P.D.A.U révisé
Secteur urbanisé	1 378ha	1 407 ha
secteur à urbaniser	733ha	1 243 ha
Secteur d'urbanisation futur	00ha	345 ha

Source : P.D.A.U révisé de la commune de Tizi-Ouzou (décembre 2008).

Toutefois, faut-il souligner que ce stock demeure théorique et difficile à mobiliser et ce, pour les deux raisons essentielles suivantes:

- la prédominance de la propriété privée conjuguée au phénomène persistant d'indivision des terrains ;

- la lourdeur des procédures d'expropriation et de préemption qui continuent souvent à se heurter à deux obstacles : le manque de moyens financiers pour la procédure d'expropriation et la résistance opposée par certains propriétaires terriens, souvent influents, qui usent de tous les moyens pour faire échouer les procédures de préemption et d'expropriation.

Ces raisons, à elles seules, suffisent-elles à montrer les difficultés qu'éprouvent les pouvoirs publics à libérer ou mobiliser des espaces (terrains) à urbaniser. De ce fait, ils sont contraints à la création d'offre foncière nouvelle à la périphérie de la ville, par la recherche d'espaces naturels ou de terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et souvent ne présentant pas beaucoup de difficultés quant à leur aménagement et viabilisation.

Nous considérons, pour notre part, qu'il y a bel et bien rareté de ressources foncières dans le sens où le domaine public est limité et l'expropriation du privé demeure problématique tant en termes de coûts que de procédures. Cela inhibe considérablement l'initiative des gestionnaires publics de la ville quant à établissement des plans cohérents d'extension urbaine.

Pour revenir à notre question centrale, dans quelle direction l'offre foncière est-elle possible, accessible et avantageuse compte tenu des données et contraintes réelles ?

Une telle question relève sans équivoque de la prospective territoriale qui peut mobiliser des instruments et outils méthodologiques et scientifiques capables d'y apporter une réponse objective. Néanmoins, il est d'ores et déjà possible de relever deux contraintes majeures, celle

relative à l'existence au Nord du massif de Sidi-Belloua, lequel hypothèque sérieusement toute extension de la ville vers cette direction, et celle relative au blocage que constitue au Sud l'existence de la rocade routière et de la voie ferrée (en construction), lesquelles constituent avec leurs couloirs de servitudes la limite Sud du périmètre urbain de la ville de Tizi-Ouzou. Par conséquent, il ne reste que deux possibilités : une urbanisation vers l'Ouest c'est-à-dire du côté de Draâ-Ben-Khedda, ou vers l'Est le long de l'axe Oued Aissi - Tamda.

5. L'orientation de l'urbanisation vers l'Est

Plusieurs indicateurs pouvaient laisser croire que l'extension de la ville de Tizi-Ouzou se ferait vers l'Est. Ce choix paraissait irréversible à partir du moment où les pouvoirs publics avaient déjà exploré cet espace par l'implantation d'un programme important d'équipement.

Le tableau suivant donne la liste des équipements de portée régionale programmés dans le cadre du plan quinquennal (2005-2009) implantés hors du territoire de la Commune de Tizi-Ouzou.

Tableau 2 : Équipements publics réalisés hors de la commune de Tizi-Ouzou (2005 – 2009)

Nature du projet	Superficie	Lieu d'implantation
Cité universitaire 9.000lits	17ha	TAMDA (Ouaguenoun)
Cité universitaire 4.000lits	08ha	TAMDA(Ouaguenoun)
Cité universitaire 4.000lits	08ha	TADMAIT
Cité universitaire 2.500lits	05ha	D.B.K
500 lits Oued Aissi	02ha	Oued Aissi
15.000 places pédagogiques	22ha	TAMDA

Source : Direction du logement et des Equipements publics (D.L.E.P.) Tizi-Ouzou.

Le tableau ci-dessus montre clairement que la zone la plus attractive est la localité de Tamda, distante de quelque 15 Km du chef-lieu de wilaya. En effet, sur 60ha dégagés pour l'implantation d'un campus et cités universitaires, 55ha, se situent à Tamda.

L'agglomération de Tamda qui, par le passé, a déjà accueilli un programme important de logements (150 offices de promotion et de gestion immobilière, O.P.G.I. et 110 offices de promotion et de logement familial, E.P.L.F.) enclenchera, avec cet important campus universitaire et tous les services qui vont l'accompagner, une véritable dynamique d'urbanisation. Le projet ambitieux de création d'un véritable pôle urbain

au niveau de cette zone, était auparavant une alternative à la pression foncière qui s'exerce sur la ville de Tizi-Ouzou.

Grâce à son potentiel foncier public (domaine privé de l'Etat), cette agglomération secondaire de la commune de Ouaguenoun, située à la périphérie de la ville de Tizi-Ouzou de plus en plus hypertrophiée, participera à coup sûr, dans les années à venir, au décongestionnement de la capitale régionale en jouant un rôle d'espace d'équilibre. D'ailleurs un programme de construction de 1.000 logements OPGI à côté du campus universitaire est déjà lancé.

Cette hypothèse d'extension de la ville de Tizi-Ouzou vers l'Est est confortée par des facteurs de localisation classiques qu'offre cet axe Tizi-Ouzou -Oued Aissi –Tamda-Fréha - Azazga. Quels sont ces facteurs ?

La disponibilité de terrains

Au niveau de cette direction, il existe des opportunités foncières qui peuvent renforcer l'urbanisation tout le long de l'axe Tizi-Ouzou -Oued Aissi, Tamda, Azazga. Il s'agit notamment de :

1. la zone d'activité de Tala-Athmane d'une superficie de 90ha, faiblement occupée et non opérationnelle dans sa grande majorité ;
2. la zone industrielle de Oued-Aissi d'une superficie de 120ha occupée à 30%.

Ces deux zones rattachées aux communes de Tizi-Ouzou et de Tizi-Rached, à elles seules, peuvent constituer un important gisement foncier. En effet, ces zones qui occupent actuellement des fonctions de périphéries de la ville de Tizi-Ouzou, vont à l'avenir, avec le développement du noyau urbain de Tamda, se retrouver forcément à occuper celles de centralités. De ce fait, elles peuvent faire l'objet de délocalisation. D'ailleurs, le P.D.A.U de la commune de Tizi-Ouzou a projeté la création d'une zone industrielle à l'échelle de tout le bassin du Sébaou entre Timizart et Fréha, un projet qui fera avancer encore d'un cran la propagation de l'urbanisation dans la région.

La disponibilité des ressources en eau

En plus de la nappe phréatique de la vallée du Sébaou exploitée par forages, le barrage de Taksebt d'une capacité de 176 millions de m³, situé à proximité de Oued Aissi va répondre certainement aux besoins futurs en alimentation en eau potable et industrielle. Sans oublier le barrage de Timizart, même s'il est de moindre importance, qui peut s'ajouter au potentiel du premier en couvrant en partie les besoins des activités agricoles.

Une bonne accessibilité

La partie Est de la ville de Tizi-Ouzou est structurée par deux voies de communication importantes, parallèles l'une à l'autre, séparée par l'oued Sébaou et se rejoignant au niveau de Fréha. La première, la RN2 en cours de dédoublement, joint Oued-Aïssi à Azazga pour se poursuivre vers Béjaïa. La seconde, le chemin de wilaya (CW174) traverse les localités Timizart-Laghbar, Tala-Atmane et Tamda pour rejoindre Fréha. Ces deux voies sont aussi reliées par un pont à Timizart-Laghvar et un autre à Tamda.

A cela il convient d'ajouter le projet d'extension de la voie ferrée dont la première tranche, Tizi-Ouzou-Oued-Aïssi est déjà réalisée. A l'avenir, son extension (prévue jusqu'à Fréha voire même Azazga) engendrera, au vu du rôle historique joué par le chemin de fer de par le monde, une véritable « conquête » industrielle et urbaine de cette partie du territoire de la wilaya. De même cette infrastructure renforcera, certainement, la structuration de l'ensemble aggloméré qui s'étend presque sans discontinuité de la ville de Tizi-Ouzou jusqu'à Azazga, sachant le dynamisme enclenché et entretenu depuis quelques années par l'agglomération urbaine d'Azazga qui rejoindrait bientôt celle de Fréha et qui ambitionne le statut de chef-lieu de Wilaya.

Par conséquent, cet espace, après la réalisation du campus universitaire de Tamda et la gare ferroviaire de Oued-Aïssi, va acquérir un réel pouvoir d'attraction sur les activités de production et de services qui favoriseront, à leur tour, l'extension et la création urbaines.

L'existence d'un port

Le port d'Azzefoun, dont les travaux d'extension et d'aménagement seraient suffisamment avancés, va certainement participer à l'essor de ce couloir Tizi-Ouzou-Azazga. Composé de plusieurs quais dont celui réservé à l'activité commerciale mesure 135 mètres avec une capacité de 300 tonnes, ce port enclenchera une dynamique économique importante au niveau de toute la région surtout dans les communes qui lui sont limitrophes notamment Azzefoun, Fréha et Aghribs.

Importance des flux de population

Les communes de l'Est, du Sud-Est et du Nord de la ville de Tizi-Ouzou sont desservies par l'axe Tizi-Ouzou -- Oued-Aïssi -- Tamda - Fréha. Elles sont en nombre de 33 communes. Au total, elles comptent

selon le RGPH de 2008, 437 948 habitants, ce qui explique en grande partie l'importance des flux de populations qui traversent l'Est de la ville de Tizi-Ouzou.

A cela il convient d'ajouter la présence d'un important réseau de centres urbains qui ont des rapports très étroits avec la ville de Tizi-Ouzou en jouant, de par des fonctions économiques de production et de commerce qu'ils accomplissent, le rôle d'« annexes » à cette dernière.

L'importance de la population dans les Daïrate de localisation de ces centres urbains est perceptible à travers le tableau n°2 ci-dessous.

Tableau n°3 : Population des Daïrate à l'Est de la ville de Tizi-Ouzou

Daira	Population	% par rapport à la population de la Wilaya (1 127 607habitants)	Population de la Wilaya
Ouaguenoun	66400	05,89	/
Azazga	80766	07,16	
Mekla	47041	04,17	
Tizi-Rached	25825	02,29	
Larbaa Nath Irathen	46270	04,10	
Total	66302	23,61	1 127 607

Sources : - Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (D.P.A.T)
- Recensement Général de la Population et de l'Habitat (R.G.P.H) 2008.

La population totale de ces Daïrate représente 23,61% de celle de la wilaya. Les flux quotidiens de et vers ces localités sont énormes, dénotant la proximité et l'accessibilité de ces dernières.

6. L'orientation de l'urbanisation vers l'Ouest : une éventuelle alternative ?

L'urbanisation dans cette direction, composée des terrains à majorité agricoles, a été déjà explorée par les pouvoirs publics au début des années 1980 en programmant la Z.H.U.N de Oued Falli d'une superficie de 89ha. Cette dernière n'a pas vu le jour pour des raisons, entres autres, liées aux contraintes physiques dues au relief et à la volonté de préserver ces terres à fortes potentialités agricoles.

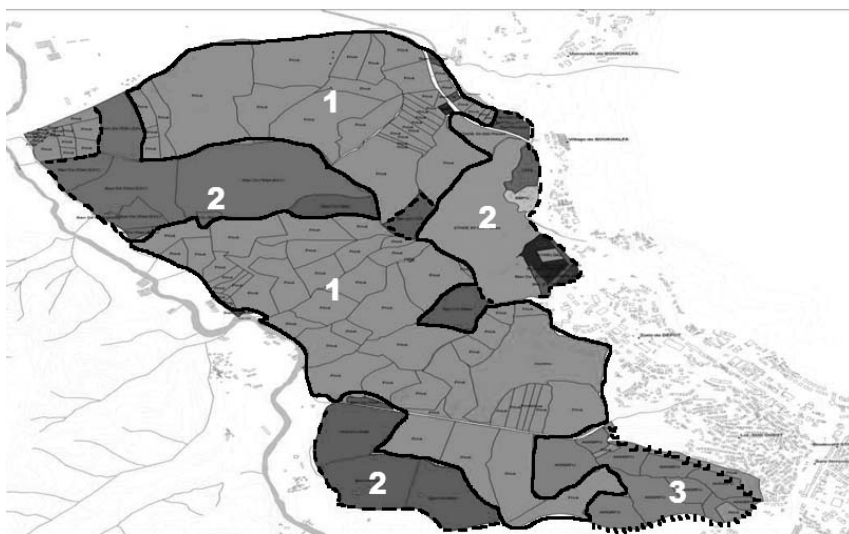
A partir des années 2009-2010, suite à la révision du P.D.A.U de la commune de Tizi-Ouzou, l'urbanisation de cette zone a intéressé réellement les pouvoirs publics en prévoyant deux « pôles » urbains à

savoir : le pôle d'excellence et la « ville nouvelle ». A ce niveau, la question qui mérite d'être posée est la suivante : avec une offre foncière aussi importante à la périphérie immédiate de la ville, pourquoi cet espace n'a-t-il pas été exploité durant le plan quinquennal 2005-2009⁷ ? A notre avis, deux raisons, en plus de la topographie contraignante du site, peuvent expliquer la réticence des autorités de Wilaya de l'époque à orienter l'urbanisation dans cette direction. La première raison est liée à l'inexistence des infrastructures de bases nécessaires pour accueillir les programmes d'équipement nécessitant la mobilisation d'énormes moyens financiers. La seconde concerne la nature juridique des terrains. En effet, la carte n°4 montre bien que la plupart des terrains appartiennent au privé. Dans ce cas leurs mobilisations deviennent difficiles à cause des procédures d'expropriation et de préemption le plus souvent lourdes et complexes. De ce fait, l'urbanisation de cette zone comporte sérieusement en elle des facteurs d'échecs, car « nul ne peut faire acte d'urbanisme s'il n'a pas la maîtrise foncière., et l'aménageur doit tenir compte, quant il propose des scénarios d'aménagement dans les plans prévus à cet effet, de la valeur du sol, de la division du sol et du régime de la propriété »⁸.

⁷ Les pouvoirs publics de l'époque ont eu recours à la périphérie lointaine (Tamda) pour caser le programme d'équipement de portée régionale. Le pôle universitaire de 15000 places pédagogiques de Tamda est un exemple édifiant.

⁸ Laiche, Mohamed, *Les nouveaux instruments d'aménagement et d'urbanisme P.D.A.U et P.O.S. Appréciation et évaluation : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou*, Magister, FSECG de Tizi-Ouzou, juillet, 2007.

Carte 4 : nature juridique des terrains abritant le pôle d'excellence et la « ville nouvelle »



Source : Etude d'aménagement du pôle urbain de Oued Falli 2011.

Conclusion

Au terme de cet article, il nous a paru nécessaire de mettre en exergue, face à la contrainte foncière, l'ambivalence des pouvoirs publics quant à l'orientation de l'extension de la ville de Tizi-Ouzou d'abord vers l'Est à la périphérie lointaine de la ville puis vers l'Ouest à la périphérie immédiate. Si cette dernière s'avère une solution au manque d'offre foncière qui se pose avec acuité au niveau de la ville de Tizi-Ouzou⁹, nous assisterons, sans doute, à la consommation des derniers terrains agricole de la vallée du Sébaou. De même, l'urbanisation de ce secteur (l'Ouest de Tizi-Ouzou) permettrait de constituer un ensemble aggloméré qui s'étendrait presque sans discontinuité du chef-lieu de Wilaya jusqu'à Draâ-Ben-Khedda.

⁹ Il est fort probable que la plupart des projets structurants mentionnés dans le P.D.A.U. révisé risque de s'avérer, « mort-nés » du fait de la difficulté voire de l'impossibilité d'envisager les expropriations nécessaires. L'attachement « viscéral » des populations de Kabylie à la propriété terrienne pouvant capoter les procédures d'expropriation...

Notons, enfin, que tant l'option pour une extension urbaine vers l'Est que celle vers l'Ouest ne manqueront pas toutes deux de renforcer l'urbanisation linéaire, en cours de formation, où les frontières entre les petites villes et la ville de Tizi-Ouzou, localisées tout le long de la RN12, deviendront difficiles à cerner. Par conséquent, le schéma d'organisation spatial que l'Etat essaye d'esquisser à travers la nouvelle loi sur la ville qui consiste à créer des centres urbains limitrophes dans le but d'alléger la pression sur la ville, risque, pour ce qui concerne TIZI-OUZOU de rester lettre morte...

Bibliographie

Collectif Dahmani, *Tizi-Ouzou fondation croissance développement*, Tizi-Ouzou, éd. Aurassi, D.B.K.

Dahmoune, Rhadia, *Analyse de l'impact de la libéralisation sur l'espace urbain de Tizi-Ouzou*, Magister, F.S.E.G de l'université de Tizi-Ouzou.

Laiche, Mohamed, *Les nouveaux instruments d'aménagement et d'urbanisme P.D.A.U et P.O.S. Appréciation et évaluation : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou*, Magister, FSECG de Tizi-Ouzou, juillet 2007.

Mahoui, Karim, *Marché foncier urbain et sa régulation : modes d'allocation de l'espace et formation des valeurs foncières cas de la ville de Tizi-Ouzou*, Magister, F.S.E.G de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2004.

P.D.A.U. (ancien) de la commune de Tizi-Ouzou.

U.R.T.O. « Urbanisation nouvelle - Tizi-Ouzou », colloque maghrébin sur l'urbanisme, juin 1990.

Tizi-Ouzou, pôle générateur de déplacements

Dahbia AKKACHE-MAACHA*

Introduction

Le transport urbain est une activité de production de service qui réunit les moyens humains, matériels tels que l'infrastructure, les véhicules, les techniques d'exploitation et la réglementation. L'insuffisance des transports est un critère de sous-développement. Les besoins de transports ont augmenté pour les catégories sociales aussi diverses que les travailleurs d'entreprises, les fonctionnaires, les écoliers, les lycéens et étudiants en nombre sans cesse croissants, à ceux-là s'ajoutent d'autres besoins de transport pour des raisons commerciales et de loisirs de la population.

L'espace urbain est, en principe, un lieu de communication et de rencontre de l'offre et de la demande qui nécessite une certaine perméabilité pour être ouvert aux échanges mais ne doit pas être submergé par des flux ; et le problème de transport est directement lié à ceux de la localisation des résidences et celle des activités.

Vu les difficultés de transport qu'ont vécu les passagers face à une situation considérée comme ne pouvant plus être prise en charge par les seuls moyens de transport des entreprises publiques, l'Etat a fait appel à l'entrée sur le marché des entreprises privées de transport. En effet, dans le cadre du processus de libéralisation de l'économie nationale, le gouvernement promulgue la loi 88-17 du 10 mai 1988 relative à l'orientation et l'organisation des transports terrestres¹. Cette loi représente un instrument juridique lié au processus de privatisation des transports de voyageurs en Algérie.

* Enseignante-Chercheure à l'Université de Tizi-Ouzou.

¹ Journal officiel de la république algérienne n° 10 du 07 mars 1990.

Mais pourquoi un tel recours au secteur privé ? M. A. Isli l'explique par « la régression des parcs de véhicules et de financement du renouvellement des parcs publics avec pour conséquence la hausse accélérée des tarifs et la baisse constante de la qualité des prestations pour un service public si sensible à tout point de vue, économique, social et politique »².

1. Quelle est donc l'appréciation générale du transport urbain et de la circulation à Tizi-Ouzou ?

La direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou constate une amélioration sensible du transport dans la ville de Tizi-Ouzou grâce aux 65 autobus et 660 taxis qui desservent dans toutes les directions périphériques de la ville³. Le tableau suivant nous renseigne sur le réseau existant au sein de cette ville.

Tableau 1 : Le réseau de transport urbain par bus

N° de la ligne	Origine/Destination	Longueur du trajet (km)	Tarif (en DA)	Nombre d'opérateurs	Nombre de bus	Places offertes par bus	Nombre de rotations par jour
Ligne 1	Bouhinoune	02	15	28	36	3636	06
Ligne 2	Béni-Douala	02	15	08	19	1919	06
Ligne 3	Timizart-Loghbar	02	15	01	10	1010	06
Total		06	45	37	65	6565	18

Source : Direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, juillet 2012.

L'importance du transport en autobus dans les déplacements permet de desservir trois lignes : Bouhinoune, Béni-Douala et Timizart-Loghbar ; 6 565 places sont proposées aux voyageurs dont 3 636 places sont offertes en direction de Bouhinoune. Cependant, cette importance relative de l'offre s'est trouvée confrontée à une demande dont l'accroissement fut rapide sous l'effet de la croissance urbaine.

Les lignes desservies par taxis collectifs sont au nombre de cinq : la Sonade, l'Artisanat, l'ancienne gare routière, le Sud-Ouest et celle existant à proximité du marché. Pour ce qui est des taxis individuels, on

² Isli, M. A., *L'ouverture au secteur privé des transports urbains de voyageurs en Algérie*, in Chanson-Jabeur, Ch. et Musette, S., (dir.), *Transports urbains et interurbains en Algérie*, Alger, CREAD, 2002, p. 20.

³ Direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, juillet 2012.

dénombrer 16 stations. Le nombre de voyageurs transportés par taxis (collectifs et individuels) et par bus est respectivement de 49 125 et 20 910 passagers à raison de cinq rotations par jour⁴.

Malgré les moyens de transports accrus, ils restent toujours insuffisants, notamment vers la Haute-ville et M'Douha, vu les flux importants de personnes qui convergent vers le chef-lieu régional. Selon l'enquête menée par N. Aït Seddik et S. Sbihi, « 64 % des personnes interrogées ont préféré les taxis collectifs pour leur rapidité, mais la qualité du service offert est loin d'être satisfaisante à cause de l'irrégularité aux heures de pointe. Seulement 22 % des passagers enquêtés déclarent utiliser l'autobus comme moyen de transport urbain ; ce dernier est qualifié de fatiguant à 80 % car la durée du trajet, comparée à la distance parcourue, est longue à cause des encombrements, de l'indiscipline des piétons, de l'état des trottoirs et du commerce informel »⁵.

Pourtant, « circuler » est une des trois fonctions (les deux autres sont les fonctions de production et de loisir) principales que doit remplir chaque ville. Le déplacement de la population représente un problème sérieux tant pour les habitants que pour les responsables municipaux.

La réalité quotidienne de Tizi-Ouzou témoigne d'une situation confuse à cause de l'importance des flux migratoires (environ 500.000 habitants le jour et 100.000 le soir⁶) qui ont provoqué une saturation de l'espace et des infrastructures de la « capitale » régionale. Au niveau régional, Tizi-Ouzou exerce une attractivité directe sur les wilayas limitrophes : Alger, Boumerdes, Bouira, Béjaïa, etc.

2. Quelles sont les retombées de la croissance urbaine ?

La ZHUN Sud (appelée communément la Nouvelle-Ville) a été construite pour mieux répondre à la demande en habitat (45 000 habitants). Sauf que dans cette zone, l'implantation d'équipements d'accompagnement et de services n'a pas suivi. Par ailleurs, des coopératives immobilières s'implantent au centre et à la périphérie de la ville (Est, Ouest, Sud), c'est-à-dire, là où il y a une poche vide.

Ces nouvelles extensions rendent la mobilité difficile ; les équipements et services ont du mal à suivre ces recompositions urbaines. Les infrastructures existantes (prévues pour 90 000 habitants) étant

⁴ *Idem.*

⁵ Aït Seddik, N. et Sbihi, S., « Le transport urbain dans la ville de Tizi-Ouzou », Master, UMMTO, 2012, p. 8 et suivantes.

⁶ RGPH, 2008.

saturées à cause de l'étalement urbain ; c'est pour cette raison qu'il est impossible dans l'immédiat de répondre à une demande accrue en transport urbain.

Le plan de transport de la wilaya de Tizi-Ouzou favorise l'extension de la ville à travers ses périphéries Est, Ouest et Sud. En effet, la sectorisation du chef-lieu de la wilaya intègre les agglomérations secondaires de la commune telles que Boukhalfa et Redjaouna au Nord-Est, Sikh Oumeddour à l'Est et Bouhinoun et Hasnaoua au Sud.

Le plan de transport tel que définit par la wilaya en 2010 prévoit trois (03) nouvelles gares :

- a- la gare dite du « Pont de Bougie » pour accueillir les voyageurs venant de Tizgirt, Azeffoun, Azazga, Larbaâ-Nath-Irathen ;
- b- la gare dite « Route de Béni-Douala » devant accueillir les voyageurs de Béni-Douala, Ouadhias, Aïn-El-Hammam, Béni-Yenni, Larbaâ-Nath-Irathen, ... ;
- c- la gare de « Kaf Nadjaâ » venant du Sud de la wilaya, du Sud Est ou du Sud Ouest.

La gare routière actuelle devrait accueillir les voyageurs de l'Ouest de la wilaya.

Les trois (03) gares sont sous- dimensionnées et n'offrent aucun service aux voyageurs : toilettes publiques, abribus, sécurité, restauration, cafétéria, arrêt pour voitures privées, etc.

Tableau 2 : Répartition de la population de l'agglomération de Tizi-Ouzou en 2008 par secteur

Secteur	Identification des quartiers	Population en 2008	En %
1	Centre-ville	3432	2, 33
2	Wilaya, daïra, Monuments aux morts, lotissement Hamoutène	35 107	23, 85
3	Hôpital Nédir, Complexe omnisports, lotissement Tala	14 357	9,75
4	Université Bastos pôle technologique, lotissement Tassada	8 673	5, 89
5	Nouvelle-Ville, Cité Boudiaf, Cité 450 logements, lotissement Bouhinoun	20 819	14,14
6	Université Hasnaoua, lotissement Veuve Amirouche, Cité les Genêts, Hôtel Lala Khedidja	13 580	9, 29
7	Cité du 20 Août, Cité 11 décembre, Cimetièrre Chrétien, Cité des jardins, marchés de gros	5 476	3,72
8	Gare SNCF, lotissement Sud-Ouest, Parc communal, Naftal	6 189	4, 20
9	Lycée El-Khansa, gare routière, Accadémie	39 561	26, 88
	Total	147 193	100, 00

Source : CNTC SPA-Boumerdes, « Plan de transport de la Wilaya de Tizi-Ouzou », Direction des transports, Août 2009.

Les secteurs 9, 2 et 5 concentrent respectivement 26,88 %, 23,85 % et 14,14 % de la population soit 65 % du total. Deux cent vingt-neuf (229) taxis collectifs sont mobilisés sur la ligne n° 2 « l'Artisanat- Nouvelle-Ville », pour assurer en particulier les besoins de déplacements des 14 282⁷ lycéens et collégiens, des fonctionnaires et des citoyens, d'une manière générale. L'agglomération de Tizi-Ouzou est le pôle de concentration de la population et des infrastructures d'équipement et de services. Les effectifs scolaires et universitaires progressent d'une manière très significative ; l'université de Tizi-Ouzou, à elle seule, accueille 55 000 personnes dont 49 000 étudiants, 2 000 enseignants et 4 000 techniciens et administratifs, ouvriers et gardiens.

La commune de Tizi-Ouzou, avec son grand pôle industriel de Oued-Aïssi et ses établissements universitaires, concentre l'essentiel des services, des administrations, des activités socio-économiques et commerciales. Elle reste le pôle le plus attractif, suivie des localités situées le long de la R. N. 12 telles que Azazga (37 263 habitants), Draâ-Ben-Khedda (36 474 habitants), Fréha (28 814 habitants), Tadmaït (25 873 habitants)⁸.

L'extension de la ville vers l'Est et l'Ouest rend donc les déplacements difficiles. L'étalement urbain qui a rattrapé les communes suburbaines (Béni-Zmenzer, Tirmatine, Draâ-Ben-Khedda, Béni-Aïssi, Aït-Aïssa Mimoun, etc.), rallonge la mobilité quotidienne qui se complexifie, s'intensifie et maintient ces nouvelles extensions dans la dépendance du centre-ville de Tizi-Ouzou.

L'offre de transport n'arrive plus à répondre à la demande, la commune commence à s'essouffler : extension de l'habitat précaire sur les franges de la ville comme à Chaaïb, Oued-Aïssi. Malgré l'existence des dispositions réglementaires de l'habitat remontant à 1985, on assiste à la naissance de nouvelles zones d'habitat précaire. L'échec des plans d'urbanisme est évident, aucun plan n'a pu être conduit à terme.

3. L'offre de transport urbain

« L'offre de transport urbain désigne l'ensemble des infrastructures et équipements (voies, stations, arrêts, gares, et parc roulant) mis à la

⁷ Document de la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009, p. 80.

⁸ RGPH, 2008.

disposition des usagers pour leurs besoins de déplacement à l'intérieur de la ville »⁹.

Depuis la mise en place d'un dispositif des micro-entreprises au profit des jeunes, on enregistre un nombre important d'entreprises opérationnelles dans le secteur de transport. Les fourgons, les minibus sont les moyens les plus remarquables dans les différentes stations de la ville. Le tableau suivant nous renseigne sur la situation du parc véhicules selon le type et l'âge.

Tableau 3 : Situation du parc de véhicules selon le type et l'âge

Types de taxis Age	Taxis individuels	Taxis collectifs	Taxis collectifs inter wilaya	Fourgons
Moins de 5 ans	129	114	69	0
De 5 ans à 9 ans	159	141	55	67
De 10 ans à 14 ans	244	108	34	494
De 15 ans à 19 ans	307	178	134	600
Plus de 19 ans	449	44	261	57
Total	1 288	485	578	1 218

Source : Direction des transports, Wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009.

Le nombre de taxis individuels est important, soient 1 288 taxis dont 449 ont plus de 19 ans d'âge. Les fourgons (« Bourbous » en kabyle, ou chenilles) occupent la deuxième place du parc roulant, soient 1 218 unités dont 600 ont entre 15 ans et 19 ans d'âge. Il n'y a pas de fourgons en circulation de moins de cinq ans. Les taxis collectifs inter-wilaya sont nombreux, mais ils sont dans un état vétuste ; ce qui n'exclut pas les pannes répétées et le risque d'exposer les voyageurs aux accidents de circulation. Il n'existe pas de taxis collectifs intra-urbains ; ils sont remplacés par les fourgons et les minibus.

On peut dire que l'aspect quantitatif de l'offre de transport urbain peut être considéré comme étant réglé avec la mise en circulation d'un nombre considérable de véhicules, mais se dessine autour des insuffisances de la qualité du service : manque de formation des transporteurs, manque d'hygiène, non respect des horaires et des arrêts, de nombreux accidents. Les diverses incitations (aides, prêts sans intérêts, exonérations fiscales...) pour l'encouragement de la création des micro-entreprises expliquent la volonté des pouvoirs publics de réduire un tant soit peu, le

⁹ Khaladi, M., *Analyse du système de transport urbain dans une ville moyenne : cas de Béjaïa*, in Chanson Jabeur, Ch. et Musette, S. (dir.), *Transports urbains et interurbains en Algérie*, Alger, CREAD 2002, p. 110.

taux de chômage qui a été estimé à 18 % en 2010 dans la wilaya de Tizi-Ouzou. En effet, dans le cadre de l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ), 3 849 porteurs de projets étaient intéressés par ce secteur.

C'est de cette manière que le secteur transport de voyageurs a capté l'attention des 1597 micro- investisseurs pour les nombreux avantages qu'il offre : un minimum d'équipement (un minibus, un microbus ou fourgon aménagé) et un minimum de savoir-faire attesté par l'obtention du permis de conduire en transport en commun. Par contre, pour les élus municipaux, comme nous l'avons déjà dit, leur seul but est de lutter contre le chômage qui touche une grande partie des jeunes. C'est donc une sacrée chance pour tout jeune voulant sortir de la spirale de l'oisiveté, car c'est très facile de se voir délivrer par le service de la wilaya une autorisation d'exploitation.

Voilà comment le réseau de transport s'est développé, non pas pour répondre aux besoins en transport des voyageurs mais pour lutter contre le chômage. Très vite, la circulation devient problématique et l'APC de Tizi-Ouzou doit prendre à bras le corps le problème de la circulation, des hommes, des marchandises ... Parmi les points noirs de la circulation, on peut relever le non- respect des horaires, la circulation perturbée, la conduite dangereuse. Toutes ces économies externes négatives ont forcé la ville de Tizi-Ouzou, par le biais de la direction des transports, à établir un énième plan de circulation qui est en voie de réalisation.

En ce qui concerne le réseau routier, eu égard à la contrainte du relief accidenté, les rues sont tracées là où elles sont réalisables et non là où elles doivent l'être. Le réseau de transport n'a pas été accompagné du mobilier urbain nécessaire, tels que les abribus qui doivent être plantés sur les trottoirs, les stations, et les signalisations¹⁰. Dans ces conditions, les véhicules observent les arrêts sur la voie gênant réellement la circulation.

Le chargement et le déchargement des passagers se fait sur la voie publique ou la chaussée, il n'y a ni les horaires ni les noms des arrêts. A priori, la notion de service public n'est pas présente dans la mentalité de tous les transporteurs ; dès que la demande baisse (c'est-à-dire à partir de 18 heures), on rentre au garage...

Il faut donc « assurer un service urbain régulier, c'est-à-dire assurer un service continu tout au long de la journée et répondre à des besoins spécifiques : le service continu est indispensable pour assurer aux usagers

¹⁰ Nous avons observé sur le terrain, que ce mobilier urbain est en cours de réalisation.

une garantie d'offre et une sécurité quelles que soient les circonstances »¹¹.

Le réseau est sous-utilisé, il y a lieu d'améliorer le service avec moins de moyens car ce n'est pas le nombre pléthorique de véhicules qui fait la qualité du transport urbain. Ces transporteurs, en surnombre, travaillent de manière anarchique ; le nombre élevé d'opérateurs implique un manque de qualité dans le service rendu aux clients parce que l'accès à la profession semble facile en l'absence d'obstacles qui peuvent servir à choisir les bons transporteurs. Depuis 2009, l'APC a créé une régie communale de transports urbains (Etablissement de Transport Urbain de Tizi-Ouzou), dotée d'une flotte de 40 autobus.

Grosso-modo, la situation du transport urbain à Tizi-Ouzou n'est en fait que la conséquence d'une libéralisation faite pour répondre au besoin pressant de la résorption du chômage ; le nombre de transporteurs et la qualité du transport le montrent aisément.

Les responsables municipaux avaient agi comme si l'offre de transport ne se détermine que par la disponibilité d'un nombre de véhicules introduit dans la circulation. A ce niveau d'analyse qu'en est-il de la demande ?

4. La demande de transport urbain

Le prix, la vitesse, la qualité du service et le respect de la réglementation sont les principales caractéristiques de la demande en service de transport. L'offre de transport urbain répond à une demande émanant des clients ou usagers. Plusieurs facteurs déterminent cette demande dont les principaux sont la longueur du trajet, les motifs du déplacement, la disponibilité des moyens de transport et les tarifs pratiqués.

4.1. La longueur du trajet

L'absence de l'élaboration d'une véritable stratégie de transport et de déplacement de la ville a lourdement pesé sur la demande en transport urbain. Les pouvoirs publics se sont contentés de faire face à la demande en logement sans pour autant se soucier des enjeux économiques de la ville. L'urbanisation anarchique de la ville a généré une offre pléthorique sur certaines lignes et une absence quasi-totale de moyens de transport sur d'autres ; ce qui empêche, en fait, l'accès rapide des individus résidant à la périphérie aux biens et services disponibles au centre-ville.

¹¹ Gargaïllo, L. et Planche, O., *Les transports interurbains : des transports pour demain*, Paris, Celse Les Presses du Management, 1994, p. 67.

Pour faire face à cette situation, la direction des transports a mis en place 18 opérateurs privés dont la capacité de chaque bus varie de 70 à 100 places. Depuis le mois de mars 2009, une entreprise de transport est entrée en activité, ses services sont assurés par 40 bus desservant six lignes.

4.2. Les motifs de déplacement

Les raisons qui peuvent amener un individu à emprunter un transport en commun sont l'école et les déplacements professionnels ; ces déplacements sont dits « obligés ». A ceux-là, s'ajoutent des déplacements de « services » car il n'y a pas que la population résidente qui emprunte le réseau de transport urbain, il y a également les non-résidents qui s'y rendent chaque jour à partir des communes les plus reculées sollicitant les services spécialisées (hôpital, polyclinique, maternité, avocat, bureaux d'études, université, écoles privées, boutiques de luxe, ...).

La localisation des infrastructures sociales a contribué aussi aux motifs de déplacement de la population. Leur concentration dans la ville de Tizi-Ouzou s'est faite au détriment des autres agglomérations de la région kabyle. On relève aussi des contraintes de déplacement pour les soins hospitaliers qui posent un véritable problème de distance.

En somme, les motifs de déplacement peuvent être le travail, le marché, le shopping, les affaires administratives, les loisirs, les visites familiales. Les déplacements pour le travail sont les plus dominants. Leur ampleur est liée à l'étalement urbain ; aux heures de pointe, ces déplacements créent la congestion ; toutes les entrées et sorties de la ville de Tizi-Ouzou sont paralysées. A titre d'exemple, un taxi urbain « collectif ou individuel » empruntant n'importe quelle artère menant au centre-ville met 1 heure à 1h 30 pour arriver à destination.

Il arrive que des clients descendent du taxi avant qu'ils n'arrivent à destination, car il est plus rapide de marcher à pied que d'emprunter les transports urbains entre 7h 30' et 9h du matin et entre 12h-14h et 15h-18h¹². Nos observations sur le terrain nous amènent à constater un certain déséquilibre entre la localisation des activités économiques (Cotitex,

¹² Enquête de terrain Mai- novembre 2006. L'université de Tizi-Ouzou est répartie sur plusieurs sites de la ville : Hasnaoua I, Hasnaoua II, Bastos, Boukhalfa, Oued -Aïssi, Tadmaït, l'habitat, Tamda. Ces différents sites abritent des étudiants qui ne sont pas logés dans les résidences universitaires. Ils utilisent donc les transports urbains. A cela s'ajoutent les travailleurs, les enseignants et les fonctionnaires de l'université qui se déplacent avec leurs véhicules personnels et dans les transports de l'université, ou vont au travail à pied grâce à la proximité entre le lieu de travail et leur domicile.

Orlac, zones d'activités à Draâ-Ben-Khedda, le complexe d'Azazga, la zone industrielle à Oued-Aïssi, les directions régionales au centre-ville ainsi que les sièges administratifs) et le lieu de résidence des travailleurs. Ce déséquilibre a une incidence directe sur le déplacement des travailleurs vers leur lieu de travail.

À pied grâce à la proximité entre le lieu de travail et leur domicile.

4.3. La disponibilité des moyens de transport

Les déplacements urbains supposent le recours à différents moyens de transport, outils de la mobilité et de l'échange. L'infrastructure de transport est donc un élément fondamental de l'organisation de l'espace et de l'aménagement du territoire.

Cependant, le développement économique, la répartition des commerces et services et de l'industrie, l'agencement des quartiers, l'étalement de l'espace, la séparation des lieux de travail et de l'habitat imposent le déplacement des personnes et les mouvements de marchandises.

« Les conditions de la circulation, c'est-à-dire l'accessibilité à la ville, les relations intra-urbaines et la connexion avec l'extérieur reposent sur des moyens de transport individuels et / ou collectifs, privés et publics et des voies dans la qualité dépend, dans toutes les villes, de leur position d'éléments naturels »¹³.

« L'exploitation des transports collectifs urbains (transport de personnes) peut se faire en gestion directe par les collectivités, en régie, ou confiées à des entreprises publiques ou privées dans le cadre de convention, ce qui a entraîné une amélioration quantitative de l'offre »¹⁴ souligne P. Laborde.

Les transporteurs du secteur privé ont satisfait les besoins essentiels de mobilité pour la majorité des résidents et des visiteurs. Leurs contributions sont devenues donc primordiales pour le fonctionnement de la ville de Tizi-Ouzou. Sans oublier de signaler que le secteur transport a permis de créer des emplois occasionnés par la capacité réduite des véhicules (dont le nombre de places varie de 5 à 24) et a multiplié l'offre en desservant les quartiers et le centre-ville du chef-lieu régional. Ce secteur de transport urbain a généré des revenus immédiats et cela a induit une augmentation accrue en nombre de véhicules en circulation.

¹³ Bennoui, F., *Les transporteurs ruraux facteur de développement dans la daïra de Blida*, in Dorier – Apprill, E. (dir.), *Ville et environnement*, Paris, SEDES, 2006. p. 145.

¹⁴ Laborde, P., *Les espaces urbains dans le monde*, Paris, Nathan, 1989, p. 134.

5. Les modes de transport

Antérieurement à 1988, le transport collectif public a dominé le système de déplacement dans la ville de Tizi-Ouzou, mais il a perdu son influence après la libéralisation du marché des transports et ensuite à la liquidation de l'Entreprise Communale de Transport (ECOTRAP) qui fonctionnait grâce à la participation financière publique. Après la dissolution de cette entreprise, son personnel a procédé à l'acquisition du matériel roulant pour échapper au licenciement d'une part, et profiter du prix de cession des trolleys, d'autre part.

Depuis le transfert du patrimoine de l'ECOTRAP au secteur privé, le transport en commun privé, qui s'effectue en autobus, entre en concurrence avec le transport privé de taille réduite (minibus, taxis collectifs, taxis individuels, fourgons-aménagés) qui occupe une place très importante voire prédominante dans la ville de Tizi-Ouzou.

Le transport par taxi « est pris en charge par le secteur privé en faisant l'attribution d'une réglementation spécifique en matière d'attribution des licences d'exploitation (décret 86-287 du 09 décembre 1986), du fonctionnement général (arrêté du 08/08/1993) et de la tarification (arrêté du 04/07/1994)¹⁵ ».

Le transport privé désigne « les opérateurs de véhicules à la propriété atomisée et aux modalités de gestion décentralisées auprès des équipages (chauffeurs, receveurs) et non soumises à une comptabilité officielle »¹⁶ d'où l'absence de billetterie qui est le seul moyen de connaître la recette moyenne. Le nombre de chauffeurs de taxis est de 3 581 dont 12 doubleurs. Sur les 13 595 licences attribuées, 3 569 sont exploitées. Ces conducteurs ont entre 6 à 15 ans d'ancienneté dans la profession¹⁷. La caractéristique de ce type de transport est son atomicité ; les véhicules exploités sont de faibles capacités, ils regroupent la gamme suivante :

a- les minibus de 30 à 40 places ou les microbus d'une douzaine de places ;

b- les taxis urbains collectifs de 4 à 6 places, utilisant des voitures particulières et ils circulent en nombre très important à l'intérieur du périmètre urbain et à la périphérie ;

¹⁵ Isli, M. A., *L'ouverture au secteur privé des transports urbains de voyageurs en Algérie*, in Chanson-Jabeur, Ch. et Musette, S. (dir.), *Transports urbains et interurbains en Algérie*, Alger, CREAD, 2002, p. 22.

¹⁶ Godard, X., *Les Transports urbains et l'environnement dans les villes du Sud*, in Apprill, E. D. (dir.), *Ville et environnement*, Paris, SEDES, 2006, p. 180.

¹⁷ Chiffres donnés par la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009.

c- les taxis individuels assurant des courses à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville. Par ailleurs, une station située en face de la gare routière comprend un grand parc de taxis, exploitant les lignes de grandes distances (Alger, Ouargla dont Hassi Messaoud, Blida, Béjaïa, Boumerdes, Rouiba, Bordj-Ménaïel, Dellys, Bouira, Tipaza, Oran, ...) ¹⁸;

d- les autobus : 48 autobus (dont 18 appartiennent au secteur privé), assurent le transport public. L'Etablissement de Transport Urbain de Tizi-Ouzou (ETUTO) a préféré faire

Ses débuts avec quelques lignes seulement selon une plage horaire se situant entre 5 h du matin jusqu'à 20 h du soir. D'une capacité de 100 places, ces navettes offrent toutes les commodités requises pour le mini trajet urbain. La mission première de l'ETUTO étant de « ramasser » les flux des voyageurs qui rallieront le centre-ville en direction des gares intermodales que la direction des transports est en train de construire à la périphérie de la ville. L'ETUTO est appelé à moyen terme à transporter quelque 30 000 passager par jour ¹⁹.

Le plan de circulation établi initialement n'a jamais été respecté par les 680 chauffeurs de taxis qui assurent un seul axe, celui de la nouvelle-ville artisanat. Les usagers désirant se rendre à la périphérie sont pénalisés. Pour faire face à ce problème, un nouveau plan de circulation connaîtra une nouvelle organisation et devra concerner les transporteurs par autobus et taxis (collectifs et individuels). De nouvelles lignes de transport et de stations seront créées à l'intérieur de la ville de manière à ce que toutes les cités et artères soient desservies.

A partir de chaque station, les taxis feront des rotations, en prenant un itinéraire défini pour revenir au point de départ. Afin de régulariser le transport, chaque taxi sera identifié à sa nouvelle station par un numéro, et ce, pour que le transporteur respecte la station et l'itinéraire qui lui sont attribués.

Pour le transporteur urbain par autobus, le nouveau plan inclura sept (07) stations, les autobus feront des rotations en circuit fermé (voir tableau en annexe).

L'autobus est le véhicule le plus couramment utilisé pour assurer le transport collectif en milieu urbain et il constitue d'ailleurs le mode exclusif de la plupart des réseaux.

Quant aux taxis individuels de la ville de Tizi-Ouzou, ils seront affectés vers 17 nouvelles stations érigées entre le centre-ville, la nouvelle-ville, M'Douha, la haute-ville et le lotissement Sud-Ouest.

¹⁸ *Idem.*

¹⁹ Direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009.

Le nouveau plan de circulation intégrera la régulation de toutes les aires de stationnement pour éradiquer les parkings payants aménagés illégalement à travers toutes les ruelles de la ville. Les responsables locaux doivent se pencher sérieusement sur le problème de congestion de circulation à commencer par le transport suburbain. Plus tard, avec la construction des gares prévues, « toutes les stations de fourgons seront délocalisées vers sites, et les transporteurs urbains feront la liaison à partir de ces stations vers le centre-ville »²⁰.

Hélas, pour l'instant, les élus locaux ont réglé le problème de transport mais pas celui de la circulation. L'absence d'aires de stationnement et leur matérialisation provoque un sérieux encombrement et contraint les fourgons et les taxis à s'arrêter n'importe où : c'est un défi majeur que doit relever l'APC de Tizi-Ouzou pour régler le problème de circulation qui affecte la ville de Tizi-Ouzou, notamment dans ses principales artères.

La diffusion du transport par taxis collectifs ou individuels s'est généralisé à partir des années 90 pour absorber le sous-emploi des jeunes ruraux ou citoyens, particulièrement les sans emplois, encouragés dans le cadre de l'ANSEJ avec l'achat du véhicule approprié pour le transport. Cette offre de service peut constituer une source de revenus qui entrent dans le budget des municipalités organisant autour d'elle cette activité de transport.

Plusieurs transporteurs travaillent en ville ; 3 468 cartes professionnelles ont été établies jusqu'au 30/06/2009. A côté des moyens de transport collectifs, deux autres moyens de transport individuels sont à dénombrer : la marche à pied et l'automobile.

a- la marche à pied : les résidents effectuent leurs déplacements à pied pour aller au travail, faire le marché, rendre visite aux proches, se rendre à l'école, se promener en ville, recevoir des soins. C'est un mode de transport rapide pour les citoyens car le temps de déplacement moyen à pied se situe entre 5 à 60 minutes selon les quartiers ;

b- l'automobile : elle a joué un rôle crucial dans l'avènement d'une mobilité urbaine généralisée. G. Dupuy souligne que « la voiture est urbaine en ce sens qu'elle est moyen de liaison avec la ville (ou le bourg), instrument de désenclavement, d'urbanisation du mode de vie rurale »²¹. La motorisation est une condition de l'accès du milieu rural à la modernité. On remarque un usage accru de l'automobile au détriment des

²⁰ Information recueillie auprès de la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009.

²¹ Dupuy, G., *L'auto entre ville et campagne*, in Chanson-Jabeur, Ch. et Musette, S. (dir.), *Transports urbains et interurbains en Algérie*, Alger, CREAD, 2002, p. 374.

transports collectifs. Cet accroissement du nombre de véhicules individuels en circulation s'explique par l'octroi des crédits pour l'achat de voitures par les banques d'une part, la présence de concessionnaires pour toutes les marques de voitures étrangères connues (Renault, Peugeot, Toyota, Chevrolet, Daewoo...) d'autre part, et les autorisations d'importation de véhicules de moins de trois ans.

Nous assistons, depuis quelques années, au « grignotage progressif » des transports collectifs par l'automobile où plusieurs foyers possèdent 4 à 5 voitures ! Nous observons une montée progressive du poids de la voiture particulière. La bi-motorisation, voire la multi-motorisation, est en train de voir le jour.

Les transports en commun ou transports collectifs, subissent encore la concurrence déloyale du secteur informel. Les clandestins sont des transporteurs qui ne sont pas soumis aux règles formelles de gestion (comptabilité, paiement des impôts, paiement des cotisations sociales, temps de travail, établissement de carte d'itinéraire) et il n'y a aucune règle juridique qui les lie à la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou. Ils échappent donc à l'autorité des pouvoirs publics à cause de la faiblesse du dispositif institutionnel de gestion des transports et de la circulation.

Le transport informel par taxi s'est développé (mais nous ne pouvons pas l'apprécier à sa juste valeur par faute d'enquête sur le terrain) à cause des opérations de licenciements des travailleurs ou ceux qui ont un bas salaire, cela constitue un revenu d'appoint de leur activité principale. Cette catégorie de personnes sont, généralement, des chefs de familles qui ont besoin de ressources financières pour subvenir aux besoins de leur progéniture.

Cependant, pour mettre fin à ce type de transport, la loi 87-89 du 10 / 02 / 1987 relative à l'organisation de la sécurité et de la police de la circulation routière a régi les infractions et les sanctions qui seront sous le contrôle des agents habilités à constater ces infractions : contrôle des autorisations d'exploitation sur la présentation par le transporteur d'une carte d'itinéraire. Le transport clandestin n'a pas totalement disparu ; la bicyclette, la moto, la mobylette... n'existent pas à Tizi-Ouzou. Son relief ne s'y prête pas ; l'habitude n'existe pas non plus.

6. Transport et organisation de l'espace

Le système de transport dans le chef-lieu régional est décomposé en trois modes soit la marche à pied, l'utilisation du véhicule particulier et les transports collectifs soit par taxis ou par autobus. Face à ces différents

modes de transport, la réalité quotidienne à Tizi-Ouzou témoigne d'une situation confuse à cause d'une politique urbaine désarticulée où les infrastructures sont saturées, conjuguées à un déséquilibre entre le centre et la périphérie. En tant que chef-lieu de wilaya, la ville de Tizi-Ouzou accueille chaque jour des flux de personnes et de marchandises toujours croissants. La voirie héritée est de plus en plus inadaptée aux besoins vu l'ampleur des flux jusque-là inconnue occasionnée par le développement croissant de la motorisation pour les déplacements quotidiens et le nombre de personnes en mouvement.

L'encombrement des principales artères de la ville (Avenue Abane Ramdane, Carrefour Makhoulf, rue Khodja Khaled, boulevard Belhadj, rue Lamali Ahmed, rue des frères Beggaz, carrefour du 20 Avril, rue des frères Mankour, carrefour M'Douha) est généré par la circulation automobile. L'augmentation de la circulation et la saturation des voies ont conduit les responsables municipaux à trouver des solutions d'adaptation et de restructuration de quelques ruelles à sens unique, de quelques systèmes de signalisation réglés par ordinateur installés dans certains carrefours, particulièrement sujets aux embouteillages, tels que, le carrefour du 20 Avril, le carrefour de la rue Lamali Ahmed, à l'entrée Ouest de Boukhalfa, le carrefour de la gare routière, des 600 logements...

De même, la limitation du stationnement a été la principale mesure instaurée pour dissuader les conducteurs à ne pas solliciter le centre-ville pour garer. Toutes les ruelles situées aux alentours de la Rue principale « Abane Ramdane » sont transformées, par des jeunes chômeurs, en « parkings payants », sans autorisation municipale ! Les prix pratiqués sont en moyenne de 30 DA.

La circulation automobile de l'avenue « Abane Ramdane » peut être limitée par l'amélioration des voiries qui l'entourent et l'aménagement des parkings souterrains. L'APC compte établir un plan de circulation qui renforcera la desserte des transports en nombre suffisant se caractérisant par une grande capacité de transport et un encombrement plus faible.

A cela, s'ajoute l'élargissement des chaussées dans plusieurs quartiers : route de polyvalent, rue des frères Belhadj, l'aménagement des carrefours les plus sensibles : trois trémies ont été réalisées au centre-ville (sur la R. N 12) et une arche au carrefour du 20 Avril sans oublier la rocade sud qui absorbe une partie de la circulation de transit et celle des poids lourds. La rocade nord est en cours de réalisation.

Le plan de circulation actuel compte donner la priorité au transport en commun²² en autobus et trolley car une grande partie des habitants ne disposant pas de véhicules. C'est donc un segment important que les pouvoirs publics doivent prendre en charge en leur assurant un moyen pour se déplacer. L'intérêt général voudrait que la grande majorité des déplacements s'effectue à moindre frais, avec le minimum d'infrastructures, de véhicules, de personnel et d'énergie consommée, c'est-à-dire en utilisant des transports en commun.

Le projet emblématique de prolongement de la voie ferrée Tizi-Ouzou – Oued Aïssi²³, inscrit depuis 1990 n'a jamais trouvé les financements nécessaires à sa réalisation jusqu'à ce qu'il soit enfin repris en 2004. Il a été réceptionné en juin 2010. Cette réalisation va certainement occasionner des économies externes pour les entreprises implantées dans la zone industrielle Aïssat Idir (Oued-Aïssi) et pour le futur pôle universitaire de Tamda.

7. Les coûts de transport

Les coûts de transport sont à la charge des clients. La marche à pied n'occasionne aucune dépense, mais les coûts deviennent importants avec l'automobile. L'utilisateur préfère le transport individuel à cause de sa flexibilité d'utilisation et les charges qui lui semblent supportables (carburant, frais d'entretien et de réparation).

Les coûts dits « sociaux » viennent s'ajouter aux dépenses liées aux transports urbains ; ils se composent des frais de voirie et d'infrastructures, de l'allongement des distances à parcourir qui limite l'efficacité de la couverture dans les quartiers de faibles densités aux déplacements aux heures de pointe, de l'exploitation des services (entretien, réparation, amortissement...), des coûts de la sécurité alors que le prix du billet est estimé à 10 DA / km !, lequel ne permet pas de récupérer toutes ces charges en particulier les frais d'entretien et d'amortissement par les 18 opérateurs privés ; l'ETUTO fixe le prix de sa prestation à 15 DA / km. Le tableau suivant montre parfaitement la vétusté des véhicules de transport appartenant aux opérateurs privés.

²² C'est le mode de circulation, de transport le plus élémentaire ; son efficacité, pour le moment, est limitée car il subit tous les inconvénients de la circulation automobile.

²³ L'extension de la voie ferrée Tizi-Ouzou - Oued-Aïssi est d'une longueur de 14,5 km. Elle comporte cinq ouvrages totalisant 600 m, 3 tunnels, quatre gares dont trois intermodales.

Tableau 4 : Répartition du parc véhicule (autobus) du transport urbain par âge

Age Opérateurs	Moins de 5 ans	De 5 ans à 9 ans	De 10 ans à 14 ans	De 15 ans à 19 ans	Plus de 19 ans	Total
Opérateurs Privés	—	2	8	4	4	18
Opérateur Public (ETUTO)	30	—	—	—	—	30
Total	30	2	8	4	4	48

Source : Direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou et nos regroupements, Août 2009.

Conclusion

Le fonctionnement urbain, fondé par essence sur des échanges multiples, est à l'origine des flux diversifiés : les migrations de population, les flux de marchandises et les transports sont indispensables aux activités humaines, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'industrie, des services marchands ou non. Les déplacements de personnes, d'informations et de biens sont de plus en plus intenses.

La ville de Tizi-Ouzou est marquée par une intense mobilité quotidienne. La municipalité est intervenue pour répondre aux besoins pressants en déplacement de la population par l'ouverture du marché de transport au secteur privé. Soudainement, le parc de véhicule en circulation toutes catégories confondues s'est, considérablement accru.

D'une manière générale, la privatisation des transports urbains a aidé en partie la prise en charge des problèmes de transport, mais ce service public reste toujours insuffisant à cause de l'étalement urbain qui a rattrapé les communes suburbaines, rallongé la mobilité quotidienne et maintenu ces nouvelles formes d'extension dans la dépendance du centre-ville ; cette extension récente de la ville de Tizi-Ouzou a rendu les déplacements difficiles.

La fonction « circuler » doit être prise en compte au même titre que les autres (habiter, travailler, loisirs). Dès lors, la ville doit répondre à chacune de ces fonctions. Le déséquilibre entre l'offre et la demande de transport est causé essentiellement par l'insuffisance des transports collectifs en temps opportun, au faible équipement des ménages et à l'absence des politiques de transport public. Les règles de circulation y sont rarement respectées ; à cela, s'ajoute le non-respect du tracé des lignes attribuées du fait que des quartiers se trouvent non desservis par le

transport à cause de la dispersion de l'habitat. L'urbanisation désordonnée a occasionné ainsi une inadéquation structurelle des transports urbains avec le développement de la ville.

La congestion du centre a commencé avec la circulation automobile ; la voirie héritée de la période coloniale est de plus en plus inadaptée aux besoins car les flux ont pris une ampleur jusque- là inconnue avec le développement croissant de la motorisation pour les déplacements quotidiens et la masse de personnes en mouvement.

Le parc automobile a augmenté et les servitudes du site aggravent les conditions de déplacement : d'où la congestion du centre- ville ; d'ailleurs à chaque bouchon, les transporteurs empruntent des itinéraires les arrangeant. Les passagers sont les « otages » des transporteurs qui ignorent la notion de service public.

La mise en place d'un nouveau plan de transport dans le chef- lieu régional a porté sur la création de l'ETUTO (Etablissement de transport urbain de Tizi-Ouzou) devenu opérationnel depuis le mois de mars de l'année 2009. Il est également prévu la réalisation de cinq (5) gares intermédiaires. Ce projet générera 1200 emplois dont 800 emplois indirects²⁴, nous rappelle le directeur des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou. La direction des transports a décidé de maintenir le nombre de taxis en service, de bus et de fourgons en activité dans le but de répondre aux flux des voyageurs de onze (11) daïras qui transitent par la « capitale » régionale. Au total, six (6) nouvelles lignes ont été ouvertes en ville et 40 abribus, dont 20 sont déjà réalisés.

Ce nouveau plan de transport permettra-t-il alors de désengorger si peu que ce soit la ville et assurer un transport de masse de qualité, avec le prix abordable de 15 DA. Le transport public permet des densités plus importantes alors que le transport individuel favorise une desserte plus fine des territoires. Les transports en commun permettent également de faciliter la circulation ; ils n'occupent en outre que peu d'espace de stationnement public. La congestion du trafic automobile tend aujourd'hui à considérer les transports en commun comme un moyen de préserver l'espace, notamment en milieu urbain.

²⁴ Information recueillie auprès de la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009.

Bibliographie

- Baïroch, P., *Taille des villes, conditions de vie et développement économique*, Paris, éd. L'école des hautes études en sciences sociales, 1977.
- Bavoux, J. J. ; Beaucire, F. ; Chapelon, L. et Zembri, P., *La géographie des transports*, Paris, éd. Armand Colin, 2005.
- Beaujeu-Garnier, J., *Géographie urbaine*, Paris, éd. Armand Colin, 1995.
- Chanson-Jabeur, Ch. et Musette, S., *Transports urbains et interurbains en Algérie*, Alger, CREAD, 2002.
- Dorrier-Apprill, E., *Ville et environnement*, Paris, éd. SEDES, 2006.
- Chignier-Riboulon, Frank. et M., Semmoud, N. (sous la direction de), « Nouvelle attractivité des territoires et engagement des actions », éd. Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2007.
- Gargaïllo, L. et Planche, O., *Les transports interurbains : des transports pour demain*, éd. CELSE, Paris, 1994.
- Laborde, P., *Les espaces urbains dans le monde*, Paris, 2^{ème} édition, éd. Nathan, 1989.
- Remy, J., *La ville, phénomène économique*, Paris, 2^{ème} édition, éd. Anthropos, 2000.
- Wiel, M., *La transition urbaine*, Belgique, éd. Pierre Mardaga, 1999.

Divers

- Plan de circulation de la wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009.
R.G.P.H., 2008.

Annexe

Tableau : Lignes de transport assurées par les bus de l'ETUTO

N° de la ligne	Départ	Destination	Conditions de circulation	Longueur de la ligne	Temps total nécessaire à une rotation	Principaux quartiers desservis
1	Naftal	Timizart Loughbar	Très difficile au centre ville (le tronçon compris entre les trois tremies)	12, 3 Km	65 minutes	Lotissements Talla Allam, Cité zone Ouest, Cité 204 logts, Lotissement Sud-Ouest, Cité 11 Décembre, Cité 5 juillet, Centre-ville, Cité des fonctionnaires, Cité Matouli
2	Station Bouhino un	Centre- ville par Boulevard Sitti	Très difficile au niveau de : - carrefour Makhlof, Khodja, Belhadj ; -centre- ville ; -stationnement gênant le long de la rue Lamali Ahmed et la rue des frères Beggaz	7, 2 km	48 minutes	Cité 450 logts, Cité Louanchi, Lotissement Louggar, Lotissement Bouaziz, Cité du 11 décembre, Cité du 5 juillet, Centre-ville, Lotissement Tala, Cité Nédir, Lotissement Hasnaoua, Bastos, Cité Boudiaf, Nvelle-ville

<p>3</p>	<p>SAA (Nouvelle-ville)</p>	<p>Centre-ville</p>	<p>-Circulation ralentie sur la rue des frères Belhadj et au niveau du carrefour du 20 avril ; -Circulation difficile au centre-ville ; -Stationnement gênant le long de la rue des frères Belhadj</p>	<p>8, 8 Km</p>	<p>53 minutes</p>	<p>Cité Djurdjura Cité Boudiaf, Université Hasnaoua, Lotissement Taia, Lotissement Zidane, Cité Tasséda, L'Habitat, Lotissement Malouli, Cité des fonctionnaires, Centre ville, Cité du 5 juillet, Cité du 20 Aout, Cité du 11 décembre, Lotissement Bouaziz, Nouvelle-ville</p>
<p>4</p>	<p>Station Bouhino un</p>	<p>Centre-ville par la nouvelle-ville</p>	<p>Très difficile au niveau de : -La rue des frères Beggaz ; -La rue Lamali Ahmed ; -La rue Khodja Khaled ; -Carrefour du 20 avril ; -L'intersection de la rue Lamali Ahmed et l'Avenue A. Ramdane ; -Stationnement gênant le long de la rue des Frères Beggaz</p>	<p>9, 5 Km</p>	<p>60 minutes</p>	<p>Cité 450 logts, Cité Louanchi, Nouvelle-ville, Cité Boudiaf, Bastos, Lotissement Hasnaoua, Cité Nédir, Centre-ville, Cité 200 villas, Lotissement Aïn Soltan Aïn Soltan, Lotissement Dif Amirouche, Cité Zone Ouest</p>

5	Station Timizart Loughbar -Hôtel (Pont de Bougre)	Amraoua par la Haute ville	-Bonne sauf au niveau du carrefour M'Douha ; -Stationnement gênant sur la rue Yahia Chérif	10 Km	58 minutes	Cité Maloui, Cité M'Douha, Cité des fonctionnaires, Cité 19 mai 1956, Lotissement Hamoutène, Cité le Cadi, Aïn Hallouf, Aïn Solhan, Hauteurs du Centre-ville, Cité des 200 villas, Lotissement Dif Amirouche, Cité zone Ouest
6	Station Oued Falli	Station Béni- Douala par la Nvelle- ville	- Circulation au ralentie tout au long de la rue des freres Belhadj ; -Stationnement gênant tout au long des freres Beggaz	13 Km	72 minutes	Lotissement du Sud Ouest, Lotissement Bouazz, Nvelle- ville, Cité Boudraf, Université Hasnaoua, Lotissement Tala, Lotissement Zidane, Cité Tasseca, L'Habitat

Source : Tableau reconstitué à partir des informations recueillies auprès de la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou, Août 2009.

Ethnographie de l'espace public d'un village de Kabylie : Aït Arbi.

Paradigme communautaire et citoyenneté en construction*

Abdenour OULD FELLA**

Dans leur célèbre œuvre « *la Kabylie et les coutumes Kabyles* » parue en 1872/1873 Hanoteau et Letourneux écrivirent au sujet du village Kabyle : « l'unité politique et administrative, en pays kabyle, est le village (*taddart*). C'est un corps qui a sa vie propre, son autonomie : il nomme ses chefs, fait ou modifie ses lois, s'administre lui-même et peut, s'il est assez fort, se passer de ses voisins »¹.

Plus d'un siècle plus tard, qu'on est-il de cette unité politique dans un contexte caractérisé par une rupture brutale induite par la domination coloniale et la construction d'un Etat national avec ce qui en résulte comme processus de destruction-reconstruction des anciennes structures sociales, économiques et culturelles ?

Comment s'organise le village kabyle ? S'appuie-t-il toujours et encore sur cette « institution séculaire » qu'est *tajmaɛt*² ? Sous quelle forme s'actualise cette institution ? Quels sont les acteurs qui animent

* Une première version de ce texte a été lue par Mme D. Abrous, et M. M. A. Kenzi et A. Mahé, à qui nous adressons nos sincères remerciements.

** Enseignant-Chercheur à l'Université de Bejaia, chercheur associé au Crasc.

¹ Hanoteau, A. et Letourneux, A., *la Kabylie et les coutumes Kabyles*, Paris, édition Bouchène, 2003, t2, p.9.

² « Djemâa (*gmasa*): mot emprunté à l'arabe (racine : G.M.E = réunir, rassembler) ; ce mot désigne l'assemblée des hommes et le lieu où elle se tient. *Tajmaɛt*, variante la plus utilisée en Kabylie, en est la forme berbérisée. Le Maroc central et l'air touarègue ont, quant à eux, conservé les termes berbères : *imzurfa* en tamazight (Masqueray, 1983, p.38 et Taïfi, 1991, 1991, p. 14) et *amni*, en touareg [...] ces trois termes (*Tajmaɛt*, *imzurfa*, *amni*) désignent une institution pan-berbère. » D. Abrous, *Encyclopédie berbère*, 1995, pp. 2436-2437.

l'espace public villageois ? Quelles sont les formes et les modalités de l'action collective qui traduisent ce processus de redynamisation des institutions villageoises observé depuis le « printemps berbère » de 1980 ?

Quels changements cette institution a-t-elle put intégrer et quelles sont aujourd'hui ses prérogatives, ses tâches et ses pouvoirs ? Enfin, quel a été son rapport avec cette dynamique politico-identitaire née de la rupture d'avril 1980 ?

Autant d'interrogations qui structurent notre approche monographique sur un de ces innombrables villages kabyles, « inconnus » de la « littérature anthropologique » : le village d'Ait Arbi.

Présentation générale du village

Le village *At ærbi*, fait partie des vingt trois villages qui constituent la commune d'Iferhounene et des quarante huit villages de la Daïra d'Iferhounene³, Wilaya de Tizi-Ouzou.

C'est un petit village de 1300 habitants (septembre 2009)⁴, répartis sur quatre grands lignages (*iderma*). Le lignage d'*At Ufella* compte 411

³ La région d'Iferhounene est le territoire de deux tribus : *At Yettura* et *Illilten* qui étaient regroupées par l'administration coloniale au sein de la tribu des Beni Ittourar lors de sa création par l'arrêté du 14 avril 1893. Hanoteau et Letourneux, divisent la tribu des Ait Itsourar en deux fractions : Imesdourar (les montagnards : 2790 habitants) et Imessouhal (gens du bas pays : 2007habitants en 1866) (2003, tome 1, p. 256).

La tribu des *At Yettura*, faisait partie du Douar Itourar entre 1880-1958 et de la commune mixte du Djurdjura (voir Mahé, 2001, p. 227, p. 399 et p. 591). Les deux fractions qui la composent furent érigées, en 1958, en deux communes. Les Imesdourar avec 2493 habitants en 1954 regroupent quatorze villages (dont fait partie le village d'Ait Arbi), et la commune d'Imessouhal, 2065 habitants répartis sur dix villages. La tribu des Illilten, quant à elle, fut divisée en deux communes : Tifilkout, avec 2281 habitants partagés sur sept villages, et la commune de Tirourda, composée de 1500 habitants éparpillés dans cinq villages. Le décret n° 36.189 du 16 mai 1963 portant réorganisation territoriale des communes inclut dans l'arrondissement de Fort-National, sept communes dont la commune d'Iferhounene. Cette commune est formée de la réunion de trois anciennes communes : Imesdourar devenue Iferhounene, et Imessouhal qui a gardé le même nom (toutes les deux communes faisaient partie du douar Itourar de la commune mixte du Djurdjura), enfin la troisième commune est Illilten. Le dernier découpage de 1984 (décret n° 84-365 du 1^{er} décembre 1984), divise la commune d'Iferhounene en trois nouvelles communes : Iferhounene, Imessouhal et Illilten.

⁴ En 1866, le village d'Ait Arbi comptait 209 habitants (Hanoteau & Letourneux, t1, p. 256). En 1963, lors de la première célébration du rituel de *l'asensi* dans l'Algérie indépendante, O.F. H (72 ans) avait recensé 300 personnes. En 1988, le nombre atteint 752 habitants, et 620 habitants en 1998 (statistiques GRPH). Par ailleurs, la commune d'Iferhounene comptait 13714 habitants en 1998 et 16583, en 2008.

personnes (147 habitent au village), *At Hemu* 346 personnes (166 résident au village), *At Belqacem* : 265 personnes (199 sont au village), enfin, *At Ceqdid* avec 244 personnes (138 résident au village).

Le village a accumulé une expérience politique marquée par une participation active dans la résistance et le combat politique⁵ puis militaire contre le système colonial⁶. Et c'est en raison de cet engagement

Il convient de souligner la difficulté d'utiliser les résultats des recensements officiels qui ne nous offrent pas des données exactes et fiables. Le recensement de 1998, auquel nous avons pris part, qui donnait au village 620 habitants n'a pas inclus les habitants des deux hameaux *At belqacem* et *At hemu* qui sont par ailleurs intégrés dans les villages limitrophes ; Laazib et Soumeur.

Même situation pour le recensement de (avril) 2008 qui ne dispose pas de données précises sur le nombre d'habitants du village d'Ait Arbi, puisque les habitants du hameau d'At Hemu (*Agni eli*) ont été comptabilisés au profit du village voisin Soumeur, et ceux qui habitent les lieux dits *Le ewenser*, de *Souk el fellah* et de la C.A.P.S. (proche du chef-lieu de la commune d'Iferhounene) sont intégrés au village d'Iferhounene. Ainsi, l'unité statistique de base du recensement est l'ilot, formé de plusieurs habitats et qui ne tient pas compte des liens politiques qui peuvent unir ou non ces agglomérations. De ce fait, ce procédé ignore la dimension politique du village kabyle et des morphologies des entités urbanistiques.

Ainsi, nous étions dans l'obligation de procéder à un recensement détaillé de la population pour pouvoir disposer de chiffres qui tiennent compte des réalités politiques signalées. Après étude des statistiques du recensement de 2008 et sur la base des renseignements pris auprès du chargé de l'opération de recensement de 2008 au niveau de la commune d'Iferhounene et suite à la comparaison et recoupement avec la liste établie par le comité de village en aout 2006, dans le cadre de l'organisation de *timecret*, et qui comportait environ 900 personnes, et sur la base d'un recensement détaillé de la population que nous avons effectué en septembre 2009, (enquête auprès d'un membre ou proche de chaque famille à l'aide d'une fiche signalétique que nous avons élaboré) nous pouvons avancer le chiffre de 1300 personnes. Les résidents permanents au village sont de l'ordre de 650 personnes (50%), et 650 personnes habitent en dehors du village (50%), parmi eux 421 personnes résident en dehors du village dans les différentes villes de Kabylie et d'Algérie, et 229 en dehors de l'Algérie, soit 17.61% (212 en France et 17 au Canada).

⁵ Dès les années quarante, Lhadj Azwaw militant (messaliste) du P.P.A., lettré en langue arabe, fréquentait les cadres du parti et les militants de la région (Ait Ahmed, Amar At Cheikh etc.), avait constitué au village un groupe de scouts (en 1952 selon Hadj Hamou). Il apprenait aux enfants des chants nationalistes (en arabe et en kabyle). Emprisonné entre 1955 et 1960, il mena par la suite un combat politique. Il meurt en 1967 à l'âge de 59 ans. (Achour, ancien moudjahid mars 2008). Par ailleurs, le village compte environ 48 Moudjahid, 18 moudjahidates et près de 50 « chahid », recensés auprès du responsable de l'ONM d'Iferhounene.

⁶ En 1946, les autorités coloniales ont dépêché, dans les villages d'Iferhounene et d'Ait Arbi..., « une formation militaire d'infanterie portée et d'un escadron d'automitrailleuses commandées par le capitaine Révéron » afin de rassurer « tous les éléments restés fidèles à la France ». Dans une lettre datée du 16 décembre 1946 adressée au Sous-préfet de Tizi-Ouzou, l'administrateur de la commune mixte du Djurjura présente un compte rendu de cette mission : « J'ai l'honneur de vous rendre compte du passage dans ma commune

très actif dans la lutte de l'indépendance, que la population d'Ait Arbi a connu entre août 1961 et 1962 un déplacement vers un camp de regroupement organisé dans le village d'Iferhounene.

Ce savoir faire politique fut enrichi, renouvelé et modernisé après l'indépendance et plus particulièrement au lendemain du printemps berbère de 1980. En effet, le village a « réactivé » et rénové l'institution de *tajmaɛt*, ce qui a permis d'assurer la continuité des activités politiques délibératives de l'assemblée villageoise et sa « modernisation » en 1980 par la création, d'une instance inédite le « comité de village », dans lequel fut de plus en plus ménagé un rôle très actif à un encadrement jeune, disponible et instruit.

Tajmaɛt : un espace public⁷ de gestation de la citoyenneté ?

La rupture introduite par le mouvement identitaire d'avril 1980 a impulsé une nouvelle dynamique politique et sociale, qui s'est traduite au

d'une formation militaire d'infanterie portée et d'un escadron d'automitrailleuses commandées par le capitaine Révéron. Cette troupe a visité Iferhounene, Ait Arbi le 11 décembre (1946) puis s'est rendue à Tassaft et à Souk-El-Arba le 11 décembre 1946. Le passage de ces militaires dans des régions qui n'avaient pas vu depuis longtemps a produit le meilleur effet. (...) Tous les éléments restés fidèles à la France ont repris confiance, cependant que les autres n'ont pas manqué de tirer des spectacles les renseignements utiles. Il est à souhaiter que ces manifestations puissent être organisées au moins deux fois par ans » Archives d'Outre-mer (Aix-en-Provence), Fonds du G.G.A. (Gouverneur Général de l'Algérie), carton 8 CAB/89. Cette note m'a été remise par ma collègue Arous D., à qui j'exprime ici mes remerciements. J'ai pu consulter ce document à Aix-en-Provence, en juillet 2006.

⁷ Il n'est pas de notre intention de rentrer dans un débat théorique sur ce concept d'espace public. Il s'agit seulement de partir à contre courant de certaines analyses de cette problématique de l'espace public consacrées uniquement aux espaces urbains « comme si cette problématique n'était même pas pertinente au sujet d'un espace rural » (Mahé 2001, p120). Partir de l'espace public comme « un domaine d'exercice de la citoyenneté » (Cottureau, A., 2005) et de réfléchir sur la pertinence du choix de ce cadre conceptuel pour envisager la compréhension de la réalité kabyle ; c'est-à-dire de savoir de quelle manière l'assemblée villageoise constitue-t-elle un espace public ? Espace commun ou espace public ? comment se déroule ce passage du commun au public ? (Etienne Tassin, *HERMES* 10, 1991) ou bien c'est un espace public dans le sens de l'approche de J. Habermas (1978) séparation entre le public et le privé, et la publicisation des affaires (l'opinion publique comme catégorie historique) et de celle soutenue par H. Arendt (1972) comme espace d'une mise en visibilité et de mise en scène (scénarité), « comme domaine de visibilité des initiatives publiques, de leur appréciation et de la mise à l'épreuve du pouvoir vivre et agir ensemble, entre citoyens » (Cottureau, 2005), ou une arène publique dans le sens de D. Cefaï qui défend une conception pragmatiste ; c'est « un lieu de *combats* et d'une scène de *performances* devant un public ». ? CEFĂĪ, D., « Qu'est-ce qu'une arène publique? Quelques pistes pour une approche pragmatiste », in *L'Héritage du pragmatisme*, D. Cefaï, I. Joseph (dir.), Éditions de l'Aube, 2002. (pp. 51-81)

plan local (Ait Arbi) par une percée de la jeunesse dans l'espace public villageois. Cette nouvelle génération de jeunes scolarisés, pétris d'une nouvelle culture politique (communiste, berbériste, laïque et moderniste...), porteuse de nouveaux besoins, se constitua graduellement en une force politique décisive, à même de provoquer une recomposition des rapports de forces politiques et des changements profonds dans l'espace public du village ; changements (et continuités) qu'on se propose de présenter et de décrypter.

1. Le mouvement d'avril 1980 et l'émergence du « comité de village »

La première mutation est visible à travers l'apparition d'une nouvelle forme de structuration des acteurs sur l'espace public villageois. Ainsi sous l'impulsion directe d'un militant communiste et berbériste, qui a participé au séminaire de Yakouren d'août 1980 où il a été recommandé aux militants berbéristes d'investir ces structures villageoises et de les redynamiser ; un comité de village fut installé en août 1980 et qui sera agréé dix ans plus tard le 18/02/1990 (sous le n° 245). La naissance de ce comité, a été possible grâce à la conjonction de deux facteurs : crise interne au sein de l'assemblée villageoise provoquée par la difficulté de désigner des *tamen* (représentants des lignages) afin d'assurer la continuité de *tajmaɛt* et l'arrivée d'une nouvelle jeunesse relativement instruite, compétente et porteuse d'une nouvelle culture politique marquée par le combat politique et identitaire et de la culture contestataire⁸.

⁸ Voici le témoignage de l'acteur de cette dynamique : « au sujet des comités de village, l'idée était que suite à l'évacuation de l'université de Tizi-Ouzou par la police et l'arrestation des militants (mars et avril 1980) on s'est rendu compte que les villages qui étaient organisés, comme Tizit et Ait Ali Ouyahia (Iferhounene), aucun jeune n'a été arrêté, par contre dans notre village qui était géré par les vieux alignés sur le FLN, j'ai été arrêté ici dans ma maison sans soulever aucune protestation [en plus de M, Mr. AF Boukhalfa, qui a été aussi arrêté]. A partir de là, l'idée a germé au séminaire de Yakouren auquel j'ai participé au mois d'août 1980. Donc parmi les résolutions (non écrites) une recommandait l'occupation et l'investissement des comités de villages, il faut dire que c'était une sorte de coup d'Etat et de révolution contre les vieux. Je pense que le premier village qui a appliqué cette résolution c'était le notre ».

Sur les conditions de la mise en place de ce nouveau comité, AH.M raconte : « je me souviens à l'époque, au mois d'août au moment du renouvellement du comité, je suis revenu de France après un séjour d'un mois où j'ai ramené du Whisky, le matin j'ai pris quelques verres puis je suis allé assister à l'assemblée du village à 8 H du matin à l'époque. C'était la crise au sein de l'assemblée puisque il n'y avait pas de volontaires pour devenir *tamen*. Parce que l'ancien comité a créé un problème avec certaines

À la première lecture de la composante du comité de village constitué en août 1980, on s'aperçoit qu'il y avait un souci, chez les membres de *tajmaet*, d'assurer un équilibre entre le besoin de renouvellement de la composante et du fonctionnement de l'assemblée villageoise et de garantir sa continuité. L'arrivée des jeunes au comité n'a pas fait oublier la nécessité d'assurer la représentation des quatre lignages (*iderma*). Deux « vieux » quinquagénaires furent désignés (un ancien moudjahid commerçant et un paysan, rentré de France) comme garants pour accompagner et contrôler cette irruption des (dix) jeunes dans le comité. Parmi ces jeunes (entre 25 et 30 ans)⁹, tous nés dans les années cinquante, deux étaient instituteurs au village et qui apportaient, entre autre, la compétence technique nécessaire au travail de secrétariat. Les autres volontaires, même s'ils n'étaient pas dotés de cette ressource, avaient d'autres ressorts à offrir ; leur disponibilité au village et leur imprégnation des valeurs du groupe constituaient leurs atouts (parmi eux, 3 maçons, un fonctionnaire des PTT arrêté pendant les événements de 1980, un taxieur et un salarié du privé).

La dénomination de cet organe exécutif de *l'aberah* (assemblée générale) est : « le comité de village »¹⁰. Le comité est considéré comme « la seule instance habilitée à parler au nom du village et à le représenter

personnes engagées par le comité pour réaliser un travail au profil du village mais ils n'étaient pas payé comme convenu, ce qui a crée une situation de crise [...] Je me souviens à l'époque je leur avais dit que ce comité de vieux était dépassé, et qu'on va le renouveler, travailler et supprimer le clanisme. Pour moi, ça m'est égale que mon représentant soit (de la famille de) At U... ou At B... l'essentiel qu'il nous apporte quelque chose de bien et il faut tisser des liens de fraternité. Juste après avoir fini de parler, les présents étaient étonnés qu'un jeune puisse prendre la parole ; les vieux qui étaient sincères, Da Ahmed, Da Amrane At O, m'ont remercié atik saha et m'ont dit : « voilà la solution », ainsi immédiatement plusieurs jeunes ont rejoint le comité. On était 12 personnes. 10 étaient des jeunes, il y avait quelqu'un qui à pris la parole, parce que militant du FLN il savait de quoi il s'agissait et a dit : « attention il faut leur ajouter deux personnes, deux vieux à côté de ces jeunes ». Ainsi nous les avions choisis, xali Younes (ch), Lounes A.M.» (A.H.M., septembre 2006).

⁹ Dans les cinq villages où Mahé avait enquêté l'âge de ces membres était au alentour de la quarantaine. Par ailleurs, l'auteur nous signale que c'est vers 1983-1986 que ces villages ont installé les comités de villages, dans lesquels siégeaient plusieurs jeunes. Mahé, 2001, p480.

¹⁰ Le terme « comité de village » a été introduit pour la première fois en août 1980, dans le premier texte qui consignait le règlement et le qanun du village. (En langue arabe : *lejna* لجنة القرية l'équivalent du « lcomité » qui est le terme utilisé couramment). Ce terme comité, était à la mode depuis les années 1960-1970 dans les milieux militants de gauche, des syndicalistes et des étudiants. Certainement, le profil de militant communiste et berbériste du rédacteur de ce texte (A.H.M.) est déterminant dans le choix de cette terminologie.

auprès des autorités : APC, Daïra, Wilaya, ou n'importe quelle instance » (Article 7 des statuts de 1980).

Le renouvellement de cette institution, vécu par les acteurs comme un processus de modernisation, s'accompagne ou s'exprime par un calquage des modalités d'organisation et de gestion des associations et des partis politiques modernes. Ainsi, a été institué, de façon volontariste et formelle, dès août 1980 et sous l'influence des éléments politisés (des partis et organisations de masse du FLN telle que l'UNJA etc.), de nouveaux modes de division des tâches en commissions (organisation et information, travaux, finances) et en organes de délibération (assemblée générale) et d'exécution (le comité de village) ; ce qui induit un passage à l'écrit par son usage utilitaire de plus en plus croissant, dans l'élaboration de listes des membres de l'assemblée, des absents aux réunions et la nomenclature des infractions, des qanun, parfois de PV de réunion, des correspondances officielles avec les institutions de l'Etat, et la tenue d'un journal de dépenses et de recettes etc., rédigés en langue arabe ou en langue française selon les compétences linguistiques du chargé de cette tâche de secrétariat. Ce processus de l'usage de l'écrit, qui a été amorcé dans les années 1960 et 1970, a pris de l'ampleur en 1980 en consignait les textes du règlement interne et des *qanun* du village¹¹.

Les tâches de comptabilité et de trésorerie sont assurées par un (ou plusieurs) membre(s) du « comité de village », qui sans être spécialement désigné comme trésorier, assure la perception des amendes en cas

¹¹ Le récit de cette mutation de l'usage de l'écrit est fait par A.H.M., enseignant de langue arabe et militant berbériste et communiste : « *On a confectionné une loi fondamentale du village. Je portais avec moi un petit carnet sur lequel j'ai rédigé un projet de loi, et expliqué c'est quoi un comité de village, son rôle et sa nécessité etc. j'ai indiqué qu'on fait partie de la République algérienne et qu'on doit suivre les lois.*

Je me souviens que les douze personnes membres du comité se réunissaient ici à l'école primaire pour étudier ces lois que j'ai élaborées sur la base de mes propres connaissances sans consulter de livres particuliers, je me suis référé aussi à l'histoire de la Kabylie.

Comme je suis un arabisant, je les ai rédigés en langue arabe puis on les a lus et soumis à l'assemblée générale. Tout le monde était content, c'était une sorte de révolution. Le fait que les jeunes prennent la parole le niveau des débats est devenu très élevé, ce qui a fait que les vieux se sont retrouvés un peu marginalisés, parce que leur discours ne correspondait plus. On a élaboré un programme de travail, et crée des commissions mais les gens ne savaient pas travailler en commissions ce qui a fait que le travail en commissions était un échec ». (septembre 2006).

Nous disposons de ces textes en langue arabe que nous avons (Ould fella et Lekadir Yazid) joint en annexe dans notre mémoire de fin de licence en sociologie, en 1988 : « *La femme, entre le droit coutumier et le code de la famille, étude de terrain en Kabylie : village kabyle d'Ait Arbi et un village maraboutique des Ouadias* », réalisé à l'université d'Alger, sous la direction de Mme. Claudine Chautet.

d'infraction aux édictées promulguées par le comité du village, mais également les tâches de secrétariat. Cette fonction peut être assumée par les autres membres du comité, s'ils disposent des compétences requises. La « caisse » du village est déposée chez une personne de confiance et la clé (de la caisse) chez quelqu'un d'autre.

Les statuts de 1980¹² instituent officiellement le « comité de village », élu par l'assemblée générale, et qui a pour objectif « la résolution des problèmes du village et la défense de ses intérêts et la promotion de l'esprit de fraternité et le bannissement de la haine et du racisme entre ses membres¹³ » (Article 8). Le « comité de village organise et gère la fête annuelle de Sidi Amer¹⁴ » (Article 1). La durée d'un mandat est fixée à

¹² Ces textes - documents (statut et *qanun*) ont été écrits en langue arabe en 1980 et réélaborés en 1990 au moment de la constitution du dossier administratif en vue de l'obtention d'un agrément suite à l'ouverture du champ politique. En octobre 1999, un autre « comité de village » composé de membres ayant un niveau scolaire moyen (enseignement moyen et secondaire) a entrepris la réélaboration de ces mêmes textes transcrits en langue arabe. Et à la faveur de l'arrivée de plusieurs étudiants sympathisants ou militants du « mouvement des arouch » de 2001 comme membre du comité de village en janvier-mars 2002, de nouveaux statuts et règlements intérieurs furent élaborés et rédigés en langue française. Enfin, en novembre 2005 un nouveau comité de vingt personnes fut installé qui, à son tour, a élaboré un nouveau statut écrit en langue arabe.

¹³ Le terme racisme ne recoupe pas la même réalité que celle habituellement désignée pour qualifier un sentiment ou acte d'hostilité à l'égard d'une autre culture, race ou religion, etc. Ici, il s'agit de nommer par cette catégorie les anciennes divisions entre clans, *ssef* (*tissefytin*) qui paralysaient le village et le scindait en deux camps. A première vue, ce militant communiste, rédacteur du document, imprégné d'une idéologie humaniste s'approprie et requalifie une thématique politique moderne pour combattre des divisions politiques anciennes.

¹⁴ Le village d'Ait Arbi organise sous l'autorité du comité de village, «une veillée» appelée «*asensi n Sidi Amer* ». Ce rite est célébré, tous les ans à la deuxième moitié du mois d'Août, en hommage à un saint marabout protecteur : Sidi Amer. Ce saint était illettré sans trace d'une tradition scripturaire ni enseignante et n'avait aucune attache confrérique (Salhi : 2004, 613). En se référant à certains éléments de la légende il semblerait que ce saint serait le contemporain du saint Sidi ben Abderhmane, fondateur de la Rahmania au XVIII^e siècles, ou de Sidi Abderhmane des Illoulen Oumalou du XVII^e siècles considéré comme le protecteur des *At Yettura*, et son mausolée -Sidi Amer- aurait été édifié dans les années 1930.

Selon Salhi (2004, p. 613), ce rituel était célébré, à la fin du XX^e siècle, en rapport avec le calendrier religieux ; c'est-à-dire pendant la « fête » de *taeacurt*. Actuellement, cette dimension religieuse est très peu présente, et cette fête n'a aucun lien avec le calendrier religieux, puisque elle est fêtée au milieu du mois Août. Un diner de couscous est offert aux villageois et autres invités des villages avoisinant qui ne manqueront pas d'offrir leurs dons (en espèce) au groupe de sages appelé *agraw*.

Les célébrations ne laissent guère de place à l'évocation de la mémoire du saint, ni par des chants religieux ni par d'autres pratiques ; de ce fait le rituel s'apparente beaucoup plus à une fête laïque. D'ailleurs la composante du « comité organisateur » et de l' « *agraw* » qui

une année renouvelable. La réunion des hommes de plus de 19 ans dans une assemblée générale a lieu tous les 15 jours. Ce statut crée trois groupes de travail : groupe d'organisation, groupe de finance et groupe des affaires générales. (Article 6). Le statut insiste sur « le travail collégial du comité de village, les décisions sont du seul ressort de l'assemblée générale après un débat démocratique » (Article 5)

Cet important effort de modernisation ne doit pas occulter le fait que le nouvel organigramme du « comité de village », notamment la création des commissions, n'est qu'un habillage légal qui ne correspond pas à la pratique politique réelle de cette institution. La pratique politique villageoise ne s'encombre pas des rigidités bureaucratiques, puisque le comité gère le quotidien sans se soucier du respect des prérogatives et des tâches convenues et consignées dans le nouvel organigramme. De même que la liste des personnes déclarées aux autorités (DRAG, Wilaya) comme membres du « comité du village » en exercice, n'a pas été remise à jour de 1990 jusqu'à mars 2003 et cela malgré le renouvellement presque annuel du « comité de village », et de son côté l'administration n'a jamais vérifié la conformité du fonctionnement du « comité de village » par rapport aux lois en vigueur.

2. La disparition de la fonction de *l'amin* du village

La constitution de l'institution du « comité de village », en août 1980, a induit la suppression de la fonction de *l'amin n taddart*, qui était la pierre angulaire de l'organisation sociale kabyle telle qu'elle a été décrite par l'ethnologie de la période coloniale notamment par Hanoteau et Letourneux.

Le village d'Ait Arbi a été dirigé au moment de la guerre d'indépendance et durant les années 1960 et 1970 par un « groupe de sages » appelé « *xemsa n taddart* » les cinq du village ; composé de quatre *temman*, chefs de familles importantes doués de sagesse, de l'art

béni les donateurs est dominée par des éléments laïcs, a-religieux, et pour certains d'entre eux anti- religieux, à l'exception du cheikh, et de quelques vieux pratiquants très imprégnés par la tradition culturelle et religieuse kabyles. Le village fait appel, ces dernières années, aux services d'un cheikh (L) enraciné dans le paradigme culturel kabyle et possédant des compétences de communication et de mobilisation reconnues, afin d'attirer et de stimuler la charité des visiteurs (usage de la sono), créant ainsi une ambiance festive. Ce rituel a fait l'objet d'une communication dans le cadre d'un colloque sur les : « *Sociétés berbères: Nouvelles approches à l'espace, au temps et aux processus sociaux* » organisé par L'AIMS (Institut Américain d'Études Maghrébines) à Rabat au Maroc, du 28 juin au 2 juillet 2012.

de l'éloquence et surtout de *tamusni*¹⁵ qui représentaient les quatre *iderma* du village, et conduit par un *amin n taddart*, chef temporaire du village, désigné à tour de rôle au sein de ces quatre lignages¹⁶.

Il faut noter que cette structure a fait l'objet d'influence et de contrôle de la part du parti FLN dès le déclenchement de la guerre d'indépendance. En effet, cette forme d'organisation « cinq du village » a été installée par le FLN-ALN, à partir de 1955, et placée sous le « contrôle » du « chef de front »¹⁷.

¹⁵ Pour la compréhension de ce terme de *tamusni* voir les travaux de Mammeri dans l'introduction aux *Poèmes kabyles anciens* (1980) et l'entretien avec Mammeri réalisé par Bourdieu, dialogue sur la poésie orale en Kabylie, in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 23, Sept 1978. Pour une approche critique de *tamusni* voir le travail de Mahé, « laïcisme et sacralité dans les qanûns kabyles », Le Caire, *Annales Islamologiques*, n° 27, 1993, pp.137-156.

¹⁶ Témoignages de certains moudjahidin (O.F. Hamou et C. Achour, O.F. Mamar), et d'autres (anciens) membres du comité de village : A.H. M., O.F. O. etc.

¹⁷ Selon les témoignages de quelques moudjahidin (Dda Achour et O.F. Hamou, ce dernier nous a remis un manuscrit intitulé « *histoire de ma vie* » rédigé en arabe, en 1996, dans lequel il retrace notamment la chronologie de la guerre d'indépendance dans la région d'Iferhounene), ce système de gestion collégiale du village par un comité des cinq « *xemsa n taddart* » était investi et contrôlé par les *moujahidin* du village lors de la guerre d'indépendance. A ce titre, à partir de 1955 le FLN par le biais de Ouahcene At Oufella, du village d'Ahfir (Commune d'Iferhounene) désignait ces cinq membres après accord des villageois acquis à la cause (qui se réunissaient dans *axxam n ccix*, la résidence de l'imam, propriété du village). À côté de ce comité des cinq, une autre personne est désignée comme « chef de front » qui avait pour tâche de collecter les cotisations et de les distribuer au profit des familles des moudjahidin, d'assurer la surveillance et le renseignement. Il était aussi le chef du village. Parmi les personnes qui avaient occupé cette fonction on citera Latamen Ait Fella, Ould fella Ouremdane et Belkai Saïd.

À partir de 1959, avec l'absence des hommes ayant rejoint le maquis, emprisonnés ou fuit vers les villes d'Algérie ou de France, (près d'une dizaine de vieux furent égorgés le 8 août 1959 en représailles à la mort d'un officier français) certaines femmes (Amrouche Zahia et Ouiza At Aoudiaa...) avaient parvenu à s'acquitter de cette tâche. Elles avaient même réussi à duper la vigilance des militaires français qui les investissaient comme chef du village (témoignage d'une moudjahidate O.F.H., 69 ans).

Une dernière structure, appelée le « refuge » sert de soutien logistique aux moudjahidin. Elle avait pour mission notamment de préparer la restauration, d'organiser le planning des corvées à cet effet. Une personne est désignée pour diriger cette structure (exemple Achour Ait chegdid etc) composée de plusieurs femmes (O.F. Houria, Djazia et *tamedurt*, A.H. Zahoua, M. Fatima, B. Ouiza, B. Feroudja, etc).

Au moment de la guerre, seul le chef du « front » pouvait rendre la justice et prononcer des sanctions. Un moujahid (Dda Achour) reconnaît qu'ils avaient recouru à la torture et à l'exécution contre des personnes qui étaient dénoncées par un des membres de ces structures. D'ailleurs, une personne fut tuée pour avoir présenté une doléance aux autorités françaises suite à une altercation avec un parent.

Ce « comité de sages » était surveillé par le parti unique du FLN, qui d'ailleurs tentait de contrôler son fonctionnement et limiter de son indépendance par rapport à l'Etat Algérien indépendant. Le témoignage d'A.H. M. est significatif :

« Après l'indépendance, je me souviens que les vieux ont réintroduit le « comité de village ». Chaque famille est représentée par quelqu'un, pour former ce qu'on appelait « les cinq du village » (*xemsa n taddart*). [...] Je reconnais que ces personnes ont tout de même fait beaucoup de choses au village ; d'ailleurs, ils ont organisé *timecret* (sacrifice de bœufs...) juste après l'indépendance, en 1963. Le problème à l'époque du parti unique, c'est que ce comité de sages était dénommé « les comités de vigilance »¹⁸ qui étaient alignés à la Kasma (du parti FLN), donc ils étaient chargés par le FLN de surveiller le village, c'est-à-dire de savoir tout ce qui se passe à l'intérieur du village. » (AH M. Sept 2006).

Un des notables du FLN à Iferhounene et instituteur au village, fut de 1967 à 1980 un des membres du « comité des cinq » qui assurait la gestion financière, et plusieurs moudjahid membres du parti constituaient l'ossature de « l'équipe dirigeante » du village¹⁹. Ce « comité des cinq

Enfin, le village faisait partie de la zone trois de la Wilaya 3 qui regroupait : Tizi-Ouzou, Azazga, Yakouren, Azefoun, Aïn El Hammam, Larba Nat Iraten, Mekla, Illoulen, Illilten, Ait Djennad (voir M. Bouaziz et A. Mahé, 2004, p.243).

Une enquête plus poussée est nécessaire pour rendre compte des liens –juxtaposition ou fusion– entre *tajmaat* et les structures militaires et politiques (chef de front, *imseblen* et le refuge) installées ou investis par le FLN-ALN dans le village, et déterminer le poids des alliances anciennes (*lesfuf* et *iderma*) et modernes (partis) au sein de ces structures. Et de savoir d'une part, comment ont été investis ces nouvelles structures « révolutionnaires » par les logiques « traditionnelles » de la société kabyle (luttres entre lignages et ligues), et d'autre part de mesurer la manière dont cette conjoncture historique particulière a permis de dépasser (ou non) les contraintes de ses dispositifs sociaux anciens ?

¹⁸ L'usage de ce terme « comité de vigilance » n'a pas été confirmé par un notable du FLN (O.F.H.) qui était membre du « comité de village » à l'époque.

¹⁹ O.F.H., moudjahid et militant du FLN, précise que lorsqu'il avait intégré le « comité » en 1967 (jusqu'à 1980) il s'est consacré seulement à la tâche de gestion de la trésorerie et avait refusé d'assumer toutes les prérogatives du *tamen* notamment la dénonciation de personnes qui porteraient atteintes aux qanun du village, en arguant que son statut d'instituteur ne correspondait pas avec cette mission du *tamen*, et que son travail à l'école, située en dehors du village, l'éloignait durant toute la journée et ne lui permettait pas d'assurer cette tâche de *tamen*. (Entretien mars 2008). Cet instituteur et directeur de l'école primaire était, à ce moment-là, le seul à avoir des compétences pour assurer des tâches de secrétariat (Il fut élève à l'école coranique et la zaouia de Sidi Abderhmane des *Illulen Umalu* et à Iflissen, dans les années cinquante). Il était considéré par beaucoup de villageois, comme l'œil du FLN au village, d'ailleurs au plus fort de la crise du printemps 1980, il avait organisé une assemblée générale peu suivie, pour expliquer la position du FLN au sujet des événements. (Observations personnelles) et il n'a jamais figuré dans aucun comité de village après 1980. Hadj, il occupera pendant plusieurs années et en intermittence la charge d'imam pour remplacer l'imam partant ou renvoyé par le comité de village.

sages » a été animé par les représentants des quatre lignages qui devaient assurer alternativement la charge d'*amin* du village²⁰.

L'avènement du « comité de village » en 1980 a donc succédé la disparition de ce « comité de cinq sages » et affranchi le comité de village du contrôle direct ou de l'influence du parti-État FLN. L'implication de certaines jeunes militants berbéristes et communistes, a contrarié et limité cette influence²¹.

La gestion des affaires du village incombe à tous les membres du « comité de village ». Ceci dit, en dépit de l'absence de cette fonction institutionnelle (i.e. *amin n taddart*), la pratique politique actuelle au sein du village se compose parfois, en fonction de la qualité du personnel dirigeant, quelques individualités qui occupent officieusement cette « position d'autorité » (Favret : 1968), ils sont reconnus comme de véritables leaders d'opinions.

L'équipe de départ du comité de village se rétrécit au fil de l'engagement dans la réalisation des travaux et différentes tâches parfois ingrates. Souvent, seules quelques personnalités du comité (2 à 4 par 10)

²⁰ Parmi les personnes qui avaient assumés cette tâche on notera les noms de : A.M. Akli, F. Ahmed, H. Batcha, A.H. Amokrane etc. À la fin des années 1970, pour surmonter les difficultés qui entravaient la désignation de *l'amin* entre les quatre représentants, l'assemblée villageoise a procédé au tirage au sort (*tiszar*, genre de pile ou face). Mohamed, qui avait environ 27 ans, a été chargé de l'organisation de cette opération. Il reconnaît qu'il avait joué un tour (triche) pour forcer la main à Bacha pour se représenter pour un autre mandat. (Entretien, mars 2008).

²¹ Le parcours politique de A.H. M. est significatif de la complexité de cette question. En 1977, il s'engage dans « la Quatrième Internationale trotskyste » et noue des contacts avec Mahmoud l'argentin et un Espagnol à Alger. Son militantisme au sein de l'UNJA dévoile ses convictions politiques aux yeux des militants du FLN. Il sera contraint par le chef de la Kasma du FLN d'adhérer au parti ou de démissionner de l'UNJA. Sur conseil des militants trotskystes d'Alger il intègre le FLN, en 1978. Ainsi au moment de l'institution du comité de village, son initiateur était officiellement aussi membre du FLN, avec des convictions politiques trotskystes.

L'apparition de quelques problèmes au sein de l'organisation trotskyste en 1980 le conduit à connaître une période d'errance politique qui l'amènera à rejoindre le PAGS en 1986, sans démissionner du FLN de crainte de faire l'objet d'une surveillance. Les émeutes d'octobre 1988 lui offre l'opportunité de démissionner du parti unique et se consacrer à l'activité syndicale dans l'enseignement et participer à la création du SATEF au début des années 1990. Par la suite, il participe dans les assises de création du MDS en 1997. En 2001, ce militant berbériste était considéré, par les activistes et sympathisants des arouch du village, comme un opposant au mouvement de contestation et particulièrement aux modalités « archaïques » de sa structuration. (Entretien septembre 2006). Depuis quelques années il s'est retiré de l'activité militante et en 2010, il prend sa retraite après une carrière d'enseignant et de directeur d'école primaire de plus de trente ans.

s'investissent totalement et bénévolement, dans l'activité publique et résistent au découragement, aux critiques et au désistement.

Par ailleurs, la durée effective du mandat des membres du comité de village est en moyen entre une à deux voire trois années au maximum²². Ceci montre à l'évidence que les membres du comité ne réussissent pas à réunir ou à maintenir un consensus autour d'eux, ou sont sensibles aux aléas de l'exercice de la responsabilité, de pression, d'attaques personnelles et le délaissement de leur vie privée pour se consacrer entièrement aux affaires de la cité. Cet épuisement physique et moral impose aux membres du comité de prendre congé des affaires publiques pour se régénérer, se ressourcer et se tenir, le cas échéant, prêt pour reprendre du service.

3. Autonomisation de la délégation politique par rapport aux lignages

La fonction de *tamen*, comme agent de la représentation des lignages au sein du « comité de village », est assurée gratuitement ; elle a subi, elle aussi, un changement « radical » dans son statut, ce qui modifie considérablement les modalités de fonctionnement et de la prise des décisions au sein de *Tajmaɛt*.

En effet, à partir du milieu des années 80 et afin de mieux contrôler l'irruption des jeunes dans l'espace public villageois²³, l'assemblée villageoise avait convenu d'instaurer un système de double représentativité : chaque lignage, se voit ainsi contraint de déléguer un jeune *tamen* (représentant des jeunes) secondé (contrôle et initiation) par un *tamen/dâmen* homme mûr, garant de son *adrum*. Il faut préciser que c'est dans les années quatre-vingt que commence à arriver sur l'espace public villageois la première génération née après l'indépendance. Cette donnée démographique va créer une nouvelle situation, et face aux difficultés d'assurer le renouvellement annuel du comité de village et la demande de certains jeunes d'abandonner le mode de désignation des *tamen* en référence à la répartition lignagère, l'assemblée villageoise se

²² Cette moyenne est calculée après avoir procédé à la reconstitution des listes des différents comités de villages qui se sont succédé depuis août 1980 jusqu'à octobre 2009. Au village de Zoubga, commune d'Illiltén, le chef du comité de village est en fonction depuis plus d'une décennie.

²³ Cette forte présence des jeunes au sein du comité a été renforcée grâce au champ libre laissé par le retrait de plusieurs vieux, suite à la décision de l'assemblée villageoise prise au milieu des années 1990, d'exempter les personnes âgées de plus de soixante ans de l'obligation de présence aux réunions de l'assemblée villageoise, sous prétexte de les soulager des interminables et épuisantes réunions.

résigna à accepter l'intronisation des jeunes comme membres du comité, encadrés et surveillés par quelques anciens, garants de l'ordre villageois.

Ces jeunes imprégnés d'une nouvelle culture politique moderne introduisent des amendements dans les modalités de fonctionnement de *Tajmaet*, et s'investissent ainsi dans l'organisation des premières représentations théâtrales et musicales sur la place publique en présence des deux sexes ; l'initiative qui n'a pas manqué de susciter une certaine réserve de la part de certains vieux et même d'adultes, offusqués par cette irruption « indécente ». Cette dynamique a donné naissance à une association culturelle²⁴, agréée le 10/07/1991, qui fonctionnait comme une pépinière au service de l'assemblée villageoise ; puisqu'elle permettait d'assurer l'initiation des jeunes à la gestion des affaires publiques et qui finissent quelques années plus tard par rejoindre le comité de village comme membre actif.

Ainsi, l'intégration des jeunes dans le comité de village a modifié dans la pratique la fonction de la représentation ; les réseaux d'amitiés et de camaraderies qui se créent entre les jeunes dans l'école, sur les terrains de foot, les cafés, les lieux de travail, l'association culturelle ont induit une distanciation par rapport à l'identification aux lignages²⁵. Un nouveau lien extra-lignager se construit lors de l'organisation des activités

²⁴ Le football a joué un rôle déterminant de catalyseur de cette dynamique d'investissement des jeunes dans l'espace public. La victoire de l'équipe de foot du village de la coupe inter villages de la commune d'Iferhounene, sur leur rival d'Iferhounene, en 1985, souleva un sentiment de fierté unanime et renforça l'appartenance à cette communauté villageoise. Cette euphorie atténua et refoula toute opposition ou forme de réserve à l'égard des jeunes activistes, qui auréolés de cette distinction se lancèrent dans l'organisation des activités culturelles sur la scène villageoise (représentations théâtrales, galas artistiques, témoignages des anciens moudjahid, bibliothèque etc.)

²⁵ À titre d'exemple, un groupe d'enseignants du primaire qui sont unis par des liens professionnels, amicaux et politiques (RCD, MDS) fréquente un café situé à Iferhounene pour jouer, à la fin de la journée de travail, des parties de cartes ou de dominos en compagnie d'autres amis. Cette équipe se retrouve, souvent ensemble en compagnie d'autres éléments, à la tête du comité de village. Selon les listes des membres des différents comités de village depuis 1980 à 2009, que j'ai pu reconstituer, ces personnes étaient ensemble en 1989-1990-1991, de 1995 à 1996 et de 1996 à 1998 et en 2008-2009. C'est dans ce sens qu'on pourrait parler d'un réseau dont les membres sont liés par des affinités et des similitudes. Le réseau est une « structure formée par des contacts, des échanges ou des relations entre des personnes ou des institutions [...] ». Par ailleurs on distingue quatre grands types d'interactions à partir desquelles on définit quatre types de formes sociales : la complémentarité, la domination, l'identification et les similitudes. Alain Degenne, *Analyse des réseaux*, in M. Borlandi (dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, PUF, 2005, p. 620.

culturelles et sportives autour des célébrations annuelles quasi rituelles (de 1990 à 2000) de la date du 20 avril 1980.

De ce fait, le *tamen* n'est plus le garant de son lignage et son champ d'intervention dépasse les limites de son *adrum*, il n'était plus tenu depuis le milieu des années 1980 de dénoncer seulement les infractions commises à l'encontre des lois du village par les membres de son propre lignage mais de tous les villageois²⁶.

4. L'exercice de la citoyenneté : Du consensus au principe de la majorité

L'impact du « mouvement berbère », la « marée juvénile » sur *tajmaet* et « l'agitation politico-idéologique » post-1980 et 1988²⁷ au sein du village avaient si profondément contribué à modifier certains mécanismes de fonctionnement de *tajmaet*, qu'il n'est plus possible de la reconnaître par rapport au modèle décrit par Hanoteau ; selon lequel « Les décisions de la djemaa ne sont pas rendues à la majorité des voix [...] Dans les affaires importantes, l'unanimité est nécessaire »²⁸.

Cette institution a amorcé, tout au long de la colonisation française²⁹ et d'une façon visiblement accélérée au début des années 1980, un long

²⁶En dépit de ce changement, le comité de village recourait parfois au *tamen* de l'*adrum* afin de recouvrir les cotisations auprès des hommes de son lignage. A titre d'exemple, en 2001 le comité de village a procédé à la collecte d'une « taxe annuelle », à raison de 120 DA par membre de la famille (résidant au village ou installé ailleurs), pour financer la réalisation d'une canalisation d'eau potable, ou pour réactiver le rituel de *timecret* en 2006, après vingt ans de la dernière célébration.

²⁷ Lors des « événements » de 1980 *tajmaet* était un espace, non seulement d'échange d'informations sur l'évolution de la situation, mais aussi de sensibilisation des villageois sur la question identitaire. Certains *moudjahidin* militants du FLN avaient tenté de contrecarrer l'activisme des militants berbéristes en essayant, en vain, de rassembler les villageois au sein de *tajmaet* pour leur expliquer la vision du parti du FLN sur la crise. De même que lors des « événements d'octobre 1988 », ces mêmes militants du FLN récidivent en appelant à une assemblée générale des villageois pour le vendredi 07 octobre pour transmettre le message du parti. La réunion n'a pas drainé une forte influence. (Notes prises le jour de la réunion)

²⁸ Hanoteau et Letourneux, p. 21, t. 2.

²⁹ Nous tenons à souligner les changements sociaux et politiques consécutifs à la colonisation française ; l'imposition de la justice pénale, la scolarisation, la prolétarianisation, la diffusion de la langue française qui ont affecté de multiples manières et à des degrés différents le fonctionnement de *Tajmaet* en Kabylie. Toutefois, il faut nuancer cet impact selon les différentes régions de Kabylie. Selon notre connaissance de la daïra d'Iferhounene, cette région n'a pas été soumise à la même « politique scolaire » que les *At Yenni* ; les rares écoles ouvertes à Illiltan (02) ont été construites tardivement, probablement dans les années 1940-1950. Plus que cela, Salhi signale que « dans les

processus de modernisation de sa pratique politique, par l'initiation à certains postulats de la « gestion démocratique » du conflit social, reconnaissant le droit à l'existence des minorités d'opinion en transgressant la sacro sainte règle de l'unanimité par le recours, non encore systématisé ou codifié dans une procédure, au vote à la majorité des voix. L'illustration la plus symbolique de cette « rupture » est cette gestion inédite, par le recours au vote, au début de la décennie 90 de « l'antécédent historique » de la sanction infligée par le « comité du village » à l'imam marabout, en raison de l'infraction commise à l'encontre des lois du village qui interdisent l'arrosage des jardins pendant l'été³⁰. L'affaire suscita des débats houleux, des sentiments de revanche de la part des jeunes, et d'indignation des vieux qui craignaient le déshonneur (ou la malédiction) qui pourrait toucher le village. D'ailleurs, l'amende fut acquittée par un vieux, pratiquant très attaché aux valeurs kabyles, ancien moudjahid et membre du FLN, qui a été plusieurs fois membre du fameux « comité de vigilance » dans les années 60 et 70 et du comité de village après 1980³¹.

Ceci dit, l'importance du poids démographique des jeunes au sein de cette assemblée faisait toujours basculer le vote, à main levée, en leur faveur. Lors de cette affaire, (à laquelle j'ai assisté et participé) au moment où les débats devenaient houleux en raison de l'opposition des vieux à cette sanction, les jeunes s'empressaient à réclamer la nécessité de procéder au vote pour trancher la question en sachant pertinemment

années cinquante, les Itouragh possèdent dans cette région du Djurdjura le plus grand pourcentage de nombre de personnes sachant lire et écrire en arabe (4%) et le plus faible taux en français (0,7%) » Salhi, 2004. p. 636.

Par ailleurs, elle n'a subi aucun impact de l'expérience des centres municipaux, puisque « seuls deux douars de la commune [mixte du Djurdjura 1880-1958] ne reçurent aucun centre municipal : Illilten et Itourar » (Mahé, 2001, 398). En revanche la région est connue pour être le bastion d'une forte immigration. Illilten avec 960 immigrés pour une population de 6443 soit 59.6% de la population active masculine en 1950, le nombre d'école était de 2, et aucun centre municipal. Les Ittourar, le nombre de population était de 10772, nombre d'immigrés : 1300, soit 48,2 %, aucune école, et aucun centre municipal dans cette tribu. Ce douar comporte le taux le plus fort de population maraboutique : 40%. (Mahé. 2001, pp. 398/399).

³⁰ Le statut et *quanun* de 1989/1990 : chapitre biens publics, article 6 : acquittement d'une amende de 250 DA pour toute personne qui arrose son jardin ou lave son véhicule entre le 01 juin et le 30 septembre.

³¹ Un autre exemple de cette gestion des affaires villageoises par le recours au vote à main levée concerne la décision, prise au sein d'un *aberrah* (assemblée) du 5/11/1999, au sujet de l'engagement des travaux d'un projet de réaménagement de la fontaine publique du village afin de pouvoir dégager un espace large pouvant servir au stationnement des voitures et de lieu d'organisation des fêtes et des galas, lieu qui sera dénommé plateforme. Extrait du registre des délibérations de l'A.G du 5/11/1999, résolution n°3.

l'issue du vote du fait du déséquilibre démographique à leur avantage. Ce qui fit naître chez cette catégorie la prise de conscience de son poids politique au sein du village, et par ricochet, *tajmaet* renforce sa légitimité auprès des jeunes et assure sa continuité.

Ces observations semblent contredire, en partie, une conclusion de Mahé sur le système politique kabyle traditionnel. L'auteur affirme : « nous ne saurions le qualifier de démocratique. Il nous semble que ce n'est pas principalement l'extension du corps des citoyens qui caractérise un système démocratique. Ce n'est pas non plus l'éviction des femmes de la vie publique qui empêche de qualifier le système politique kabyle traditionnel de démocratique : la polis d'Athènes excluait bien d'autres catégories de la population que les femmes : ainsi des esclaves, des métèques, etc. Un système démocratique nous paraît devoir satisfaire à deux conditions plus essentielles que les conditions d'accession à la citoyenneté ou que les modalités de l'action politique. D'abord le fait de ménager une place et une expression à une minorité et de prendre les décisions suivant la règle de la majorité- ce qui traduit, notamment, la capacité de gérer le conflit social. Ensuite, le fait que le corps des citoyens assume la paternité des principes et des lois qu'il promulgue à défaut de quoi nous aurions à faire à une théocratie ou à une sorte d'« oraclocratie ». Alors que l'organisation politique traditionnelle kabyle ne satisfait pas au premier critère, elle remplit, comme nous l'avons montré, le second »³².

Ainsi, même s'il n'avait pas pris un caractère procédural et systématique, le recours au vote est intégré graduellement dans les pratiques de l'assemblée. En revanche, la question de ménager une place à la minorité est très complexe, puisque aucun texte ne vient à consacrer juridiquement cette règle. Par ailleurs, dans les situations de crise où la pression communautaire est trop forte, la minorité d'opinion est réduite au silence ou à sa très simple expression au risque de se voir mis au band de la communauté³³. Cependant, il nous semble que la construction d'un

³² Mahé, 2001, p.568.

³³ La tragédie provoquée par la crise de 2001 a fait émerger sur l'espace public villageois des opinions contradictoires sur l'identification de la nature de la crise et du cadre de la mobilisation mis en place, le mouvement des arouch, et des modes d'actions mobilisés par les acteurs de la contestation. La polarisation des positions a fait craindre le risque de division du village et d'affrontement, réel ou fantasmé, entre les différents protagonistes. Cette question n'a pas été abordée dans ce texte. En raison de l'importance des modifications profondes que ce « mouvement citoyen des arouch » a provoquées sur l'espace public villageois, notamment sur le fonctionnement de l'assemblée villageoise, nous envisageons de lui consacrer une publication à part. Nous sommes sur le point de

espace de parole pour la minorité est un processus qui a été engagé au moins depuis deux décennies.

5. Le comité de village et l'association religieuse : le conflit comme mode de sécularisation de l'espace public

L'un des indices de ces mutations structurelles qui traversent le village est « l'absence » de l'*ukil* de la mosquée, ou précisément sa « substitution » par la création du comité religieux autonome, parfois « concurrent » et souvent en conflit avec le « comité du village ».

L'association religieuse fut créée en 1980. Après un début « timide », le « comité religieux de la mosquée de Sidi Amer » fut redynamisé par le projet de construction d'une nouvelle mosquée en 1982-85, qu'elle a d'ailleurs réalisé en collaboration avec le « comité du village ».

Le projet de construction d'une nouvelle mosquée a suscité des débats et des prises de positions contradictoires au sein de l'assemblée villageoise. Certains jeunes, notamment les militants communistes et berbéristes, remettaient en question l'opportunité de ce projet puisque le village dispose déjà d'un lieu de culte. Un compromis fut trouvé entre les deux parties. En échange de l'acceptation du projet, la vieille mosquée sera cédée aux jeunes comme bibliothèque et espace de rencontre. En juin 2010, elle est détruite pour laisser place à la construction d'une maison de jeunes, inaugurée le 1^{er} novembre 2011³⁴.

L'existence de ce « comité religieux » permettait au comité village, qui n'était pas encore légal, de posséder un compte bancaire au nom du « comité religieux » reconnu, et de pouvoir ainsi contrôler les donations en espèce collectées par les villageois dans différents villages de Kabylie et d'Algérie, et de gérer la construction de la nouvelle mosquée et du siège de l'assemblée. Le président du comité religieux suivait et gérait les finances des travaux et soldait les rémunérations des ouvriers qui étaient choisis à tour de rôle (une semaine) parmi les villageois. La mosquée et *tajmaet* furent inaugurées le 17 mai 1985 et le projet a coûté près de 50 millions de centimes. (O.F.H., mars 2008)

finaliser un travail de thèse de doctorat sur cette question : le mouvement social de 2001 et les institutions villageoises en Kabylie.

³⁴ Lors de la démolition de l'ancienne mosquée qui était en ruine, Hadj H. s'est opposé à l'opération en envoyant un rapport à la Direction des Affaires religieuses de la wilaya. Son neveu, chef du comité de village défend le projet et évoque l'argument que c'est au tour des fidèles d'accepter de détruire ce « patrimoine religieux » après avoir démolit en 1983 un « patrimoine ancestral », le siège de *tajmaet*, pour bâtir la nouvelle mosquée et le lieu de l'assemblée.

Le comité religieux fut constitué aussi bien par des fidèles pratiquant ou non. Certains parmi eux avaient une double appartenance ; un pied au comité religieux et un autre au comité de village (Ahmed F), de sorte que le « comité de village » ait un œil sur le « comité religieux » et la réalisation du projet. Cette collaboration et de synergie entre le comité de village et le comité religieux tisse un compromis temporaire pour l'édification d'un lieu de culte et d'un espace politique, tajmaet, où seront traitées, débattues et tranchées les questions de la cité.

Le comité religieux fut aussi, l'œil du FLN et de l'État au sein du village. Il fut dirigé par un ancien moudjahid, H, notable du parti FLN, instituteur et directeur de l'école primaire du village, actuellement en retraite. Il fut à plusieurs reprises l'imam « de réserve », remplaçant un imam en fin de mission ou renvoyé par le comité de village, sort qu'il a dû lui-même connaître en 1997.

Ainsi, durant la décennie 1990 les membres du comité de village ont renvoyé deux imams fonctionnaires de l'État et évincé un troisième qui travaillait bénévolement. Les motifs de cette rupture de contrat touchent au statut de l'imam au village, à ses prérogatives et à son rapport avec la culture du terroir. Leur refus de participer ou leur opposition à la célébration du rituel de *l'asensi* n sidi amer, la lutte pour le monopole de la mosquée et l'activisme politique conservateur de l'un des imams qualifiés d'intégriste constituent des atteintes au consensus communautaire. Ce divorce indique une forte tension entre des pratiques religieuses et politiques opposées et concurrentes. Ces tiraillements est comme une résonance ou réplique du séisme politique qui a bouleversé toute l'Algérie submergée par la vague verte. Ce tsunami politique a provoqué des remises en cause même au sujet de la célébration d'un rituel des plus consensuels au village, *l'asensi* n'Sidi Amer. Ces tensions traduisent un processus de sécularisation de l'espace public villageois.

6. L'assemblée villageoise : rétrécissement de l'espace politique et reconversion vers l'entreprenariat sociale et économique. Entre mutation structurelle et repositionnement conjoncturel ?

Depuis trois décennies, la configuration urbanistique du village a connu des mutations importantes qui ont modifié l'unité spatiale du village. Profitant de la manne en devises de l'immigration, plusieurs villageois ont construit de nouvelles maisons en dehors du village, ce qui a fait émerger de nouvelles zones d'habitats éparpillées.

De son côté, le centre-ville de la commune d'Iferhounene, a lui aussi connu une forte croissance en équipements collectifs et en lieux de

consommation, se hissant à un centre urbain. La proximité géographique du village d'Ait Arbi de ce chef lieu de la commune (3 kms) conjuguée avec le développement des réseaux et des moyens de transport (aménagement des routes et croissance de l'activité de transport privé par taxi et surtout en fourgons), le village est devenu une sorte de banlieue de la nouvelle ville d'Iferhounene. La majorité des hommes se rendent à cet espace préurbaine pour satisfaire leurs besoins premiers et chercher à se détendre et à échapper au contrôle social du village. Ce nouveau rapport a conduit les villageois à désertier les places publiques, notamment *Tajmaet* qui n'est plus fréquentée que par quelques vieux ou enfants, perdant ainsi une de ses fonctions d'espace de rencontre et de convivialité³⁵.

L'assemblée villageoise vit depuis une décennie une séquence charnière durant laquelle elle se redéfinit et délimite les contours de l'espace public villageois. Le tsunami des événements de 2001 induit des effets qui commencent à se faire sentir.

Ces mutations se traduisent par l'érosion de l'autorité du comité de village qui perd une de ces prérogatives fondamentales relatives au droit de sanction de toute personne commettant une infraction à l'encontre des « lois » du village. D'ailleurs le nombre des personnes sanctionnées par des amendes est en diminution très sensible. A titre d'illustration, pendant l'année 2006, à l'exception des amendes sanctionnant les absences aux assemblées (en moyenne trente absents pour chaque assemblée générale sur une liste de près de 200 personnes), seuls deux cas d'infraction au qanun du village ont été sanctionnés par une amende de 1000 DA contre deux personnes pour motif de « bagarre » (assemblée générale du 3 mars 2006).

Cette nouvelle situation fragilise l'autorité du « comité du village » et le maintien dans une zone de turbulence, ce qui se traduit par un problème de l'absentéisme aux assemblées, le refus de certaines

³⁵Le réaménagement du siège de l'assemblée au début des années 1980, par la construction d'un seul bâtiment abritant l'assemblée villageoise et la mosquée et la création d'une place publique servant comme parc automobile et lieu de spectacle et de fêtes familiales et villageoises (chants, danses, théâtre, etc.) dénommé par les villageois par le terme « la plate forme », a modifié le rapport des villageois à *tajmaet*. C'est-à-dire, la suppression de la partie extérieure de l'ancienne *tajmaet* a privé les villageois de lieu de rencontres et a déplacé le centre de gravité du village vers deux autres lieux. Un magasin de commerce d'un villageois situé à l'entrée du village qui donne accès directement à la route communale et wilayale d'un côté, et de l'autre vers le chef lieu de la commune, notamment les cafés et les espaces publics au alentour, qui sont devenus selon l'expression des villageois eux-mêmes, le lieu de *tajmaet n at erbi*, l'assemblée des villageois d'Ait Arbi.

personnes de s'acquitter de leurs amendes et cotisations³⁶ et à la difficulté épineuse de renouveler le « comité de village » à la fin du mois d'août. De ce fait, on peut considérer qu'on est en train d'assister, nous semble-t-il, à la recomposition du lien social et vers l'abandon progressif mais irréversible du comité de village de cette prérogative judiciaire³⁷ pour s'orienter vers l'affirmation d'une posture assumée d'entrepreneur collectif (au sens économique et social), afin de consacrer les efforts et les compétences des membres du comité de village pour capter la rente distribuée par l'État et pouvoir ainsi réaliser des projets d'intérêt collectif³⁸. Il joue un rôle d'intermédiaire et de garant, au risque de se dépouiller, graduellement, de sa dimension politique comme espace de débat, de concertation et de délibération collective des hommes du village³⁹.

De leur côté, les femmes commencent à émerger sur l'espace public villageois, comme acteurs. Le mode d'accès des femmes à l'espace public passe par la culture et l'action associative. Fait inédit, le siège de l'assemblée villageoise, lieu d'hommes par excellence, est le théâtre d'activités célébrées par les femmes. Depuis le milieu des années 1980, les jeunes qui étaient euphoriques suite à la victoire de l'équipe de foot dans un tournoi inter-villageois se lancent dans l'organisation des activités culturelles, de galas et de représentations théâtrales, à l'occasion de la commémoration du 20 avril 1980 et de l'animation des soirées du ramadhan, dans lesquelles les femmes assistaient comme de simples spectatrices, non sans susciter des résistances. Or, depuis 2010 quelques

³⁶ Le comité de village constitué en novembre 2005 et dans un souci de repartir sur de bonnes et nouvelles bases a décidé de décréter une « amnistie fiscale » en épongeant les dettes léguées par les anciens comités depuis plus de 10 ans.

³⁷ Lors du renouvellement du comité en janvier 2008, M. O.F. 58 ans plusieurs fois membre du comité, a exigé pour accepter d'être membre de la nouvelle équipe de renoncer à la prérogative judiciaire et de ne plus appliquer les sanctions consignées dans les *qanun-s*, ainsi pour lui cette tâche (recouvrir les impôts) est le premier obstacle qui entrave le travail du comité et mine son action.

³⁸ Parmi ces projets déjà réalisés on citera : réfection du réseau de distribution d'eau, revêtement des accès et des ruelles du village, d'un château d'eau, réaménagement des sources d'eaux en 2001, installation d'une clôture pour le cimetière, aménagement d'une plate-forme bétonnée au milieu du village (2000), réaménagement du hangar lieu de restauration de l'*asensi* en 2009, construction d'une salle de soin (2009), construction d'une crèche et d'une bibliothèque (juin-novembre 2010-novembre 2011) etc.

³⁹ Selon le chef du comité de village, en une année d'exercice (octobre 2009-novembre 2010), il y avait seulement trois assemblées générales. Chaque réunion rassemblait à peine une quinzaine de personnes. De ce fait, il considère que le plus important est de lancer des projets d'intérêt général et de veiller à leur réalisation (novembre 2010).

Par ailleurs, la difficulté de réunir et de mobiliser les villageois a conduit les membres du comité à restreindre la participation aux assemblées uniquement à un membre par famille.

femmes, profitent des rituels de célébration du nouvel an berbère et de la fête des femmes du 8 mars organisent des défilés de modes, des concours de cuisine au sein de l'assemblée et à la plate-forme du village, ainsi que des compétitions de course sur le parcours de la « piste agricole » entourant le village. Quelques jeunes filles pour la plus part d'entre elles des étudiantes s'associent avec leurs camarades étudiants pour lancer une revue du village, baptisée *Taddart-iw* (mon village) et se réunissent ensemble au siège de l'assemblée pour coordonner les activités⁴⁰. Cette brèche ouverte dans l'espace public villageois conduira-t-elle les femmes à remodeler la configuration des positions des acteurs sur l'espace public, au point d'envisager une option de leur intégration graduelle et sous des modalités diverses au sein même de l'assemblée ou du comité de village ? De simples résidentes au village, elles pourront, un jour, accéder et acquérir le statut de citoyennes.

La dynamique de mobilisation citoyenne de 1980 a fait émerger de nouveaux acteurs et de nouvelles formes de mobilisation et de structuration sur l'espace public villageois. La jeunesse scolarisée et porteuse d'une nouvelle culture politique, berbériste, communiste et laïque réussit à extirper l'assemblée villageoise de l'influence et du contrôle du FLN et de l'Etat. Institue le comité de village, qui petit à petit s'affranchi de l'emprise directe des lignages à travers le dépassement du conseil des « cinq sages », l'abandon de la fonction de *l'amin*, l'introduction de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement modernes et le renforcement du processus de sécularisation de l'espace public.

Ainsi l'institution du comité de village, née de la dynamique politique post-1980, « convoitée » par l'Etat, les partis politiques et d'autres acteurs du « mouvement citoyen », reste tributaire des soubresauts et convulsions de l'espace public local et national. Le comité de village tente de s'adapter aux nouvelles contraintes politiques pour se consacrer exclusivement à l'entrepreneuriat et la gestion des projets de développement financés par l'État⁴¹, mais au péril de faire perdre à

⁴⁰ Cette présence publique des femmes est aussi visible sur le net. Depuis 2011, quelques jeunes lancent un compte facebook communautaire réservé uniquement aux villageois résidents au village ou à l'extérieur. Ce groupe est composé de 145 membres, dont plus d'une vingtaine de femmes, constituées de jeunes étudiantes ou celles qui se sont installées en France ou au Canada (Avril 2012). Ce taux est relativement important du fait de la diffusion quasi inexistante du réseau d'internet dans les villages de Kabylie. Fin 2011, le taux de pénétration de l'internet en Algérie était de 13.4%, et plus de trois millions de comptes facebook.

⁴¹ Cette forme de flexibilité et d'adaptabilité s'est traduite par un pragmatisme politique de l'assemblée villageoise qui a désigné, en janvier 2008, un nouveau président du comité

tajmaat, « son âme » comme espace de contradiction, de concertation et de délibération collective.

Ces profondes mutations fragilisent cette institution et diminuent de son autorité et de sa capacité à faire face aux turbulences de la scène politique locale et nationale. Elle tente de négocier cette séquence de crise de mutation par l'abandon de sa prérogative judiciaire, de sa fonction politique d'espace de concertation et de délibération collective. Elle essaie de s'extirper des tensions politiques internes liés à la séquence de la forte mobilisation citoyenne de 2001 en adoptant une attitude de retrait, peut-être tactique et temporaire, vis-à-vis des questions politiques partisans et en se consacrant exclusivement à la réalisation des projets d'intérêts publics. Et l'organisation des célébrations annuelles de *l'asensi* constitue à la fois, un moment d'expression des conflits et de communion collective, de répit et d'intense mobilisation et enfin, de motif de la continuité de l'assemblée villageoise. Peut être, l'émergence progressive des femmes sur l'arène villageoise va constituer un motif de publicisation de nouvelles thématiques qui vont structurer et polariser l'opinion publique locale.

Bibliographie

Abrous, D. et Djemâa-Tajmat, A., *Encyclopédie berbère*, Kabylie, XVI Djalout-Dougga, EDISUD, 1995, pp.2434-2438

Bouaziz, M. et Mahé, A., *La Grande Kabylie durant la guerre d'indépendance algérienne*. (dir.) M. Harbi et B. Stora, *La guerre d'Algérie 1954-2004 la fin de l'amnésie*, Paris, Robert Laffont, 2004.

Cefaï, D., « Qu'est-ce qu'une arène publique? Quelques pistes pour une approche pragmatiste », in *L'Héritage du pragmatisme*, D. Cefaï, I. Joseph (dir.), Éditions de l'Aube, 2002, pp.51-81.

Cottureau, A., L'action collective locale et l'espace public : des outils pour une approche analytique (et non pas normative), communication faite lors du lancement des ateliers du programme de recherche sur l'action collective à l'échelle locale au Maghreb, à Paris du 2 et 3 décembre 2005.

Degenne, A., « Analyse des réseaux », in, Borlandi, M. (dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, PUF, 2005, 770 p.

Hanoteau, A. et Letourneux, A., *La Kabylie et les coutumes Kabyles*, Paris, Éditions Bouchène, 2003, t. 1 et t. 2.

de village proche du RCD ; le parti vainqueur des élections locales du 29 novembre 2007, à la place de l'ancien président (novembre 2005-janvier 2008) démissionnaire après sa défaite électorale sur la liste de l'ex-maire du FLN. Par ailleurs, un autre comité est installé en octobre 2009, pour pallier à la défaillance de l'équipe précédente.

Mahé, A., *Histoire de la Grande Kabylie XIX^e-XX^e siècles, Anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Paris, Editions Bouchène, 2001.

Masqueray, E., *La formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie. Kabyles du Djurdjura, Chaouïa de l'Aouras, Beni Mezab*, Aix-en-Provence, Édisud, 1983. (Réédition)

Salhi, M. B., « Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie », *Insaniyat*, n° 8 mai-août 1999, (Vol. III, 2), pp. 21-42.

Salhi, M. B., *Société et religion en Kabylie : 1850-2000*, 2 tomes, thèse d'État Lettres et Sciences Humaines soutenue le 11 juin 2004, Sorbonne nouvelle, Paris III, sous la dir. du Pr Daniel Rivet, 2004.

Le bilan de la scolarisation dans un village rural de Kabylie : 1958 – 1999. Le cas de Attouche

Hamid CHAOUCHE*

Introduction

Cet article s'appuie sur les données que nous avons recueillies dans le cadre d'une enquête réalisée en 1999 dans la commune de Makouda au lieu-dit Attouche. Ce travail avait pour objectif d'appréhender les multiples implications de la scolarisation dans cette région rurale qui a connu l'école beaucoup plus tardivement. Or, Attouche n'a pas été suffisamment touchée par l'école française puisque son implantation dans la région a mis du temps pour se réaliser. Si bien que le gros des effectifs de scolarisés de cette région sont sortis de l'école algérienne. Au cours de cette étude, nous tenterons de faire le bilan de ce processus de scolarisation dans notre région depuis le début de l'école française, en 1958 jusqu'à 1962 puis de l'école algérienne de l'indépendance à 1999¹.

Il s'agit de revenir tout au long de cette contribution sur ces quatre décennies de scolarisation qui ont permis à la région d'évoluer d'une situation de pénurie scolaire à une autre marquée par une accumulation du capital scolaire.

Pour ce faire, nous allons retracer dans cette rétrospection le cheminement parcouru par l'école au sein de notre région afin d'établir les moments forts qui ont marqué ce processus. Nous nous intéresserons en particulier à l'évolution des infrastructures scolaires à Attouche au niveau du Primaire, du Moyen et du Secondaire. Puis, nous aborderons le volet concernant les enseignants pour voir la situation des écoles de la région sur le plan de l'encadrement et des conditions de scolarisation au

* Maître de conférences à l'Université de Tizi-Ouzou.

¹ Nous avons réalisé notre enquête en 1999.

fil des années. Enfin, en dernier lieu, il sera question des effectifs ayant fréquenté l'école à différents niveaux afin d'établir l'état de rendement de l'institution scolaire dans la région depuis le Primaire jusqu'à l'Université. D'un autre côté, en délivrant ces différents chiffres relatifs à la progression de la scolarisation dans la région d'Attouche, nous introduirons en parallèle, quelques-unes des conditions matérielles, sociales et culturelles dans lesquelles a fonctionné cette école durant quatre décennies.

L'école française d'Attouche : un rendement insignifiant

Le premier contact de la population locale avec l'école coloniale s'est réalisé à Makouda distante d'environ 5 km de notre région d'enquête. Cependant, même si le chef-lieu de cette commune a bénéficié d'une école dès 1896², les élèves venant d'Attouche, à partir des années 1940 étaient très réduits. Les rares scolarisés de la région qui ont fait l'école primaire de Makouda constituaient des cas rares. Ils appartenaient à un milieu social favorisé en raison des liens privilégiés avec les français à l'exemple des enfants du *Caïd* et des *Amin* des villages d'Attouche. A ce manque d'empressement chez les enfants de la région pour rejoindre les bancs de l'école française, on trouve plusieurs explications. Parmi toutes ces raisons, il y a notamment l'éloignement géographique et l'écart culturel entre l'école et la population locale. A celles-ci s'ajoutent également les conditions défavorables dans lesquelles fonctionnait cette institution : manque de locaux et le nombre insuffisant de maîtres.

Par conséquent, l'école française de Makouda n'a eu aucun impact sur la population d'Attouche. En effet, après plusieurs décennies de fonctionnement³, le nombre d'enfants ayant fréquenté cette école n'a pas dépassé 08 élèves⁴. Tous étaient des garçons et avaient une famille à Makouda qui les hébergeait durant toute l'année scolaire. Après l'école de Makouda, ces élèves ont eu des parcours différents. Mais rares étaient ceux qui ont poussé encore leurs études pendant quelques années à Dellys, Tizi-Ouzou ou à Alger. Si bien que la plupart sont redevenus fellahs comme les autres villageois. Deux anciens élèves sont aujourd'hui

² Nos informateurs se souviennent encore des directeurs de l'école de Makouda à l'exemple de Lirmer (1896-1903), Itroit (1903-1925) et le dernier, Christian Buono, est l'auteur de *L'Olivier de Makouda*, Paris, Ed. Trésias, 1991.

³ Pour rappel, l'école française de Makouda a été fermée au lendemain du déclenchement de la guerre, en 1954, après avoir été réquisitionnée par les militaires. Cf, Buono, C., *Op. cit.* p. 10.

⁴ Nous avons reconstitué ce chiffre avec l'aide de nos informateurs qui se souviennent de plusieurs autres détails tant la réalité était marquante.

émigrés dont un était Harki. Alors que deux autres ont travaillé comme cadres à Alger. L'un deux était ingénieur informaticien à Air Algérie⁵ et le deuxième, cadre financier dans une société nationale. Le dernier, le plus âgé d'entre eux et le seul à être décédé parmi tous ces anciens élèves, était un marabout. C'était lui qui se chargeait de tout le courrier de la région, il avait à l'époque une boîte postale à cet effet au bureau de Poste de Tizi-Ouzou.

Par ailleurs, après la fermeture de l'école française de Makouda au début de la guerre, la population locale a renoué avec l'enseignement français, à Attouche. Quoique cette nouvelle expérience n'a duré que 4 années, de 1958 à 1962, elle s'est étalée sur deux périodes. Au début, l'enseignement se faisait, durant les premiers mois, au village de Tassedart dans une huilerie qui a été aménagée pour servir de classe aux élèves. Puis, l'école a été déménagée à Ighil Kamoum, près du village Izaroukene au sein de la SAS⁶ où étaient regroupés tous les villageois d'Attouche. Une telle initiative nous laisse supposer que la programmation de cette école n'est pas le fruit d'une demande sociale. Au contraire, elle obéissait à des considérations politiques et militaires ayant pour objectif de dissimuler les contradictions de cette entreprise dont ses concepteurs faisaient, note Pierre Bourdieu «*multiplier les actions de façade, propres à tromper les observateurs superficiels ou prévenus, ouverture de routes, édification des habitations pourvues d'un minimum de confort, installation des écoles et de dispensaires*»⁷.

D'autre part, contrairement à Tassedart où l'enseignement se faisait dans une huilerie, à Ighil Kamoum par contre, l'école était dotée de plusieurs équipements : un tableau, des tables et des chaises. A son ouverture en 1958, elle fonctionnait avec deux classes en préfabriqués dont les baraquements sont encore visibles aujourd'hui. Ensuite, vers 1960, on a ajouté deux autres classes en dur en raison du nombre d'élèves qui avait atteint, à la rentrée de cette même année, 37 élèves dont 5 filles⁸. Cette augmentation de nombre d'élèves à partir de cette année s'explique notamment par le regroupement de la population locale à partir de 1960 autour de la SAS d'Ighil Kamoum. Toutefois, les instituteurs étaient encore des militaires puisque les civils n'ont commencé à intégrer ce corps d'enseignants que vers la fin de la guerre.

⁵ Il est aujourd'hui à la retraite.

⁶ Section Administrative spécialisée.

⁷ Bourdieu, P. et Sayad, A., *Le déracinement*, Paris, Éd. de Minuit, 1964, p. 40.

⁸ Les informations concernant cette promotion, nous les avons recueillies avec nos propres soins auprès des établissements scolaires de la région d'Attouche en consultant notamment les "registres d'entrées et de sorties des élèves".

Les anciens élèves se souviennent des noms comme Vincent, Cervantès, Cheval, Dumas, Carrière, Poe, etc. Celui-ci était le dernier français à avoir quitté la région. C'était en 1964.

Cependant, en dépit des efforts fournis pour rapprocher l'école française des élèves de la région, la population locale persiste encore dans son refus de l'enseignement français. Puisque, de nouveaux obstacles se sont dressés entre les deux parties pour réduire son influence parmi la population. L'emplacement de cette école, l'usage de la coercition pour forcer les élèves à rejoindre les classes et la guerre sont autant de raisons qui ont contribué à réduire sa portée. Tous ces facteurs se sont conjugués pour réduire le nombre d'élèves originaires d'Attouche qui ont fréquenté l'école française d'Attouche. Car, après quatre années de scolarisation, ils n'étaient que 107 élèves dont 18 filles à avoir fait cette école depuis son ouverture en 1958 jusqu'à 1962. La promotion scolaire de 1958 que nous avons choisie dans notre échantillon pour son niveau de représentativité illustre les débuts de la scolarisation dans la région. Elle nous livre tous les détails sur le fonctionnement de l'école française d'Attouche notamment sur le plan des effectifs, de rendement et de la nature du cursus scolaire accompli par les élèves.

En matière d'effectifs, par exemple, cette promotion avait 27 élèves inscrits en première année dont 5 filles. Le nombre de filles qui ont fréquenté l'école durant cette première année scolaire et les années suivantes est infime comparativement à celui des garçons. Cette disparité va se poursuivre également avec l'école algérienne jusqu'au milieu des années quatre-vingt en raison de l'écart culturel qui existait entre la population locale et l'institution scolaire. De plus, l'école d'Attouche avait, jusqu'à 1972, un accès difficile qui ne favorisait pas les enfants de certains villages de la région, en particulier les filles. Ainsi, dès le lancement de cette scolarisation, nous retrouvons déjà l'un des traits particuliers qui caractérisent le processus de scolarisation de la région. A savoir, le décalage qui existe entre le nombre de filles scolarisées et celui des garçons. D'un autre côté, sur le plan de l'âge, la plupart de ces élèves avaient, à la rentrée, plus de 6 ans excepté 5 garçons et 2 filles. Sinon, le reste des élèves avaient tous, à la rentrée, 7 ans et plus dont un garçon avait 11 ans. C'est un autre trait que nous retrouvons également au début du lancement de l'école algérienne. Compte tenu de cette situation, les meilleures élèves sautaient les classes afin de rattraper ce retard.

Enfin, pour ce qui est du cursus scolaire de ces élèves, nous avons distingué deux traits majeurs : une progression lente à cause des redoublements répétitifs et un important échec scolaire. Puisque sur les 22 garçons inscrits en première année au cours de l'année scolaire de

1958/1959, 11 d'entre eux n'ont atteint le C.E.M.1 qu'à l'année scolaire de 1964-1965 et 4 autres élèves, le C.M.2 au cours de la même année scolaire. En revanche, un autre élève a atteint le C.E.2 durant l'année scolaire de 1962/1963 et un autre le C.F.E. sans avoir eu plus de précision sur son cas. Quant aux autres, un élève a quitté très tôt l'école pour faire l'enseignement coranique à la mosquée du village alors qu'un autre est parti avec sa famille pour s'installer à Alger. Concernant les filles, 3 d'entre elles ont quitté l'école sans raison apparente⁹, ni sur le motif du départ ni sur le niveau d'études atteint alors que la quatrième est allée avec sa famille à Dellys. Au total, ils ne sont que 4 élèves dont une fille à avoir atteint le C.E.P.E. Parmi ceux-ci, 2 garçons ont été reçus au C.E.P.E. puis, au B.E.M. mais un seul au BAC. Il est actuellement enseignant à l'université de Bab-Ezzouar, à Alger.

L'école algérienne : de bons espoirs aux faibles résultats

L'avènement de l'école algérienne, en 1962, a introduit plusieurs changements par rapport à la période précédente. Sur le plan des infrastructures scolaires, l'école primaire d'Attouche qui a hérité des anciennes bâtisses servant à l'école française, s'est renforcée avec la construction de nouvelles classes. Car, les changements politiques survenus en 1962, ont suscité un nouvel élan chez la population de la région. Une demande de l'instruction commence à se faire sentir parmi les villageois dont le mouvement a également entraîné des filles. Ce nombre croissant en matière d'effectifs dessine ainsi les premières courbes ascendantes¹⁰ du processus de scolarisation de la région. Cette évolution en matière d'effectifs et de rendement est liée non seulement à l'amélioration des conditions matérielles et humaines de scolarisation mais aussi aux rapports qu'entretient la population locale avec cette nouvelle institution au village.

C'est pourquoi avant de dresser le bilan quantitatif et qualitatif de l'école algérienne dans la région, nous tenterons, en premier lieu, de reconstituer la progression des infrastructures scolaires qui ont porté le processus de scolarisation d'Attouche de 1962 jusqu'au 1999.

⁹ Nous n'avons pas trouvé sur le registre d'entrée et de sortie des élèves consulté au niveau de l'école primaire d'Attouche les raisons de ces départs.

¹⁰ Cf. les figures suivantes.

Les infrastructures scolaires : du manque criant à la disponibilité de classes et d'écoles

L'école primaire d'Attouche n'a été réceptionnée qu'à la rentrée scolaire de septembre 1972. Durant toute une décennie, cette école s'est contentée de reprendre les infrastructures qui servaient à l'école française au sein de la SAS d'Ighil Kamoum. Elle a continué à fonctionner avec quatre classes, deux en durs et deux autres en préfabriqués jusqu'à 1968, date à laquelle fut ajoutée, sur les lieux, une autre classe en dur¹¹. Désormais, l'école primaire d'Attouche est située au milieu de tous les villages de la région. A son inauguration, en 1972, elle comptait 7 classes. Mais, compte tenu du flux continu en matière d'effectifs, les responsables locaux ont ajouté un peu plus tard, au cours de cette décennie (soixante-dix), 5 autres classes, 2 en 1978 et 3 autres en 1979. En tout, l'école algérienne d'Attouche a fonctionné durant les années soixante-dix avec 12 classes. Cependant, cette construction de nouvelles classes sur le même lieu chaque fois que le besoin se faisait sentir sur le plan des divisions pédagogiques, va serrer l'étau autour de cette école à cause de l'exiguïté des lieux dont le summum va être atteint la décennie suivante.

En effet, durant les années quatre-vingt, l'école primaire d'Attouche s'est encore étirée vers tous les côtés pour permettre d'ajouter de nouvelles classes afin de contenir tous les élèves qui se présentent à chaque nouvelle rentrée scolaire. Car au cours de cette décennie, les effectifs ont été multipliés par deux par rapport à la précédente¹². Ainsi, cette école a bénéficié encore de 5 classes, 2 en 1981 et 3 autres en 1983 après avoir fonctionné avec 12 classes durant les années soixante-dix. Vu le nombre de divisions dont elle dispose, cette école s'est ensuite scindée en deux établissements distincts avec un personnel enseignant et administratif différent. De plus, désormais, les élèves d'Attouche reçus en 6ème sont admis au C.E.M. de Makouda qui a bénéficié d'un collège à la rentrée de 1982. Quant aux lycéens, ils continuent de fréquenter les lycées de Tizi-Ouzou, de Dellys et de Tizirt qui recevait uniquement des garçons, à partir de 1985.

En revanche, la décennie quatre-vingt-dix a inauguré une nouvelle étape dans le processus de scolarisation de la région. Puisque toutes les évolutions qui étaient en gestation durant les années précédentes ont

¹¹ Après 1972, ces infrastructures servant à l'école française puis à l'école algérienne étaient devenues, pour quelques années encore, un centre de formation professionnelle.

¹² Cf. les figures ci-dessous.

connu leur aboutissement à partir de cette décennie. C'était en effet durant ces années quatre-vingt-dix qu'a été desserré l'étouffement dans lequel fut prise l'école primaire d'Attouche. Or, cette école fonctionnait tout au long des décennies précédentes à mi-temps et avec des classes surchargées. De plus, l'exiguïté des lieux et l'emplacement de cette école constituaient une source de dangers pour les élèves¹³. Cette évolution est rendue possible grâce à l'ouverture de deux autres écoles primaires dans deux villages d'Attouche. Il s'agit du village de Tigoulmamine qui a réceptionné son école en 1993. Elle fonctionnait alors avec 4 classes puis 9 classes et avec 13 classes depuis 1998. Le deuxième village, c'est celui de Machera qui a bénéficié également d'une école avec 4 classes à partir de septembre 1996.

En somme, Attouche dispose aujourd'hui de 4 écoles primaires au sein desquelles sont répartis les élèves de la région selon les villages et leur distance par rapport à ces établissements. Compte tenu de cette disponibilité d'infrastructures scolaires au niveau de la région et le recul du nombre d'inscrits en raison de la baisse de la natalité, les deux écoles primaires qui se trouvent au centre d'Attouche n'utilisent que 14 classes sur l'ensemble des 20 classes qu'elles comptent en 1999. C'est dans ce contexte que l'un des directeurs de ces deux écoles a ouvert, en 1998, une classe préparatoire qui accueille l'année suivante, en 1999, 30 élèves âgés entre 4 et 5 ans. D'autre part, chacune de ces 4 écoles a son propre personnel où figurent un directeur et des instituteurs de la région à côté d'autres collègues issus de différentes régions. Ils sont en nombre de 42 instituteurs dont un peu plus de la moitié, c'est-à-dire 23 sont des femmes et parmi eux, nous avons comptabilisé aussi 11 instituteurs dont 2 femmes de la même région. En plus de ces établissements primaires, Attouche compte également un collège réceptionné en 1990 puis un lycée, depuis 1997. Il est situé à mi-chemin entre Attouche et Makouda.

¹³ Cette école est longée par la route principale qui traverse le centre d'Attouche. A leur sortie de l'école, les élèves se retrouvent au milieu de la chaussée. C'est pourquoi les accidents sont courants durant toutes les années scolaires et plusieurs élèves, non encore habitués à la circulation, ont été percutés par des voitures dont un accident était mortel. Depuis, les responsables ont construit un mur tout au long de la route avec une barrière.

Figure 1 : Evolution de nombre de scolarisés de Attouche selon les années scolaires et le cycle d'enseignement de 1958 à 1999

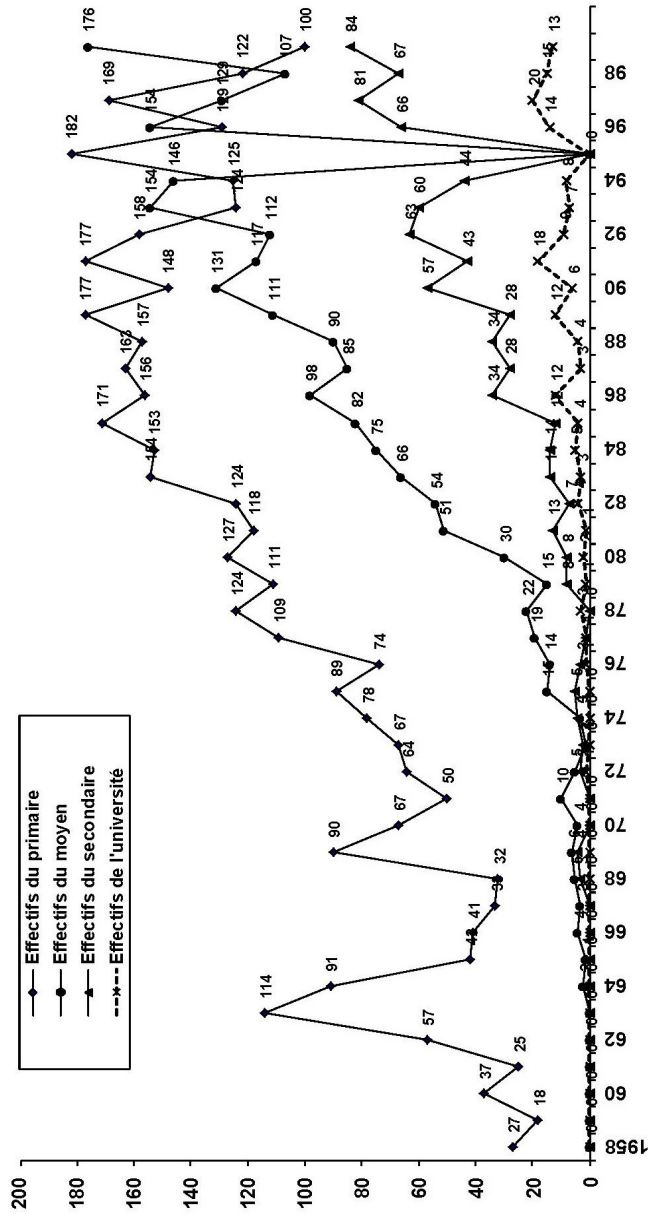


Figure 2 : Evolution des effectifs de l'enseignement primaire de 1958 à 1999 selon l'année scolaire et le sexe

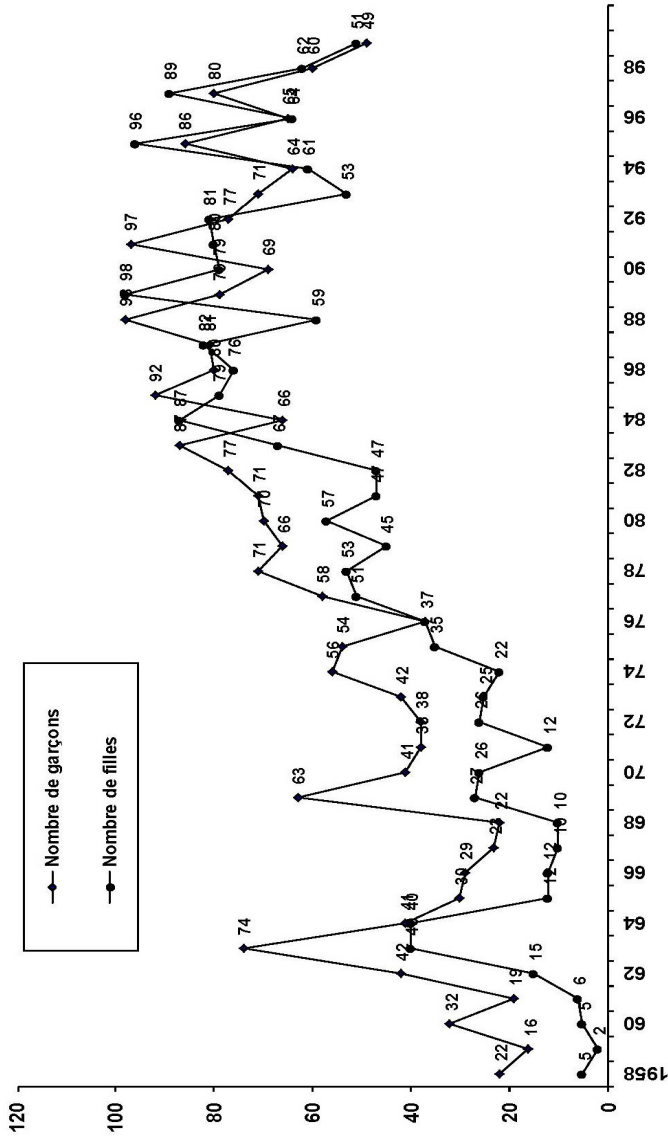


Figure 3 : Evolution des effectifs de l'enseignement moyen selon le sexe et l'année scolaire

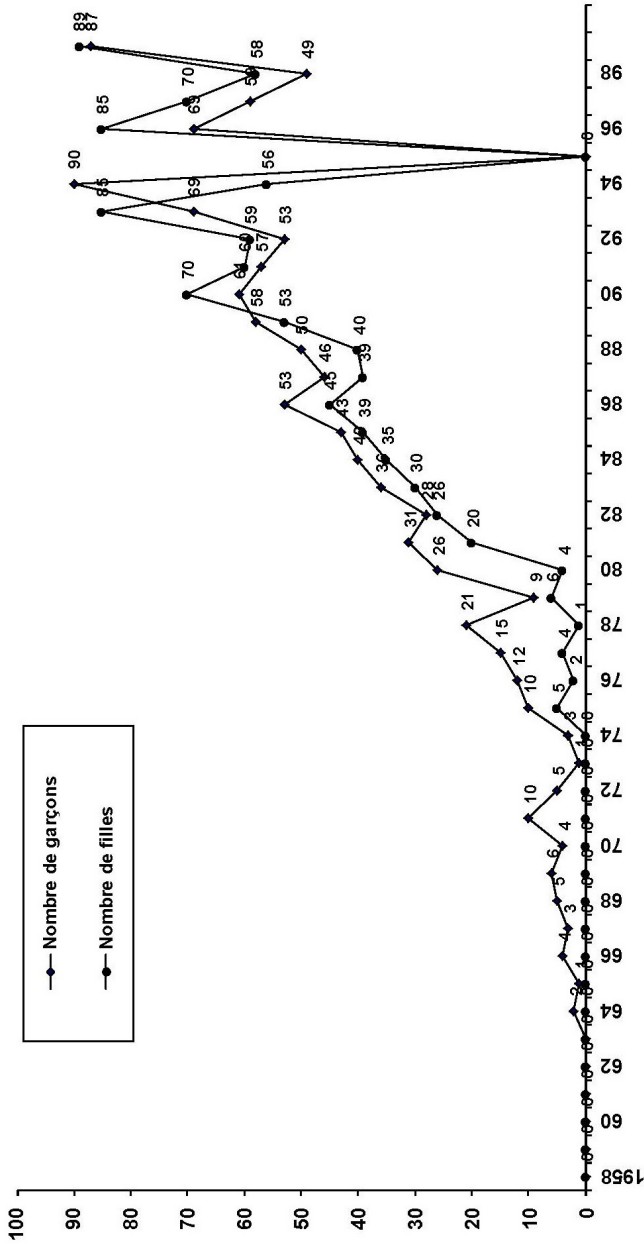


Figure 4 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire selon le sexe et l'année scolaire

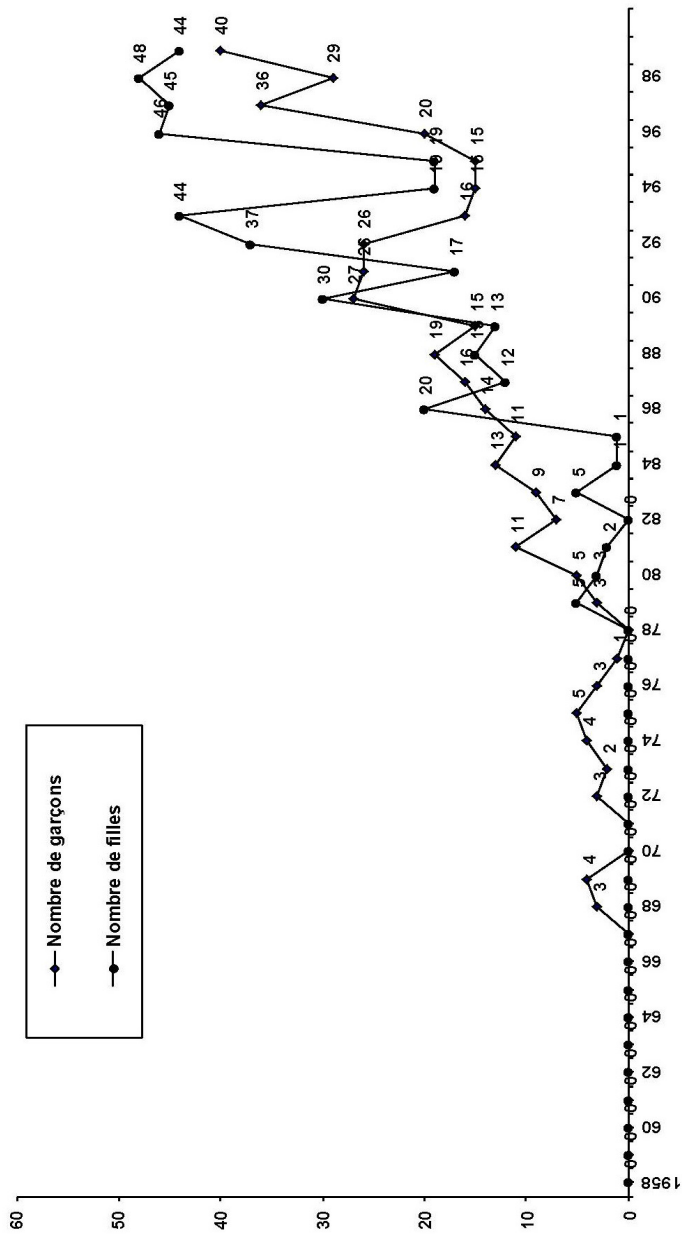
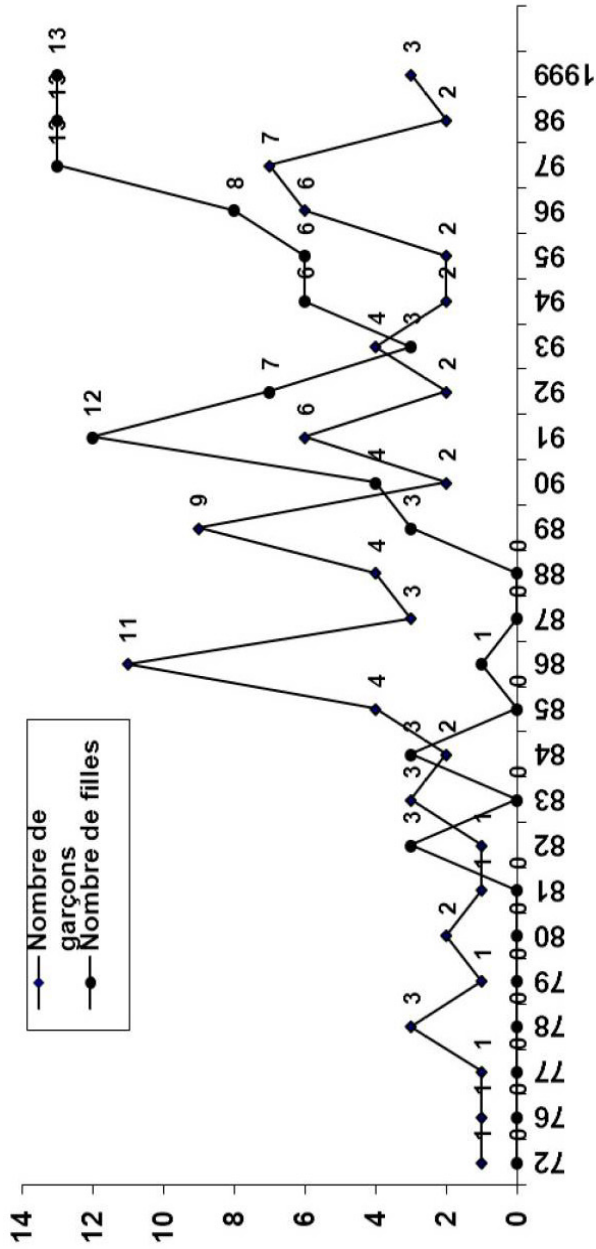


Figure 5 : Evolution des effectifs de l'université selon le sexe et l'année scolaire



Le rendement de l'école algérienne d'Attouche : forte fréquentation au primaire, moyenne au collège et faible ailleurs

Après quatre décennies de scolarisation, l'école primaire d'Attouche a permis de scolariser plusieurs générations d'enfants. Le nombre des élèves va toujours crescendo au fur et à mesure de l'amélioration des conditions matérielles et humaines de scolarisation. Les progrès en matière d'infrastructures ont amené aussi les filles d'Attouche à rejoindre les bancs de l'école après avoir accusé au départ du retard par rapport à leurs confrères. Néanmoins, la plus grande partie de ces scolarisés n'a pas dépassé le primaire. Puisque ils n'ont commencé à rejoindre le collège qu'à partir de 1964 et le lycée en 1968. Quant à l'université, il a fallu attendre jusqu'à 1972. Ce retard est encore significatif pour le cas des filles d'Attouche, car la plupart quittent l'école durant les premières années du primaire notamment au début de la scolarisation de la région. Les premières filles n'ont accédé au C.E.M. qu'en 1975, puis le lycée en 1979 et, enfin, l'université, en 1982.

Au total, de 1962 à 1999, l'école primaire d'Attouche a accueilli dans ses classes 4.267 élèves dont 44,83% (1913) se composaient de filles. Sur ces 4267 élèves qui ont fréquenté le primaire durant toute cette période, 49,14% ont accédé au collège soit 2097 élèves et parmi lesquels les filles occupaient un taux de 46,78%. Sur l'ensemble des élèves qui ont fait l'enseignement primaire, 790 (18,51%) d'entre eux ont été admis au lycée dont 51,51% étaient des filles. Quant au bac, ils sont seulement 167 (3,91%) à avoir obtenu ce diplôme dont 51,49% de filles. En termes de décennies, sur les 4.267 élèves qui ont fréquenté le primaire de 1962 à 1999, 11,7% ont été scolarisés entre 1962 et 1969 contre 19,5% durant la deuxième décennie, c'est-à-dire entre 1970 -1979. Ce taux va encore progresser pour atteindre 35,1% durant la troisième décennie 1980-1989 puis 33,6% au cours de la dernière décennie, 1990-1999.

Par ailleurs, concernant le collège, sur les 2.097 collégiens issus de l'école algérienne entre 1962-1999, seulement 1% d'entre eux a fait l'enseignement moyen entre 1962-1969. Ce taux va se muer faiblement pour atteindre 5,1% au cours de la deuxième décennie 1970-1979. Néanmoins, la situation va se renverser à partir des années quatre-vingt, puisque 35,3% d'élèves originaires d'Attouche ont fait leur collège durant cette décennie. Cette progression va se confirmer au cours de la dernière décennie car le nombre d'élèves ayant fréquenté le collège de 1990 à 1999 a atteint 58,4%. Quant au lycée, le taux de fréquentation de l'enseignement secondaire est estimé à 0,8% durant les années soixante

sur le total de 796 lycéens que compte la région. Puis, 3,2% durant les années soixante-dix contre 24,1% pour les années quatre-vingt et enfin 70,7% durant les années quatre-vingt-dix. Concernant l'université, sur les 167 bacheliers que compte la région de 1962 à 1999, nous n'avons comptabilisé aucun bachelier durant la décennie soixante. Mais, ils sont 4,1% à avoir obtenu ce diplôme au cours de la décennie soixante-dix contre 29,3% durant la décennie quatre-vingt et 66,4 % durant la dernière, 1990-1999.

Les filles réussissent mieux que les garçons

À la longue, l'amélioration des conditions de scolarisation dans la région et le changement dans le rapport qu'entretient la population locale avec l'institution scolaire a profité beaucoup plus aux filles qu'aux garçons. Or, en dépit de toutes les difficultés rencontrées par les filles d'Attouche pour se frayer un chemin au début de la scolarisation, elles ont aujourd'hui tendances à surpasser les garçons dans tous les cycles d'enseignement. En effet, quoique du point de vue quantitatif, les garçons ayant fréquenté le primaire sont plus nombreux que les filles, du point de vue qualitatif et en matière de rendement, celles-ci sont plus efficaces que leurs confrères. Ainsi, les filles d'Attouche sont en train de devancer les garçons en s'imposant par le haut. Par exemple, au primaire, la ligne graphique qui traduit les effectifs des filles frise tantôt celle des garçons et tantôt autre la dépasse. En revanche, pour le cas des autres cycles, la cadence va se décanter davantage en faveur des filles.

À titre de comparaison, les chiffres en termes de sexes et de paliers d'études qu'offrent les quatre décennies de scolarisation parcourues par l'école algérienne de 1962 à 1999 sont les suivants. Sur les 500 élèves ayant fréquenté le primaire durant la première décennie, c'est-à-dire entre 1962 et 1969, 33,2% étaient des filles. Mais, aucune fille n'a fait le collège, le lycée ou l'université durant cette décennie. Par contre, le nombre de garçons ayant fréquenté le collège durant ces années était de 21 et pour le lycée ils n'étaient pas plus de 7 lycéens et aucun autre garçon pour l'université. Et sur les 833 élèves ayant été au primaire durant la décennie 1970, 39,86% étaient des filles. Au même moment, les filles d'Attouche font leur entrée au collège et au lycée. Ainsi, des 108 collégiens de cette décennie, 20% étaient des filles et sur 26 lycéens ayant fréquenté le lycée durant cette période, 23% d'entre eux étaient également des filles.

Cette dynamique sera maintenue durant la décennie 1980, car sur les 1500 élèves ayant fréquenté le primaire au cours de ces années, 46,6% étaient des filles. Elles sont en revanche 44,61% à avoir fait le collège sur les 742 collégiens et 37,5% le secondaire sur les 192 lycéens de cette décennie. En outre, la décennie 1980 se distingue des précédentes par l'accès des filles à l'université avec un taux de fréquentation évalué à 20,41% sur 49 bacheliers reçus au cours de cette décennie. Les statistiques évoluent encore à l'avantage des filles dès le primaire, à partir des années 1990. En effet, c'est durant cette période que les filles rattrapent leurs confrères au primaire avec un taux de fréquentation de l'enseignement primaire estimé à 49,93% sur les 1434 élèves. Mais elles les devancent pour la première fois au collège avec 51,55% sur 1226 collégiens et au lycée avec 58,41% de fréquentation de l'enseignement secondaire sur les 565 lycéens de cette décennie. Enfin concernant l'université, les filles couronnent toute cette progression avec un taux de 68,47% bachelières sur les 111 admis durant cette décennie.

Cette progression maintenue en matière de réussite chez les filles comparativement aux garçons s'explique par plusieurs raisons qui trouvent leur origine dans la société. En effet, les années quatre-vingt-dix se distinguent par l'émergence d'un nouveau discours faisant le bilan de l'école algérienne qui s'est soldé par un échec cuisant dans tous les domaines. Les journaux et les partis politiques servent de relais dans la vulgarisation de ce discours. A l'exemple de cet extrait d'un article de journal : «les statistiques font que l'école algérienne est celle de l'échec. Ses victimes se comptent en millions d'individus éjectés sans avoir appris à maîtriser un quelconque savoir. Des millions d'individus qui subissent très tôt les affres de l'exclusion¹⁴». Ce discours pessimiste colporté par les mass media à travers l'espace public trouve aussi écho parmi la population scolaire notamment les garçons. Ceux-ci préfèrent quitter l'école pour faire carrière ailleurs, travailler ou rester tout simplement sans rien faire. A contraire, les filles s'investissent davantage à l'école car l'institution scolaire revêt pour elles un autre sens.

En outre, les multiples diplômés universitaires qui subissent le chômage aujourd'hui au village ne motivent pas davantage les jeunes générations. D'autre part, les villages kabyles connaissent aujourd'hui l'émergence de nouveaux jeux électroniques qui attirent beaucoup les enfants notamment les garçons après l'école et les parents ont de plus en

¹⁴ Cf. *El-Watan* du 14 mai 2000.

plus du mal à les retenir à la maison¹⁵. Ils font également du sport dans des salles ouvertes à cet effet au village comme le cas de notre région où ces jeunes enfants s'initient au Karaté et au Vô-Vietnam. Par conséquent, l'école ne constitue plus aujourd'hui le seul centre d'intérêt pour ces enfants. Quant aux filles, quoiqu'elles sont, elles aussi, influencées et conscientes de cette situation, elles sont en revanche plus appliquées au travail, car l'école constitue pour elles le seul moyen pour s'affranchir des contraintes qui plantent leurs consœurs illettrées au village.

Conclusion

Bien que le rendement de l'école algérienne d'Attouche reste largement insuffisant, la région commence à se dépaysanniser et à se prendre en charge grâce au travail initié par l'entremise de l'institution scolaire. En effet, au bout de quatre décennies de scolarisation au sein des villages d'Attouche, cette école a produit des enseignants qui prennent aujourd'hui en charge le fonctionnement de cette même école qui les a formés. Après les enseignants français, les coopérants orientaux et d'autres enseignants venus de toute la Kabylie, l'école primaire d'Attouche a accueilli le premier instituteur de la région, F. Mohamed, en 1974. Cette première nomination a annoncé l'arrivée d'autres instituteurs et institutrices qui vont rejoindre les écoles de la région au fil des années.

Ainsi, le nombre d'enseignants originaire d'Attouche qui était de 9 instituteurs durant les années 1970, a atteint 17 au cours des années quatre-vingt. Parmi eux, nous avons dénombré la présence d'institutrices dont la première a commencé à y exercer en 1982 et trois autres l'ont rejointe en 1986. En outre, d'autres enseignants exercent également dans le collège et le lycée d'Attouche. Néanmoins, malgré l'émergence de ces instituteurs, les autres régions de Kabylie continuent à pourvoir encore en instituteurs les écoles primaires d'Attouche. De même qu'Attouche commence à fournir ses enseignants et ses instituteurs pour d'autres régions où ils exercent dans des collèges et des lycées. Quatre autres enseignants travaillent à l'université de Tizi-Ouzou et de Bab-Ezzouar, à Alger.

La scolarisation a permis également de produire des cadres et des fonctionnaires qui travaillent dans la Commune et la Daïra de Makouda. D'autres exercent aussi dans d'autres institutions publiques au niveau régional et national. Sur le plan politique, Attouche assure aussi sa propre

¹⁵ Plusieurs parents qui viennent nous voir en tant qu'enseignant nous ont parlés de cette situation et faits part de leur inquiétude face à ces salles de jeux qui s'implantent également aujourd'hui à côté des écoles.

autonomie, car quelques-uns de ses scolarisés ont été élus présidents d'Assemblée populaire communale (maires) ou vice-présidents (adjoints au maire). De plus, nombreux parmi les anciens scolarisés sont également tentés par les partis politiques. Ils commencent à se positionner sur l'échiquier politique local et national. C'est le cas aussi des professions libérales parmi lesquelles nous avons recensé des médecins, des vétérinaires, etc. Mais le mérite de l'école dans cette région rurale, c'est aussi le renouvellement sans cesse du corps de métiers qui existe à Attouche. Elle a favorisé l'apparition de nouveaux métiers à l'exemple de mécaniciens, électriciens, chauffeurs, écrivains publics, peintres, soudeurs, etc. Le tout aux dépens des anciennes activités notamment le travail agricole qui n'attire plus les scolarisés d'Attouche. L'agriculture est dévalorisée au fur et à mesure de l'émergence de nouveaux métiers.

Sigles utilisés dans le texte (Ndr)

B.E.M. : Brevet de l'enseignement moyen.

C.E.2 : Cours élémentaire 2^{ème} année.

C.E.M. 1 : Cours élémentaire moyen 1^{ère} année.

C.E.P.E. : Certificat d'études primaire élémentaire.

C.F.E. : Cours de fin d'études.

C.M. 2 : Cours moyen 2^{ème} année.

R.G.P.H. : Recensement général de la population et de l'habitat.

S.A.S. : Section Administrative Spécialisée (armée française).

PSY **Chologie**

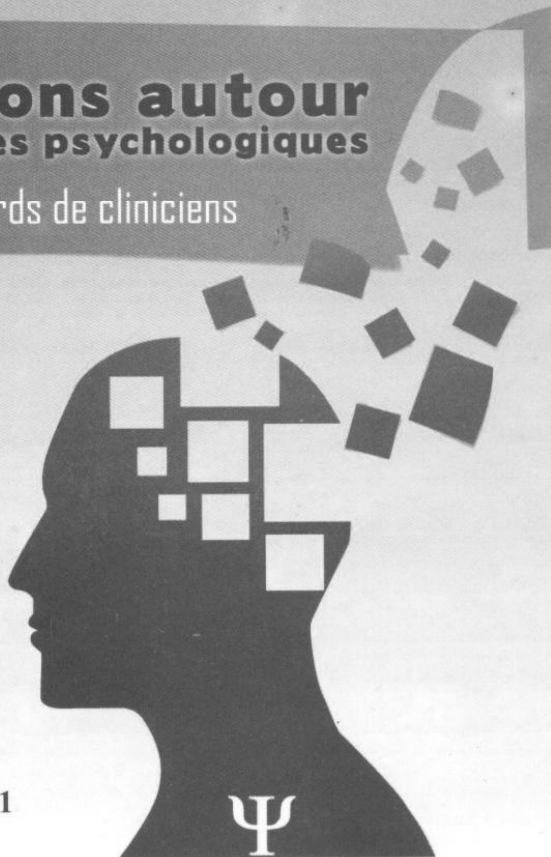
علم النفس

Réflexions autour des pratiques psychologiques

Regards de cliniciens

SARP
Association pour l'Aide,
la Recherche et
le Perfectionnement
en Psychologie

Psychologie N°18/2011



Identité et altérité dans la chanson kabyle engagée des années 1990 : Idir, Lounès Matoub et Aït Menguellet

Fatiha TABTI-KOUIDRI*

*"Dis-moi ce que le peuple chante
et je te dirai quelle est sa morale
et comment il est gouverné".*

CONFUCIUS – V^e siècle avant J-C.

Introduction

Dans l'Algérie des années 1990, alors que la violence et la terreur font reculer bien d'autres formes d'expression (notamment le cinéma et le théâtre), on assiste à un véritable renouveau de la chanson engagée qui va notamment servir d'exutoire aux ressentiments d'une population prise en étau entre terrorisme et répression. Le chanteur engagé semble alors retrouver le statut qu'avaient autrefois les « seigneurs des mots » de la tradition orale, virtuoses du verbe, détenteurs de la mémoire commune, faiseurs d'opinion, passeurs de langue(s) et de culture(s).

En effet, porte-voix d'un peuple réduit au silence par la peur et la censure, le chanteur n'est plus dès lors un simple « *motrib* » dont le rôle est de divertir. Sa prise de parole en fait un « *parleur* » dans le sens que Jean-Paul Sartre donnait à ce terme, c'est-à-dire quelqu'un qui « *désigne, démontre, ordonne, refuse, interpelle, supplie, insulte, persuade, insinue* »¹.

Cette fonction informative, exhortative, contestataire, dénonciatrice, revendicatrice, etc., que les chansons vont alors développer, si elle n'est

* Enseignante-chercheure à l'ENS/LSH – Alger.

¹ Sartre, J-P., *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Editions Gallimard, 1985, p. 25. (1^{ère} édition en 1948).

pas nouvelle, va s'amplifier et se durcir comme à chaque fois en période de crise. Ainsi, en dépit des lois d'exception et la violence vécue au quotidien, ou peut-être même à cause de tout cela, la chanson algérienne des années 1990 va se présenter comme un moyen cardinal d'expression, d'information, de protestation, de revendication, de conscientisation, de mobilisation...

La prise de conscience de ce potentiel déterminant d'un objet communément considéré comme accessoire, frivole, voire licencieux², a suscité le questionnement suivant, auquel seront proposés quelques éléments de réponse :

- Pourquoi tant de valeur symbolique est-elle attribuée par certains à une forme désignée par d'autres comme une « sous-culture de masse » ?
- Quels sont les enjeux culturels et par là-même identitaires immergés dans le contenu comme dans la forme des chansons kabyles de la décennie noire ?
- De quelles manières la diversité s'y exprime-t-elle ?

La chanson, un moyen de communication

« Toute manifestation culturelle peut être perçue comme un processus de communication »³ et la chanson en est une. Durant les années 1990, elle va servir de vecteur à un discours populaire de substitution au discours dominant du pouvoir et à celui dominateur des extrémistes religieux, discours péremptaires qu'elle va déconstruire pour en souligner les abus et les failles.

Ancrées dans une actualité tragique, les chansons vont alors baliser la décennie noire : des chansons témoignages, des chansons manifestes, des chansons chroniques d'une violence quotidienne, des chansons de révolte mais aussi d'amour et d'espoir, des chansons pour « dire » ce qui peut paraître indicible parce que difficile à comprendre, difficile à admettre,

² Dans de nombreux pays musulmans, la chanson est généralement associée à des mœurs dissolues et présentée par les fondamentalistes religieux comme une pratique licencieuse. De nombreux hadiths la définissent comme un « *qabih lighayrih* » (nocif pour autrui) qui détourne du droit chemin et conduit au mal et à la dépravation. C'est pourquoi chanter (notamment pour les femmes) est vécu la plupart du temps comme la transgression d'interdits sociaux et religieux.

³ Dourari, A., *Modalité d'être et dialectique de l'un et du multiple dans les expressions culturelles de la société algérienne. Essai d'une sémiotique sociale*, in A. Dourari (dir) *Cultures populaires et culture nationale en Algérie*, Actes du colloque, *La place des formes d'expressions populaires dans la définition d'une culture nationale*, (Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, 20 – 22 novembre 1999), Paris, Editions L'Harmattan, 2002, p. 250.

des chansons enfin qui vont porter une parole libérée à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du pays et constituer de ce fait un lieu d'ouverture dans un pays fermé.

En réaffirmant le lien traditionnel historiquement tissé entre contestation populaire et médium de la parole chantée, la chanson algérienne des années 1990 va contribuer de façon notable à maintenir la communication entre les Algériens eux-mêmes mais aussi entre ces derniers et le reste du monde. Ainsi, née dans un contexte de crise multiple, économique, politique, sociale et culturelle, la chanson algérienne de la décennie noire va se présenter « *comme acte témoin, comme acte trace, de cet état politiquement, économiquement, humainement critique et souffrant* »⁴.

Sa présence massive dans l'environnement sonore et affectif de toutes les couches de la société et son rôle multiple à la fois poétique, ludique, thérapeutique, idéologique, culturel, identitaire, social, relationnel, etc., vont renforcer son impact sur les individus et les groupes. Ils en feront un média influent car le plus accessible, le plus proche par son contenu des préoccupations de la majorité des Algériens, et par sa forme, de leurs pratiques langagières d'où, comme le souligne P. Zumthor à propos de la poésie orale, « *un effet moral : l'impression, sur l'auditeur, d'une loyauté moins contestable que dans la communication écrite (...), d'une véracité plus probable et plus persuasive* »⁵. Il y a donc lieu de ne pas se laisser abuser par « *La trompeuse légèreté des chansons* »⁶, ces dernières pouvant constituer, outre un moyen de communication à part entière, un important gisement documentaire permettant la mise au jour des enjeux immergés dans le contexte qui les a générées.

⁴ Deniot, J., « Le chanter réaliste, genre et ramifications », communication présentée lors des rencontres *Textes à chanter*, alliant universitaires et musiciens, à l'Université de Nantes en 1997. (Informations données par l'auteur lors de l'entretien qu'elle nous accordé le 10 janvier 2008). Il n'y a pas de références éditoriales à ce texte, cependant, l'article concerné est consultable sur le site de Joëlle Deniot : <http://www.chansons-francaises.info>, L'extrait cité y figure en p.1.

⁵ Zumthor, P., *Introduction à la poésie orale*, Paris, Editions du Seuil, 1983, p. 31.

⁶ Cf. Borowice, Y., « La trompeuse légèreté des chansons. De l'exploitation d'une source historique en jachère : l'exemple des années trente », in *CAIRN*, n° 61, avril 2005, pp. 98-117.

La chanson kabyle, un espace d'affirmation identitaire

J.F. Hamers et M. Blanc affirment que « *pour qu'une langue soit une dimension saillante de l'identité d'un groupe, il faut qu'elle soit perçue comme une valeur centrale par les membres du groupe.* »⁷ C'est le cas de *tamazight* qui en Kabylie est posée comme le discriminant principal et le trait définitoire fondamental de l'identité berbère. C'est pourquoi, sans négliger les aspects politique, social et culturel, la revendication berbère est avant tout linguistique. Cette revendication passe surtout par la poésie et le chant qui ont représenté, durant une longue période, l'ultime refuge de *tamazight*.

En effet, la revendication de la langue et de la culture berbères s'est longtemps exprimé par le chant, c'est pourquoi « *l'impact et la signification de la chanson kabyle sont celles de la langue qu'elle diffuse, travaille et perpétue : tamazight. Tout progrès de la chanson est un pas en avant de la langue* »⁸. Dans son roman « *L'étoile d'Alger* » (1998), le romancier Aziz Chouaki reprend cette idée à son compte et met en avant le rôle central de la chanson dans la revendication de *tamazight* en faisant dire à l'un de ses personnages : « *C'est grâce à la chanson que la cause berbère s'est fait entendre dans le monde. Grâce à Idir surtout* »⁹.

Il est vrai que la culture berbère doit beaucoup au chanteur Idir dont la chanson « *A baba Inuba* »¹⁰ traduite en sept langues, « *va donner une assise de masse à la thématique identitaire et va renforcer la crédibilité nationale et internationale de la culture berbère* »¹¹.

⁷ Hamers, J. F. et Blanc, M., *Bilinguisme et bilinguisme*, Bruxelles, Pierre Mardaga éditeur, 1983, p. 209.

⁸ Cherbi, M. et Khouas, A., in *Chanson kabyle et Identité berbère. L'œuvre d'Aït Menguellet*, Editions EDIF, 2000 / Paris, Méditerranée, 2001, p. 50.

⁹ Chouaki, A., *L'étoile d'Alger*, Alger, Editions Marsa, 1998, p. 71.

¹⁰ « *A Baba inuba* » est un conte kabyle ancien dont le chanteur Idir a fait une chanson (titre n° 1 d'une cassette de douze titres, Editions Oasis. Non datée, cette cassette a été commercialisée en 1974). « *A Baba inuba* » a marqué un tournant dans l'histoire de la chanson kabyle en propulsant cette dernière hors des régions berbérophones. Traduite en sept langues et reprises dans de nombreux pays dont la France, l'Italie, l'Allemagne, le Japon, la Turquie etc., cette chanson offrira une notoriété internationale à son interprète qui sera ainsi le premier à faire sortir la chanson kabyle de son confinement régional. La dernière reprise en date de cette chanson se présente sous forme d'un duo entre Idir et la chanteuse écossaise Karen Matheson, Titre n° 1 de l'album « *Identités* », Sony Music Entertainment (France) SA, 1999.

¹¹ Chaker, S., *Imazighen Ass-a*, Alger, Editions Bouchène, 1981, p. 24.

Idir qui affirme que « *dans la chanson kabyle, il y a un message idéologique, politique, culturel* »¹² est le premier chanteur de la génération de l'indépendance à briser un tabou en citant le nom de *Jugurtha*, souverain berbère banni de l'histoire officielle, dans une chanson intitulée « *Muqlegh* »¹³ (J'ai observé) :

<i>Muqley tamurt Umaziγ</i>	<i>J'ai observé le pays d'Amazigh</i>
<i>Yugurten walay uḍmik</i>	<i>Jugurtha j'y ai vu ton visage</i>

Cette chanson a valu à Idir d'être totalement censuré dans son pays, ce qui l'a contraint à émigrer en France d'où il a toujours continué à défendre la cause berbère à travers ses chansons mais aussi ses actions et ses déclarations.

L'un des plus ardents défenseurs de cette cause, le chanteur Lounès Matoub, a lui aussi exprimé dans ses chansons la révolte que suscitait en lui le déni de sa langue et de sa culture maternelles ou, au mieux, leur relégation dans le domaine du folklore. Dans « *Iluhqed Zzhir* »¹⁴ (Le tumulte se précise), il s'insurge contre le sort réservé à sa langue maternelle :

<i>Tameslayt nni</i>	<i>Cette langue</i>
<i>D diḥrurin d issah</i>	<i>écloso dans la vérité</i>
<i>Γar γersan nitni</i>	<i>ne représente à leurs yeux</i>
<i>Telḥa ken i ccdah</i>	<i>que des chansonnettes pour danser</i>

Dans « *A tamurtiw* »¹⁵ (Ma patrie), il réaffirme sa détermination à mener un « *combat* » sans répit jusqu'à la reconnaissance de son identité :

<i>Imi d-lulegh d aqbayli</i>	<i>Puisque je suis né kabyle</i>
<i>Isem-iw imenyi</i>	<i>mon nom est combat</i>
<i>Γas tehfa tdukli</i>	<i>et même si l'union s'émousse</i>
<i>A tt-id- smesdey</i>	<i>je l'aiguiserai,</i>
<i>Ay at tmurt-iw</i>	<i>ô mon peuple</i>
<i>S tidi n lmux-iw</i>	<i>des sueurs de mon cerveau</i>
<i>Ara kwen-in dehney</i>	<i>je t'enduirai.</i>

¹² Cf. la déclaration du chanteur kabyle Idir à Semiane, S. A., in *Octobre. Ils parlent, Op. cit.*, p. 279.

¹³ Titre n° 6 de la face A d'une cassette de dix titres, Editions Oasis.

¹⁴ Titre n° 7 de l'album « *Lettre ouverte aux...* », Blue Silver, France, 1998.

¹⁵ Titre n° 6 de l'album « *Eras tili* », Editions EMI, Azwaw, 1999.

La fougue et l'intransigeance qui caractérisaient celui que toute la Kabylie surnomme « le Rebelle » s'expliquent, comme le fait remarquer Tassadit Yacine, par le fait que « *de toutes les oppressions, il en est une plus insupportable que toutes les autres au cœur du poète : c'est celle que subissent sa culture et sa langue* »¹⁶. Cette oppression, est également dénoncée par un autre chanteur de la berbèrité, Lounis Aït Menguellet qui, comme le montre Tassadit Yacine dans l'ouvrage qu'elle lui a consacré¹⁷, s'engage lui aussi dans la poésie comme dans un combat.

Dans une chanson intitulée « *Taqbaylit* »¹⁸ (Kabyle), un mot qui désigne à la fois la culture, la langue et la personne qui la parle, il prône la lutte pour la sauvegarde de la mémoire, et donc, en premier lieu, de la langue qui sert à la transmettre :

<i>Ayla-m 'aqlit</i>	<i>Reconnais ce qui t'appartient</i>
<i>Guram ad as tebrud yibwas</i>	<i>prends garde à ne jamais y renoncer</i>
<i>A taqbaylit</i>	<i>Ô (langue) kabyle</i>
<i>Yecreq yitij yuli wass</i>	<i>on voit poindre ton soleil et ton jour se lever</i>

Comme dans la quasi-totalité des poèmes kabyles, la langue est personnifiée et se confond avec la « mère » que « ses enfants » ont le devoir de défendre :

<i>Freh yissnay</i>	<i>Sois frère de nous</i>
<i>Ma truhed dacu nes 'a</i>	<i>Si tu nous laisses que nous reste-t-il ?</i>
<i>Kem d yemnatney</i>	<i>tu es notre mère</i>
<i>Ma neġġa-kem</i>	<i>si nous renonçons à toi,</i>
<i>Gġen-kem wid tqur 'ađ</i>	<i>si ceux que tu protège t'abandonnent</i>
<i>Anda-t wudem</i>	<i>avec quel front</i>
<i>Is ara nqabel wiyad</i>	<i>oserons-nous faire face aux générations futures ?</i>
(...)	
<i>Ur ttxemim</i>	<i>Sois sans crainte</i>
<i>Ma di ttiq ney di liser</i>	<i>dans l'adversité comme dans la prospérité</i>
<i>Tameslayt-im</i>	<i>Ta parole,</i>
<i>W a ttiydlen ma yezmer</i>	<i>que celui qui prétend pouvoir l'étouffer, s'avance</i>
<i>Ma d arraw-im</i>	<i>C'est grâce à tes enfants</i>
<i>Yissen I tbedd ldzayer</i>	<i>que l'Algérie est debout !</i>

¹⁶ Yacine, T., *Aït Menguellet chante... Chansons berbères contemporaines*, Paris, Editions La Découverte/Awal, 1989, p. 324.

¹⁷ Yacine, T., *Aït Menguellet chante... Op.cit.*

¹⁸ Le texte intégral de cette chanson figure dans l'ouvrage de T. Yacine, *Aït Menguellet chante... Op. cit.*, p. 246.

Dans sa préface à l'ouvrage de T. Yacine, d'où sont extraits les vers qui précèdent, Kateb Yacine explique ainsi la « véhémence » qui s'exprime dans la dernière partie de l'extrait cité : « *C'est que tamazight, notre langue nationale, depuis des millénaires, est à peine tolérée, pour ne pas dire proscrite, dans l'Algérie indépendante !* »¹⁹ Pour lui, les chanteurs, en effectuant au travers de leurs chansons un véritable travail de mémoire, se présentent comme des résistants, des « *maquisards de la chanson* ». En effet, « *tel fut le titre offensif de Kateb Yacine qui introduisait le texte écrit sur le dos de la pochette du disque 78 tours réalisé par Meziane Rachid qui a interprété, pour la première fois, une chanson de mobilisation autour de l'identité Amazigh* »²⁰.

Dans cette lutte pour la reconnaissance de leur langue et de leur identité, les chanteuses ne sont pas en reste. Parlant de Taos Amrouche et de ses « *Chants berbères de Kabylie* »²¹, Assia Djebbar déclare : « *Elle semble nous lancer ces chants violemment, fièrement, à la face : peut-être faut-il vraiment cet envol sonore formidable pour nous, les oublieux de la langue ancienne !* »²².

Une nouvelle génération de chanteuses suit les traces de Taos Amrouche : Nouara, Malika Domrane, le groupe Djurdjura..., toutes ont revendiqué leur identité berbère. La première fait place à cette revendication dès le berceau. En effet, « *Ad k-wessiy a mmi 'zizen* »²³ (Je te mets en garde mon enfant chéri), est une berceuse qui prend l'allure d'une série de recommandations dictées par une mère à son enfant :

<i>Ad k-wessiy a mmi 'zizen</i>	<i>Je te mets en garde mon enfant chéri,</i>
<i>D l'ib ma tettud lasel-ik</i>	<i>ignorer ses origines est un avilissement.</i>
<i>Ulac w'ara k-ihashben</i>	<i>Personne ne t'accordera la moindre considération</i>
<i>Mur tessined imawlan-ik</i>	<i>Si tu ignores qui sont les tiens</i>
<i>Hader wi k-ijayhen</i>	<i>Prends garde à ne pas te laisser tromper</i>
<i>Ad d-truhd ur d-teğgid later-ik</i>	<i>ou tu disparaîtras sans laisser ton empreinte</i>
(...)	

¹⁹ Yacine, K., Préface de l'ouvrage de T. Yacine, *Aït Menguellet chante...* Op. cit., p. 3.

²⁰ Mokhtari, R., « Les maquisards de la chanson », in *Le Matin*, n° 2477 du Jeudi 20 avril 2000, p. 5.

²¹ Disque 45 tours, BAM LD 101, 1967. (Médiathèque de Radio Alger, Chaîne 2). Ces chants ont été réédités dans les années 1990 sous le label SACEM/ Beur FM, Editions Empreintes Digitales.

²² Djebbar, A., *Ces voix qui m'assiègent*, Paris, Editions Albin Michel, 1999, p. 136.

²³ Sortie dans les années 1980, cette chanson, introuvable dans le commerce, est devenue une berceuse fredonnée par les mères kabyles à leurs enfants. Dans les années 1990, elle a été chantée par Nouara dans les rares concerts auxquels la chanteuse a participé (Cf. *El Watan* du 25 novembre 2005, Rubrique culture, p. 7.)

<i>Rfed leqlam ad ttarud</i>	<i>Prends une plume et écris</i>
<i>Ad tezred acu i'adden</i>	<i>prends connaissance du passé</i>
<i>Macci d ayen ara temhud</i>	<i>Ce n'est pas une chose que tu peux gommer</i>
<i>Macci d ayen yettfakan</i>	<i>Ce n'est pas une chose qui a une fin</i>
<i>Wi d-ilulen ad as-tehkud</i>	<i>À ton tour tu raconteras à ton enfant</i>
<i>Akka ad yissin wi t-ilan</i>	<i>afin qu'il sache qui il est</i>

Le groupe « Djurdjura », lui, reprend une chanson phare de la résistance berbère : « *Kker a mi-ss Umazigh* »²⁴ (Debout fils d'Amazigh !) :

<i>Kker a mmi-s umaziyl!</i>	<i>Debout fils d'Amazigh !</i>
<i>I tij nney yuli-d,</i>	<i>notre soleil s'est levé</i>
<i>Atas ayag' ur -t-zriy,</i>	<i>Il y a si longtemps que je ne l'ai vu</i>
<i>A gma nnuba nney tezzid</i>	<i>Frère, notre tour enfin est arrivé</i>
<i>A zzel in-as i Masinissa</i>	<i>Cours dire à Masinissa</i>
<i>T amurt is tukwi-d ass a</i>	<i>Que son pays s'est aujourd'hui réveillé</i>
<i>In-as, in-as i-Yugurta</i>	<i>Dis! Dis à Jugurtha</i>
<i>Arraw-is ur-t-tun-ara,</i>	<i>que ses descendants ne l'ont pas oublié</i>
<i>Ttar ines d-a-t-id-rren,</i>	<i>qu'ils sont décidés à le venger</i>
<i>Ism-is a-t-id-sekfen</i>	<i>et à ressusciter son nom</i>
<i>I lKahina Icawiyen</i>	<i>A Kahina des "Chaouia"</i>
<i>A tin is ddan irgazen</i>	<i>qui a su guider les hommes</i>
<i>I n-as ddin i-y-d-ğğa</i>	<i>dis-lui que le pacte qu'elle nous laiss</i>
<i>Di la 'mer ur-ten-tettara</i>	<i>jamais nous ne l'oublierons</i>
<i>Sumeslay nney a nili,</i>	<i>C'est par notre langue que nous existerons</i>
<i>Refrain</i>	
<i>Azekka ad yif idalli,</i>	<i>demain sera meilleur qu'hier</i>
<i>Tamaziyt atgem atternu,</i>	<i>Tamazight vivra et prospérera</i>
<i>D asalas bwemeddu</i>	<i>C'est le pilier du progrès</i>

A l'origine, l'auteur de la chanson, Ali Laïmeche, un militant du PPA, s'adressait aussi bien aux colonisateurs qu'aux partisans du panarabisme. La reprise du titre dans les années 1990 va lui donner une portée différente. L'évocation de la lutte semble concerner plus les événements du « Printemps berbère » d'avril 1980 et le premier couplet se veut

²⁴ Ecrite par Muhend U idir Aït Amrane dans les années 1940, deux nouvelles versions de cette chanson sont interprétées respectivement par Aït Menguellet et le groupe Djurdjura. Cette chanson revient avec force dans les années 1990 où elle est de toutes les manifestations en Kabylie. L'extrait cité figure dans S. Chaker : « Une tradition de résistance et de lutte : la poésie berbère kabyle. Un parcours poétique », in *La Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 51, Edisud, 1989, p. 29.

annonciateur d'une reconnaissance de la spécificité culturelle berbère, qui ne sera timidement amorcée par les institutions que quelques années plus tard, en 1995.

Les chanteurs kabyles engagés de la décennie noire, notamment Idir, Lounès Matoub, Aït-Menguellat qui ont fait de la reconnaissance de l'identité amazigh le fer de lance de leurs revendications, reprennent ainsi les schémas ancestraux de quête identitaire qui caractérisaient déjà les poèmes et les chants de leurs prédécesseurs, notamment ceux de la génération de l'indépendance. Ainsi, « *toute la nouvelle chanson kabyle, à très forte connotation protestataire, est à considérer comme l'expression esthétique de ce travail culturel et idéologique, de ce discours collectif qui se met en place et se développe durant la première décennie de l'indépendance. Du reste, un grand nombre de textes chantés ont été ou sont composés par des poètes qui ont activement participé à ce mouvement d'affirmation* »²⁵.

La chanson kabyle des années 1990 perpétue donc le lien entre la résistance passée, celle des militants dit berbéristes des années quarante notamment, et la résistance présente tout en s'adaptant à l'évolution de la politique linguistique. En effet, on peut remarquer que, depuis l'accession de tamazight au statut de deuxième langue nationale (en avril 2002) et la reconnaissance de la spécificité culturelle berbère, la chanson kabyle engagée, tout en conservant l'esprit contestataire qui l'a toujours caractérisée, semble se faire un peu moins véhémement que par le passé. Il faut reconnaître que cette mutation est également en partie liée à la nécessité de se plier à de nouvelles logiques de marché en tentant de s'adapter au goût d'un public jeune et en grande majorité inconditionnel de ce qu'on pourrait appeler « la chanson légère », comme celle qui caractérise le raï, un genre alors en plein essor.

La chanson kabyle, un vecteur de diversité

Culture et identité ont toujours été placées au centre de la thématique de la chanson kabyle. Or, ces termes sont classés par Martine Abdallah-Pretceille parmi ceux qui ne permettent pas « *de penser un monde hybride* », de prendre en compte « *les multiples appartenances, les mutations, les individualisations et les personnalisations des comportements, les transgressions, les chemins de traverse, les zébrures,*

²⁵ Chaker, S., « Une tradition de résistance et de lutte : la poésie berbère kabyle. Un parcours poétique », *Op. cit.*, p. 26.

*les parcours alternatifs...»*²⁶. On pourrait par conséquent en conclure que l'hypertrophie du discours identitaire dans la chanson kabyle tend moins vers une exigence de diversité que vers un repli communautaire, une sorte de vision homogénéisatrice inversée, faisant pendant au panarabisme. Toutefois, la référence récurrente à « *lassel* » (les origines), aux « *izoran* » (les racines) et à la culture qui en émane, la quête incessante d'identité qui caractérise le discours des poètes-chanteurs kabyles pourraient découler d'une volonté de mieux se connaître pour être à même de mieux se faire connaître. En fait, « *il s'agit de reconquérir son Moi historique et présent afin de mieux aller vers l'autre. Il s'agit de s'ouvrir sur soi pour mieux s'ouvrir sur l'universel qui est déjà parmi nous, en nous* »²⁷. De ce point de vue, même si elle prend parfois l'allure d'une crispation identitaire, on peut considérer la lutte des Kabyles pour la reconnaissance de leur amazighité, comme un rejet de l'uniformisation, une exigence de diversité.

Ainsi, dans « *D ssah* »²⁸ (La vérité), le groupe Djurdjura propose une vision autre que celle, monolithique véhiculée par le discours officiel. Le but semble être de faire valoir une « vérité » différente de celle officiellement admise :

<i>D ssah neqar taneslit</i>	<i>La vérité est que je défends ma souche</i>
<i>D ssah cniy tazayrit</i>	<i>la vérité est que je chante mon pays</i>
<i>d ssah ncenu ismis</i>	<i>la vérité est que je suis liée à son nom</i>
<i>Tejra tetaba' arawis</i>	<i>Comme l'arbre à ses racines</i>
<i>D ssah nekki ttaqbaylit</i>	<i>La vérité est que je suis kabyle</i>
(...)	
<i>D ssah ttrajuɣ ma dinim</i>	<i>La vérité est que j'espère vous entendre me dire</i>
<i>Ur tagwad fekd afusim</i>	<i>« Ne crains rien, tends nous la main. »</i>

La fréquence d'emploi du mot « *vérité* », en corrélation avec les mots « *souche* », « *racines* », « *liée* » et « *kabyle* », pourrait être perçue comme une forme de crispation identitaire susceptible de brider tout élan vers l'Autre. Cependant, les deux derniers vers semblent remettre en question cette éventualité. En effet, le « *vous* » auquel s'adresse cet appel est selon toute vraisemblance « l'Autre » qui ne partage pas nécessairement les mêmes convictions et dont on attend une « *main tendue* », scellant une sorte de réconciliation. Aït Menguellet, quoique dans un style plus

²⁶ Abdallah-Pretceille, M., *Former et éduquer en contexte hétérogène. Pour un humanisme du divers*, Paris, Editions Anthropos, 2003, p. 28.

²⁷ Dourari, A., *Avant-propos*, in Abderrezak Dourari (dir.), *Cultures populaires et culture nationale en Algérie*, op. cit., p. 9.

²⁸ Titre n° 7 de la Compilation « *Oriental feeling* », volume 1, BMG, France, 1993.

exhortatif, semble poursuivre le même objectif de reconnaissance de « la vérité » dans « Nežra »²⁹ :

<i>Nežra la tzerrem</i>	<i>Nous savons que vous savez</i>
<i>Težram kulchi dayen illan</i>	<i>Vous savez que nous disons la vérité</i>
<i>Težram amek i gella lhal</i>	<i>Vous savez ce qu'il en est</i>
<i>Ma nnan awen-d wi kwen ilan</i>	<i>Si on vous demande vos origines</i>
<i>Inet-t id mebyir ccwal</i>	<i>Reconnaissez-le sans colère</i>
<i>Težram amek i gella lhal</i>	<i>Vous savez ce qu'il en est</i>
<i>Težram acimi teffrem</i>	<i>Vous savez, alors pourquoi vous taire ?</i>
<i>Isem nwen la d-issawal</i>	<i>Votre nom (identité) vous hèle</i>
<i>Yibbwas a-t-id teskeflem</i>	<i>Un jour vous serez tenus de le déterrer</i>
<i>Nežra la tzerrem</i>	<i>Nous savons que vous savez</i>
<i>Xas ma teddreylem</i>	<i>même si vous êtes aveuglés</i>
<i>Ma yegwra-d yiwen i cfan</i>	<i>S'il n'en reste qu'un à avoir gardé la mémoire</i>
<i>A-d-yini ayen illan</i>	<i>qu'il dise la vérité</i>
<i>A kwen id yessefhem</i>	<i>et qu'il vous l'enseigne!</i>

Le chanteur met en scène un face à face entre un « nous » et un « vous » qui partagent un même « savoir » au sujet d'une même « vérité ». Ce qui les sépare et semble les dresser les uns contre les autres, c'est leur gestion respective de cette « vérité », les premiers ayant choisi de la dire et les seconds de la taire.

Le but du « nous », qui englobe le poète-chanteur, est de faire admettre cette « vérité » à ceux qui, « aveuglés », s'obstinent à la rejeter, de leur faire retrouver « la mémoire » et reconnaître leurs « origines ». Ce dénouement présenté comme inéluctable (« *Votre nom vous hèle / Un jour vous serez tenus de le déterrer* ») témoigne de l'assurance du poète-chanteur quant à un repositionnement du pouvoir en place vis-à-vis de la politique d'uniformisation linguistique et culturelle menée depuis l'indépendance.

Cette quête perpétuelle de la vérité sur les origines qui s'exprime essentiellement par le moyen de la poésie et de la chanson va « propulser (cette dernière) au rang de véhicule majeur de l'identité ethnique et culturelle du groupe Amazigh »³⁰. Chanter équivaut alors à imposer la langue et la culture berbères au sein d'une réalité de laquelle elles sont officiellement exclues. Il semblerait donc que « la culture, pas plus que le

²⁹ Titre n° 4 de l'album « *A mmi* » (mon fils), Editions Triomphe Musique. Le texte intégral de cette chanson figure dans T. Yacine, *Aït Menguellet chante...*, op. cit., pp. 237-238. Chanson datant des années 1980 et reprise dans les années 1990.

³⁰ Cherbi, M. et Khouas, A., op. cit., p. 17.

langage ne reproduit la réalité. Elle la crée »³¹. Ainsi, faire vivre la culture Amazigh c'est contribuer à la survie du groupe qu'elle caractérise, car comme l'affirme Pierre Bourdieu « *le fait que les gens croient qu'un groupe existe, luttent pour qu'il existe, contribue à le faire exister* »³². Il semblerait que dans la lutte pour faire vivre la culture berbère, les chanteurs kabyles soient en première ligne et jouent un rôle déterminant dans la réécriture d'une histoire différente de celle proposée par l'historiographie officielle, une histoire qui remet sans cesse en question le monolithisme étatique en donnant à voir Algérie plurielle.

Cette exigence de diversité essentiellement ancrée dans une thématique d'affirmation identitaire, va s'exprimer également à travers une diversité linguistique de plus en plus présente dans la chanson kabyle.

Considérés par leur communauté comme les garants de la préservation et de la pérennité d'une langue menacée d'extinction par la scolarisation massive (l'arabe littéraire étant la langue d'enseignement), l'urbanisation galopante (la ville étant, comme le souligne L.-J. Calvet, « *un facteur d'unification linguistique* »³³ au profit des langues dominantes, dans ce cas précis, la langue arabe), et l'impact des médias publics essentiellement arabophones, les chanteurs kabyles ont longtemps refusé tout compromis avec les autres langues présentes sur le terrain, faisant de l'usage exclusif de *tamazight* un acte de résistance. Le chanteur Slimane Azem, l'un des principaux piliers de la chanson kabyle, affirmait dans une chanson justement intitulée « *Tamazight* »³⁴ :

Isem-is lluya n tmaziɣt *notre langue c'est Tamazight*
A tt-nesyar d lwaɣeb nney *Il est de notre devoir de la transmettre*

En effet, « *lorsque la langue est la caractéristique saillante ou valeur centrale par excellence, c'est elle qui peut définir l'identité culturelle des membres d'un groupe.* »³⁵ Cela semble être le cas de *tamazight*, expression la plus tangible de l'identité berbère.

³¹ Abdallah-Preteuille, M. et Porcher, L., *Education et communication interculturelle*, Paris, PUF, 2001, p. 60.

³² Bourdieu, P. et Mameri, M., « Du bon usage de l'ethnologie », in *Actes. De la Recherche en sciences sociales*, n° 150, *Regards croisés sur l'anthropologie de Pierre Bourdieu*, Editions du Seuil, Décembre 2003, p. 17.

³³ Calvet, L.-J., *Les voix de la ville*, op. cit., p.11.

³⁴ Titre n° 1 de l'album « *Chants populaires algériens* », Collection Patrimoine, 1994, (réédition d'un disque 45 tours sorti chez les Editions Pathé Marconi). Le texte intégral de cette chanson figure dans l'ouvrage de M. Belaïd, *Slimane Azem. Le maître de la chanson berbère*, Editions Mehdi, 2002, pp. 40-41.

³⁵ Hamers, J.F. et Blanc, M., *op. cit.*, p. 164.

Pourtant, Slimane Azem a été l'un des premiers à faire voisiner arabe et kabyle dans certaines de ses chansons telles « *Nek d'el mir* »³⁶ (C'est moi, le maire). En outre, il a même produit, afin semble-t-il de faire parvenir ses messages à un public plus large, plus diversifié, des versions entièrement arabisées de certaines chansons initialement écrites en tamazight à l'exemple de « *Kifach nkunu susṭa* »³⁷, version arabe de « *amk ara nili susṭa* » (comment pourrions-nous vivre en paix ?).

En outre, en 1983, lorsqu'il prend la parole pour interpréter un chant d'amour ultime pour son pays natal, « *L'Algérie, mon beau pays* »³⁸, c'est contre toute attente en français qu'il choisit de s'exprimer :

*L'Algérie, mon beau pays
Je t'aimerais jusqu'à la mort
Loin de toi, moi je vieillis
Rien n'empêche que je t'adore
Avec tes sites ensoleillés
Tes montagnes et tes décors
Jamais je ne t'oublierai
Quel que soit mon triste sort.*

Pourtant, au lendemain des événements du Printemps berbère (avril 1980), les conjonctures étaient loin de se prêter à ce que d'aucuns ont considéré comme une sorte d'entorse à une règle tacite : la chanson kabyle devait demeurer « le maquis de tamazight », langue alors exclue de l'école et des médias lourds comme la télévision.

Toutefois, l'exemple de celui dont se réclament la plupart des poètes-chanteurs kabyles sera suivi par bon nombre d'entre eux dont l'un des plus fervents défenseurs de la reconnaissance de la langue et de la culture berbères, Lounès Matoub, qui introduira à son tour le français dans certaines de ses chansons, même si c'est, le plus souvent, sous forme de déclamation. Ainsi la langue française sera présente par exemple dans « *A mes frères* »³⁹ (titre original en français), ou « *Regard sur l'histoire d'un pays damné* »⁴⁰ (titre original en français) dont sont extraits les vers qui suivent :

³⁶ Titre n° 9 de l'album « Slimane Azem », Collection Patrimoine, 2007, (réédition).

³⁷ Titre n° 10 de l'album « *Le malheur des temps* » (titre original en français), Collection Patrimoine, 2007, (réédition). La version originale (en tamazight) figure sur le même album sous le titre « *Amek ara nili susta* » (titre n° 11).

³⁸ Titre n° 8 de l'album « *Chants populaires algériens* », Collection Patrimoine, 1994, (réédition). L'extrait cité figure dans l'ouvrage de M. Belaïd, *op. cit.*, p. 7.

³⁹ Titre n° 10 de l'album (posthume) « *Les deux compères* », label Equalys, 1999. Le texte intégral de cette chanson figure dans Y. Seddiki, *op. cit.*, pp.86-87.

⁴⁰ Titre n° 1 de l'album « *Regard sur l'histoire d'un pays damné* », Editions Azwaw, (1994). Le texte intégral de cette chanson figure dans Seddiki, Y., *op. cit.*, pp.113-119.

*Ni " Les droits de l'Homme "
Sous toutes les formes
N'ont pris part à mon malheur⁴¹
Seul le peuple comme un seul homme
A osé défier la peur
Ce parti ou celui-là
Je ne me gênerais pas
A les torpiller haut et bas
Sans relâche mais sans mépris
Pour que les géôles s'effondrent
Pour que tous les bourreaux sombrent
Dans la triste nuit des ombres
Retirons nos baillons
Redorons nos blasons
Accueillons cette lueur
Présage de bonheur
Tous et toutes pour une Algérie meilleure
Et pour une démocratie majeure.*

La position de la plupart des chanteurs kabyles va petit à petit évoluer vers plus d'ouverture sur d'autres langues, notamment l'arabe dialectal et le français. En effet, le point de vue qui consistait à bannir de leurs productions toute autre langue que le kabyle perd progressivement du terrain, dénoncé par certains poètes-chanteurs parmi les plus emblématiques tel Lounis Aït Menguellet. Ce dernier déclare, lors d'un entretien accordé au journal *Liberté* : « le kabyle par exemple, s'il ne s'enrichit pas d'apports extérieurs, restera bloqué, en panne. Cette logique est implacable. Une langue qui ne va pas vers d'autres langues, c'est un serpent qui se mord la queue »⁴².

L'usage de langues autres que le berbère va se faire de plus en plus fréquent dans la chanson kabyle favorisant le contact avec d'autres cultures que celle-ci soient endogènes ou exogènes. On notera ainsi un changement d'attitude à l'égard de l'arabe dialectal dit aussi « *arabe algérien* » que certains chanteurs kabyles vont même jusqu'à revendiquer au même titre que tamazight. Ainsi, dans « *Tizi n wass-a* »⁴³ (L'aube

⁴¹ Allusion à son enlèvement et à sa séquestration durant quinze jours (du 25 septembre au 10 octobre 1994) par le Groupe Islamique Armé (GIA) qui dans une parodie de procès, a prononcé sa condamnation à mort.

⁴² Propos rapportés par Ourad, Meziane, in *Liberté* du 14 mars 2005, p. 8.

⁴³ Titre n° 8 de l'album « *Chants révolutionnaires de Kabylie* », Editions Fnar Music, 1993. Cette chanson, produite et mise en circulation en plein printemps de 1980, connaît

d'aujourd'hui), le chanteur Ferhat Imazighen Imula se prononce pour l'enseignement de ces deux langues à l'école :

<i>Tamurt tarfed iman-is</i>	<i>Le pays va se développer</i>
<i>Tarwas akw taghra</i>	<i>et sortir de l'ignorance</i>
<i>Tasghar di tutlayin-is</i>	<i>les enfants étudieront leurs langues</i>
<i>Ta'rabt nldzayer d tamazight</i>	<i>l'arabe algérien et Tamazight</i>

Durant les années 1990, bien que de façon assez marginale, cet *arabe algérien* va faire son entrée dans le répertoire de certains chanteurs kabyles où il va alterner avec tamazight. On le retrouve par exemple dans plusieurs chansons de Djamel Allam telle « *Gatlato* »⁴⁴ dont le dernier couplet est en arabe dialectal :

<i>Keyna lhefla</i>	<i>On organise une fête</i>
<i>Lfuq fel huma</i>	<i>Dans le quartier</i>
<i>Uneffakru Lhadj el Anka (bis)</i>	<i>On évoquera Lhadj El Anka</i>
<i>Kayna lqahwa</i>	<i>Il y aura du café</i>
<i>Fiha telwa</i>	<i>avec un fond de marc</i>
<i>Kima ken lfen w sniwa (bis)</i>	<i>et l'art ruissellera sur les plateaux de cuivre</i>

Les quelques chanteurs kabyles qui usent de l'arabe dialectal semblent poursuivre le même objectif, conquérir petit à petit un public non berbérophone et « *s'adresser à tous les Algériens, pas seulement aux Kabyles* »⁴⁵, notamment lorsqu'il s'agit de dénoncer l'oppression et l'extrémisme religieux ou lorsque les griefs sont directement adressés aux gouvernants comme il apparaît dans les deux exemples qui suivent, extraits respectivement de « *Khaliwna netnefsu* »⁴⁶ (Laisser-nous respirer) de Rachid Koceila ou « *Tagrawla* »⁴⁷ (Révolution), un titre du chanteur Idir auquel s'est associé Amazigh Kateb du groupe Gnawa Diffusion :

un nouvel essor dans les années 1990, notamment par le biais d'Internet qui lui permet de toucher un public plus large.

⁴⁴ Titre n° 1 de l'album « *Cna n tiliwin* » (Le chant des sources), Editions WMO, 1995.

⁴⁵ Propos recueillis lors de l'entretien que nous a accordé la chanteuse Elissa, le 10 octobre 2001 à Bejaia.

⁴⁶ Titre n° 3 d'une cassette de six titres, Editions Sono-Star Production.

⁴⁷ Titre n° 6 de l'album « *Identités* », Sony Music Entertainment, France, 1999.

<i>Khaliwna netnefsu</i>	<i>Laissez-nous respirer</i>
<i>Khaliwna netnefsu</i>	<i>mener notre vie à notre guise</i>
<i>N'ichu kima nhabu</i>	<i>de vos discours on s'en fout</i>
<i>M les discours ta'kum on s'en fout</i>	<i>que les vendeurs de vent décampent</i>
<i>Lli bi'u rrih tiru</i>	<i>Depuis trop longtemps</i>
<i>Ĥadi mudda twila</i>	<i>vous régissez nos vie</i>
<i>W ntum tseyru fi hyatna</i>	<i>avec vos idées de vieillards</i>
<i>B ray ccheykhukha</i>	
<i>Tagrawla</i>	
<i>Ssamet wella y'abar</i>	<i>le muet a retrouvé la parole</i>
<i>Lma'mi wella 'andu bsar</i>	<i>l'aveugle a retrouvé la vue</i>
<i>Ben chkun haggar (bis)</i>	<i>l'opresseur est démasqué</i>
<i>Tagrawla hukket barbar</i>	<i>La révolution gagne la Berbérie</i>
<i>W ttura dem icharchar</i>	<i>la lutte c'est le sang qui gicle</i>
<i>Fi qlub lahrar (bis)</i>	<i>du cœur des hommes libres (bis)</i>
<i>Mazelna tagrawliyin</i>	<i>nous demeurons des révolutionnaires</i>
<i>Mazelna thuwar</i>	<i>nous demeurons des résistants</i>
<i>Radjmin kum</i>	<i>nous vous lapiderons</i>
<i>Bahdjar leqbor</i>	<i>avec les pierres des tombes</i>
<i>A'la lmahgor (ter)</i>	<i>pour venger l'opprimé (ter)</i>
<i>Lli mat w nsaweh</i>	<i>qui est mort et qu'on a oublié</i>

Vers la fin des années 1990, certains chanteurs kabyles et pas des moindres enregistreront des duos avec des chanteurs arabophones. Ainsi, Idir sortira une nouvelle version de sa chanson « *Azwaw* »⁴⁸ (Le Berbère), en duo avec Cheb Mami qui intègre cette nouvelle version bilingue (kabyle, arabe dialectal) dans son album « *Meli meli* »⁴⁹ (titre n° 10). Si chacun des deux chanteurs interprète deux couplets dans sa langue maternelle (le kabyle pour Idir et l'arabe dialectal pour Mami), dans le refrain qui termine la chanson, chacun chante dans la langue maternelle de l'autre, comme pour sceller les retrouvailles que leur chanson exalte :

Idir (en kabyle) :

<i>Asliy iw jewwaq</i>	<i>J'ai entendu le son de la flûte</i>
<i>tergagi tassa</i>	<i>et mon cœur a vibré</i>
<i>Ĥa lala</i>	<i>ah lala</i>
<i>Amlaly durfiq</i>	<i>j'ai rencontré mon ami</i>

⁴⁸ Titre n° 1 de la face B d'une cassette de douze titres, Editions Oasis (1974) et titre n° 8 de l'album « *Best of Idir* », Editions Aqbu Music (1991).

⁴⁹ Editions Totem Record, label Virgin, 1998.

<i>Luley yides assa ah</i>	<i>et pour nous c'est aujourd'hui une renaissance</i>
<i>A yazwaw su mendil awray</i>	<i>Ô Berbère au foulard jaune !</i>
Mami (en arabe) :	
<i>Ĥadi tebsima taht lyum a'lina</i>	<i>Un sourire fleurit aujourd'hui sur nos lèvres</i>
<i>Ya rabi dawamĥa lina</i>	<i>Mon Dieu faites que cela dure toujours</i>
<i>Ĥadi tebsima taht lyum a'lina</i>	<i>Un sourire fleurit aujourd'hui sur nos lèvres</i>
<i>Ĥa ĥuma jaw hbabi w jiranna</i>	<i>Voici venir nos amis, nos voisins</i>
Idir (en arabe) :	
<i>Lé lé lé lé ha lala (ter)</i>	
<i>Ĥa ĥuma jaw hbabi w jiranna</i>	<i>Voici venir nos amis, nos voisins</i>
Mami (en kabyle)	
<i>Lé lé lé ha lala (ter)</i>	
<i>Ay Azwaw su mendil awray</i>	<i>Ô Berbère au foulard jaune</i>

Toutefois, en dépit de cette avancée notable, l'usage de l'arabe dialectal dans la chanson kabyle demeure assez restreint, se cantonnant en général dans la chanson dite légère. A l'inverse, le français fait durant les années 1990 une entrée en force dans la chanson engagée comme dans la variété, investissant le répertoire de nombreux chanteurs comme Idir, Takfarinas, Djamel Allam... Cela pourrait s'expliquer par le fait que nombre de ces chanteurs, installés en France, s'adressent également au public algérien émigré de la deuxième et troisième génération.

Cela pourrait également s'expliquer par le fait que cette langue suscite moins de crainte que l'arabe, ressenti par certains comme une langue à laquelle est généralement attribuée une grande responsabilité dans le recul de tamazight. En outre, il semble que tout au long des années 1990, le français ait permis de s'inscrire dans une vision plurielle du monde et d'entrer en contact avec une culture moins marquée par les tabous qui caractérisent la langue et la culture maternelles. En effet, comme le souligne G. Grandguillaume, « *la langue française au Maghreb est présente, non seulement comme résidu de la domination coloniale, mais comme ouverture à un monde différent, qui est le monde de la modernité et de la technique, mais aussi le monde de l'émancipation et de l'affranchissement moral...* »⁵⁰.

Ainsi, dans sa chanson « *Ay aqcic* »⁵¹, si Elissa choisit les deux langues maternelles des Algériens pour exprimer ses sentiments : le kabyle pour dire son amour et l'arabe dialectal (souligné dans le texte)

⁵⁰ Grandguillaume, G., *Arabisation et politique linguistique au Maghreb, op.cit.*, p.25.

⁵¹ Titre n° 3 d'une cassette de six titres, Editions Must Music (1997).

pour crier sa révolte contre les interdits, le contact physique, prohibé par la culture maternelle, est lui, exprimé en français, un peu comme si la langue étrangère rendait l'acte moins répréhensible :

« *Ay aqcic* »

<i>Awin a'zizen a merruh ay aqcic</i>	<i>Toi aussi cher que ma vie, jeune homme</i>
<i>Hamleyk maci del yardiw</i>	<i>Je ne peux m'empêcher de t'aimer</i>
<i>Felak a deggay lahliw</i>	<i>Pour toi j'abandonnerai les miens</i>
<i>Yahadru fina nnes</i>	<i>les gens peuvent parler de nous</i>
<i>Je m'en fiche ay aqcic</i>	<i>je m'en fiche jeune homme</i>
<i>Win ndur nelqa 'asses</i>	<i>où que j'aïlle on me surveille</i>
<i>Ma'endi hadja fnnes</i>	<i>ce qu'ils peuvent penser m'importe peu</i>
<i>Ana rani habba n'ich ay aqcic</i>	<i>moi, j'ai envie de vivre jeune homme</i>
<i>Quand je suis dans tes bras ay aqcic</i>	
<i>Mon corps n'est plus qu'une flamme</i>	
<i>Je t'aime à en perdre l'âme</i>	
<i>On peut me tuer ma'lich ay aqcic</i>	<i>on peut me tuer, ça ne fait rien jeune homme</i>
<i>Si dans tes yeux je me noie</i>	

Il semblerait qu'exprimés en langue française certains mots et expressions, frappés d'interdit dans la langue maternelle, connaissent une sorte d'exorcisme linguistique qui les réhabilite en désamorçant leur charge affective.

La chanson kabyle des années 1990 sera ainsi caractérisée par une diversité linguistique (qui ne se démentira pas durant les années 2000) qui va rompre son confinement régional et contribuer à une sorte de paix des langues, d'abord en aidant à désamorcer la rivalité entre tamazight et arabe dialectal, ensuite en atténuant quelque peu la suspicion dont souffre le français en sa qualité de langue de l'ancienne puissance colonisatrice. Ce faisant, la chanson kabyle va constituer un espace de rencontres, de découvertes et d'échanges, un lieu d'ouverture sur le proche comme sur le lointain, et donc un vecteur du divers.

Conclusion

En s'accrochant à leurs racines, en revendiquant leur langue et leur culture, mais aussi en s'ouvrant linguistiquement et musicalement à l'Autre, l'ailleurs, le différent, les chanteurs kabyles, notamment durant les années 1990, semblent avoir réussi à dépasser l'antagonisme apparent entre identité et altérité, authenticité et modernité, unité et diversité. Cette dernière qui « nous renvoie bien à la reconnaissance et à l'expérience de l'altérité »⁵² nous fait prendre conscience que l'identité n'est pas

⁵² Abdallah-Pretceille, M., *Former et éduquer en contexte hétérogène*, op. cit., p.72.

définitivement donnée, qu'elle est un processus dynamique en continuelle évolution et résulte d'une traversée d'identifications diverses.

Ainsi, même si elle se construit d'abord sur des normes et des valeurs communes, « *une communauté n'est pas une "reproduction de l'uniformité" mais une "organisation de la diversité" »*⁵³, organisation à laquelle les chanteurs kabyles semblent avoir contribué au sein de leur communauté linguistique. En effet, en revendiquant les particularités linguistiques et culturelles qui font leur identité propre, ils ont donné à voir une Algérie plurilingue et pluriculturelle, une terre de mobilité des hommes et des idées, de contact de langues et de cultures, maintes fois conquise, occupée, colonisée, libérée, traversée par des influences diverses (africaines, méditerranéennes, orientales et occidentales), une terre qui porte les empreintes de ceux qu'elle a enfantés, de ceux qu'elle a accueillis et adoptés mais aussi de ceux qu'elle a dû subir, empreintes dont résulte une diversité culturelle réelle, profonde et irrépressible.

⁵³ Hymes, D., *Vers la compétence de communication*, Paris, Hatier/CREDIF, 1984, p. 42.

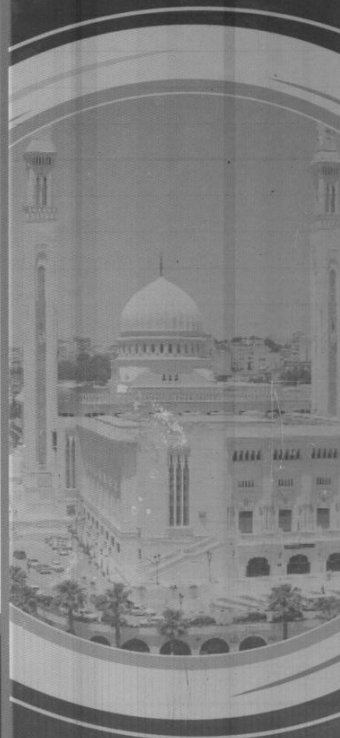
Revue

De l'Université Emir Abdelkader
des Sciences Islamique

**REVUE ACADEMIQUE
SPÉCIALISÉE DANS
LES SCIENCES ISLAMIQUES
ET HUMAINES**

••• N° 29 •••

ISSN 1112-4040



Varia

Mohammed Salah Ramadhan, figure exemplaire du réformisme musulman algérien ?

Mustapha HADDAB*

Le mouvement réformiste algérien a fait l'objet d'études nombreuses et variées quant à leur forme et leurs thématiques ; celles-ci ont porté aussi bien sur la période qui a précédé la fondation en 1931 de l'Association des Oulémas Musulmans d'Algérie, (désormais AOMA), que sur celle qui a suivi cet acte d'institutionnalisation. Cette importante production de textes concernant le Réformisme algérien n'a pas à notre connaissance fait l'objet d'une analyse et d'une évaluation systématiques ; il semble toutefois possible de relever d'ores et déjà un trait de cette « littérature », à savoir qu'elle s'est consacrée principalement aux dirigeants réformistes les plus illustres de ce mouvement, leur nombre ne dépassant guère la dizaine, négligeant des acteurs moins en vue, dont une bonne restitution de la trajectoire intellectuelle et sociopolitique, pourrait permettre d'approfondir la connaissance des caractéristiques sociologiques de ce mouvement.

Mohammed Salah Ramadhan (1913-2008)¹ semble ainsi être représentatif de toute une catégorie d'intellectuels organiquement liés à l'AOMA et qui, dans une discrétion relative, ont fortement contribué à la construction institutionnelle, intellectuelle, idéologique et politique de cette association. C'est notamment à leur action qu'est due pour une grande part l'extension et la solidité de l'implantation locale des institutions de cette association, et l'influence exercée sur les leaders

* Université d'Alger.

¹ Je remercie la famille de Mohammed Salah Ramadhan pour les documents et les informations qui ont été mis à ma disposition.

d'opinion et les notables locaux liés à diverses catégories de populations comme les commerçants, les artisans, certains fonctionnaires, etc.

Nous voudrions ainsi tenter de préciser la nature des facteurs et des conditions sociologiques spécifiques qui paraissent avoir contribué à prédisposer Mohammed Salah Ramadhan à se joindre aux disciples d'Ibn Badis à Constantine en 1934, et à lier complètement sa vie à celle de l'AOMA, à partir de cette date. Nous examinerons ensuite les caractéristiques de l'action et de la carrière qui ont été celles de Mohammed Salah Ramadhan au sein de cette Association jusqu'en 1956, date de sa dissolution par l'Administration française, en tentant de mettre au jour les liens de cette trajectoire avec la constitution progressive des composantes doctrinales du mouvement réformiste algérien. Durant la guerre d'indépendance, puis après 1962, les activités professionnelles et les publications de Salah Ramadhan continuent, tenterons-nous de montrer, à être largement inspirées par la culture réformiste; une lecture de ses principaux écrits publiés nous permettra d'apprécier le degré auquel sa confrontation aux réalités de l'Algérie indépendante a introduit dans sa culture et ses aspirations des infléchissements significatifs.

El Kantara, une ville traversée de courants de culture

Jusqu'à son départ pour Constantine à l'âge de 21 ans, M. S. Ramadhan a vécu dans la petite ville d'El Kantara, où il est né en 1913. El Kantara se trouve dans l'actuelle wilaya de Biskra; cinquante kilomètres la séparent de Biskra; elle est éloignée de la même distance de la ville de Batna. De la population d'El Kantara, M.S. Ramadhan dit qu'elle était composée quasi totalement de natifs de cette ville. Les personnes « étrangères » à cette localité se comptaient, précise-t-il, sur les doigts de la main; il s'agissait de quelques instituteurs européens ou algériens, de deux peintres attirés par la beauté des paysages qui l'entouraient et de quelques gendarmes.

Dans les années vingt, période où M. S. Ramadhan atteignit l'âge de la scolarisation, El Kantara disposait d'une école primaire. Il y est inscrit et il parvient à l'année de préparation du Certificat d'Etudes Primaires. Il n'est pas autorisé à s'inscrire à l'examen du Certificat en raison d'une attitude discriminatoire à son égard de son instituteur. Il exigeait en particulier de ses élèves qu'ils ne suivent pas parallèlement à l'école publique un enseignement d'arabe dans un établissement libre. L'attitude hostile et arbitraire de cet enseignant français a fortement contribué, nous dit M.S. Ramadhan, à le décider à s'éloigner de la langue et de la culture françaises, à s'en désintéresser et à s'orienter vers l'étude quasi exclusive

de la langue et de la culture arabes. « C'est depuis ce jour que s'est formé en moi un complexe négatif vis-à-vis des Français et de leur langue. » écrit-il.²

Parallèlement à sa scolarisation à l'école publique³, S. Ramadhan suivait l'enseignement d'une école libre. En plus de sa fréquentation de cette école, au sujet de laquelle les écrits disponibles de S. Ramadhan ne fournissent pas beaucoup d'informations, il suivait des cours que donnait à la mosquée Mohamed El Amîn Soltani. Ce dernier, précise S. Ramadhan, est le frère de Abdelatif Soltani⁴ qui a été l'un des dirigeants de l'AOMA et qui a acquis une importante notoriété dans les années quatre-vingt-dix par le radicalisme de ses opinions et de ses actions au sein du mouvement islamiste. M. S. Ramadhan dit ainsi avoir reçu de Mohammed El Amîn Soltani des enseignements de langue arabe, de jurisprudence, et d'exégèse coranique.

Après son départ de l'école communale le caractère informel de son éducation a tendu à s'accroître. Il est en effet devenu ouvrier dans un atelier de menuiserie, dont le patron était « ... un notable réformiste ». L'existence d'une certaine affinité entre la catégorie des artisans, avec les spécificités de statut et d'importance numérique qui étaient les siennes durant les premières décennies du XX^e siècle en Algérie, et d'autre part l'idéologie des lettrés dont beaucoup allaient rejoindre l'AOMA à partir de 1931, semble établie. Tout en assumant ainsi son travail à la menuiserie S. Ramadhan bénéficiait de la présence dans l'entourage de son employeur, et aussi de sa famille, de lettrés impliqués dans les mouvements religieux et culturels précurseurs de la fondation de l'AOMA. M. S. Ramadhan évoque ainsi l'influence qu'a eue sur lui le « mari de sa tante, qui était aussi l'ami de son père », et qui était un proche de Lamine Lamoudi. Ce parent lui avait en particulier fait connaître la poésie de Lamine Lamoudi. « Je connais encore par cœur beaucoup de pièces poétiques de Lamoudi » note ainsi M.S. Ramadhan en 2007.⁵

² Ramadhan Mohammed Salah, *fî nahari zoumra min asdiqâihi* ... Alger, Thala éditions, 2004, p. 17. Il précise dans cet ouvrage que sa décision de rompre avec l'école coloniale, avait été prise contre l'avis de son père et de son grand-père qui souhaitaient qu'il poursuive des études en français (*idem* p. 27).

³ S'il avait poursuivi sa scolarité quelques années de plus, S. Ramadhan aurait pu tenter de se faire admettre à la médersa de Constantine ; sa trajectoire sociale aurait été alors sans doute tout à fait différente.

⁴ Dans une note biographique manuscrite qu'il lui a consacrée, M. S. Ramadhan précise que Abdellatif Soltani (1903-1983) a assuré à El-Kantara, à la suite de son frère El-Amîn Soltani, des enseignements au milieu des années trente.

⁵ Ramadhan, M.S. *Chekhsîât thaqafiyya djazâiriyya*, 2007, p. 14.

El Kantara des années vingt et trente était dans le champ de la dynamique intellectuelle que la ville de Biskra toute proche avait connue à cette époque. « Biskra, écrit ainsi S. Ramadan, a été un temps un foyer de rayonnement culturel et le berceau d'une renaissance littéraire qui en faisait la rivale de Constantine et d'Alger. Biskra, ajoute-t-il abritait une élite de lettrés, d'intellectuels, de juristes (foukahâ) et d'étudiants venant du Souf, de Oued Righ, du M'zab. ». Cette ville, note encore S. Ramadan, abritait des personnalités comme « ...cheikh Tayeb El-Okbi, Lamine Lamoudi, le docteur Saadane, Mohammed El-Aïd Al Khalifa, Mohammed El-Azhari, Mohammed El-Hadi es-Senouci, El-Djouneidi, Ahmed Mekky, Ahmed Ibn El-Abed El-Okbi, Mohammed Kheir-Eddine, Hamza Boukoucha, Ali Ben Anane, Omar ben Elbeskri, El-Boudali Safir, Mohammed Abbassa, El-Azouzi Houhou, Ahmed ben ed-Darradji, Ali el-Mizabi, Mohammed El-Traboulsi, ..., Belkacelm El-Ghousseiri... »⁶

Bien qu'il ait cessé très jeune de suivre l'enseignement d'institutions éducatives structurées, M. S. Ramadhan a continué à élargir sa culture et à consolider sa maîtrise de la langue arabe. Il évoque ainsi par exemple les rencontres qui se tenaient lors de veillées qui réunissaient autour de son patron menuisier, et aussi lettré arabisant, des personnalités, la plupart d'entre elles proches du courant réformiste, et dont les propos sur les événements culturels et religieux du moment l'instruisaient⁷. « Ces veillées, écrit ainsi M.S. Ramadhan, ont été pour moi une sorte d'école... Elles ont contribué à me former avant que je rejoigne Ibn Badis »⁸.

A Constantine auprès d'Ibn Badis

C'est muni de cette instruction pour une grande part autodidactique et informelle, que S. Ramadan se rend en octobre 1934 à Constantine auprès d'Ibn Badis⁹. Il suit assidument pendant trois années les enseignements donnés par ce dernier, en particulier les séances régulières qu'il consacrait à l'exégèse coranique, et aux cours qu'il donnait sur le « Mouatta » de l'imâm Malek. Ces trois années d'apprentissage auprès d'Ibn Badis ont constitué un processus d'intégration définitive de S. Ramadan à l'univers du mouvement réformiste et à l'AOMA. On serait

⁶ *Idem*, p. 12.

⁷ Omar Carlier a montré l'important rôle joué par ces lieux de rencontre (naouâdi, cafés, etc.), dans le développement du mouvement national algérien durant les premières décennies du XX^e siècle (Voir Carlier Omar, *Entre nation et djihad, Histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de sciences po, 1995, p.193 sq.).

⁸ Ramadan M.S, *fî nadhari zoumra... op. cit.*, p. 28.

⁹ Notons que ce type de formation n'était pas sans solidité, puisque des poèmes de M.S. Ramadhan commencent à paraître dans la revue El-Chihâb, dès 1937.

tenté d'affirmer qu'il devient une sorte d'oblat de cette association¹⁰. Contrairement à beaucoup d'autres lettrés ayant appartenu à l'association réformiste ou ayant été formés par celle-ci, M.S. Ramadan n'a pu ajouter à sa formation badisienne celle d'autres institutions du Maghreb ou de l'Orient arabe. Il n'a pas non plus séjourné ni étudié à l'extérieur de l'Algérie, pendant la lutte de libération nationale.

Ibn Badis lui confia un enseignement dans une école de l'Association à Constantine, après qu'il ait eu suivi ses cours durant seulement trois années¹¹. M. S. Ramadan n'a cessé depuis lors d'« assumer diverses fonctions et tâches dans les institutions de cette Association, jusqu'à sa dissolution en 1956 par les autorités coloniales. Après 1962, la reprise officielle des activités de l'Association n'ayant pas été autorisée, il s'intègre, comme beaucoup d'autres lettrés de la mouvance réformiste, à différentes structures officielles relevant principalement des Affaires religieuses, puis de l'Éducation nationale.

Parce que le nombre de lettrés qui s'étaient joints à elle ou qui avaient déjà été formés par elle était, dans les années trente, réduit, l'Association était contrainte de confier des tâches diverses et en particulier des tâches pédagogiques à des personnes dont la formation n'avait pas été approfondie¹². En plus des fonctions d'enseignant qu'il eut à assumer dans l'école d'« éducation et d'enseignement » de Constantine, M. S. Ramadhan fut une sorte d'assistant d'Ibn Badis, chargé de donner deux séances quotidiennes de cours à des étudiants de première année dans une dépendance de la Mosquée Verte.

Mohammed Salah Ramadhan pédagogue

M. S. Ramadan n'a cessé d'exercer depuis cette période des fonctions et d'accomplir des travaux pédagogiques diversifiés : activités d'enseignant, de gestionnaire d'institutions éducatives, d'inspection, de rédaction d'ouvrages scolaires, etc. Il a ainsi pris une part très active à la

¹⁰ « J'ai côtoyé Ibn Badis six années, et je ne me séparais de lui que lorsqu'il voyageait, et pendant les périodes de vacances ou de repos ; je me suis ainsi imprégné de sa pensée, à laquelle je me suis conformé dans ma vie. » (*Ramadhan Mohammed Salah fi nadhari ... op. cit.* p. 19).

¹¹ Ahmed Hamani, note ainsi dans un texte écrit en hommage à M. S. Ramadhan, que, au moment où Ibn Badis avait fait de lui son assistant, « ...ce qu'il possédait en fait de science était limité et modeste, mais (ce savoir) était maîtrisé, bien appris et précis » Hamani Ahmed in *Mohammed Salah Ramadhan, fi nadhra zoumra...op.cit.*, p. 49).

¹² La possibilité de se rendre à Tunis pour étudier à la Zitouna existait pourtant déjà pour les lettrés liés à l'AOMA. Ahmed Hamani, par exemple, avait quitté Constantine en 1934 pour se rendre à Tunis et suivre les cours donnés à la Zitouna. On peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles M. S. Ramadan n'a pas suivi la même voie.

mise en place du réseau d'établissements d'« éducation et d'enseignement » que l'Association des oulémas a réussi à développer durant les années trente à cinquante, malgré toutes les difficultés liées à l'hostilité de l'administration coloniale, et la surveillance constante à laquelle celle-ci soumettait l'ensemble des activités de cette Association¹³.

La carrière de M. S. Ramadhan dans les institutions éducatives de l'AOMA, après sa période constantinoise, est liée aux efforts entrepris par les dirigeants de cette Association pour étendre son influence à l'Ouest de l'Algérie et pour éviter que celle-ci ne se limite à l'Est du pays, en particulier autour de ce pôle réformiste qu'était devenue Constantine¹⁴. On lui confia ainsi en 1944 la gestion de l'école de Relizane, charge qu'il occupa, tout en assumant celle d'inspecteur général, jusqu'en 1946. Cette activité pédagogique dans l'Oranie culmine avec sa désignation à la tête de « Dar El Hadith » à Tlemcen en 1946¹⁵.

L'institution « Dar el hadith » a été fondée en 1937 à Tlemcen par El-Bachir El-Ibrahimi qui fut son premier directeur ; elle était en particulier destinée à accueillir les élèves qui dépassaient le niveau d'instruction donné dans les écoles d'« éducation et d'instruction », dont le mouvement réformiste avait suscité la création dans différentes villes ou localités du pays. Son inauguration donna lieu à une grande cérémonie présidée par Ibn Badis, et a constitué une occasion pour les dirigeants de l'Association d'exposer les principes qui l'inspiraient, son mode d'organisation et ses ambitions sociales et implicitement politiques. Cet établissement dut toutefois fermer ses portes dès après son inauguration, l'administration coloniale ayant empêché son entrée en activité. Cette

¹³ On dispose de travaux divers sur l'organisation et les conditions d'implantation du « système éducatif » réformiste. (Voir Merad Ali, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris Mouton, 1967, et Turki Rabah, *El-ta'lim el-qaoumi ou el-chakhsiyya el-wataniyya*, Alger SNED, 1975).

¹⁴ « Nous étions, écrit M. S. Ramadhan, au sein de l'Association des oulama comme des arabes nomades, parcourant le pays en long et en large... construisant et édifiant les supports de notre personnalité algérienne ». (Ramadhan Mohammed Salah, *Sawanih oua irtisamat*,p. 42).

¹⁵ En 1946 fut également créée, au sein de l'AOMA, une commission chargée de l'enseignement ; cette commission était, aux dires d'Ahmed Hamani, une sorte d'« académie », qui avait pour fonction d'orienter l'activité éducative de l'ensemble des institutions liées à l'Association. Elle coordonnait en particulier le travail de plusieurs inspecteurs. M. S. Ramadhan a été un membre important de cette commission. La création de celle-ci constitue un indice de la volonté des dirigeants de l'AOMA de construire un système d'enseignement en quelque sorte homologue au système éducatif établi par l'administration coloniale. Parmi les missions de cette commission, il y avait celle d'arrêter les programmes à enseigner dans les écoles réformistes

décision de fermeture fut appliquée durant cinq années. Cette institution ne put ouvrir qu'en 1942, après l'arrivée des alliés en Afrique du Nord. Après que El-Bachîr El-Ibrahîmî eut été choisi pour succéder à Ibn Badis à la tête de l'AOMA, et qu'il s'installa à Alger, M. S. Ramadan assumait les fonctions de directeur de Dar el Hadith de 1945 à 1953.

L'importante activité pédagogique qu'il y déploya, en tant qu'administrateur et enseignant, était très représentative de la conception que les réformistes algériens avaient des finalités de l'éducation et des contenus que celle-ci devait transmettre dans le contexte de l'occupation coloniale. Cet établissement délivrait, en fin de cursus, un «certificat d'études primaires». Ainsi, en 1952 nous informe M. S. Ramadhan, 123 élèves ont obtenu cet examen, dont 35 issus de « Dar el Hadith ». Les établissements scolaires de l'Association visaient à faire acquérir à leurs élèves un bon niveau de connaissance et de pratique de la langue arabe, et à leur inculquer une éducation religieuse qui ne se fondait plus, comme dans les zaouias sur l'apprentissage par cœur de la totalité du texte coranique, mais plutôt sur l'apprentissage d'un ensemble de sourates qui font l'objet d'éclaircissements. On s'est aussi soucié dans ces écoles d'enseigner des rudiments d'histoire et de géographie¹⁶ de l'Algérie dans le but, en particulier, de tenter de remédier à l'ignorance quasi-totale dans laquelle étaient maintenus dans cette matière les élèves des écoles de l'administration coloniale. Mohammed Salah Ramadhan cite volontiers dans ses écrits des passages de textes d'El-Bachir El-Ibrahimi dans lesquels celui-ci insiste sur la primauté qui doit être donnée à l'éducation morale dans les écoles de l'Association. « El-Ibrahîmî écrit ainsi M. S. Ramadhan, considérait que l'éducation religieuse dans les écoles doit être obligatoire, au même titre que les sciences, la littérature et le calcul, car le besoin qu'a la nation en hommes d'une solide formation religieuse et morale, et d'un très bon comportement général est plus important qu'en savants dont la foi et la moralité seraient faibles ... »¹⁷. La pédagogie « mixte » mise en œuvre par l'Association des oulémas, durant environ un quart de siècle, en Algérie, dans laquelle des éléments empruntés à l'école française (utilisation d'un mobilier scolaire de type occidental, programmation horaire des enseignements, diversification des matières enseignées, etc.) sont combinés à des éléments de la pédagogie

¹⁶ Mohammed Salah Ramadhan est ainsi l'auteur d'une « *Géographie de le l'Algérie et du monde arabe* ». Rappelons que Tewfik El-Madani a aussi écrit un manuel de Géographie de l'Algérie (*Djoughrafiat al-qutr al djazâiri li-l-nâchia*, 2^{ème} édition, Alger, 1952).

¹⁷ Ramadhan Mohammed Salah, *Commémoration littéraire de la visite de la troupe égyptienne à Dar-el-Hadith*.

traditionnelle (apprentissage « par cœur » de sourates, apprentissage des pratiques rituelles, initiation à l'exégèse coranique, etc.) a conduit à la formation de plusieurs promotions d'intellectuels maîtrisant l'usage de la langue arabe à un niveau élevé, et porteurs d'un habitus culturel où l'imprégnation religieuse cohabite avec la volonté de s'intégrer, aux plus hauts niveaux possibles, aux institutions de l'Algérie post-coloniale.

Parmi les aspects de « modernisation » de l'enseignement donné dans le réseau d'écoles réformistes, appliqués par S. Ramadan à l'Institut « Dar-el-Hadith », on peut évoquer la pratique du chant, celle d'une certaine forme de mixité, différentes activités d'animation culturelle, etc.

Dans le travail pédagogique de M. S. Ramadhan, le recours au chant, comme moyen d'éducation linguistique, morale et politique, figure en bonne place. Les chants et les hymnes exécutés dans les chorales formées dans les établissements réformistes et dans « Dar-el-Hadith » étaient très souvent des pièces poétiques (*kasā'id*) écrites par des membres du corps enseignant relevant de l'Association, ou de lettrés proches de celle-ci. M. S. Ramadhan a ainsi composé lui-même un nombre considérable de textes en vers dont certains étaient destinés à être chantés¹⁸. C'est le cas par exemple du texte qu'il a écrit pour le groupe scout auquel il s'était joint en 1936.

Activités au sein du mouvement scout

A côté de son activité d'enseignant, d'inspecteur, ou d'administrateur d'établissement scolaire, S. Ramadan a déployé, plusieurs décennies durant, une activité considérable au sein de groupes de scouts qui étaient sous l'influence de l'AOMA. Il apparaît ainsi que, jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, Salah Ramadan s'est exclusivement consacré à l'Association et aux organisations inspirées ou influencées par celle-ci. Il fait ainsi lui-même le récit des circonstances dans lesquelles il est entré dans le scoutisme : « Le 27 mai 1935, s'est formé à l'initiative d'un groupe de jeunes algériens réformistes, à Constantine, une association algérienne de scoutisme comprenant des enfants de familles respectées dans la ville, comme les familles Bellatar, Belamouchi, Beloucif, Beldjoudi, Ibn Chabane, Ibn Teliss ; ils constituèrent ainsi un groupe scout qu'ils ont appelé le "groupe el-radjà" ; ils se placèrent sous la présidence d'honneur du cheikh Ibn Badis... » « J'ai rejoint ce groupe,

¹⁸ M. S. Ramadhan a regroupé l'ensemble des textes versifiés qu'il a publiés depuis 1937, dans un recueil intitulé « *chadhayā oua choudhour* », Alger, ENAG, 2008.

poursuit S. Ramadan, en tant qu'éducateur et conseiller(1936) »¹⁹. C'est ainsi, dans le cadre de ses activités dans les groupes de scoutisme du constantinois, qu'il s'est rendu en 1951 en Espagne, et en 1955 à Varsovie, où il a participé au Festival Mondial de la Jeunesse.

Cette activité multiforme, assumée dans le cadre de l'Association des oulémas, s'est poursuivie jusqu'à la cessation des activités de cette dernière en 1957, environ trois années après le début de la lutte de libération nationale, « ...conformément, écrit S. Ramadan... à l'ordre du Front de Libération Nationale, d'intégrer toutes les organisations, associations et partis à la révolution... »²⁰.

Durant les années de la guerre de libération nationale, Mohamed Salah Ramadan n'a pas quitté l'Algérie ; il s'est installé dans le quartier de Kouba où il a assumé des activités clandestines : il a été, dit ainsi de lui Ahmed Hamani, membre de la section FLN de Kouba, et membre du tribunal civil du Front pour la capitale, et a accompli des missions qui lui avaient été confiées par la wilaya II, puis par la Wilaya VI²¹.

Après l'indépendance

Dans les activités qui ont été les siennes après l'indépendance on peut distinguer deux périodes, celle où M.S. Ramadhan occupe des fonctions assez élevées dans la hiérarchie administrative de l'Etat qui se construit puis celle où il choisit d'être professeur de langue arabe au lycée Hasssiba Ben Bouali, de Kouba, sans toutefois renoncer à faire partie de différentes structures comme le Haut Conseil Islamique ou le Comité Central du FLN ou encore l'Union des Ecrivains Algériens , et aussi à avoir une activité de conférencier et d'écrivain.

Son premier poste paraît se situer dans le droit fil de la carrière qui avait été la sienne au service de l'AOMA : il est en effet nommé dès octobre 1962 au poste de directeur de l'enseignement religieux au Ministère des Habous (devenu plus tard ministère des Affaires Religieuses). A ce titre, il prend une part importante à la mise sur pied des premiers Instituts Islamiques. Pour assurer l'encadrement pédagogique de ces instituts, il fait appel à des enseignants de différentes

¹⁹ Ramadhan M. S, *el-kachafa el-islamiyya el-djazâiriya*, Alger, 2003, pp. 10-11, (traduit par moi, H .M.).

²⁰ Ouvrage collectif, *Mohammed Salah Ramadhan fi nadhari zoumra min... op. cit.* p.11

²¹ *Idem*, p. 57.

nationalités arabes, dont beaucoup d’Egyptiens souvent issus d’El Azhar²².

Le ministère des Habous avait à sa tête au moment où S. Ramadan y occupait un poste de direction, Tewfik el Madani, qui avait été l’une des personnalités les plus en vue de l’Association des Oulémas. M.S. Ramadhan quitte le Ministère des Habous dès octobre 1964 pour gagner celui de l’Education Nationale, où il prend un poste de professeur de langue arabe au lycée de jeunes filles Hassiba Benbouali. M. S. Ramadhan, qui aurait pu en raison de son remarquable parcours dans l’Association des Oulémas, prétendre à occuper des postes élevés dans l’Administration ou dans les structures du Parti Unique, choisit de vivre loin des « feux de la rampe ». Il aurait pu aussi comme l’ont fait plusieurs intellectuels de sa génération ayant appartenu à la mouvance réformiste, s’engager dans une carrière universitaire. Ce parti pris de réserve était-il seulement lié à des caractéristiques du tempérament de Salah Ramadan et faut-il s’arrêter aux explications qu’il en donne lui-même, à savoir qu’il voulait disposer de beaucoup de temps à consacrer à l’éducation de ses enfants, ou bien représente-t-il une prise de position plus fondamentale ? M. S. Ramadhan n’a certes pas renoncé à prendre part, en plus de l’exercice de sa profession d’enseignant²³, à des activités diverses au sein d’institutions officielles ou quasi-officielles (il a ainsi été membre du Haut Conseil Islamique dans les années quatre vingt, membre du Conseil National de la Culture en 1990, membre de la Commission Nationale de l’UNESCO pour l’Algérie). Il a occupé néanmoins ces diverses fonctions avec une certaine discrétion. Durant le temps où il a exercé son métier de professeur, puis pendant ses années de retraite (de 1980 à 2008, année de sa mort), M.S. Ramadhan a fait éditer ou rééditer des textes de différentes sortes composés à des moments différents de sa vie. Ainsi entre 1964 et 2007, on ne compte pas moins de 22 publications, allant du recueil de poèmes dont certains remontent aux années trente, au récit de voyage ou à la réédition de manuels scolaires ou encore de recueils de conférences.

²² M. S. Ramadhan est ainsi l’auteur, en collaboration avec un professeur de nationalité égyptienne, d’un choix de textes de littérature arabe, destiné aux élèves de ces instituts. Le premier tome de cet ouvrage qui en compte trois et qui a connu deux rééditions, comprend 65 textes dont le contenu est dans une grande mesure d’inspiration religieuse et morale, et dont les auteurs sont fréquemment (22 sur 65) des personnalités de la mouvance réformiste.

²³ Aux dires de ses proches, M. S. Ramadhan exerçait son métier de professeur avec beaucoup de sérieux, dans le droit fil de la conscience professionnelle qui avait été la sienne dans les activités pédagogiques qu’il assurait dans le cadre de l’AOMA.

Persistance de la culture réformiste

La multiplicité et la diversité de ces textes, dont les dates de parution jalonnent toute la vie d'adulte de leur auteur, offrent l'avantage de pouvoir s'interroger sur le degré auquel les caractéristiques de la culture réformiste très tôt assimilée par lui, ont continué à déterminer, même après 1962, c'est-à-dire dans un contexte sociopolitique très différent, ses jugements éthiques, culturels et sociopolitiques.

On peut ainsi noter par exemple que l'admiration qu'il a toujours manifestée pour les principaux dirigeants de l'Association est restée entière jusqu'à la fin de sa vie. Nombreuses sont également les personnalités de sa génération ou plus jeunes que lui, ayant appartenu au mouvement réformiste, avec lesquelles il n'a cessé d'entretenir des relations de travail et d'amitié.

Au sommet de ce panthéon se trouve bien entendu Ibn Badis, dont il avait été très proche de 1934 à sa mort en 1940. Mohammed Salah Ramadhan a été le premier lettré de la mouvance réformiste à éditer ou rééditer, après 1962, des textes d'Ibn Badis. Il fait publier ainsi en 1966 sous le titre de « tafsîr Ibn Badis » le commentaire du Coran que ce dernier avait exposé à ses élèves durant environ vingt ans à Constantine et que Mohammed Salah Ramadhan avait en partie suivi²⁴.

Parmi les autres dirigeants, c'est à El-Bachir El-Ibrahimi, dont Salah Ramadan avait été très proche jusqu'à son départ pour le Moyen Orient en 1953, qu'il voue la considération la plus grande. Il évoque souvent, à diverses occasions après 1962, en des termes dithyrambiques l'œuvre accomplie par El-Ibrahimi à la tête de l'Association, en particulier l'extension et la consolidation du réseau scolaire de celle-ci, le renforcement de l'influence de la presse réformiste, etc. A travers cette insistance sur les qualités d'organisateur et d'écrivain virtuose de la langue arabe, c'est son attachement fondamental à la culture réformiste badisienne que M. S. Ramadhan exprime.

La fidélité à cette culture n'inclut néanmoins pas d'animosité particulière vis-à-vis de la société algérienne postcoloniale, et de ses instances étatiques qui n'ont pas autorisé la survie institutionnelle de l'Association et qui n'ont recueilli que partiellement l'héritage culturel de celle-ci.

²⁴ Sur l'exégèse coranique badisienne voir Merad Ali, *Ibn Badis, commentateur de Coran*, Alger, SNED, 1970. Ali Merad signale dans son ouvrage l'édition des textes d'Ibn Badis par M. S. Ramadhan, dans un court addendum critique (voir p. 250).

Les jugements de M.S. Ramadhan manifestent souvent tout à la fois de la fidélité à l'œuvre de l'Association et aussi une certaine tolérance vis-à-vis des courants intellectuels se différenciant des principes ou de l'éthique du mouvement réformiste algérien, ou de l'évolution de personnalités ayant appartenu à l'Association.

Significative est à cet égard son interprétation de la prise de distance de Tayeb El-Okbi par rapport à l'Association des oulémas, à partir de 1938. Tout en faisant observer que ce dernier n'a jamais formellement rompu avec l'Association, il souligne que malgré le choc qu'a constitué pour lui son emprisonnement en août 1936, à la suite du meurtre du muphti malékite d'Alger le cheikh Mahmoud ben Daha dit Kahoul, il a poursuivi son œuvre d'éducateur religieux que rendaient particulièrement efficace ses talents d'orateur²⁵.

Une des raisons pour lesquelles M.S. Ramadhan se montre « compréhensif » à l'égard de Tayeb El-Okbi est, sans doute, que sur la question des confréries et du type de soufisme que pratiquent celles-ci, il a continué à se sentir en accord avec ses idées. Ainsi, dans un ouvrage publié en 2007, « *chakhsiât thaquâfiyya djazâiriyya* », M. S. Ramadhan rappelle la vive opposition de Tayeb El-Okbi, aux confréries et à leur vision de l'islam, opposition qu'il approuve en précisant que les adeptes des confréries, « ...ne connaissent du « wahabisme » que son opposition au confrérisme, et considèrent cette doctrine, hanbalite et sunnite, comme hétérodoxe et déviante par rapport au sunnisme et à la Communauté, alors que ce sont les adeptes des confréries qui sont déviants et innovateurs, et ignorants des doctrines du sunnisme et de la Communauté »²⁶. M. S. Ramadhan trouve toutefois trop violente la forme dans laquelle T. El-Okbi exprimait habituellement ses critiques aux adeptes du confrérisme et regrette qu'il ne se soit pas sur ce point inspiré du style plus souple, dont usait « son maître Ibn Badis avec les adversaires de la réforme et ses contempteurs »²⁷.

Parmi les personnalités ayant appartenu, à différents niveaux de responsabilité ou de renommée, à l'AOMA, et évoquées par M.S. Ramadhan dans ses écrits, la seule envers laquelle il manifeste une

²⁵ Bien que s'étant, dans les faits, écartés de l'AOMA, Tayeb El Okbi a poursuivi son activité de prédicateur au Cercle du Progrès.

²⁶ Mohammed Salah Ramadhan, *chakhsiyyât thaqâfiyya djazâiriyya*, p. 43, (traduit par moi H. M.).

²⁷ *Idem*, p. 66. Dans ses textes sur les leaders du réformisme algérien, M. S. Ramadhan s'est attaché à montrer que Tayeb el Okbi avait été l'auteur d'une œuvre poétique considérable restée assez méconnue (Cf. M. S. Ramadhan, *chakhsiat thaquafiyya djazâiriyya*, *op. cit.* p. 46)

certaine hostilité est Tewfik El Madani. Ce sont principalement les affirmations de ce dernier dans ses mémoires « Hayât kifâh » concernant son rôle personnel dans l'évolution du mouvement réformiste en Algérie, et dans l'action de l'AOMA, qui ont suscité l'ire de S. Ramadan, le conduisant à révéler le peu de sympathie qu'il éprouvait pour lui. M. S. Ramadhan s'emploie à établir dans un texte rédigé au lendemain de la parution des mémoires de Tewfik el Madani, documents à l'appui, que ce dernier a largement exagéré le rôle et l'influence qui avaient été les siens dans les mouvements réformistes et sa tendance à s'attribuer des vertus de patriote et de stratège politique, qui ont été loin d'avoir véritablement inspiré ses prises de position et ses actions réelles. Il relève ainsi dans ses écrits bien des contre-vérités historiques comme, par exemple, celle qui consiste à dire que le Destour tunisien a eu une influence importante sur le mouvement réformiste algérien²⁸.

Fidélité à la perception réformiste du confrérisme

La tendance qui s'est manifestée en Algérie vers le milieu des années quatre-vingt, en particulier dans les milieux officiels, à adopter vis-à-vis des confréries et des zaouias des attitudes plus positives et à atténuer les incriminations concernant leurs relations avec l'administration coloniale, ne semble pas avoir conduit M.S. Ramadhan à s'écarter sensiblement de l'opinion des principaux dirigeants de l'AOMA sur ces institutions et leurs adeptes. Cette fidélité à ce point de la doctrine réformiste apparaît clairement dans un opuscule publié en 2007 et intitulé « el-islâh el-islami oua el-tasawwouf el-mounharaf » dans lequel, s'appuyant entre autres sur des textes de Moubâarak el-Mîlî, il fustige les formes dévoyées du soufisme dont se réclament les confréries religieuses. « Quand, écrit M.S. Ramadhan, on prend le livre de la Tidjaniyya, ou ceux d'Ibn Alioua, ou d'Ibn Tounès, ou les déclarations des soufis appartenant aux différents ordres confrériques, on y trouve de la dissolution, du blasphème, de l'athéisme, choses inadmissibles pour un croyant et mêlées à des conduites d'ascétisme et des formes dégradées de religiosité »²⁹.

L'intransigeance que manifeste ainsi M.S. Ramadhan sur la question des confréries et des zaouias contraste avec les formes d'acceptation de visions ou de conduites modernistes dont il a pu faire preuve dans d'autres domaines. On peut voir par exemple dans l'enthousiasme et le

²⁸ C'est dans des textes non édités aimablement communiqués par la famille de Mohammed Salah Ramadhan, que nous avons relevé ces opinions concernant Tewfik el Madani.

²⁹ *Idem*, p. 13

plaisir avec lesquels il reçoit en février 1950 la troupe de théâtre égyptienne dirigée par Youcef Ouahbi, venue visiter l'Institut « Dar el hadith », dont il était alors directeur, l'indice d'une attitude non ascétique ouverte sur ce que l'on pourrait appeler des dimensions esthétiques et pour ainsi dire profanes de la vie sociale. « Toutes les organisations musulmanes tlemceniennes, note ainsi S. Ramadan, ont fait fête à l'envoyé de l'Orient et à l'ambassadeur de la terre de "el kanana", et de brillants banquets et séances littéraires furent organisés en son honneur et celui de sa troupe, preuve décisive de l'attachement de la nation algérienne à l'Orient et à l'arabité »³⁰.

Récits de voyage et ouverture à l'autre

Cet intérêt pour des institutions ou des activités sans rapport direct avec des institutions ou des pratiques liées à la culture musulmane se manifeste aussi dans les écrits que M. S. Ramadhan a consacrés à ses voyages dans les pays européens. Sa participation au Festival Mondial de la Jeunesse, qui s'est tenu à Varsovie en 1955, lui a permis non seulement de séjourner une dizaine de jours dans cette capitale d'un des pays du bloc de l'Est, mais aussi de visiter plusieurs autres capitales occidentales. Les observations qu'il consigne à cette occasion, dans ses carnets, manifestent, vis-à-vis de divers aspects du mode de vie européen, plus fréquemment de la sympathie que du rejet. On ne note pas dans son ouvrage relatant son voyage et publié en 2004 de condamnation explicite du régime communiste et de son athéisme officiel. Faut-il y voir l'effet de la conviction que les problèmes de l'Europe étant ceux d'un univers culturel radicalement différent de ceux du monde arabo-islamique, le regard que l'on peut porter sur eux peut être empreint d'une certaine neutralité ? Il rédige aussi à l'occasion de cette visite en Pologne un poème dans lequel il promet aux polonais un avenir radieux au sein du régime politique qui est désormais le leur³¹.

Le regard qui est celui de Mohammed Salah Ramadhan sur la société algérienne postérieure à l'indépendance apparaît ainsi tout à la fois fortement influencé par les principes de la culture réformiste algérienne, telle qu'elle avait été formulée et mise en pratique par ses leaders, et aussi

³⁰ Ramadhan, Mohammed Salah *el-dhikra el-adabiyya li ziarat el firka el misriyya li dâr el-hadîth bitilimsan, bi riâsat nâbigha el masrah el arabî el ustadh Youcef Ouahbî*, Ministère des affaires religieuses, 2003, p. 6.

³¹ Ramadhan Mohammed Salah *sawanih oua irtisamât, 'abir sabil* Alger 2004, Editions du Haut Conseil pour la langue arabe, p. 186. L'auteur situe explicitement ses relations de voyage dans la tradition de la *rihla*, genre classique de la littérature arabe.

compréhensif et relativement tolérant vis-à-vis d'aspects de la vie sociale qui évoluent selon des normes qui diffèrent de l'idéal qui s'était construit dans les diverses formulations de la doctrine réformatrice ; c'est ainsi par exemple que l'importance qu'a conservée la position de la langue française en Algérie, des décennies après l'indépendance, ne semble pas avoir représenté pour lui une situation dramatique justifiant une mobilisation agressive en faveur d'une arabisation intégrale. Dans les écrits de M. S. Ramadhan que j'ai pu consulter, on ne trouve pas de texte d'incrimination des francisants ou des appels à l'application d'une politique radicale ou coercitive d'arabisation. Il apparaît, à travers ses écrits et ses différentes formes de participation à la vie publique, que le réseau de relations professionnelles, amicales et culturelles au sein duquel il n'a pas cessé d'évoluer, est resté principalement celui constitué par des personnalités appartenant à plusieurs générations d'intellectuels ayant été directement ou indirectement en liaison avec le courant réformatrice algérien.

Bibliographie

- Carlier, Omar, *Entre nation et djihad, histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris Presses de sciences po. 1995.
- Elcorso, Mohammed, *Politique et religion en Algérie, l'islah, ses structures et ses hommes, le cas de l'Association des « ulama » musulmans algériens en Oranie 1931-1989*, thèse unique, Paris, 1989.
- Haddab, Mustapha, *Histoire et modernité chez les réformistes algériens* in Vatin (ed.) *Connaissances du Maghreb, sciences sociales et colonisation*, Paris, Editions du CNRS, 1984.
- Haddab, Mustapha, *Les intellectuels et le statut des langues en Algérie*, Thèse pour le doctorat d'Etat, Paris VII, 1993.
- Haddab, Mustapha, *Usage des manuscrits et représentation de la recherche historique chez el Mehdaoui Bouabdelli*, in Sami Bergaoui et Hassan Remaoun (coordinateurs), *Savoirs historiques au Maghreb*, CRASC, 2006.
- Mac Dougall, James, *History and the culture of nationalism in Algeria*, New York, Cambridge, University Press, 2006.
- Mac Dougall, James, « La mosquée et le cimetière, espaces du sacré et pouvoir symbolique à Constantine en 1936 », in *Insaniyat*, Oran, juin 2008.
- Merad, Ali, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris, Mouton, 1967.
- Merad, Ali, *Ibn Badis, commentateur du Coran*, Alger, SNED, 1970.
- Ramadhan, Mohammed Salah, *El dhikra el adabiyya li ziarat el firka el misriyya li dâr el hadîth bitilimsan*, Dar-el-Hadith, Tlemcen 1950.
- Ramadhan Mohammed Salah, *El kachafa el islamiyya el djazâiria*, Alger, 2003.
- Ouvrage collectif, *Ramadhan, Mohammed Salah fi nadhari zoumra min asdiqâihi...* Alger, thala éditions, 2004.

- Ramadhan, Mohammed Salah, *Chekhsîât thaqafiyya djazâiriyya*, Alger, 2007.
- Ramadhan, Mohammed Salah, *Chadhayâ oua choudhour*, Alger, ENAG, 2008.
- Ramadhan, Mohammed Salah, *Saouânih oua irtisamât*, Alger, éditions Haut Conseil à la Langue Arabe, 2004.
- Turqui, Rabah, *Al-ta'lim al-quaoumi oua al chakhsiyya al ouataniyya*, Alger, SNED, 1975.

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Mustapha Gahlouz, *Les qanouns kabyles. Anthropologie juridique du groupement social villageois de Kabylie*. Paris, L'Harmattan, 2011, 298 p.

L'ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2002 à l'EHESS, nous propose une herméneutique des qanouns ou ensemble de coutumes et de règles de vie dans les villages kabyles. L'auteur s'appuie sur une analyse d'un corpus de ces qanouns, recueillis à la fin du XIX^e siècle, pour étudier les rapports sociaux dans la société kabyle ancienne. L'étude du système juridique a montré que l'assemblée des hommes, bien que pourvue de prérogatives importantes en matière d'administration de la justice, n'en est pas l'instance exclusive ; autrement dit, en tant qu'espace d'autorité cette assemblée est en interaction avec d'autres espaces d'autorité sociale : les espaces fondamentaux comme l'espace parental, territorial et contractuel.

L'espace parental est, selon l'auteur, particulièrement prégnant dans la société kabyle traditionnelle où le système de parenté est un système de représentation. La généalogie y constitue un moyen de reconnaissance des individus et en même temps un objet de stratégies d'inscription dans cet espace ou l'inscription ne se fait pas spontanément. Elle se manifeste, lors des cérémonies et rites de passage intégrant l'individu, dans le groupe d'appartenance et lui transmettant un patrimoine culturel.

En ce qui concerne l'espace territorial, dans les qanouns, les représentations territoriales instaurent une nette séparation entre l'intérieur et l'extérieur. Cette séparation se dévoile, non seulement, à travers la coercition à laquelle recourent la maîtrise et le contrôle de l'espace, mais aussi, à travers tous les mécanismes qui contribuent à recréer ou à maintenir la coopération interne. Pour maîtriser le problème de ses espaces et frontières, la société kabyle traditionnelle a recours à divers procédés, notamment les moyens juridiques de contrôle, d'admission et de séjour d'étrangers sur son territoire.

En matière d'espace contractuel, si de nombreuses relations régissent la société kabyle traditionnelle, les relations sociales dont rendent compte les qanouns plaident plutôt pour la thèse de la coexistence de relations contractuelles et statutaires dans cette société. Le statut et le contrat s'ils instituent des relations juridiques d'échange, ils les inscrivent dans des cadres différents. Chaque société choisit un cadre plutôt que l'autre

suisant que l'individu est conçu comme sujet individuel disposant d'un pouvoir propre ou comme membre d'un ou plusieurs groupes. C'est à cette coexistence du statut et du contrat que renvoient les qanouns kabyles.

Cet ouvrage nous a permis de comprendre que la sacralité de l'espace ne tire pas sa validité uniquement que de l'idiologie ambiante, comme il nous a permis de voir que les qanouns réfèrent, entre autre, à un univers religieux.

Aïcha BENAMAR

NOTES DE LECTURE

Commentaire de l'ouvrage de Vincent LEMIRE, *La soif de Jérusalem. Essai d'hydrohistoire (1840-1948)*, Publications de La Sorbonne, 2010, 663 p.

Cet ouvrage de Vincent Lemire, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris Est, est à la fois dense par sa forme et son contenu (il est long de 573 pages de texte agrémentées de nombreux documents-annexes) et novateur en de multiples aspects. Fruit d'un travail de doctorat, il donne à voir l'histoire urbaine de Jérusalem à travers une porte d'entrée peu investie et rarement documentée : l'eau. Cet angle de vue permet à l'auteur de démythifier le passé de la ville en donnant à voir son caractère profane saisi à l'aune des réseaux techniques urbains ainsi que d'actions et d'enjeux de vie au quotidien.

Une approche originale de Jérusalem : l'hydrohistoire

L'ouvrage part des années 1840, au moment où la croissance démographique et urbaine naissante de Jérusalem fait émerger une certaine « obsession hydraulique » (page 25) parmi la population, et s'achève en 1948, alors que la construction de la grande canalisation de Ras el-Aïn quelques années plus tôt a doté la ville d'un réseau d'adduction d'eau potable « moderne » et que « la soif de Jérusalem » est désormais une question résolue sur le plan technique. Le suivi du jeu complexe d'acteurs parties prenantes de la gestion des ressources hydrauliques et de l'action publique qui y est relative sert d'observatoire à l'analyse de processus et dynamiques socio-politiques rarement soulignés dans les études de cas sur Jérusalem, tels l'existence d'une société urbaine avec ses codes de citadinité et ses notables, la formation de catégories sociales et de conflits de « classes », ou encore l'émergence d'une opinion publique locale et d'espaces de débat. En cela, l'ouvrage pousse à regarder autrement Jérusalem, d'ordinaire appréhendée selon des problématiques plutôt géopolitiques ou communautaires, et démontre très largement la pertinence de la nouvelle méthode historique dont V. Lemire se fait le défenseur : l'hydrohistoire.

La « soif de Jérusalem » est organisée autour de trois « temps » historiques qui, sans constituer des périodes chronologiques étanches, permettent de saisir des césures spécifiques sans pour autant nier l'existence de permanences sur la longue durée. Les césures révèlent une

alternance des acteurs-clés impliqués dans l'appropriation et/ou la gestion des ressources hydrauliques.

Le premier temps historique court ainsi de 1840 à 1880 et met en scène les voyageurs, philanthropes et surtout, archéologues européens, qui cherchent à faire renaître « l'âge d'or » de la Jérusalem biblique au travers des traces laissées par les anciennes canalisations et sources d'eau de la ville - ce que V. Lemire nomme joliment « la mémoire de l'eau ». Ce faisant, ces érudits contournent la ville réelle et effacent de leurs descriptions et analyses de nombreux aspects de l'histoire ottomane. Derrière les récits de voyageurs et les publications de scientifiques, l'ouvrage montre bien toutes les ambiguïtés des entreprises coloniales de l'époque qui mêlent logiques financières et spéculatives, rhétorique du don et messianismes religieux. Il souligne aussi qu'au-delà d'un même objectif de contrôle des lieux et temporalités, les missionnaires – en particulier, britanniques et français - se livrent, par chancelleries interposées, une concurrence sans merci afin d'assurer la défense respective, qui du message liturgique et des ambitions évangéliques, qui de la « bonne parole » et des intérêts catholiques en Terre Sainte.

Le deuxième temps historique mis en avant dans cette étude est celui des ingénieurs, qui prennent le relais des philanthropes entre 1860 et 1910 et assoient leur hégémonie en se posant comme « experts » incontournables de la question de l'eau. V. Lemire parle alors du « temps de l'administration de l'eau », durant lequel l'administration du waqf d'abord, puis le gouverneur de la ville et, enfin, la municipalité, s'emparent de la question hydraulique pour en faire un symbole et l'outil d'une souveraineté politique contre la tendance des puissances coloniales, notamment britanniques, et des communautés religieuses, à l'appropriation des citernes et réseaux hydrauliques de la ville. La bataille des « citernes des Dames de Sion » - magistralement rendue ici -, qui oppose, durant l'été 1870, la municipalité de la ville soutenue par le Gouverneur et ses troupes, aux soeurs catholiques des Dames de Sion appuyées, elles, par le Consul Général de France à Jérusalem, en est un exemple révélateur : partie d'une simple querelle de voisinage, la bataille se transforme en véritable affaire d'Etat et se conclut par l'édification d'un mur « de compromis » au milieu de la citerne afin de démarquer deux espaces de souveraineté distincts. A partir des années 1880, dans un contexte d'expansion démographique de la ville et d'extension des quartiers en dehors des murailles historiques, l'institution qui s'impose comme principale autorité gestionnaire de l'eau devient la municipalité. La figure de l'ingénieur municipal émerge alors du fait, notamment, de l'entrée en scène de Georges Franghia, sujet ottoman d'origine grecque,

ingénieur de son état, qui contribue à la sécularisation du dossier hydraulique de Jérusalem, en éliminant des rapports d'évaluation réalisés sur la ville, toute référence biblique et en abordant la question du seul point de vue technique. L'heure est alors à la rupture avec l'ordre ancien : il s'agit de projeter ce que seront, demain, les besoins en eau de la ville et de contribuer, par l'exploitation de sources alternatives et la construction de canalisations nouvelles, à la modernisation du réseau.

Enfin, le troisième temps historique est celui des militaires (1900-1940). Il coïncide avec le remplacement des autorités impériales ottomanes par les forces britanniques qui, dès leur arrivée en 1917, militarisent la gestion de l'eau pour répondre aux besoins de leurs troupes d'occupation. Puis, après un transfert du dossier à une administration civile « autochtone » - l'institution municipale, dont les différents pôles de décision sont de plus en plus sujets à ce que V. Lemire appelle une « véritable 'aimantation' communautaire » (page 551) et sont, de ce fait, de moins en moins neutres politiquement -, les autorités mandataires britanniques remilitarisent le contrôle de la politique de l'eau afin de contrer les premiers actes de « la guerre de l'eau » (page 355). Il est vrai que celles-ci ont à agir dans un contexte marqué à la fois par l'émergence d'un activisme sioniste et la structuration d'un discours palestinien de contestation nationaliste qui, tous deux, se cristallisent autour d'enjeux hydrauliques. Ainsi, du côté de la communauté juive de Jérusalem et du mouvement sioniste, les leaders du sionisme « pratique » défendent l'idée d'une conquête matérielle immédiate du territoire palestinien par la prise de contrôle des réseaux techniques urbains. Ces derniers cherchent donc à remporter les différentes adjudications de marchés publics organisées dans la cité ainsi qu'à prendre le contrôle financier des entreprises concessionnaires de travaux publics. Or, un tel militantisme contribue à la politisation du dossier de l'eau à Jérusalem. Plus encore, il conduit à l'instauration progressive de « fractures hydrauliques » (page 475) entre la partie occidentale de la cité, peuplée principalement d'immigrants juifs récemment installés dans des nouveaux quartiers raccordés au réseau d'adduction d'eau « moderne », et la partie orientale de la cité, arabe dans sa grande majorité et quasi exclusivement approvisionnée par des moyens « traditionnels », telles les sources et les citernes. Judéisation démographique et judéisation hydraulique vont ainsi de pair à Jérusalem à compter des années 1920. Le travail de V. Lemire révèle ici que les autorités britanniques encouragent, à certains égards, ce double processus - sans, pour autant, en avoir l'intention initiale -, car elles mènent une politique de « grands travaux » qui, pour des raisons d'ordre pratique et patrimonial, contourne largement le cœur historique de la ville. Du côté

palestinien, la judéisation de la ville et la judéisation du réseau d'eau sont progressivement interprétées comme des signes annonciateurs d'une volonté d'accaparement de la terre et des ressources de la Palestine par le mouvement sioniste, ainsi que comme le résultat d'une politique, par trop attentiste, des autorités mandataires. L'épisode de la crise d'Ortas de 1925 –déclenchée par une décision britannique de contournement des eaux du village afin d'alimenter en eau Jérusalem qui souffre d'un déficit pluviométrique - est, en ce sens, révélateur de l'émergence, au sein de la paysannerie palestinienne notamment, de revendications d'appartenance à une identité nationale spécifique, décrite comme particulièrement menacée. Il en est de même lors de la « grande révolte arabe » de 1936, quand des actes de sabotage perpétrés à l'encontre de la nouvelle canalisation qui approvisionne Jérusalem et, plus particulièrement, ses quartiers juifs « occidentaux », le sont au nom de la défense d'une identité arabe palestinienne et de la nécessité d'une lutte contre la spoliation orchestrée par la politique de colonisation sioniste.

Au-delà des acteurs qui s'inscrivent en rupture, par leurs discours et/ou leurs pratiques, avec l'ordre hydraulique préexistant, l'étude de V. Lemire souligne l'existence de nombreuses permanences dans la gestion de l'eau à Jérusalem. En premier lieu, tous les acteurs considérés investissent le secteur des réseaux hydrauliques, parce que ces derniers constituent des marqueurs de l'espace et du temps qui permettent d'asseoir des positions plus ou moins hégémoniques face à leurs concurrents potentiels et de développer des stratégies d'occupation de terrain. A cet égard, le recours constant à la rhétorique de la générosité et à une logique du don dissimule des préoccupations de contrôle. En second lieu, l'attentisme et le « bricolage » constituent les modes privilégiés de gestion du problème hydraulique à Jérusalem par les acteurs publics (qu'ils soient Ottomans ou Britanniques), alors que les discours performatifs sur la grandiloquence de l'action sont légion. Les crises pluviométriques nombreuses que connaît Jérusalem à l'époque étudiée sont particulièrement révélatrices de processus décisionnels « ralentis » ou « bloqués » soit, par des « pesanteurs » bureaucratiques, soit par l'absence de volonté politique, soit par la permanence de problèmes techniques ou encore le manque de moyens financiers. Enfin, ce qui frappe, à la lecture de l'ouvrage, c'est combien le basculement de la Palestine dans la « modernité » aux confins du vingtième siècle s'accompagne de problèmes et pratiques politiques toujours actualisées. Il est ainsi, par exemple, de l'instrumentation du droit et de l'expertise à des fins politiques, de l'internationalisation d'enjeux *a priori* locaux ou de la question de la commercialisation / fiscalisation de l'eau et ses effets sociaux (avec des pages remarquables

sur l'existence potentielle d'un conflit entre les « buveurs d'eau », nombreux et pauvres, et les « mangeurs de viande, rares et riches, et donc vus par certains comme pouvant être l'objet d'une politique fiscale municipale qui contribuerait à payer les infrastructures hydrauliques nécessaires à l'approvisionnement en eau de la cité).

Un ouvrage riche de par ses sources archivistiques

Mais « La Soif de Jérusalem » ne se distingue pas que par la seule qualité de son contenu et des analyses qui y sont réalisées. La richesse et l'apport de l'ouvrage proviennent aussi des sources archivistiques sur lesquelles s'est appuyé l'auteur qui, non seulement, sont diverses, mais parfois aussi inédites.

V. Lemire a, en effet, mobilisé des données manuscrites provenant tout autant des archives ottomanes d'Istanbul que des fonds diplomatiques britannique et français, des organisations et institutions liées au mouvement sioniste, des juridictions islamiques (dont celles du Waqf), ou encore de la municipalité de Jérusalem et de donations privées. Parmi toutes ces sources, celles de la ville de Jérusalem - qui étaient jusque-là restées inconnues des chercheurs et dont V. Lemire nous fait découvrir l'ampleur et le potentiel documentaire - apportent beaucoup à l'analyse, d'autant plus que des dossiers relatifs à l'eau y ont, en leur temps, été constitués, qui permettent d'accéder aux rapports du Water Supply Department de la municipalité. L'auteur a également eu recours à de nombreux ouvrages et brochures imprimés, dont beaucoup datent de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et sont le fait de scientifiques, voyageurs ou missionnaires européens. Il a, enfin, dépouillé de nombreux articles de presse en partant des fonds documentaires de plusieurs revues publiées dans les années 1860 et jusqu'aux années 1930 : il en va ainsi de la revue *La Terre Sainte*, de la revue *du Palestine Exploration Fund* ou encore du journal *The Palestine Post*. L'ensemble de ces sources documentaires permet à l'auteur de donner à voir certains moments de l'histoire de Jérusalem jusque-là occultés (comme la gestion municipale de la crise pluviométrique de 1901 qui témoigne de l'existence d'une communauté citadine) ou victimes d'un véritable « déni historiographique » (page 15). Beaucoup d'entre eux sont retracés d'une façon savoureuse, dans un style qui invite au voyage ou à l'attachement à l'égard des « personnages » invoqués, et contribuent, ce faisant, à ce que la lecture de cet ouvrage dense constitue un moment de plaisir.

La richesse de l'analyse tient aussi au fait que l'auteur fait, en permanence, dialoguer ses sources qui, dans beaucoup de cas, paraissent *a priori* inconciliables. La partie consacrée aux chantiers de restauration

de l'aqueduc méridional de Jérusalem en 1863 témoigne ainsi, par exemple, d'une véritable « discordance de sources » (page 229) entre « les descriptions de ruines rédigées par les explorateurs occidentaux » (page 247) qui accréditent l'idée d'une passivité des autorités ottomanes, « et les comptes rendus de travaux consignés par les fonctionnaires ottomans » (page 247), qui vont dans le sens d'un entretien régulier des infrastructures existantes. De même, la littérature britannique de vulgarisation qui paraît en Palestine dans les années 1920 souligne, de façon grandiloquente, l'oeuvre de « bâtisseur » hydraulique du général Allenby, ce qui contraste avec les rapports administratifs produits, à la même époque, par l'administration mandataire - d'une immense froideur. De tels « écarts » de discours témoignent, en réalité, de conflits de mémoires et renvoient aux différents héritages dont les acteurs de la politique de l'eau se prévalent pour inscrire et légitimer leurs actions dans la durée. Cette question de la représentation de la ville vue au travers de ses « mémoires contiguës » (page 25) est, selon nous, l'un des aspects les plus originaux de l'ouvrage.

Enfin, l'apport de l'ouvrage provient du fait qu'il remet en cause, de façon claire et argumentée, des idées reçues sur Jérusalem et la gestion de l'eau dans la cité, souvent colportée par la littérature orientaliste. Sous la plume des érudits européens de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, la gestion ottomane de la cité – et, plus particulièrement, celle des infrastructures hydrauliques – est, en effet, décrite comme inexistante ou uniquement constituée de décisions ayant pour résultat de « bloquer » les politiques de modernisation engagées ou désirées par leurs coreligionnaires et autorités politiques en Terre Sainte. L'historiographie israélienne et arabe a, par la suite, repris à son compte cette idée de l'incapacité des autorités ottomanes à gouverner et dépeint les quatre siècles de présence ottomane en Palestine sous les traits de l'immobilisme. Or, ce qui apparaît à la lecture de l'ouvrage de V. Lemire est tout autre : les autorités ottomanes ont non seulement fait preuve de capacités d'initiative pour ériger ou réhabiliter certaines infrastructures hydrauliques afin de répondre aux besoins en eau de la cité, mais elles ont aussi développé des facultés d'adaptation et tout un savoir-faire gestionnaire lors des crises pluviométriques auxquelles elles ont régulièrement eu à faire face à Jérusalem.

En outre, l'auteur de « La soif de Jérusalem » remet en cause, en plusieurs points-clés de l'ouvrage, la grille de lecture consistant à expliquer le fait politique et social à Jérusalem uniquement au travers du prisme religieux et communautaire. Il démontre ainsi, par exemple, qu'il n'y a point eu « confiscation musulmane de la ressource hydraulique »

(page 221) dans la Ville Sainte à l'époque ottomane, quant bien même les populations chrétiennes et juives n'ont pas eu, durant longtemps, accès aux sources d'eau souterraines de la mosquée sacrée (ou Haram), car les autorités s'appliquaient à mettre à disposition de l'ensemble des populations de la ville des fontaines publiques et encadraient les tarifs pratiqués par les vendeurs d'eau. De la même façon, V. Lemire explique la politique d'obstruction ottomane à un projet britannique de rénovation de l'aqueduc de Jérusalem entre 1868 et 1874 par le refus des autorités de l'époque de se voir dessaisir de toute souveraineté hydraulique au profit d'acteurs étrangers, là où ces derniers ont considéré que la « résistance » ottomane provenait du fait que le projet en question était perçu comme défavorable aux populations musulmanes de la cité. Enfin, en soulignant que les questions hydrauliques peuvent, soit structurer des conflits de classes, soit conduire à des moments festifs et de célébration conjointe, V. Lemire défend, une fois encore, l'idée qu'il n'y a pas que des querelles « de clocher » à Jérusalem et révèle, au-delà, qu'une société urbaine et conscience citadine est en passe de s'y constituer.

Aude SIGNOLES

Raphaëlle Branche, *L'embuscade de Palestro, Algérie 1956*, Paris, Armand Colin, Alger, Casbah Editions, 2010

Dans une interview parue dans le quotidien *El Watan* (8 mai 2011), Raphaëlle Branche précisait que « l'étude de la région de Palestro (Lakhdaria) remonte à l'envie de travailler sur un événement marquant pour les Français au début de la guerre » en Algérie. De fait, la section de soldats français commandée par le sous-lieutenant Hervé Artur tombe dans une embuscade dirigée par le commando dirigé par Ali Khodja, le 18 mai 1956. Quoi de plus banal dans une guerre où les affrontements entre armées sont le lot quotidien et où les victimes tombent de part et d'autres ? Mais dans le cas de l'embuscade de Palestro, la situation de guerre est niée du moins par l'armée française, mobilisée pour « rétablir l'ordre et la sécurité ». La mission dont elle est chargée par le gouvernement français n'est-elle pas de pacifier ? Pour Ali Khodja et ses compagnons, le combat obéit aux principes énoncés dans l'appel du Front de Libération nationale (FLN) le 1^{er} novembre 1954. Ils appartiennent en effet à l'armée de Libération nationale (ALN). Et ils se battent pour libérer l'Algérie du joug colonial. Ce n'est pas la seule ambiguïté qui plane sur cet événement. Comme l'a souligné, Raphaëlle Branche, sa désignation même diffère selon les acteurs impliqués. Pour les Algériens, il s'agit de l'embuscade de Djerrah qui fait écho à Palestro. La mémoire a

retenu pour les uns Palestro, pour les autres la victoire du commando Ali Khodja. Mémoires de guerre, elle bénéficie d'un retentissement que l'on retrouve dans les écrits de l'époque... Mais des habitants de Djerrah qui en parleront ? C'est l'un des mérites de la recherche effectuée par Raphaëlle Branche. Elle ne s'est pas limitée à rendre compte de l'évènement dans la conjoncture de l'histoire immédiate ; elle a convoqué la longue durée et scruté le temps de la colonisation. Le résultat du croisement d'une approche au ras du sol, selon l'expression, de Jacques Revel¹ et d'une insertion dans la profondeur du temps où s'entremêlent une mais plusieurs « histoires d'une embuscade ». En jouant sur la variation des temporalités, le récit acquiert une épaisseur autre du fait que l'auteure ne perd jamais de vue les effets dialectiques de la violence des dominants et dominés.

L'ouvrage est subdivisé en cinq parties. La première est consacrée au « coup d'éclat d'une guérilla conquérante » où se distingue les maquisards entraînés par Mustafa Khodja dit Ali Khodja, un jeune déserteur de 22 ans. Mais sans le soutien et la complicité de la population civile, la guérilla n'aurait pu enregistrer de tels succès ni survivre. Qu'elle soit le fruit de la persuasion ou du recours à la force, l'implantation du FLN au sein des populations rurales est réelle en ce printemps 1956.

La seconde partie s'interroge sur « le vrai visage de la guerre ». Le maintien de contingents sous les drapeaux et le rappel de tous les disponibles en plus des appelés sont autant de mesures destinées à renforcer les rangs de l'armée française mobilisée en Algérie dans une guerre désignée par un tas d'euphémismes (opérations de rétablissement de l'ordre et de la sécurité, opérations de pacification...). Le jour même de l'embuscade de Palestro, « a lieu la plus grande manifestation, celle de Grenoble » contre le départ des rappelés, preuve qu'un mouvement social avait pris conscience de la gravité de la situation, contestait l'incorporation et revendiquait la paix. Mais la raison d'Etat et ses relais s'en tenaient à donner de l'embuscade une autre appréciation, celle d'une « Algérie sauvage » dont la description se résume à des actes de barbarie à répétition (3^{ème} et 4^{ème} parties). La représentation de l'embuscade de Palestro équivaut à un massacre de plus, niant à l'ennemi une quelconque légitimité et encore moins une victoire. Pourtant, « on est loin d'une France coloniale dominatrice et sûre d'elle : les morts de Palestro viennent rappeler la fragilité de la présence française en Algérie,

¹ Préface à Giovanni Levy (1985), *Le pouvoir au village, Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989 (traduction française).

et justifie qu'on se batte pour elle ». La nation française ne peut que s'incliner devant la mémoire de ses héros non sans puiser dans le lexique de l'*ensauvagement* produit de l'observation ethnographique qui a accompagné la conquête.

Raphaëlle Branche ne s'enferme pas dans le récit journalistique, elle recourt à l'analyse des représentations, elle convoque la mémoire du lieu, la mémoire paysanne, la dépossession foncière, la part prise dans l'insurrection de 1871 (massacres des colons) avec ses conséquences (répression excessive, mise sous séquestre et condamnations) pour comprendre les logiques du soulèvement des habitants de Djerrah.

Cependant, il convient de signaler à l'auteure que cette région a été le lieu d'implantation du PPA-MTLD comme on peut le lire dans les mémoires de Ramdane Bouchebouba². Ce dernier est nommé à la tête de la *daïra* de Palestro le 2 novembre 1947. Il succède à Ali Mougari qui avait accompli un énorme travail de recrutement à l'échelle des onze douars de la commune mixte de Palestro. Bouchebouba achève la mise en place des structures clandestines de l'organisation (groupe, cellule, section) pour les préserver des arrestations. Il note au passage que « ces paysans pauvres, expropriés et refoulés dans les montagnes [...] avaient appris l'existence du PPA et de son programme » en allant travailler en ville ou dans la Mitidja dans les fermes des gros propriétaires. Aussi le mouvement de recrutement fut-il massif et « pour l'ensemble de la région de Palestro, il y avait 9736 adhérents ». Beni Khalfoun avait dépassé les trois mille ! Cette politisation des masses rurales recoupe le témoignage recueilli auprès d'Hocine Aït Ahmed à la BDIC³. Avec l'aide de Tahar Ladjouzi, chef de la *kasma* de Palestro, les efforts de Bouchebouba réussirent à créer des commissions de justice pour régler les innombrables problèmes dont les crimes de sang étaient « les plus durs à traiter ». En soustrayant ainsi les villageois à la justice française, le PPA-MTLD avait non seulement consolidé son implantation mais il a aussi préparé les conditions de la rupture avec l'administration coloniale.

Ce qui paraît donc, en ce mois de mai 1956, comme l'œuvre de bandes criminelles obéit en fait à l'esprit de résistance nourri de toutes les

² Ramdane Bouchebouba, *Les chemins d'un militant*, Alger, Editions Alpha, 2009. Il adhère au PPA à la veille de la Seconde guerre mondiale dans son village natal Alma/Boudouaou, devient un permanent du parti et sera responsable des *daïra* de Palestro, Bouïra, Sidi Bel Abbès, Oran, Médéa, Sétif. En mars 1954, il est membre du CRUA, puis de la Fédération de France après le déclenchement de la guerre de libération.

³ Avec Gilles Manceron, Ali Guenoun, Amar Mohand Amer, Rosa Olmos, nous avons enregistré 26 heures d'entretiens avec Hocine Aït Ahmed, qui a commencé à militer dans les rangs du PPA au cours de la Seconde guerre mondiale dans la région d'Ain el Hammam.

injustices coloniales mais cet esprit de résistance est porté également par la dynamique nationaliste⁴ dont nous ignorons presque tout. En optant pour la lutte armée, l'organisation du FLN donne du sens à la volonté latente de rompre avec l'ordre colonial. « La guerre était là depuis plusieurs générations avant même de recommencer » comme l'écrit justement Raphaëlle Branche, au cœur de l'intensité. On perçoit tout l'intérêt d'approfondir les recherches sur le terrain de l'histoire sociale, de l'histoire de la terre et des hommes, l'histoire des productions vivrières qui diminuent, celle des prix en hausse continue, celles des tensions et des solidarités qui travaillent à leur rythme les comportements et les actions au quotidien, qui divisent et séparent les masses rurales.

Dans la dernière partie, Raphaëlle Branche revient sur les bouleversements que la guerre a introduits dans la vie quotidienne des Français et Algériens de Palestro et sa région. La poursuite de la guerre/pacification se fait au nom de l'Algérie française : des réformes sont tentées « pour rattraper les retards accumulés vis-à-vis de la population autochtone pendant de longues décennies » sur fond d'un quadrillage de l'espace par l'armée française en vue d'exercer un contrôle sans partage sur les hommes. La violence déployée par « la 7^{ème} compagnie » contredit toutes les déclarations de bonnes intentions. Les populations algériennes sont ballotées entre zones interdites, SAS et camps de regroupements. Le pays « du Djebel Ahmed et Ouled Djerrah sont complètement rasés ». De l'autre côté, le nombre des habitants européens se rétracte et se replie à Palestro.

Aujourd'hui, Palestro s'appelle Lakhdaria, du nom d'un de ses martyrs Lakhdar Saïd Mokrani. D'après les investigations de Raphaëlle Branche, si le souvenir de l'embuscade est demeuré intact chez les habitants de la région, il n'est pas inscrit au *memorandum* du musée du Moudjahid alors que la chronologie élaborée par Messaoud Maâdad⁵ signale bien l'évènement. La mémoire nationale n'est pas toujours en phase avec la mémoire sociale dont des pans sont révélés régulièrement comme en témoigne les souvenirs de Hocine Aït Idir⁶, publiés récemment.

⁴ Le mouvement nationaliste n'est pas limité au seul PPA-MTLD. Les études manquent sur la présence de l'Association des Ulémas, de l'UDMA, du PCA. De même, la région étant un foyer de forte émigration vers la France, elle mérite aussi des recherches.

⁵ Messaoud Maâdad, *Guerre d'Algérie, Chronologie et commentaires*, Alger, Enag éditions, 1992

⁶ Hocine Aït Idir, *Commando Ali Khodja, Wilaya IV, Zone 1, souvenirs d'un combattant*, Alger, Editions Alger-Livres, 2011.

L'ouvrage de Raphaëlle Branche est bien documenté, le croisement des archives écrites et des sources orales recueillies auprès des acteurs d'hier montre une fois de plus ce que la pratique du terrain peut apporter à l'ouverture de nouveaux chantiers et à la connaissance historique.

Ouanassa SIARI-TENGOUR

Tassadit Yacine, *Si tu m'aimes, guéris-moi. Études d'ethnologie des affects en Kabylie*, Préface de Françoise Héritier. Postface de Sherry B. Ortner, Paris, Maison des Sciences de l'homme, 175 p. 2006

L'ouvrage est une réédition de textes écrits à différentes périodes dont la réunion permet une perspective plus générale et renouvelée du travail de l'auteur. C'est la face cachée des rapports de domination que Tassadit Yacine nous dévoile dans ces études d'ethnologie des affects en Kabylie.

Les relations entre les genres font naturellement figure d'exemples et ouvrent le bal mais ne sont pas la forme limitative où celle qui viendrait simplement borner l'horizon des conséquences sociales et individuelles qu'engendre la supériorité d'un groupe sur un autre. Le panorama s'élargit d'autant si l'on songe à la profondeur historique que l'auteur nous dépeint, illustrant l'absence de données pérennes à propos de la (des) culture(s) décrite(s). Les contingences historiques des dominations, d'un pays et d'une langue au travers des diverses colonisations, sont de puissantes menaces pour la société, mais les dominations sont aussi celles, pleinement endogènes, du groupe sur lui-même et ainsi de façon quasi mécanique, des hommes sur les femmes. En d'autres termes, c'est à l'exacerbation des dominations auxquelles on assiste.

C'est aussi dans les modifications des peurs, cette « anthropologie de la peur » à laquelle Tassadit Yacine nous a initiée et qu'elle évoque à nouveau : celles des femmes et celles des hommes, les images en miroir des unes sur les autres, où apparaissent les entraves à l'expression de soi. Car aujourd'hui se pose à l'individu la question de sa propre existence face à une communauté (*versus* société) omniprésente et imposant, désormais de façon unilatérale, un ordre sans lieux à la formulation du désordre, un carcan sans plus d'exutoires possibles. En effet, et l'auteur le décrit subtilement, la société « traditionnelle » offrait des espaces et des moyens de contestation, des lieux indispensables à la construction de soi au travers de cet autre, le groupe, le collectif.

L'espace de l'intimité celui des sentiments et du désir est également interrogé illustrant la perméabilité de l'individuel et du collectif, l'opposition tenue pour longtemps structurante en sciences sociales —

entre les démarches objectivistes et subjectivistes — manifestent clairement dans ce recueil de textes l'intérêt méthodologique de leur conjonction.

Si l'amour est une « invention sociale », on pense bien sûr à Denis de Rougemont dans *L'amour et l'Occident*, l'ambition de comprendre son traitement social dans et par une société donnée, ici la société kabyle, est une démarche ambitieuse et novatrice. Si le mariage n'est pas l'amour, il fallut bien là-bas comme ailleurs imposer des règles « le problème était d'inventer des formes socialement admissibles d'intégration de cette source potentielle de désordre, voire de destruction, que constitue, pour le groupe, Eros (p. 15) ».

L'étude des *izlan*, ces poèmes de la réalité vécue et d'une forme d'expression de soi nous fournit un très bel exemple de ce que la société pouvait/peut produire d'espaces de l'entre-deux, entre ordre et désordre contrôlés, tous deux indispensables en tant « qu'expression de l'individu la plus irrémédiablement personnelle (p. 39) ».

Un autre exemple de situation est analysée, c'est celui du bigame, figure non courante mais les marges révèlent justement les valeurs du groupe, ce bigame devenu dominé par son propre statut, ces hommes comme l'écrivait déjà Pierre Bourdieu « dominés par leur propre domination (p. 108) ». Ces dominés/dominants auxquels Tassadit Yacine consacre cet ouvrage dans une perspective renouvelée des rapports des uns aux autres, empruntant souvent la perspective psychanalytique comme angle ou comme explication probable.

Comment mieux dire que Françoise Héritier dans sa préface, l'intérêt de ce livre : « Le monde traditionnel avait un exutoire qui n'existe plus. Quel exutoire à la domination trouver désormais ? C'est la question sans réponse posée loyalement par ce livre passionnant, dans l'impossibilité actuelle où toute culture se trouve, plus encore peut-être dans les pays méditerranéens que dans le monde occidental, d'amener son peuple à concevoir l'égalité entre les sexes et la possibilité d'une vie sans domination » (XV).

Marie-Luce GELARD

COMPTES RENDUS DE THÈSES

Lydie HAINE-DALMAIS : *Photographier le Maghreb : regards allogènes sur des sociétés et Communautés indigènes (1850-1950)*, Thèse dirigée par Omar Carlier, Paris 7, 2011, 611 p.

La thèse de Lydie Haine-Dalmaï propose, à partir d'un important corpus de plusieurs milliers de photos, une analyse rigoureuse et convaincante, tenant compte à la fois de l'aspect forcément quantitatif du traitement des données mais aussi des différents contextes de production de ces documents, dans leur synchronie et dans la diachronie de l'histoire du Maghreb. Si Lydie Haine-Dalmaï conserve le terme d'indigène, c'est dans son sens originel et pour l'opposer au terme d'allogène qui qualifie selon elle le regard « extérieur » que les Européens vont poser sur les pays du Maghreb et sur leurs habitants.

Tome I partie I, l'auteure s'intéresse aux producteurs d'images.

Sa thèse montre justement que l'indigène est une catégorie visuelle « inventée » par le regard posé sur l'autre et ses prolongements photographiques. Entre sociologie et histoire culturelle, ce travail permet de comprendre qui étaient les producteurs d'images, inscrits dans des rapports sociaux évoluant avec le temps : militaires, scientifiques et professionnels attentifs au marché de la photo ou à l'expansion de la presse. Ces différentes catégories ont des usages différents de la photo qui donnent à l'ensemble considéré une grande diversité permettant d'affiner l'analyse de l'image au Maghreb.

Si l'on a toujours à l'esprit, quand on songe aux photos dont le vecteur le plus populaire fut la carte postale, les stéréotypes les plus dominants, comme le cavalier arabe ou la femme lascive, la thèse de Lydie Haine-Dalmaï nous permet de comprendre comment ces images convenues sont justement « advenues » : l'auteure montre d'abord que la photo s'inscrit dans une histoire des représentations de « l'autre » marquées par l'imaginaire orientaliste et ses formes les plus prestigieuses : littérature et peinture. Les antécédences, mais aussi les liens organiques sont montrés : si la peinture est le modèle absolu, la photo passe tout d'abord du statut auxiliaire de témoin documentaire, plus commode que le croquis, à celui d'un art qui se veut autonome. L'auteure montre également que l'engouement pour ce nouveau médium des élites éclairées, friandes de techniques modernes, attentives à pousser l'exploration au cours de leurs

voyages, explique pour une part que ce genre d'images ne soit pas restée une forme mineure.

L'auteure procède à une typologie des débouchés commerciaux de la photo au Maghreb qui en démultiplient les images, de la carte postale au livre illustré en passant par les affiches touristiques. Autant d'éclats visibles dont la démultiplication, paradoxalement, ne fait que renforcer les stéréotypes. L'autre grand pourvoyeur d'images du Maghreb est la propagande politique qui entend magnifier l'œuvre française. L'auteure montre que la fonction de l'image est ici de valoriser les différents « moments » historiques de la présence française : « Conquête », « Pacification », « Civilisation ».

Au-delà de ces regards formatés ou commandités, l'intérêt de la recherche est aussi de proposer un focus sur une catégorie nouvelle de photographes renouvelant le regard sur le Maghreb et ses habitants : il s'agit des femmes photographes. Lydie Haine-Dalmaï prend en compte à la fois l'importance du genre (facilitateur) dans les contacts avec les populations et leur statut de chercheuses car ces femmes qui saisissent un nouvel outil documentaire pour compléter leurs enquêtes de terrain sont des scientifiques dont les plus célèbres sont Germaine Tillion et Thérèse Rivière : l'usage de la photo implique pour elles une réflexion sur la méthodologie ethnographique, réflexion elle-même insérée dans une refondation du travail ethnologique, au milieu des années 1930, qui se veut alors un véritable travail de terrain, pour une analyse « de l'intérieur » des sociétés, pour « se faire oublier », condition propice à recueillir d'autres types d'images que les postures attendues (p. 134). Ces femmes portent un regard renouvelé sur les femmes maghrébines, documentent au jour le jour la place des femmes dans la vie quotidienne, la famille, les fêtes religieuses et les activités de travail, celui de la laine ou des champs. « Les photos (de Thérèse Rivière) sont prises en plongée, en centrant le cadrage sur les mains » (p. 179).

Partie II, La construction des stéréotypes et les évolutions du regard

Lydie Haine Dalmaï se focalise sur l'évolution du regard tout au long des séquences historiques successives qui marquent la présence française. Dans la première séquence, 1850-1890, la photographie, selon l'auteure, est utilisée pour élargir en métropole l'aura de la conquête de l'Algérie et des progrès de la colonisation qui s'étend au Maghreb. Le cas du voyage et des missions de Félix Jean Antoine Moulin est analysé en fonction de ses centres d'intérêt (les acteurs de la colonisation) mais aussi de la composition savamment orchestrée de ses photos qui par exemple dans

les clichés des Bureaux arabes où se côtoient Algériens et Européens, hiérarchisent les personnages : « les Européens occupent une place centrale, sorte d'honneur conféré, immédiatement lisible par n'importe quel lecteur » (p. 197). Dans la même partie, l'auteure montre, à partir de l'exemple des photos du Sahara et des expéditions scientifiques, que le but est d'obtenir une image du territoire, mettant ce medium au service de la maîtrise du territoire maghrébin (p. 200).

La séquence historique suivante, 1890-1920, marque le triomphe de l'idée impériale nourrissant un ensemble de stéréotypes représentant les populations dominées mais aussi montrant à l'envi un territoire « pacifié » et la facile fréquentation de ses différents lieux de vie, même lorsqu'il s'agit des lieux de la sociabilité maghrébine (souk, cafés dits « maures »). Lydie Haine-Dalmaï croise son corpus avec l'analyse d'Omar Carlier sur l'évolution du café, lieu de sociabilité et d'effervescence politique, devenu alors « enjeu social qui nécessite un contrôle de la part de l'administration coloniale » (p. 265). Pour la représentation des femmes, l'auteure montre que la symbolique des accessoires, des décors, celle des attitudes, sont sous-tendues par les ressorts de la domination coloniale et l'imaginaire orientaliste.

Par la suite, dans la séquence 1920-1950, avec l'idée de promouvoir la mise en valeur et l'aspect moderne de la « mission civilisatrice », d'autres images adviennent après la première guerre mondiale, qui saisissent des écarts entre tradition et modernité : ainsi l'auteure montre que les photographies des ethnologues s'intéressent à l'artisanat qui peut disparaître, aux savoirs-faire traditionnels, tandis que les photographies plus officielles entendent montrer un Maghreb actif, qui se modernise sous la houlette de la France, conduisant tous ses habitants vers la modernité et le progrès par la mise en scène de la politique hygiéniste ou encore de la politique scolaire comme « signe tangible de la politique coloniale », alors que la scolarisation reste pourtant très limitée. « L'enseignement indigène est à ce titre un enseignement technique dont l'utilité est de former en priorité de la main-d'œuvre qualifiée et bon marché, comme le montrent les photographies » p. 302. D'où l'intérêt nouveau des photographes et de leurs commanditaires pour de nouveaux sujets : images d'enfants et celles de mères (au dispensaire, etc). Ces images de mères prennent le pas quantitativement sur les premières images de femmes lascives des « scènes et types ». De même les images d'hommes montrent aussi une évolution : aux Maghrébins passifs des premiers clichés succèdent des photos d'hommes montrés dans leur activité professionnelle, notamment artisanale (p. 284). Les paradigmes de la représentation ont évolué tout au long du siècle, « les temporalités

qui influencent les photographes sont à la fois politiques, techniques et historiques » (p. 315).

Tome II, partie III, l'auteure consacre cette dernière grosse partie aux **différents registres de l'altérité du Maghreb photographié**, en choisissant trois thèmes centraux : la construction d'identités altérées des différentes communautés par l'instrumentalisation de l'image photographique, le regard porté sur les femmes et l'évolution des photos de la jeunesse.

Premier chapitre, Les identités altérées

L'étude de Lydie Haine-Dalmaï sur les communautés est très intéressante pour apprécier comment se fixent des références qui servent au contrôle des populations. Au-delà de l'image qui veut « caractériser » le « Maure », puis « l'Arabe », ou le distinguer du « Kabyle » ou du « Juif », c'est toute une construction d'identités communautaires qui est en jeu, à laquelle la photographie participe en lui apportant « une nouvelle légitimité (...) notamment grâce à l'objectivité supposée de l'outil photographique » (p. 324). Pour rendre crédibles et visibles ces distinctions, les photographes n'hésitent pas à utiliser de façon régulière les mêmes accessoires (tissu, vase) qui viennent corroborer qu'il s'agit par exemple d'une « jeune fille kabyle » comme pour les photos de Geiser (p. 335). Au-delà des distinctions « physiques » ou locales dans lesquelles les autorités se complaisent, l'auteure montre que ce sont encore les « indigènes » rebelles qu'il convient de distinguer des indigènes « auxiliaires » et « colonisables ».

Les photos de communautés affirment un discours politique. C'est le cas du mythe kabyle, présent dès l'Exposition universelle de Paris de 1889 pour laquelle des albums de photos, séparant Arabes/Kabyles, circulent. Dans les années 1930, la société des femmes berbères intéressent les chercheurs et les photographes dont les clichés saisissent activités artisanales et mode de vie, loin des images fantasmées ou exotiques qui occupèrent les premiers anthropologues physiques dont la curiosité, relayée par la carte postale « renvoie directement à la perception de cette communauté par la colonisation » (p. 342). En ce qui concerne les communautés juives du Maghreb, « l'une des caractéristiques de ces clichés est de refléter le croisement des traditions et de la modernité », dit l'auteure (p. 344) à propos des photos de Denise Bellon prises en Tunisie en 1947 (Djerba).

Comment est représentée la violence coloniale et la résistance à l'ordre colonial ?

Lydie Haine Dalmaï remarque qu'« à l'opposé des représentations des communautés voulues proches de l'ordre colonial, les photographies

portent également sur la réalité de la violence coloniale face aux révoltes politiques, aux insurrections et aux répressions (...) » (p. 344). Mais « les images conservées dans les archives ne donnent que peu à voir des événements ». Lydie Haine-Dalmaï précise que les images existantes depuis la conquête sont « des images atténuées de la violence qui n'évoquent qu'indirectement la dureté des affrontements » (p. 345). Les images sont reprises dans la presse locale ou nationale sous forme de gravure, d'après photographie ; la technique ne permettant pas alors de publier les photos. Par la suite l'image évolue, se faisant plus crue, montrant des exécutions et les cadavres après exécutions, mis en scène « comme des trophées » (p. 347), telles que les images des émeutes de Fez en 1912, parues en première page de *l'Illustration*. Lydie Haine-Dalmaï traite aussi de la Guerre du Rif, conflit couvert par la presse, montrant que, si la majorité des photos font voir le terrain des combats, une importante proportion se plaît à exhiber les insurgés lorsqu'ils sont vaincus, ou Abdelkrim sur le chemin de l'exil, après sa défaite (pp. 350-351). A l'occasion des émeutes du Djellaz en Tunisie, en 1912, on peut appréhender le regard différent porté sur une rébellion par un photographe autochtone, Samama Chikly, l'un des premiers photographes tunisiens, issu de la communauté juive, qui montre les inculpés dans une grande dignité (p. 351).

Justement, l'un des intérêts de cette recherche est de montrer également que des photographes natifs du Maghreb s'affirment au cours de la période étudiée, comme Samama Chikly déjà cité pour la Tunisie ou Joseph Boushira pour le Maroc. Pour Chikly, l'étude montre que ses photos de la communauté juive de Tunisie donnent « une image de soi éloignée des stéréotypes des photographes européens » (p. 355). Par contre, pour l'Algérie, peu de photographes sont traités. L'auteure nous dit que « les premiers photographes professionnels maghrébins musulmans sont des photographes itinérants sur lesquels peu d'informations nous sont parvenues » (p.360). Il reste donc un pan encore obscur de cette histoire que d'autres sources, si elles émergent un jour, pourront documenter. L'auteure cite deux photographes, Lazhar Mansouri et Mohamed Kouaci. Si le parcours militant de ce dernier a été documenté par Marie Chominot dont les travaux portent sur les photos de la Guerre d'Algérie, le corpus d'images, prises par Kouaci, n'est connu aujourd'hui qu'au travers de l'intérêt que l'artiste Zineb Sedira a porté à son œuvre comme mémoire photographique en péril.

Le deuxième chapitre de cette partie s'attelle à **la question du regard sur les femmes**. Lydie Haine-Dalmaï analyse ce cas à partir d'un corpus de plus de 1200 photos, issu de fonds divers, structuré en

trois bases de données. Le but de l'auteur « vise à définir la nature du regard européen spécifiquement posé sur la femme maghrébine » (p. 367). Après s'être interrogée sur les différentes significations du rapport au regard et au corps rapportées à la femme, l'auteure parle d'« incompréhension culturelle » (p. 367), car le regard sur la femme peut être perçu au Maghreb comme un regard qui offense alors que les habitus en Europe diffèrent. Bien plus, c'est l'altérité qui une fois encore fait surenchérir le regard porté sur les femmes : imaginer les femmes qui s'offrent, imaginer « dévoiler l'Orient caché », donner un message sensuel de l'image de la femme, avec les fantasmes de beauté primitive, naturelle, de femme soumise. Entre art et érotisme, des images véhiculées par des photographes, dont le cas-limite semble être celui de Lenhart (p. 397), entretiennent non sans violences, l'image de la femme « comme un objet de fantasme et d'érotisme » (p. 367). Violence sous-jacente qui est comme un révélateur d'un autre enjeu, celui de dominer une société en capturant l'image des femmes.

Mais l'étude poussée permet aussi, par-delà les stéréotypes, de saisir les évolutions et la complexité de l'image de la femme photographiée. L'évolution perçue par l'auteure entre 1900 et 1930, relève notamment de « changements de la politique coloniale et de la nouvelle approche ethnologique » (p. 402). En particulier, l'auteure retient les images qui montrent la femme en tant qu'actrice sociale dans les lieux de sociabilité cachée (intérieur, Hammam) ou visibles (marché, cimetière, fontaine) mais aussi dans les rites de passage (mariage) ou dans des activités artisanales (poterie, tissage). L'image de la femme évolue. Si les premiers photographes tentent de fixer, par exemple lors d'un mariage dans le Sud, les scènes qui leur paraissent les plus exotiques, comme le déplacement de la mariée à l'intérieur du palanquin porté par le chameau, les ethnologues tentent quant à eux de décrire la coutume et d'insérer ce qu'ils en voient dans une « interrogation sur le statut de la femme, en commençant en général par un questionnement sur le rôle du mariage » (p. 409).

Chapitre III : Quant à l'étude des **photos de la jeunesse**, l'auteure montre d'abord que la définition de cette catégorie ne va pas de soi. Mais il semble tout à fait pertinent d'avoir sélectionné cette classe d'âge pour voir les caractéristiques de ces images et leur évolution au cours de la période. D'autant que « la jeunesse maghrébine photographiée devient progressivement un enjeu de la colonisation » (p. 415). Sur le plan quantitatif tout d'abord, l'auteure indique que les enfants sont les sujets les moins représentés (330 photos sur plus de 1200 et souvent accompagnés d'adultes). Ils sont souvent montrés dans des ensembles

construits et peu de façon individuelle, en pied ou en portrait, enfermés dans les mêmes stéréotypes qui ont cours (p. 419), « L'enfant est souvent photographié avec des accessoires qui le relie à la communauté. » (p. 420). L'enfant est photographié selon le genre, avec très peu de clichés mixtes.

Dans un premier temps, les filles sont plus représentées mais cette tendance s'inverse dans les années 1920, quand il s'agit de montrer les enfants garçons à l'école. A mettre en parallèle avec l'image que la métropole veut donner de son œuvre de modernisation et avec les besoins d'une main-d'œuvre formée. Autre point intéressant découlant de l'étude quantitative, le constat de « l'absence d'image de mixité ethnique » (p. 428). L'auteure fait un focus sur les photos du *Jamboree* de 1947, qui a rassemblé à Paris des délégations du monde entier. Malgré la vaste diversité des jeunes présents, les reportages illustrés ne privilégient pas, pour les délégations venus du Maghreb, cet aspect essentiel de la rencontre des scouts. Autre fait social peu représenté : l'enfant métis, presque absent du corpus d'images. Lydie Haine Dalmais montre encore que si l'image de jeunes passifs est dominante, cette image évolue à partir des années 1930. « Cette image de l'enfant actif n'est pas éloignée de l'image propagandiste qui cherche à montrer une colonie productive » (p. 444). Très peu de photos montrent les jeux d'enfant. Mais le montrer n'est pas désintéressé : ainsi des images de groupes mixtes féminins lors d'événements sportifs dans les années 1950 au Maroc, servent de symbole de jeunes femmes modernes et acculturées.

L'auteur démontre que le grand *topos* de l'image de l'enfant se construit dans le cadre de l'école : imagerie négative des photographes tels que Moulin faisant voir une indigente et « exotique » classe coranique, reconstituée par le photographe-même, que l'auteure compare à des photos de Boushira au Maroc, photographe issu de la communauté juive, qui lui, montre avec sérieux et sobriété une classe réelle de l'école de Fez (p. 448). Là encore, évolution dans les années 1930 : les photos scolaires, arguant de la priorité donnée par la métropole à la scolarisation, servent une propagande et sont largement décalées par rapport à la réalité de la scolarisation qui ne progresse que lentement. L'auteure montre bien que la jeunesse, presque absente des clichés au départ, devenue un enjeu des représentations pour la colonisation, devient également, par symétrie politique, un enjeu pour les mouvements nationalistes qui émergent. L'image des scouts musulmans, ou celle des organisations sportives, corrobore l'analyse de Youcef Fatès qui étudia le processus de politisation des groupements sportifs, et montre l'effervescence, à partir

des années 1930, dans et autour des mouvements de jeunesse, marqueurs de l'affirmation politique avec leurs propres producteurs d'images.

Thèse importante de par l'imposant corpus de près de 4000 photos et grâce à la finesse de ses analyses, procédant à des choix pertinents pour sonder de façon plus profonde la réalité de la construction de l'image des femmes ou des jeunes, le travail de Lydie Haine-Dalmais est la démonstration que la photographie peut constituer une source historique à part entière. Pour autant, ni les corpus d'images, ni les objets d'étude, ni la nécessité de croiser cela avec des recherches utilisant d'autres sources, ne sont épuisés. Au contraire, ce travail par son ampleur devient le cadre précieux qui doit permettre des recherches futures, de sonder des aspects moins étudiés ici comme la question de la réception de ces images par les sociétés concernées ou encore l'émergence des producteurs autochtones.

Anissa BOUAYED

REVUE DES REVUES

Urbanisme n°377, mars-avril 2011

Dossier : Le centre commercial contre la ville ?

Sous le signe de l'interrogation, ce numéro de la revue Urbanisme sur le centre commercial, balise son questionnement autour du paradoxe de l'éloignement face à l'attractivité massive des consommateurs justifiant en partie, le gigantisme de nombre réalisations à travers le monde. Le constat reproduit l'idée d'une certaine duperie établie qui, à coups d'arguments toujours renouvelés, attise le rêve et entretient tant le désir que le plaisir d'acheter. Quoi de neuf dans les milieux du commerce quand les tendances semblent souscrire au même schéma d'organisation et logique de localisation en rapport aux pratiques sociales et à l'environnement ?

Philippe Moati, économiste et spécialiste du commerce, introduit le dossier sur la base de ses travaux qui couvrent la période 2001-2011. Son analyse associe les préoccupations environnementales à des zones de grands flux et des groupes de distribution. L'exploration du *e. commerce* permet de relever qu'une « ... véritable expertise est en train de se créer pour cerner les comportements des consommateurs. Avec aujourd'hui le même problème : tout en étant sur des échelles de masse, on veut avoir une approche individualisée ».

Avec les réflexions de Nathalie Lemarchand, de Sonia Lavadino & Bernard Lensel, puis de Monica Coralli, il nous est fait part de quelques exemples de centres commerciaux tels que conçus et pratiqués dans les contextes nord-américains, européen et même africain à travers Erevan à Cotonou. En se questionnant sur l'opportunité de leur diffusion et délocalisation en territoire périurbain, une démarche commune aborde les effets induits sur les nouveaux comportements de l'acte d'achat. A l'appui, l'idée de *dimension expérientielle* développée par Patrick Hetzel montre comment ce type de marketing « vise... à exploiter l'ensemble des facteurs psychologiques et sensoriels susceptibles de favoriser l'achat d'impulsion » (*Planète Conso. Marketing expérientiel et nouveaux univers de consommation, éditions d'Organisation, 2002*). L'impact sur le transport par ailleurs, donne à constater les avantages du retour à l'espace public pour favoriser la marche et accompagner le piéton dans ses multiples aspirations. Le centre-ville, les friches, les nœuds que sont les gares ferroviaires... offrent autant de lieux à exploiter pour capter les

flux de consommateurs potentiels. Tout est fait pour aménager le paysage et l'architecture au service d'une *mixité croissante des usages*.

Avec son invité Gérard Monnier, Thierry Paquot nous transporte auprès d'une référence qu'il présente comme « ...un historien qui sait raconter des histoires, non pas pour vous embobiner, mais par passion de l'exactitude et respect de sa fonction ». Au regard de sa bibliographie indicative, le thème de « *l'architecture moderne* » est quasi permanent où la modernité figure comme une valeur de « *l'exploration de voies nouvelles* ».

Enfin, au registre de la rubrique recherche, *l'urbanisme algérien* comme reflet de la société, est ciblé par trois contributions dont les propos concernent certaines formes de perversions.

On s'interroge, cependant, sur le fait que tous les auteurs ne citent pas les sources de leurs travaux sur le sujet présenté.

Ammara BEKKOUCHE

Urbanisme n° 378, mai-juin 2011

Dossier : Les villes moyennes contre-attaquent

Le thème des villes moyennes doit sa pertinence au dynamisme d'une actualité plurielle et s'inscrit dans la continuité du précédent numéro qui se questionnait sur le rapport entre le centre commercial et la ville. Des *éclairages de la recherche urbaine* relèvent un certain décalage à l'égard des attributs de la ville moyenne face à la mode de la *métropolisation* (Antoine Loubière). C'est en tout cas, l'avis partagé par les auteurs de ce numéro qui apportent, chacun selon son domaine, de nouvelles visions pour *réinventer* sa place et son rôle dans la politique d'aménagement du territoire.

En tant *qu'objet réel non identifié* pour Priscilla de Roo, le renouvellement de son invention est de remettre en question le paramètre taille et de considérer la ville moyenne plutôt comme un pivot qui joue un rôle *charnière entre métropole et espace rural*. Dans cette fonction d'intermédiation, c'est la notion même de *modèle* qu'il s'agit de revoir selon Thérèse Saint-Julien. A partir d'observations comparant les composantes hiérarchiques des armatures urbaines des pays européens, elle montre comment la *ville d'entre-deux*, en se dotant d'un pôle d'enseignement supérieur, inverse progressivement les flux migratoires des points de vue qualitatif et quantitatif. Introduisant le concept de *souplesse*, Frédéric Tesson suggère l'idée *d'alliance à distance dans les réseaux de villes* pour s'interroger sur ses capacités à *relever le défi d'un réseau d'agglomérations dont le modèle serait à inventer, en dehors de la métropole*. Dans ce même ordre d'idées, pour Daniel Béhar, il s'agit

d'ajuster le questionnement sur les dépendances forcément réductrices du modèle des positionnements de la ville moyenne et de la métropole. La définition des moyens reste à éclaircir. Du point de vue financier, ceux de la *régulation publique locale* d'après Patrice Vergriete, nécessitent de *distinguer les villes moyennes qui se situent dans l'orbite d'une métropole et celles qui ne le sont pas*. L'analyse d'Elodie Castex se penche sur l'évolution des solutions pour se déplacer regroupées sous le vocable de *services de transports personnalisés (STP)*. Leur évaluation, en cours, vise à prendre en compte ce potentiel pour l'intégrer dans les systèmes de transport.

Dans cette diversité de prospections de la ville moyenne, la révision du paramètre *taille* est particularisée par Luc Vacher et Didier Vye sur le cas de la Rochelle. Sa *dilatation* du fait de sa fonction touristique *contribuerait [...] à la surclasser dans la hiérarchie urbaine*. Pour Christophe Demazière, le renouvellement du regard sur les villes moyennes est de substituer à l'expression *ville en marge* celle de *villes secondaires*.

Quelques entretiens, en alternance, corroborent l'idée de diversité qui caractérise les villes moyennes du fait de *leur rôle dans l'équilibre territorial compte tenu des atouts à faire valoir* (Bruno Bourg-Broc). Dans la perspective d'une politique d'aménagement du territoire, c'est *la croissance* qu'il y a lieu de considérer (Christian Pierret); et *une meilleure connaissance des tissus économiques* (Olivier Bouba-Olga) gagnerait à mieux connaître la nature des relations territoriales. A titre d'exemples Albi tire gloire de la notoriété de sa Fac et force Toulouse à *définir une stratégie de développement au-delà de ses limites périphériques* (Philippe Bonnacarrère); Creil, *mise sur sa gare pour structurer [...] et gagner une nouvelle attractivité* (Christian Grimbert). Lens contribue, enfin, sous la forme « Euralens Centralité » en 2012, à montrer cette nouvelle vision du rôle des villes moyennes dans un concept moderne de structuration de leurs rapports à la métropole (Jean-Louis Subileau).

Avec Jacques Donzelot, l'invité de Thierry Paquot, sont évoqués quelques souvenirs de mai 68, et ses "maîtres à penser" Claude Mauriac, Michel Foucault, Jean-Paul Sartre... qui l'auraient conduit à se retrouver parmi le "Groupe information prison". La publication de sa thèse, "La police des familles", *traduite un peu partout, fonctionne toujours sur le plan académique*.

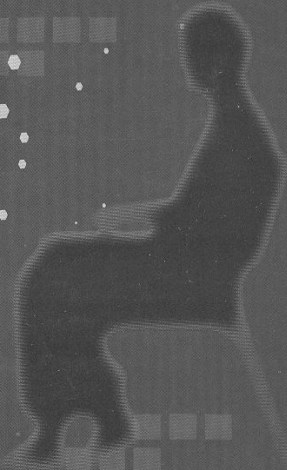
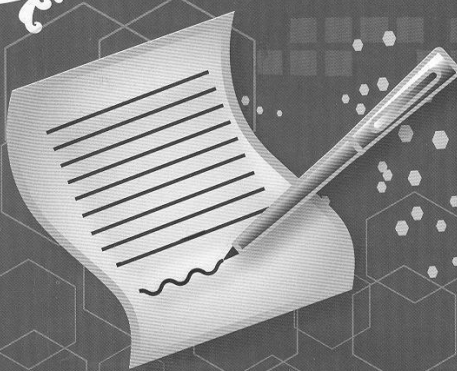
Une nouveauté à signaler : en première page de la revue, les auteurs de ce numéro, sont présentés avec leur photo et biographie succincte.

Ammara BEKKOUCHE



EL BAHITH

Périodique académique consacré aux études dans les domaines
de la didactique, des Lettres et Sciences Humaines publié par
L'Ecole Normale Supérieure de Bouzaréah Alger



Fax : 021 94 18 65
Tél : 021 94 18 67
E.mail : enslsh@ensb.dz

INFORMATIONS SCIENTIFIQUES

Regards sur le terrain, le national et le local en Afrique du Nord. Colloque international, Oran du 26 au 28 juin 2010, Crasc/AIMS

The American Institute for Maghrib Studies (AIMS) en partenariat avec le Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (Crasc) ont organisé du 26 au 28 juin 2010 à Oran un colloque international sur le thème : « Regards sur le terrain, le National et le Local en Afrique du Nord ». Trente cinq chercheurs algériens et étrangers y ont participé.

Les conférenciers ont abordé les sujets suivants : réflexion sur les terrain(s), patrimoines, acteurs sociaux, activisme et réseaux, nation et religion, espace et États, communications, pratiques politiques et économies.

Parmi les communications, celle de Fanny Colonna (CNRS) s'articulait du passage de société rurale tribale (sanctuaire montagnard) à la Nation. Mohamed Kerrou (Université de Tunis El Manar), quant à lui, a traité "du local et du global" en mettant en exergue les rapports complexes entre ces deux dimensions. Le conférencier s'est penché, ensuite, sur les zaouïas (entre délabrement et reconversion) et la modernisation des écoles coraniques. Belkacem Benzenine (chercheur au CRASC) a axé son intervention sur la représentation des partis islamiques dans les élections locales en Algérie. De son côté, Houda Laroussi (INTES, IRMC) a mis en relief le travail des enfants au Maroc notamment la responsabilité des parents issus de milieux défavorisés qui les encourageaient à travailler. L'intervenant, David Crawford (Fairfield University) a expliqué comment les agriculteurs dans le Haut Atlas marocain mettent le Global au travail. Dans la communication de Amar Mohand-Amer (Paris VII), celui-ci revient sur le rôle politique des villes (Alger, Tlemcen et Tizi Ouzou) dans la crise qu'a vécu le Front de libération nationale de l'été 1962. L'importance des politiques locales durant la décennie de (1946-1956) a fait l'objet de l'intervention de Malika Rahal (University of Nottingham), laquelle elle s'est intéressée aux partis politiques, durant cette période, en particulier, à l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) à Oran.

Samira NEGADI

Résumés

Saïd DOUMANE: *Tizi-Ouzou : historique d'un col et son urbanisation*

La ville de Tizi-Ouzou (col des genêts en kabyle) est la résultante, si l'on peut dire, de quelques déterminismes géographiques et historiques. De lieu de passage vers le haut pays montagneux (ou haute Kabylie) et d'installation de postes d'observation et de contrôle militaires depuis l'antiquité romaine, son processus d'urbanisation est relativement récent et remonte à la période coloniale (2^{ème} moitié du XIX^e siècle). Mais, sa transformation a été, depuis, fort rapide en raison notamment de l'importance démographique de son environnement immédiat (présence de centaines de villages densément peuplés aux alentours) et de sa position médiane entre la haute et basse vallée du Sébaou.

Pendant la guerre de libération, Tizi-Ouzou connut un afflux de populations rurales, provoqué par les opérations de guerre en zone de montagne ; de chef-lieu d'arrondissement en 1900, elle devient chef-lieu de département en 1956.

A l'indépendance, la relative concentration des investissements étatiques dans la cité (infrastructures administratives, socio-éducatives, activités économiques et zone industrielle à proximité...) allait la hisser au rang de ville moyenne, avant de devenir une métropole régionale avec l'émergence du centre universitaire (1977) puis de l'université (1990).

Cette croissance urbaine rapide, induite par une demande sociale urgente et une pression démographique forte, n'a pas favorisé la mise en place d'une politique d'urbanisation rationnelle. Aussi, la cité est aujourd'hui confrontée à des problèmes sérieux d'expansion (topographie défavorable) mais aussi de gestion de la vie quotidienne (hygiène, circulation, congestion des services sociaux et économiques...

Mots clés: col stratégique - village colonial - espace montagnard - urbanisation - métropole régionale.

Mohammed Saïd LAKABI et Nadia DJELAL: *Les modes d'appropriation et d'usage des espaces urbains dans la Z.H.U.N.-sud de Tizi-Ouzou. De l'improvisation aux logiques individuelles*

Les zones d'habitat urbain nouvelles – ZHUN- instituées comme outil pour gérer la croissance urbaine des villes algériennes, constituent dans les années 80 une solution au problème pertinent du logement et une nouvelle forme urbaine dans la croissance quasi incontrôlée de nos cités. A l'instar d'autres villes, Tizi-Ouzou a connu de grandes opérations de ZHUN, caractérisées par l'implantation, ex-nihilo, de grandes tours et de barres sans aucun rapport à l'espace urbain (rues, places, espaces centraux, jardins, espaces verts, etc.).

La conjugaison de plusieurs facteurs politiques, économiques et sociaux a

fait émerger de nouveaux rapports des citoyens à l'espace public et de nouveaux modes d'appropriation de l'espace tant collectif que privé (logement). Cela se traduit par l'émergence des axes commerciaux spontanés (marché formel et informel, parking payant nocturne et diurne), des espaces de regroupement improvisés (placettes), des jardins familiaux par annexion de l'espace public à des objectifs multiples, des espaces de jeux pour toute catégorie d'enfants ; et aussi par des transformations-adaptations opérées sur le logement.

Une étude a été menée sur un échantillon de 260 ménages (essentiellement les chefs de famille) afin de mettre en corrélation les pratiques sociales de l'espace et les variables d'âge, de sexe et catégorie socioprofessionnelle.

Ces actions résultant des mutations profondes sont loin d'être issues d'une quelconque concertation ou négociation ; mais elles sont le fait d'un rapport à l'espace par les habitants excluant toute approche démocratique dans le processus d'élaboration, de production, d'appropriation et de représentation de l'espace urbain.

Mots clés: les zones d'habitat urbain nouvelles - nouvelle-ville - pratique de l'espace - transformation - adaptation - espace public collectif - annexion.

Mohamed LAÏCHE et Mouloud SADOUDI: *L'extension de la ville de Tizi-Ouzou vers ses flancs est et ouest : quelle alternative à la contrainte foncière ?*

Comme un torrent qui cherche son chemin, la ville de Tizi-Ouzou s'engouffre dans la moindre brèche, le moindre ravin, pour réaliser et contenir son extension. Plusieurs facteurs tels que la rareté du terrain à bâtir, la nature des sols, les données sur le portefeuille foncier de l'Etat, l'accessibilité des lieux, l'existence d'infrastructures, les flux de population, l'attractivité des territoires... ont milité durant la période du plan quinquennal 2005 – 2009 pour un développement vers l'Est de la ville. Actuellement les nouvelles orientations du Plan Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (PDAU) entrevoient un développement vers l'Ouest. De ce fait, si ce scénario se réalise, sommes-nous en face d'une métamorphose urbaine en faveur du renforcement de l'urbanisation linéaire, d'ores et déjà, observable tout le long de la RN 12 ?

Mots clés: urbanisation - PDAU - foncier - attractivité - flux - infrastructures - Tizi-Ouzou.

Dahbia AKKACHE-MAACHA: *Tizi-Ouzou, pôle générateur de déplacements*

Tizi-Ouzou est caractérisée par sa position géographique lui permettant d'être le nœud de communication avec l'ensemble de sa région. A l'instar des autres villes algériennes, l'agglomération de Tizi-Ouzou a connu une croissance urbaine spectaculaire. La croissance démographique importante et l'extension spatiale dans toutes les directions sont les facteurs révélateurs de cette croissance. La ville de Tizi-Ouzou concentre toute la gamme de fonctions urbaines; son aire d'attraction représente un poids démographique remarquable.

La ville souffre de plusieurs carences et pose à la municipalité une kyrielle de problèmes de gestion tels que l'étalement urbain, l'épuisement des réserves foncières, la saturation des structures d'accueil, la dégradation de la qualité des services offerts par la collectivité locale. Tous ces éléments ont conduit à l'amplification des dysfonctionnements et à l'échec des tentatives de maîtrise comme ce fut le cas pour l'économie informelle, l'habitat précaire, les déchets urbains et le transport. Pour étudier ce dernier domaine, nous comptons traiter les points portant sur l'appréciation générale du transport urbain et de la circulation à Tizi-Ouzou, les retombées de la croissance urbaine, l'offre et la demande de transport urbain, les modes de transport urbain et les coûts de transport.

Mots clés: Tizi-Ouzou - transport urbain - mobilité - économies externes négatives - plan de circulation - transport en commun.

Abdenour OULD FELLA: *Ethnographie de l'espace public d'un village de Kabylie : Aït Arbi. Paradigme communautaire et citoyenneté en construction*

Notre article aborde la question de l'espace public dans un village Kabyle de montagne, Ait Arbi, commune d'Iferhounene, wilaya de Tizi-Ouzou. Nous avons tenté d'identifier les nouveaux acteurs, les modes de publicisation des conflits dans l'arène publique villageoise et de saisir l'impact de la dynamique contestataire du « printemps berbère » de 1980 sur l'institution de Tajma□t.

Cette dynamique contestataire a fait émerger un nouveau mode de structuration de l'espace public par la mise en place du « comité de village », qui petit à petit s'affranchi de l'influence du FLN et de l'emprise directe des lignages à travers le dépassement du conseil des « cinq sages », l'irruption d'une jeunesse scolarisée et politisée, l'abandon de la fonction de l'amin, l'introduction de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement modernes comme le recours graduel au principe de la majorité pour la gestion du conflit et le renforcement du processus de sécularisation de l'espace public.

Mots clés: espace public - assemblée villageoise - acteurs - dynamique de mobilisation - jeunes.

Hamid CHAOUCHE: *Le bilan de la scolarisation dans un village rural de Kabylie : 1958-1999. Le cas de Attouche*

Cet article dresse le bilan de la scolarisation dans une région rurale de Kabylie depuis son lancement, en 1958 jusqu'à 1999, date durant laquelle nous avons réalisé notre enquête. A travers cet article, nous avons essayé d'établir le rendement de l'institution scolaire non seulement dans le primaire mais aussi dans le secondaire et l'université. En somme, il s'agit de voir comment une région rurale qui est la nôtre est passée d'une situation de pénurie scolaire à une autre qui se distingue par une accumulation du capital scolaire avec ses implications sur le changement social dans la région.

Mots clés: Ecole publique - Kabylie - réussite scolaire - scolarisation - enseignement français - Attouche.

Fatiha TABTI-KOUIDRI: *Identité et altérité dans la chanson kabyle engagée des années 1990 : Idir, Lounès Matoub et Aït Menguellet*

L'objectif visé par cette contribution est la mise en évidence du rôle déterminant joué par la chanson kabyle comme lieu d'affirmation et de structuration identitaire, mais aussi comme lieu de découverte, de rencontre et d'ouverture sur l'autre, l'ailleurs, le différent.

Dans une société où l'oralité continue de représenter l'espace d'expression et de communication essentiel, la chanson, qui occupe un pan cardinal de cet espace, se présente moins comme un moyen de divertissement que comme une pratique sociale et un moyen de communication à part entière.

Il s'agit de tenter de mettre au jour quelques-uns des multiples enjeux immergés dans cet art désigné par certain comme « mineur », mais qui s'est toujours présenté en Kabylie, notamment dans les périodes de crise, comme un vecteur cardinal de revendication identitaire, mais aussi comme le révélateur d'une diversité culturelle profonde et irrépressible, à la fois endogène et exogène.

Mots clés: langue - culture - identité et altérité - uniformité - diversité.

Nacer AÏT MOULOUD: *Le marché et les rites de passage dans la région de Kabylie*

Cet article scientifique s'inscrit dans une série de travaux de recherche que je prépare dans le cadre de mon doctorat, il n'est pas lié directement à ce projet mais il ne s'en écarte néanmoins.

Ce texte traite d'un phénomène social très étudié dans le cadre des institutions de socialisation comme la famille, les centres de formation professionnelle, les centres de rééducation, etc., mais non étudié en tant que tel dans l'optique du marché hebdomadaire, qui était considéré depuis longtemps dans ses aspects d'échanges matériels et commerciaux.

Les mentalités ont changé et les pratiques de recherche aussi, ce qui a permis à cette institution de s'affranchir des lectures matérielles et financières qui ont exclu la dimension symbolique dans les échanges et réduit les comportements des acteurs sociaux à la relation matérielle.

On va tenter, dans cet article, d'approcher les « rites de passage » qui étaient pratiquées dans le passé proche, au niveau des marchés hebdomadaires en Kabylie, en questionnant un nombre de personnes âgées qui ont été témoins de ces pratiques. Notre travail portera exclusivement sur la mémoire collective de ces pratiques dans la perspective d'une lecture sémantique et symbolique de leur socialité.

Mots clés: marché hebdomadaire (souk) - rites de passage - rites - enfants - espace social.

Mohamed Brahim SALHI: Objets religieux à l'épreuve des représentations identitaires : la Kabylie et Cheikh Mohand comme exemples

D'un point de vue anthropologique, la religion se donne à lire à travers ses expressions sociales qui sont essentiellement saisissables à travers les pratiques sociales que les individus mettent en œuvre pour exprimer leur foi.

Il est en effet évident que les imazighens, comme tous les groupes humains et culturels qui ont embrassé l'Islam, n'ont pas renoncés à leurs cultures mais y ont puisé des outillages qui façonnent leurs pratiques sociales de la religion. C'est le cas, particulièrement, des différents rites qui accompagnent les passages ou les modes de célébration des saints locaux. Par ailleurs, des figures religieuses, comme celle du cheikh Mohand El-Hocine, semblent entrer en résonance avec les représentations sociales de la religion. La trajectoire de cheikh Mohand l'Hocine est celle d'un personnage religieux singulier dans le champ religieux et social kabyle. Le cheikh est un exemple frappant de la vivacité de la culture amazighe dont il exprime les valeurs avec beaucoup de liberté et qu'il articule avec les valeurs religieuses centrales dans des modalités qui sont analysés dans cet article.

Mots clés: religion - région de la Kabylie - réalité sociale de la religion.

Summaries

Said DOUMANE : *Tizi-Ouzou or the destiny of a col and its urbanization*

The town of Tizi-Ouzou (in Kabyle the Broon Col) is the outcome, if one can say, of several geographical and historical determinisms. From a pass towards the upper high lands (or upper kabylie) and from observation posts and military control since Roman antiquity, its urbanization process is relatively recent and goes back to the colonial period (2nd half of the 19th C.). But, since then its transformation has been very quick notably due to the demographic importance of its hinterland (the presence of hundreds of villages which are densely populated) and its median position between the upper and lower Sebaou valley.

During the liberation war, Tizi-Ouzou knew a rush of rural populations, provoked by war operations in the mountain zone ; from chief town in 1900, it became the county seat in 1956. At independence the relative concentration of state investments in the city (administrative and socio-educative in Fra structure, economic activities and a hear bye industrial zone...) raised it to the rank of average size town, before it became a regional metropolis, with the creation of a university centre in 1977, then of a university (1990).

This fast urban growth, induced by argent social demands and a strong demographic pressure, has n't favoured the setting up of a rational urbanization policy. Besides, the city is confronted today with several serious expansion problems (unfavourable topography) but also that of daily life management (hygiene, traffic, obstructions for social and economic services....

Keywords: strategic col - colonial village - mountain space - urbanization - regional metropolis.

Mohammed Saïd LAKABI et Nadia DJELAL : *Urban territories and practices in the ZHUN space south of Tizi-ouzou. From improvisation to individual logic*

The new urban habitat zones - ZHUN – set up as a tool to manage urban growth in Algerian towns, made up a solution in the 80's relevant to the accommodation problem and a new urban form of almost uncontrolled growth in our cities like other towns, Tizi-ouzou has experienced big ZHUN operation, characterised by implanting chormous tours and parallelepiped long line building from nothing without any connection to urban space (streets, squares, central spaces, gardens, open spaces etc).

The coalition of several political economic and social factors have brought out new relationship between citizens and public space, new ways of space appropriation in so much as collective as private (accommodation). This is represented by the emergence of spontaneous commercial axes (formal and

informal markets, parking to be paid night and day) spaces of improvised regroupings (little squares), family gardens, space for games for all categories of children ; and also space used for adapting accommodation.

A study has been carried out on a sample of 260 households (mainly heads of family) with a view to correlation social practices and the variables of sex, age and socio-professional category.

These actions are the result of profound changes which are far from being outcomes of a common, place dialogue or negotiation, but they are the facts of a relationship between the inhabitants and space excluding all democratic approach in elaboration, production appropriation and space representation process of urban space.

Keywords: new urban habitat zones - new town - space practices - transformation - adaptation - collective public space - annexation.

Mohamed LAÏCHE et Mouloud SADOUDI : *Tizi-Ouzou town extension towards its flanks and the west : what alternative to real estate constraint ?*

Like a torrent looking for its route, Tizi-Ouzou engulfs in the slightest breach, in the slightest gully to both achieve and check its extension. Several factors such as the rarity of land for building, the nature of the soils, the data concerning state real estate holdings, locality accessibility, existing infrastructure, population mobility, territory attractivity... militated during the five year plan 2005-2009, for a development towards the east of the town. Actually the new orientations from the director of urban planning and equipment (PNAU) foresee a development to the west. Therefore if this scenario comes true, will we be faced with an urban metamorphosis in favour of a linear urbanization, now and henceforth, seen along the R.N 12 ?

Keywords: urbanization - PNAU - Real estate - attractivity - mobility - infrastructure - Tizi-Ouzou.

Dahbia AKKACHE-MAACHA : *Tizi-Ouzou, a generating pole of movement*

Tizi-Ouzou is characterized by its geographical location that enables it to be the communication knot with its region as a whole. As the other Algerian towns, Tizi- Ouzou has known a spectacular urban growth. The considerable population growth and the space expansion in all directions are the revealing factors of this growth. The town of Tizi-Ouzou is the center of different urban duties; its attraction sphere represents a remarkable demographic weight.

The town suffers from many deficiencies and poses to the municipality a string of management problems such as the urban dispersion, the land reserves exhaustion, the facilities saturation, the deterioration of the quality services offered by the local authority. All these elements have led to the amplification of malfunctioning and to the failure of control attempts as it was the case for the informal economy, the precarious housing, the urban waste and for the transport. In order to study the latter, we intend to deal with the points on the

general assessment of urban transport and the traffic in Tizi-Ouzou, the effects of the urban growth, the supply and the demand of urban transport, the modes of urban transport and the costs of transport.

Keywords: Tizi-Ouzou - urban transport - mobility - negative external economies - traffic plan - public transport.

Abdenour OULD FELLA : *An ethnography of public space in a Kabyle village : Aït Arbi. A communal paradigm and citizenship in the making*

Our article first tackles the question of public space in a Kabyle mountain village, Aït Arbi, in the Iferhounene municipality, the county of Tizi-Ouzou. We have tried to identify the new actors, the ways of publicizing conflicts in the village public arena and of seizing the impact of (constestation) dynamics in the “Berber springtime” of 1980, about the “Tajma” institution.

This contestation dynamism has brought a new structuration mode to light for public space, by the setting up of “village committees”, which little by little freed from the F.L.N. influence, and the direct hold of lineages by surpassing the “5 wise men’s” advice, the invasion of youth educated and politicized, abandoning the “amin” function, the introduction of new organization modes and modern functioning, like the progressive recourse to the majority principle to manage conflicts and reinforce the public space secularization process.

Keywords: public space - village assembly - actors - mobilization dynamics - youth.

Hamid CHAUCHE : *An evaluation of schooling in a rural Kabyle village : 1958-1999. The example of Attouche*

This article makes up an evaluation of schooling in a rural region of Kabylie, since its launching in 1958 till 1999, the date we carried out our research. By this article, we have tried to establish a school education output, not only for the primary but also secondary and university in short, it’s a matter of seeing how much a rural region like ours has passed from a situation of scholastic scarcity to another which is characterised by an accumulation of scholastic capital with its social change implications for the region.

Keywords: public school - Kabylie – school success - schooling – teaching in French – Attouche.

Fatiha TABTI-KOUIDRI : *Identity and adaptability in Kabyle songs in the 1990’s: Idir, Lounès Matoub and Aït Menguellet*

This article aims at showing the determinant played by Kabyle songs, as a place of affirmation and identity framework, but also as a place of discovery, a place of encounter, and opening up to the other, to elsewhere and difference.

In a society where orality continues to represent expression and essential communication, songs making up a cornerstone of this space, are present less as a means of entertainment than a social practice and a full means of communication.

It's a question of bringing certain songs to light with their multiple stakes submersed in this art designated by some as "minor", but which are still present in kabylie, mainly in times of crisis, as also to reural a profound cultural identity which is irrepressible, at the same time endogenous and exogenous.

Keywords: mother tongue - culture - identity and adaptability - uniformity - diversity.

Nacer AÏT MOULOUD : *The market and rites of passage in the area of Kabylie*

This scientific article falls under a series of research tasks which I prepare within the framework of my doctorate, it is not directly dependent on this project but it does not deviate any nevertheless.

This text deals with social phenomenon very studied within the framework of the institutions of socialization like the family, the professional training centers, the centers of rehabilitation, etc., but not studied as such in the optics of the weekly market, which was considered for a long time in its aspects of material and trade exchanges.

The Attitudes changed and the practices of research also, which made it possible at this institution to be free from the material and financial readings which excluded dimension symbolic system in the exchanges and reduce the behaviors of the social actors to the material relation.

We will try, in this article, to approach the "rites of passage" which were practiced in the recent past, in the weekly markets in Kabylie, by questioning a number of elderly people who were witnesses of these practices. Our work will exclusively concern the collective memory of these practices from the point of view of a semantic reading and symbolic system for their sociality.

Keywords: weekly market (souk) - rites of passage - rites - children - social space.

Mohamed Brahim SALHI : *The Religious Objects to the Test of the Identity Representations: the Kabylia Region and the Cheikh Mohand as Examples*

From an anthropological point of view, this article comes out of a religious reading that is to say through its social expressions that the individuals adopt in order to demonstrate their faith. It seems that, from the analysis of the social practices and representations of religion in the Kabylia region, the amazigh culture is in a situation of distance with regard to the culture that Islam holds. The amazigh, as any human and cultural population who embraced Islam, did not completely abandon their culture but on the contrary they draw on from it tools that enable them to refine their social practices of religion and more particularly is the case of different rites that go with the rite of passage or the ways how are celebrated the local saints. The career of Cheikh Mohand l'Hocine is the one of an unusual religious figure in the kabyle religious and the social field. The Cheikh is a striking example of the amazigh culture vivacity which he

expresses the values with a great freedom and that he articulates with the central religious values in the modalities which are analyzed in this article.

Keywords: religion - Kabylia region - social reality of religion.

Resúmenes

Saïd DOUMANE: *Tizi-Ouzou o el destino de un cuello*

La ciudad de Tizi-Ouzou (cuello de las retamas en Cabilia) es la resultante, si se puede decir, de algunos determinismos geográficos e históricos. De lugar de paso hacia arriba país montañoso (o alta Cabilia) y de instalación de puestos de observación y de control militares desde la antigüedad romana, su proceso de urbanización es relativamente reciente y se sitúa en el período colonial (la 2a mitad del siglo 19). Pero, su transformación fue, después, muy rápida particularmente gracias a la importancia demográfica de su entorno inmediato (presencia de centenas de pueblos densamente poblados a los alrededores) y de su posición mediana entre el valle alto y bajo de Sébaou.

Durante la guerra de liberación, Tizi-Ouzou conoció un aflujo de poblaciones rurales, provocado por las operaciones de guerra en zona de montaña; de cabeza de distrito en 1900, se vuelve cabeza de distrito de departamento en 1956.

A la independencia, la concentración relativa de las inversiones estatales en la ciudad (infraestructuras administrativas y socio-educativas, actividades económicas y zona industrial en las cercanías) iba a izarla al nivel de ciudad media, antes de volverse una metrópoli regional con la emergencia del centro universitario luego de la universidad (1977) luego de universidad (1990).

Este crecimiento urbano rápido, inducido por una demanda social urgente y una presión demográfica fuerte, no favoreció la colocación de una política de urbanización racional. Al igual, la ciudad hoy está confrontada con problemas serios de expansión (topografía desfavorable) pero también de gestión de la vida cotidiana (higiene, circulación, congestión de los servicios sociales y económicos...

Palabras claves: cuello estratégico - pueblo colonial - espacio montañoso - urbanización - metrópoli regional.

Mohammed Saïd LAKABI et Nadia DJELAL: *Territorios del urbano y prácticas del espacio en el ZHUN meridional de Tizi-Ouzou. De la improvisación a las lógicas individuales*

Las nuevas zonas de hábitat urbano - ZHUN-instituidos como herramienta para administrar el crecimiento urbano de las ciudades argelinas, constituyen en los años 80 una solución al problema pertinente de la vivienda y una nueva forma urbana en el crecimiento casi incontrolado de nuestras ciudades. A ejemplo de otras ciudades, Tizi-Ouzou conoció grandes operaciones de ZHUN, caracterizadas por la implantación en las afueras, de grandes torres y las barras sin ninguna relación con espacio urbano (calles, plazas, espacios centrales, jardines, zonas verdes, etc.).

La conjugación de varios factores políticos, económicos y sociales hizo emerger nuevas relaciones de los ciudadanos con el espacio público y de nuevos modos de apropiación del espacio tanto colectivo como privado (la vivienda).

Esto se traduce por la emergencia de los ejes comerciales espontáneos (mercado formal e informal, aparcamiento rentable nocturno y diurno), espacios improvisados de reagrupación (placetas), jardines familiares por anexión del espacio público a objetivos múltiples, espacios de juegos para toda categoría de niños; y también para transformaciones-adaptaciones operadas sobre la vivienda.

Un estudio ha sido llevado sobre una muestra de 260 hogares (esencialmente los jefes de familia) con el fin de poner en correlación las prácticas sociales del espacio y las variables de edad, de sexo y categoría socio profesional.

Estas acciones que resultan de mutaciones profundas son lejos de derivarse de una concertación cualquiera o una negociación; pero son el hecho de un informe al espacio por los habitantes que excluyen toda aproximación democrática en el proceso de elaboración, de producción, de apropiación y de representación del espacio urbano.

Palabras claves: las zonas nuevas del hábitat urbano - nueva ciudad -práctica del espacio - transformación - adaptación - espacio público colectivo - anexión.

Mohamed LAÏCHE et Mouloud SADOUDI: *La extensión de la ciudad de tizi-ouzou hacia sus costados este y oeste: ¿ cuál alternativa frente a la limitación territorial?*

Así como un torrente que busca su camino, la ciudad de Tizi-Ouzou se precipita en la menor brecha, el menor barranco, para realizar y contener su extensión. Varios factores tales como la rareza del terreno de construcción la naturaleza de los suelos, los datos sobre la cartera territorial del Estado, la accesibilidad de los lugares, la existencia de infraestructuras, los flujos de población, la atracción de los territorios... militaron durante el período del plan quinquenal 2005 - 2009 por un desarrollo hacia el este de la ciudad. Actualmente las nuevas orientaciones del Plan Director de Organización y de Urbanismo (PDAU) prevén un desarrollo hacia el oeste. ¿De este hecho, si este guión se realiza, estamos frente a una metamorfosis urbana a favor del fortalecimiento de la urbanización lineal, desde ahora, observable a lo largo de la CN 12?

Palabras claves: urbanización - PDAU - impuesto territorial atracción - flujos - infraestructuras.

Dahbia AKKACHE-MAACHA: *Tizi-Ouzou, polo generador de traslados*

Tizi-Ouzou es caracterizada por su posición geográfica que le permite el nudo de comunicación con el conjunto de su región. Al igual de las otras ciudades, la aglomeración de Tizi-Ouzou ha conocido un crecimiento urbano espectacular. El importante incremento demográfico y la extensión espacial en

todas las direcciones son factores reveladores de este crecimiento. La ciudad Tizi-Ouzou concentra toda la gama de funciones urbanas ; su aire de atracción representa un peso demográfico notable.

La ciudad sufre de muchas carencias y plantea a la municipalidad muchos problemas de gestión tales como la extensión urbana, el agotamiento de las reservas territoriales, la saturación de las estructuras de acogida, la degradación de la calidad de los servicios ofrecidos por la colectividad local. Todos estos elementos han conducido a la amplificación de las disfunciones y al fracaso de las tentativas de maestría como fue el caso para la economía informal, el alojamiento precario, los residuos urbanos y el transporte. Para estudiar este último dominio contamos tratar los puntos sobre a la apreciación general del transporte urbano y del tráfico en Tizi-Ouzou, los efectos del crecimiento urbano, la oferta y la demanda del transporte urbano, los modos y costes del transporte

Palabras claves: Tizi-Ouzou - transporte urbano - movilidad - economías externas negativas - plan de circulación - transporte común.

Abdenour OULD FELLA: *Etnografía del espacio público de un pueblo de Cabilia: Ait Arbi. Paradigma comunitario y ciudadanía en construcción*

Nuestro artículo aborda la cuestión del espacio público en un pueblo de Cabilia de montaña, Ait Arbi, municipio de Iferhounene, provincia de Tizi-Ouzou. ¿ Intentamos identificar a los nuevos actores, los modos públicos de los conflictos en la arena pública lugareña y coger el impacto de la dinámica contestataria de la " primavera berberisca " de 1980 sobre la institución de Tajmat.

Esta dinámica contestataria hizo emerger un nuevo modo de estructuración del espacio público por la colocación del " comité de pueblo ", que poco a poco se libera de la influencia del FLN y de la influencia directa de los linajes a través de la adelantamiento del consejo de los " cinco sabios ", la irrupción de una juventud escolarizada y politizada, el abandono de la función del Amin, la introducción de nuevos modos de organización y de funcionamiento modernos como el recurso gradual a principios de la mayoría para la gestión del conflicto y el fortalecimiento del proceso de secularización del espacio público.

Palabras claves: espacio público - ensamblada aldeana - actores - dinámica de movilización - jóvenes.

Hamid CHAOUICHE: *El balance de la escolarización en un pueblo rural de Cabilia: 1958-1999. El caso de Attouche*

Este artículo levanta el balance de la escolarización en una región rural de Cabilia desde su lanzamiento, en 1958 hasta 1999, fecha durante la cual realizamos nuestra encuesta.

A través de este artículo, tratamos de establecer el rendimiento de la institución escolar no sólo en la primaria sino también en el secundario y la universidad.

En suma, se trata de ver cómo una región rural que es nuestra ha pasado por una situación de penuria escolar a otra que se distingue por una acumulación del capital escolar con sus implicaciones sobre el cambio social en la región.

Palabras claves: escuela pública - Cabília - éxito escolar - escolarización - enseñanza francesa - Attouche.

Fatiha TABTI-KOUIDRI: *Identidad y alteridad en la canción cabila de los años 1990*

El objetivo referido por esta contribución es la puesta en evidencia del papel determinante jugado por la canción cabila como lugar de afirmación y de estructuración identitaria, pero también como lugar de descubrimiento, de encuentro y de apertura sobre el otro, el más allá, el diferente.

Se trata de intentar y poner al día algunos de las múltiples puestas sumergidas en este arte designado por algunos como "menor", pero que siempre se presentó en Cabília, particularmente en los períodos de crisis, como un vector cardinal de reivindicación identitario, pero también como un revelador de una diversidad cultural profunda e irreprimible, a la vez endógena y exógena.

Palabras claves: lengua - cultura - identidad y alteridad - uniformidad - diversidad.

Nacer AÏT MOULOUD: *El Mercado y los ritos de pasaje en la región Cabília*

Este artículo científico es parte de una serie de investigaciones que he preparado en el marco de mi tesis doctoral, no está directamente relacionado con este proyecto, pero tampoco se aparta.

Este artículo trata de un fenómeno social ampliamente estudiado en el contexto de instituciones sociales como la familia, los centros de formación profesional, centros de rehabilitación, etc., pero no se ha estudiado como tal en el contexto del mercado semanal, que fue considerado desde mucho tiempo en sus aspectos de intercambios materiales y comerciales.

Las mentalidades han cambiado y las prácticas de investigación también, lo que ha permitido a dicha institución prescindirse de las lecturas materiales y financieras que han excluido la dimensión simbólica en el comercio y reducir los comportamientos de los actores sociales en la relación material.

Tratamos en este artículo de acercarnos a los "ritos de pasaje" que se practicaron en el pasado reciente, a nivel de los mercados semanales en la Cabília, al cuestionar una serie de personas no jóvenes que fueron testigos de estas prácticas. Nuestro trabajo se centrará exclusivamente en la memoria colectiva de estas prácticas en el contexto de una lectura semántica y simbólica de su sociabilidad.

Palabras claves: mercado semanal - ritos de pasaje - ritos - niños - espacio social.

Mohamed Brahim SALHI: *Objetos religiosos a la prueba de las Representaciones de identidad : la Kabilia y el Sheikh Mohand como ejemplos*

En el punto de vista antropológico, la religión puede ser leída a través de sus expresiones sociales que son esencialmente captados a través de las prácticas sociales que las personas emplean para expresar su fe.

Es obvio que los imazighens, al igual que todos los grupos humanos y culturales que abrazaron el Islam, no han renunciado a sus culturas, pero han sacado las herramientas que dan forma a sus prácticas sociales de la religión. Esto es especialmente el caso de los diversos ritos que acompañan a los pasos o formas de celebrar a los santos locales. Además, figuras religiosas, como la del Sheikh El Hocine Mohand parecen en concordancia con las representaciones sociales de la religión.

La trayectoria de la Hocine Sheikh Mohand es la de una personalidad religiosa singular en el marco religioso y social de la Kabilia. El Cheikh es un claro ejemplo de la vitalidad de la cultura amazigh con la cual expresa los valores con mucha libertad y que los articula con los valores religiosos centrales en modalidades que están analizadas en este artículo.

Palabras claves: religión - región de Kabilia - realidad social de la religión.



Numéro **17**
Année 2011

DIRASSAT

**FI El-ôloum
El-insania oua
El-ijtimaîya**

Revue semestrielle de la faculté
des Sciences Humaines
et Sociales
Université d'Alger 2
ISSN : 1112 - 346 - X

**Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle
Technopôle de l'USTO – Bir El Djir – Oran (ALGERIE)
CRASC - BP 1955 Oran El M'naouar**

Tél +213 (0) 41 56.04.73 / +213 (0) 41 56 04 74 et 56 04 76 Fax +213 (0) 41 56 04 63

Antenne du CRASC : Université Mentouri de Constantine tél : +213 (0) 31 81 86 38

E-mail : crasc@crasc-dz.org ; insaniyat@crasc-dz.org ; Site web: <http://www.crasc-dz.org>

Bon de commande

Nom ou raison sociale

Adresse

Tel Fax e-mail

♣ **Achat au numéro : Prix unitaire Algérie : le n° simple : 150 DA ; Etranger : 10 € et le n° double : 200 DA ; Etranger : 15 €.**

Volume I : 1997

- * N°1 : Le travail (**épuisé**)
- * N°2 : Espace habité (**épuisé**)
- * N°3 : Mémoire et histoire (**épuisé**)

Volume II : 1998

- * N°4 : Familles d'hier
et d'aujourd'hui (**épuisé**)
- * N°5 : Villes algériennes (**épuisé**)
- * N°6 : L'école, approches plurielles

Volume III : 1999

- * N°7 : Paysans Algériens
- * N°8 : Mouvements sociaux, mouvements
associatifs (**épuisé**)
- * N°9 : Maghreb : Culture, Altérité

Volume IV : 2000

- * N°10 : La violence : Contribution au
Débat
- * N°11 : Le sacré et le politique
- * N°12 : Patrimoine(s) en question(s)

Volume V : 2001

- * N°13 : Recherches urbaines
- * N°14/15 : Premières recherches I

Volume VI : 2002

- * N°16 : Réalités, acteurs et représentations du
local en Algérie
- * N°17/18 : Langues et société

Volume VII : 2003

- * N°19/20 : Historiographie maghrébine /
Champs et pratiques
- * N°21 : Imaginaire/Littérature-
Anthropologie
- * N°22 : Pratiques maghrébines de la Ville

Volume VIII : 2004

- * N°23/24 : Oran, une ville d'Algérie
- * N°25/26 : L'Algérie avant et après 1954

Volume IX : 2005

- * N°27 : La socio-anthropologie en devenir
- * N°28 : Espace - Acteurs sociaux-Altérité
- * N°29/30 : Premières recherches II

Volume X : 2006

- * N°31 : Religion, pouvoir et société (**épuisé**)
- * N°s 32-33 : Métissages maghrébins
- * N°34 : Le sport. Phénomène et pratiques

Volume XI : 2007

- * N°s 35-36 : Constantine. Une ville en
mouvement
- * N°37 : Vécus, représentations
et culturalité
- * N°38 : Le local en mutation

Volume XII : 2008

- * N°s 39-40 : Regards sur le passé
et enjeux de la mémoire, aujourd'hui
- * N°41 : Enfance et socialisation
- * N°42 : Territoires urbains au Maghreb

Volume XIII : 2009

- * N°43 : Discours littéraire et religieux
au Maghreb
- * N°s 44-45 : Alger : une métropole en devenir
- * N°46 : Idiomes et pratiques discursives

Volume XIV : 2010

- * N°s 47-48 : Communautés, Identités et
Histoire
- * N°49 : Savoirs et dynamiques sociales
- * N°50 : Varia

Volume XV : 2011

- * N°s 51-52 : La Sahara et ses marges
- * N°53 : La Montagne : populations
et cultures

♣ Nouveau tarif à partir du Numéro 23-24 (2004)

Désignation	Prix au numéro		Abonnement annuel		
	N/simple	N/double	Etudiant	Particulier	Institution
Revue Insaniyat	350,00DA	500,00 DA	800,00 DA	1200,00 DA	2000,00 DA
	18 €	28 €	40 €	60 €	90 €

♣ S'engage à régler la somme de :

- En espèces
- Par chèque bancaire
- Par virement au compte

RIB (DA) : CRASC. CPA Hai Es Salem Oran 004 00 402. 401. 70. 433. 02. 14

RIB (€) : CRASC. CPA Hai Es Salem Oran 004 00 402. 520. 433. 02.90. 02

SWIFT CPA LDZAL XX

Date et signature

إنسانيات، المجلة الجزائرية في الأنثروبولوجيا و العلوم الاجتماعية
كراسك - وهران
عدد 54، أكتوبر - ديسمبر 2011 (مجلد 15، 4)

تيزي وزو و منطقة القبائل : تحولات اجتماعية و ثقافية

شروط النشر

مجلة إنسانيات مجلة أكاديمية محكمة، تتمثل أولى مهامها في خلق مجال للنشر مخصص للأنثروبولوجيا والعلوم الاجتماعية و الإنسانية. تضع المجلة في متناول قراءها إنتاجات الجامعيين من الوطن و خارجه في التخصصات المذكورة. تُرْحَبُ المجلة بالنصوص المحرّرة باللغة العربية أو الفرنسية التي ترسل إليها عن طريق البريد الإلكتروني، و يتلقى صاحب المقال مقابل ذلك وصل استلام. لا تقبل المجلة إلا النصوص التي لم يتم نشرها من قبل. و يبقى مضمون المقال المنشور تحت مسؤولية صاحبه.

عرض المقالات

لا يمكن أن يتعدى حجم النصوص 30.000 علامة (بما في ذلك الفراغات) بلغة Word (مقياس الكتابة 16 أخبار) مرفقة بملخص لا يتجاوز 1000 علامة إضافة إلى 5 كلمات مفتاحية. تضمن اللجنة ترجمة ملخصات المقالات إلى اللغات العربية، الفرنسية، الإنجليزية و الإسبانية.

يتم إدراج الهوامش أسفل الصفحة كما يلي:

- لقب المؤلف، الاسم، عنوان الكتاب كاملا، مكان النشر، دار النشر، سنة النشر، رقم الطبعة (إن وجد)، الصفحة.
- لقب المؤلف، الاسم، "عنوان المقال"، المجلة، العدد، مكان النشر، السنة، الصفحة.
- لقب المؤلف، الاسم، عنوان الكتاب كاملا، تحقيق، مكان النشر، دار النشر، سنة النشر، رقم الطبعة، الصفحة.
- لقب المؤلف، الاسم، عنوان الكتاب كاملا، اسم المترجم، مكان النشر، دار النشر، سنة النشر، الصفحة.
- لقب المؤلف، الاسم، عنوان المساهمة، لقب المنسق، الاسم، عنوان المؤلف، المدينة، الناشر، السنة.
- ترفق الرسوم، الجداول، الخرائط...، بالإحالات و المصادر الخاصة بها، و ذلك وفق نظام Pdf و Word.
- يلزم المؤلف بتقديم سيرته المهنية و العلمية المرفقة بالأعمال المنشورة. و يمكنه المشاركة بعدة مساهمات في شكل:
- عروض و قراءات لكتب، لمجلات و لتظاهرات علمية (لا تتجاوز 7 000 حرف بما في ذلك الفراغات).
- موقف بحث (18 000 حرفا بما في ذلك الفراغات).

يتوقف نشر المقالات المقترحة للمجلة على نتائج الخبرة (من طرف لجنة التحرير و خبراء خارجيين) و على برمجة الموضوعات. و على المؤلفين أن يأخذوا بعين الاعتبار أن المدة التي يستغرقها نشر المقالات قد تمتد إلى سنتين. على أي حال، لا تسلم شهادة النشر إلا بعد موافقة الخبراء على نشر المقالة.

يُمنع منعا بئنا إعادة نشر مقالات المجلة دون موافقة هيئة التحرير. المجلة ليست مُلزَمة بالرد على المقالات غير المقبولة.

فهرس

تيزي وزو و منطقة القبائل : تحولات اجتماعية و ثقافية

تقديم العدد : محمد براهيم صالحى

- 7..... باللغة العربية
- 7..... باللغة الفرنسية
- 13..... سعيد دومان، تيزي وزو: تاريخ مضيق و سيرورة تمدنه، (باللغة الفرنسية)
- محمد سعيد لقابي و نادية جلال، أساليب تملك و استخدام المجالات العمرانية في المنطقة السكنية الجديدة جنوب تيزي وزو (Z.H.U.N.-sud): من الارتجال إلى المنطق الفردي، (باللغة الفرنسية)
- 31..... محمد لعائش و مولود سعدودي، توسع مدينة تيزي وزو باتجاه سفوح الجبل الشرقية و الغربية: أي بديل للمعضلة العقارية؟ (باللغة الفرنسية)
- 49..... ذهبية عكاش-معاشة، تيزي وزو: قطب مولد للتنقلات، (باللغة الفرنسية)
- 63..... عبد النور ولد فلة، إثنوغرافيا الفضاء العمومي في قرية من منطقة القبائل : آيت عربي. برادىغم جماعاتي و مواطنة قيد البناء، (باللغة الفرنسية)
- 85..... حميد شاوش، حوصلة حول التمدرس في قرية ريفية بمنطقة القبائل بين سنتي 1958-1999. حالة قرية عطوش، (باللغة الفرنسية)
- 109..... فتيحة ثابتي-قويدري، الهوية و الغيرية في الأغنية القبائلية الملتزمة إبان سنوات 1990. إيدير، لونس معطوب و آيت منقلات، (باللغة الفرنسية)
- 127..... ناصر آيت مولود، السوق و طقوس العبور في منطقة القبائل
- 13..... محمد براهيم صالحى، الديني في محك التمثلات الهويةتية: منطقة القبائل و الشيخ محند نمونجين
- 27..... مقالات متنوعة
- حسن النصيري، الوضع العقاري و أثره في إنتاج المجال السكني بمدينة سيدي بوزيد (تونس)
- 43.....

مصطفى حداد، محمد صالح رمضان، آية صورة مثالية للإصلاح الإسلامي
الجزائري؟ (باللغة الفرنسية) 147

مواقف بحث

مريم لام، تكنولوجيا الاتصال و ثقافة الشباب : الأنترنت نموذجا 63

عروض لكتب

حبيب عبد الله منصور، منطقة القبائل من خلال الكتابات الفرنسية للقرن
التاسع عشر. بقلم محمد حيرش بغداد 69

مصطفى قحلوز، القوانين العرفية القبائلية (qanouns). الأنثروبولوجيا القانونية
للتجمع القروي بمنطقة القبائل. بقلم عائشة بن عمار، (باللغة الفرنسية) 163

قراءات

ابراهيم أحمد حسن، العنف من الطبيعة إلى الثقافة. دراسة أفقية. بقلم حمزة
بشيري 73

فانسون لومير، عطش مدينة القدس. محاولة في الهيدرو-تاريخ (1840-1948).
بقلم أود سنيول، (باللغة الفرنسية) 165

رفائيل برانش، كمين باليسترو، الجزائر 1956. بقلم وناسة سياري-تنقور،
(باللغة الفرنسية) 171

تسعديت ياسين، إذا كنت تحبني، داويني. دراسات في أنثروبولوجيا
الأحاسيس بمنطقة القبائل. بقلم ماري لوس جيلار، (باللغة الفرنسية) 175

رسائل جامعية

ليدي هين-دالمي، تصوير البلاد المغاربية: رؤى خارجية حول مجتمعات
وجماعات الأهالي (1850-1950). بقلم أنيسة بو عياد، (باللغة الفرنسية) 177

مجالات

عمارة بكوش، (باللغة الفرنسية) 185

أخبار علمية

الملتقى الدولي: الوطني و المحلي في شمال إفريقيا. رؤى حول الميدان. بقلم
سميرة نقادي، (باللغة الفرنسية) 189

ملخصات

باللغة العربية 77

باللغات : الفرنسية، الإنجليزية و الإسبانية 191

تقديم

تيزي وزو و منطقة القبائل : تحولات اجتماعية و ثقافية

يتناول هذا العدد من مجلة إنسانيات ملفا يتعلّق بمدينة جزائرية متوسطة أنجزت حولها العديد من الأعمال الجامعية المغمورة بشكل كبير. تعانين جملة المقالات المنشورة المنطقة المباشرة الخاصة بهذه المدينة و المتمثلة في منطقة القبائل عموما، كما تتناول جوانب تحيل إلى مسألة التنظيم الاجتماعي، التحديث و الإنتاج الرمزي لمدينة تيزي وزو و ضواحيها.

لقد عاشت تيزي وزو مصيرا غير متوقع إذا ما انطلقنا من تاريخها و توسعها العمراني و الديمغرافي الذي يعود الفضل فيه بشكل أساسي إلى موجة تحديث قوية جاءت من القمة و تم التكفل بها في سنوات السبعينات تحديدا من خلال سياسة المخططات الخاصة للتنمية التي تم تدشينها ابتداء من سنة 1968. إذا ما أمعنا النظر في بطاقة بريدية لسنوات الخمسينات و الستينات خاصة بهذه المدينة التي أصبحت اليوم "عاصمة منطقة القبائل" فلا يمكننا إلا الجزم بأنّ الحظ غير المتوقع لسنوات التدخل الشامل للدولة قلب أقدار هذه البلدة الاستعمارية المتواضعة. بديها لا تملك مدينة تيزي وزو إلا تاريخا مجردا بشكل نسبي، خاصة إذا ما قارناها بمدينة بجاية أو تلمسان أو حتى منافستها القديمة على الساحل القبائلي في الغرب و المتمثلة في دّلس. تتوفر هذه الأخيرة على الكثير من الميزات مقارنة بتيزي وزو، جراء ارتباطها في مجرى التاريخ بالعديد من الحضارات (من بينها الرومانية و التركية) و بالأخص امتلاكها لإمكانيات اقتصادية هامة (أنشطة منائية ثرية، سهول داخلية خصبة خاصة بزراعة الكروم في سنوات 1890). لقد ركز الاستعمار الفرنسي القيادة العسكرية لمنطقة القبائل في هذه المدينة (مقاطعة دلس) و ذلك إلى غاية 1871. و قد كان سقوط هذه الأخيرة بالخصوص لافتا للنظر و حتميا بداية من القرن التاسع عشر، و لم يتم تكذيبه إلى غاية اليوم.

يبدو أن جملة البرامج المنجزة خلال سنوات السبعينات، الصورة الشاحبة المرتبطة بخاصيتها الساحلية، الثانوية التقنية للدولة التي كانت تشد الانتباه، لم

تكن أسبابا كافية لخلق دينامية¹ يمكن مقارنتها بدينامية تيزي وزو أو حتى بعض المدن الجبلية الصغيرة الأخرى مثل عين الحمام أو عزازقا. و يبقى سهل دلس بالتأكيد الأقل تضرا من موجة العمران بعكس واد سبو باتجاه الشرق خاصة. لقد زاد بحث الإسلاميين عن مراكز قوة منذ سنوات 1989/1988 من حدة صورة الإحساس بالضيق إن لم نقل بالانغلاق على الذات إذا ما كان بالإمكان عبور هذا السهل.

بالمقابل، عززت هذه المنافسة من موقع مدينة تيزي وزو بوصفها منعلاقا يوجد في قلب وادي سبو، وهذا بعد مقاومة 1871. لقد عوضت هذه البلدة الاستعمارية التأخير، وبدأت منذ الثلث الأول من القرن العشرين تفرض مكانتها بين المناطق المجاورة لها. فقد انتقلت من بلدة متواضعة إلى مدينة متوسطة حاليا، بفضل الارتكاز على الاستثمارات الهامة في المخطط الخاص لسنة 1968 و المخططات اللاحقة. هكذا، تدين سمعة المدينة بالكثير إلى تحولات سنوات الثمانينيات، و إلى مكانتها المركزية في الاحتجاجات الهوياتية و السياسية. فقد مثلت مدينة تيزي وزو فضاء خصبا لأحداث شهر أفريل 1980. تبعت أعمال الشغب تلك باحتلال قوات الأمن لأماكن الاحتجاج (الجامعة، المستشفى، مؤسسات اقتصادية....) و قد شارك فيها، بالإضافة إلى سكان المدينة، القرويون في الفترة الممتدة من 20 إلى 24 أفريل 1980 حيث ألحقوا بها أضرارا معتبرة.

لقد كانت حدة المجابهات في الوسط الحضري في تلك الفترة تتناقض مع المجابهات الأقل حدة في الوسط الريفي و في القرى الجبلية الصغيرة. بالإضافة إلى هذا، بدأت النواة المنظمة للاحتجاجات في مدينة تيزي وزو و بحكم موقعها، في اتصال مع الهيئات القروية المنظمة التي ظهرت في الواجهة من جديد بعد فترة طويلة من الغياب. إن الربط بين الاحتجاجات الحضرية و القرى يتم من خلال الطلبة العاملين المضطرين إلى القيام بعملية الذهاب و الإياب يوميا. أصبحت مدينة تيزي وزو التي كانت طيلة الفترة الاستعمارية فضاء عبور و ذات مشروعية أقل إثباتا بالنسبة للمناطق المجاورة له، تنعت من جديد بفضاء التعبير السياسي. و مما لا شك فيه هو أن المدينة حملت على عاتقها و لفترة طويلة صورة ساحة تحكم سياسي - إداري للمناطق المجاورة لها، أضف إلى ذلك أنها تبقى

¹ تمتلك دلس، بعكس المدن الساحلية التي تجاورها في الشرق (تيجزيرت و أزفون) نشاطاً للصيد البحري، مع استخلاف للمهنة يعاد إنتاجه بشكل محكم.

نسبياً مجهولة عند قبائل الجبال الذين يعبرونها أو يترددون عليها في مناسبات ما لأسباب اقتصادية أو إدارية.

تمت عملية إعادة وصف المدينة كعاصمة جهوية بشكل جدّ بطيء في سنوات التسعينات، إذ يبدو أن العملية الميكرو-عمرانية للجبال، مع ظهور المدن الدينامية الصغيرة، بما في ذلك على المستوى التجاري، رفضت هذه الهيمنة و أنقصت من حدّتها أو أعادت تجنيد التدفقات حول هذه المراكز الحضرية الصغيرة. مع هذا، فمن الصعب فهم التقاطع الموجود بين هذه المدينة و ضواحيها الجبلية، بالأخص نحو الشرق، دون الأخذ بعين الاعتبار جامعة تيزي وزو التي فتحت أبوابها في سنوات 1977/1978. تبين أحداث 1980 بشكل واضح الروابط التي تشكلت انطلاقاً من هذا المركز الجامعي الناشئ الذي أصبح أكثر فأكثر في سنوات الثمانينيات مركز استقطاب للاحتجاجات مما جعل للمدينة دوراً مركزياً في منطقتها. فمن الممكن الخروج بمؤشرات لصالح أحداث شهري أفريل و ماي 2001، تبين أن الوزن الرمزي للجامعة في تراجع. و إذا كانت تيزي وزو لا تزال تمثل الفضاء الوسيط بين المركزي و المحلي، فإن الضواحي الجبلية الداخلية أصبحت تنافسها في ذلك بشكل واضح. إن الثقل النسبي للجان أحياء المدينة و لجان الجامعة لا يقاس مع الدور الأساسي الذي لعبته الجامعة و المدينة سنة 1980 كفضاء أساسي للتعبير و الاحتجاج في نفس الفترة.

لقد قامت مدينة بجاية بإعادة إنتاج إجراءات قريبة من الإجراءات التي أقدمت عليها مدينة تيزي وزو سنة 1980، بما أن تنسيق القرى كانت تنظمه لجنة الجامعة. في حين فشل الربط في تيزي وزو بين الجامعة و القرى على المستوى التنظيمي². هكذا، سبق التجنيد الطلابي المنظم في 20 ماي 2001 تعبئة لجان القرى المنظم في اليوم التالي، حيث انضم الطلبة إلى المسيرة الاحتجاجية بشكل فردي بعد ذلك. تشهد هذه الوضعية، في رأينا، على انقلاب لمنطقة القبائل نحو الداخل و الذي لا يمثل فقط انقلاباً على الصعيد الرمزي و لكن أيضاً على الصعيد الاقتصادي و الاجتماعي مع سنوات 1990.

يعيد مقال سعيد دومان، من خلال هذا العدد، كتابة تاريخ "هضبة" (تيزي تعني هضبة ووزو تعني زهرة الوزال) و مسيرة تعميمها. إنه يبين كيف أن هذه الهضبة التي كانت مأوى لبرج تركي ثم بلدة استعمارية ستتمخض بعد 1962 عن

² لم تتمخض مبادرة الجامعة في الجمع بين لجان القرى و لجنة المتابعة للجامعة في 8 ماي 2001 عن خلق هيئة تنسيق مختلطة.

ميلاد مدينة ترتكز ديناميتها على كم هائل من الاستثمارات الصناعية والخدمات. من جهة أخرى، يشير الكاتب أيضا إلى أن تيزي وزو، قد احتكرت نوعا ما معظم الموارد الموجهة لمنطقة القبائل. كما يوضح نقطة هامة أخرى تتمثل في أن الجامعة بالرغم من انشطارها إلى عدة أقطاب إلا أنها تمخّضت عن دينامية ثقافية وسياسية إثر أحداث 1980 بالخصوص.

أما مقالات كل من محمد سعيد لقابي و نادية جلال، و محمد لعائش و مولود سعدودي و ذهبية عكاش-معاشة، فيحاول كل مقال منها تحليل مكانة مدينة صعدت للواجهة في العشرينات التي تلت 1980. يحاول المقال الأول أن يستثمر الفضاء الشعائري لعمران سنوات السبعينات أو ما يعرف بـ "المنطقة السكنية الحضرية الجنوبية الجديدة" أو المدينة الجديدة. مع الإشارة إلى المشاكل المطروحة بسبب التوسعات الفوضوية لهذه المنطقة العمرانية الجديدة. كما يتعرض إلى طرق التملك للإشارة في الوقت ذاته إلى التحولات الطارئة في العلاقة مع الفضاء و الديمومات النابعة عن إعادة تأهيل "المخططات التقليدية" التي تبني السلوكيات السكنية.

يوضح المقال الثاني القضية المركزية المتمثلة في التوسع الهائل للمدينة في سياق أكثر تأثرا بنفاز العقار الحضري. فالمدينة حسب المؤلفين "تغرق في أقل جدول مائي" مع ميول نحو الشرق و الغرب أي اتجاه مسار الطريق الوطني رقم 12. أدى النمو الديمغرافي الكبير و مكانة مدينة تيزي وزو كقطب جهوي إلى تدفق غزير في حركات الذهاب و الإياب لسكان المناطق المجاورة و لكن أيضا من خلال حالات التنقل داخل المدينة. فإشكالية الحركيات تلك و الوسائل اللازمة لها هي ما يعاينها مقال ذهبية عكاشة معاش.

لنغادر مدينة تيزي وزو و نتجه صوب ضواحيها القريبة أي قبائل جرجرة. فالتحديث يوجد في قلب مقالي كل من عبد النور ولد فلة و حميد شاوش. يعالج المقال الأول من خلال حالة قرية في منطقة جرجرة مسألة إعادة تشكيل مجالس القرية مع اختراق جيل من الشباب ذوي تعليم عالي للفضاء العمومي القروي و هو ما سيؤدي إلى تحديث التاجمعت (التنظيم الجماعاتي المحلي). فالتسونامي الذي أدت إليه أحداث 2001 في المنطقة تسبب في إضعاف سلطة لجان القرى التي يعاد تشكيلها من خلال التحرر، على سبيل المثال، من النزاهة السياسية و الضغوطات المنجّرة عنها. بعيدا عن غنى المادة، فإن مقال ولد فلة هو مقال هام بوصفه مثلا عن تمرين إثنوغرافي في ميدان ضروري لترسبات بإمكانها أن تغذي

فيما بعد المقارنات ثم النتائج الأكثر عمومية على مستوى منطقة مثل منطقة القبائل. أما حميد شاوش و بنفس المقاربة المنهجية فيقوم بدراسة لوضعية التمدرس على مستوى قرية قبائلية أخرى هي (عطوش) في الفترة الممتدة بين سنتي 1958 و 1999. و إذا كانت الأبعاد الحالية غير واضحة، فإن الكاتب يكشف لنا عن آثار عامل هام في التحديث و هو التعليم في منطقة قبائلية جبلية.

انطلاقا من وجهة النظر هذه، إذا كان التعليم هو أحد أهم ثمرات الجزائر المستقلة، فإن المردود المدرسي يبدو غير كاف، لكن دون الإنكار بأن هذه المدرسة أي مدرسة عطوش قد أنتجت تأطيرا داخليا جد مهم.

لقد تمّ التطرق في الشقين الأولين من هذا الملف إلى عملية التحديث، التي لا تقصي الثوابت على المستوى الرمزي الثقافي و الديني. الثبات لا يعني الجمود، إذ تشير فتحة ثابتي-قويدري، كيف أنّ الأغنية القبائلية قد عبّرت في عزّ رقيّها في سنوات التسعينيات عن إثبات للذات الهوياتية و الذاكرة المحلية حيث تدعّمت بهما في سياق السجلات الصعبة للحدث. من جهته، يذكرنا ناصر أيت مولود بوزن طقوس العبور في التنشئة و يعالج تحديدا طقس الإدماج من خلال التردد على السوق. وفي الأخير، يحلل محمد براهيم صالح وزن الهوياتي و صيغته في صناعة التمثّلات الدينية في حالة منطقة القبائل.

سنقرأ، من جهة أخرى باهتمام، إسهام مصطفى حداب الذي يقوم بقراءة لمسار و ملامح شخصية مناضل و إصلاحي لم يكن "شخصية بارزة" و لكنّه كان يحمل بعد الخمسينيات و الستينيات قناعات صارمة ورثها عن الفترات المؤسسة للإصلاح الجزائري و هو الشيخ محمد صالح رمضان.

أما فيما يخص حسن النصيري، و في مقاربة حول المحلي، يعالج في مقاله مسألة العقار و التوازنات السوسيو-اقتصادية لخاصية تونسية اشتهرت في السنتين الأخيرتين و هي مدينة سيدي بوزيد.

لم يتطرق هذا العدد، بطبيعة الحال، إلى كل المسائل المتعلقة بتاريخ و سوسيوولوجيا مدينة تيزي وزو و منطقة القبائل، فهذا أمر يلزمه أكثر من الفضاء الذي يخصّه له هذا العدد، و لكنه يفتح آفاقا للبحث و يعطي مؤشرات مفيدة لكتابات و إصدارات أخرى قادمة.

بقلم محمد براهيم صالح
ترجمة: صورية مولوجي-قروجي

ناصر أيت مولود*

تمهيد

من لا يتذكر موقف الطفل "فرعون" الصغير في ذكرياته الشهيرة، المدونة على شكل رسائل مصحوبة برسوم توضيحية منغدة بقلم رصاص و الذي يرافق لأول مرة أبوه إلى السوق الأسبوعي، و الواقع في المدينة.¹ قد تُظهر تلك اللقطة هامشية لأب رؤوف بابنه، يريد أن يقلت، بقلته كبده من أنياب الروتين و الضجر اللذان يحومان بلا ملل على سماء تلك التلال المنسية التي جرد فيها الأطفال من أدني مرافق التسلية؛ أو قد تبدو للقارئ أنه يود أن يعرفه بتجربة جديدة مليئة بالإثارة و التشويق؛ قد تنتهي بشراء الألعاب و المرطبات و ما شابه ذلك. لا يحدث لا هذا و لا ذاك، ينقل لنا الأديب، في الواقع، أحد الوضعيات الأكثر شيوعا في المنطقة، لقطة مقطوعة من مشهد عام، تمثل سلسلة من الأفعال التعليمية و الاحتفالية، في الوقت ذاته، و التي يمكن أن نطلق عليها تسمية "طقوس العبور"، ما دامت أنها متكونة من عدة مراسيم تكوينية و احتفالية؛ تتم فيها تهنئة كل من الطفل و العائلة التي ينتمي إليها، على بلوغه مرحلة جديدة من حياته. يعد "الخروج إلى السوق" أحد الطقوس الأكثر أهمية في حياة الفرد في منطقة القبائل، إنه اللحظة المميزة التي ينتقل فيها من "المجال الأنثوي" (حضانة أمه)، إلى "المجال الذكوري" (رعاية أبيه)، الذي سيشرع منذ تلك اللحظة بتكوينه و إعداده ليكون فردا يُعتمد عليه. يمر كل أطفال المنطقة، التي

* باحث في مركز البحث في الأنثروبولوجيا الاجتماعية و الثقافية.

¹ Feraoun, Mouloud, *jours de Kabylie*, Paris, Ed. seuil, 1969.

يتحدث عنها المؤلف بهذه الطقوس و هذا إلى ماضي قريب تعرفه المنطقة، على غرار باقي مناطق البلاد، التحولات الاجتماعية و الاقتصادية التي قلبت الممارسات و السوكات الاجتماعية رأسا على عقب.

تركت تلك الصورة الأدبية جملة من التساؤلات، سنحاول من خلالها فهم تلك الممارسات و دلالتها و التي قمنا بصياغتها كالتالي: كيف يتم هذا الطقس؟ ما هي دلالاته؟ و ما هي الخطوات و المراحل التي يتوقف عندها؟

السوق و المقاربات الاجتماعية مد و جزر

عرفت المقاربات الاجتماعية لمؤسسة السوق منعرج كبير بعد دراسة "كليفوردي غيرتز" حول سوق مدينة "صفرو"² بالمغرب. تعتبر تلك المقاربة أولى المقاربات الأنثروبولوجية، التي أعتقت السوق من المقاربات الاقتصادية البحتة التي لا ترى في تلك المؤسسة الاجتماعية سوى فضاء للتبادلات المادية؛ المساومة، الأسعار، العرض و الطلب و غيرها، متناسية حسب كل التبادلات الرمزية المرافقة لها. أما "غيرتز" فيعتبر إلى حد ما أن لكل التصرفات الاجتماعية للأفراد تفسير في "مصفوفة" الثقافة عبر الأنثروبولوجيا التأويلية³.

تجدر الإشارة إلى أن الدراسات التي أجراها "مارسيل موس": "محاولة حول الهبة"، تبرز تركيبية الأفعال الاجتماعية و طابعها الشمولي التي تتكاتف فيها كل عناصر الحياة الاجتماعية للمجتمعات، بذلك يعتبر: "أن في الأفعال الاجتماعية الشاملة، كما نقترح تسميتها، تعبر كل المؤسسات الاجتماعية عن نفسها، في الوقت ذاته و بطريقة مفاجئة: دينية، أخلاقية و قانونية..."⁴.

رغم أن "موس" أظهر جليا تركيبية مفهوم الفعل الاجتماعي إلا أن توجه الدراسات منحى التخصص المتزايد و الانزواء داخل تساؤلات تنحصر حول نفسها على إيقاع "جلد الحزن" (la peau du chagrin)، باستعارة العبارة للكتاب الشهير "بالزك" متناسية شمولية الفعل الاجتماعي و تركيبية السلوك الانساني. جعل منطق هذا التوجه، الذي فرض نفسه تدريجيا على العلوم الاجتماعية،

² Geertz, Clifford, le souq de Sefrou : sur l'économie de bazar, Traduction et présentation, Daniel CEFAÏ, Paris, Ed. Bouchène,

³ كليفوردي غيرتز، تأويل الثقافات، ترجمة محمد بدوي، بيروت، مركز دراسات الوحدة العربية، 2009.

⁴ Mauss, Marcel, « Essais sur le don - forme et raison d'échange dans les sociétés archaïques », in *l'Année Sociologique*, seconde série, 1923-1924. p.

الدراسات حول السوق تنحصر من جهة، أساسا حول ما هو مادي: العرض، الطلب، المال وغيرها، و من جهة أخرى تنتقل بقفزات بهلوانية و عشوائية، نادرة عبر مجالات معرفية و قراءات مدوخة (كثيرا ما تربط التحليل المالي بالانفصام في الشخصية، الآلية و التقنية ب الافتراضية...)، متناسية، حسب "ديفلو"، البعد الرمزي للتبادلات و فهم الدلالة "الفريدة" للسوق و علاقته مع الإنسان⁵.

علاقة سكان المنطقة بالسوق

لو نعتبر التقسيم الذي قام به "بورديو" حول ما هو "داخلي" و ما هو "خارجي" في تقسيم الفضاء الاجتماعي في منطقة القبائل نجد أنه أدرج "السوق" في ميدان "الثاني"، كوسط ذكوري بحت، يقوم على أساس مبدأ "الشرف"؛ مقابل "فضاء الحرمة"، الذي هو فضاء خاص بالرجل الذي لا يتسنى لأي "غريب" أن يدخل إليه. إن السوق مجال "الملاقة"، "المجابهة"، التحدي و رفع التحدي بين الرجال. في أحد المقبلات الني أجريتها، خلال الدراسات السابقة صرح لي أحد "باعة المواشي، في أسواق جنوب ولاية تيزي وزو" ما يلي:

"Irgazen stemdegaren dhi-souq" ما يعني تقريبا : " الرجال يتدافعون في السوق"؛ أن الرجولة، الفطنة، و الحكمة تظهر عند الرجل في السوق؛ وليس في القرية أو في العائلة : بين النساء، والذي هو مجال الحشمة و مجال الأمور التافهة؛ التي لا يهتم بها إلى من سفه عقله. تصرح إحدى الراويات المسنّات أن: الرجل لا يلتقط الفتات، كما أنه لا يستمع لكلام النساء". يفترض على الرجل أن لا يجتمع إلا مع الرجال؛ سواء في "الحقول، مجلس القرية أو القبيلة، أو السوق". لا مكان له إلا بين الرجال.

⁵ Duflou, Serge, « le Marché : Territoire et temporalité de l'échange », in *Revue internationale de sociologie et de sciences sociales*, vol. 14, 2011, pp. 54-65.

⁶ نخص بالذكر سوق "واسف" (الأربعاء)، سوق "عين الحمام" (البت و الثلاثاء)، سوق "بوغني" (الاثنين)، سوق "واضية" (الأحد)، سوق الأربعاء ناث ايرائن (الأربعاء؛ بالتناوب مع سوق "واسيف").

طقوس المرور

كانت دراسات "فون غيناب" (Arnold Van-Gennep) من أولى الدراسات التي وضعت أرضية لتصنيف و مقاربة "طقوس العبور"⁷ في دراسته المشهورة التي صدرت سنة 1909م. ورد في تعليق "تيري غوغال"، حول المؤلف المذكور، أنه أول من اعتبر عالمية "طقوس العبور"، مضيفاً أن تلك الطقوس تعبر جملة من "المينات الصغيرة" (جمع موت) [التي ينتقل عبرها الفرد من حياة، من وضعية إلى أخرى] و أنها تحتاج، في كل مرة إلى ترويض⁸. يرافق، إذا، مرور الفرد من مرحلة إلى أخرى، في حياته الاجتماعية، مراسيم متشكلة من جملة من الطقوس. من بين الوظائف المتعددة التي يتميز بها "الطقس"، نجد ضمان استمرارية جماعة اجتماعية ما عبر تماسكها و تأزرها حول مثالية اجتماعية محددة⁹.

حتى و أن اكتفى "غيناب" برصد و تصنيف تلك الطقوس؛ إلا أنه سيمهد الطريق للذين سيقترحون مقاربات مركبة من جانب الإطار الاجتماعي أو من جانب المقاربات النظرية. أما من جانب الاطار الاجتماعي، فبينما اختصت الدراسات الأولى بالطقوس في المجتمعات البسيطة أو "البدائية"، سعت بعض الدراسات إلى مقاربة "طقوس المرور" في المجتمعات "المتقدمة"، الحديثة. يمكن لنا، من أجل الإيحاء، ذكر الدراسة التي أجريت في "كندا" حول طقوس المرور لدى الشباب، في مجتمع تلاشت فيه أشكال "التضامانات التقليدية"؛ أين لا ينتظر من الشاب أن يتخطى الصعاب، أن يتجاوز كل امتحانات الحياة قبل أن يصبح بالغاً؛¹⁰ بل يخضع لشكل جديد من الامتحان و لـ"دينامية تنشئية" جديدة لا تفرض من قبل البالغين بل من قبل الجماعة التي ينتمون إليها، حتى يتم الاعتراف بهم كأفراد منتمين إليها، و ممتثلين لاشتراطاتها.

أما في ما يتعلق بالمقاربات النظرية، فنجد أنه ظهر، بعد صاحب الأبحاث حول الفلكور، الكثير من المفكرين البارزين الذين اهتموا بطقوس المرور كمحور مهم في بناء دراستهم، كـ"رولاند بارث" (Roland Barthes)، "ليفني ستروس"

⁷ Van-Gennep, Arnold, *les rites de passage*, Paris, Ed. Picard, 1981.

⁸ D'allondans, Thierry Goguel, *Rites de Passage Rites D'initiation : Lecture D'Arnold Van Gennep*, Laval, Les presses universitaires de Laval, 2002, p. 10

⁹ *Ibid*, p. 11

¹⁰ Jeffrey, Denis, *Jeunesse à risque : rite et passage*, Laval, Les presses universitaires de Laval, 2005, pp. 9-11.

(Levi-Strauss)، "ميرسيا إلياد" (Mircea Eliade)، "بورديو" (Bourdieu) وغيرهم¹¹؛ إلا أنهم لم يكتفوا فقط بالوصف والتصنيف بل ذهبوا، كل حسب تخصصه وانشغالاته المعرفية و الموضوعية إلى تحليل بنية الطقوس و مكانتها بين جملة من "الأفعال الاجتماعية المركبة"، و التي تدخل معها في تفاعل اجتماعي، رمزي و مادي في آن واحد، مركب و متشابك إلى أقصى حد. نجد، مثلا "بورديو"، يعتبر بورديو أن ما كان يعتبره "غيناب" ك "طقوس المرور"، هي في الحقيقة "طقوس المؤسسة"، من باب أن المؤسسة تتكفل بتنشئة ورثة، عبر تأسيس، تكريس و تشريع الفروق و التوجهات. لقد ربط هذا الباحث، مصطلح "طقوس المؤسسة" بمصطلح العنف الرمزي"، في معظم دراساته؛ لكن نخص بالذكر، هذه المرة، الدراسات التي أجراها حول المجتمع القبائلي¹².

المنطقة و عينة الدراسة

1. **المنطقة:** اهتمنا في دراستنا هذه بالجهة الجنوبية لولاية "تيزي وزو"، الواقعة على بعد أربعين (40) كيلومتر من المقر الرئيسي للولاية؛ على سفح الضفة الشمالية لجبال جرجرة. تعرف هذه المنطقة في العهد الاستعماري بـ"بلدية جرجرة المختلطة". تضم هذه المنطقة، في وقتنا الراهن، بعد التقسيم الإداري لسنة 1984 م: كل من "دائرة واسف"، "دائرة بني يني" و "دائرة عين الحمام". تعتبر هذه الدوائر مناطق متجاورة فيما بينها، كان تجمعها قطعة أرض مشتركة، تقع على ضفاف واد الجمعة، و التي كانت إلى ماضي قريب جدا حتى اندلاع الثورة التحريرية سنة (1954م) بقعة يقام عليها أحد الأسواق الأسبوعية الأكثر شهرة في المنطقة بكاملها؛ بل كان ذو سمعة مميزة في البلاد، إذ صنفه "مارسيال ريمون"، في ثلاثينيات القرن الماضي، كثاني سوق بعد "سوق الحراش"؛ يستشهد، ذات المؤلف مقرا أن الناس كانوا يقصدونه (أي السوق) من كافة البلاد و حتى من "تونس"¹³.

¹¹ D'Allondans, Thierry Goguel, Rites de Passage Rites d'Initiation... *op.cit.*, pp. 40-43.

¹² Bourdieu, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique - Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, librairie DROZ, 1972.

¹³ Remond, Marcel, *Au cœur du pays kabyle _ la Kabylie touristique, illustrée des années trente* _ Alger, Ed. Zyriabe, 2001, pp. 7-30.

توقف "سوق الجمعة من الاعتماد نهائيا بعد الأحداث الدامية التي عرفتھا رقعته بعد اندلاع الثورة مباشرة، و التي ذهب ضحيتها، حسب إجماع كافة الرواة، عدد من الشبان، عثر عليهم مشنوقين على الأوتاد المخصصة للجزارة. ظهر بعد تلك الحادثة الدموية، ثلاث أسواق ثانوية، لم ترتقي أهميتهم إلى التي كان يتميز به السوق الأول. تتميز الأسواق الثلاثة بأنهم أسواق محلية، تابعة للقبائل التي تقع فيهم أراضيهم. تقام الأسواق الثلاثة في أيام مختلفة حسب القوانين المتعامل بها في تسيير السوق؛ نجد أن سوق عرش " واسف " يعمر في يوم الأربعاء، سوق عرش عين الحمام يعمر يوم السبت (في البداية ثم يوم الثلاثاء بعد إخلاء سوق عرش "بني يني" الذي كان يعمر في يوم الثلاثاء)¹⁴.

تتسم المنطقة، كما أسلفنا الذكر، بكونها منطقة جبلية ذات تضاريس متصدعة، شديدة الانحدار، و بمناخها الحار جدا في الصيف و البارد في الشتاء¹⁵. لم تكن المنطقة مهيأة للنشاط الزراعي ذات سعة كبيرة، أو ذات موقع استراتيجي منفتح على المناطق أخرى ليسمح لترويج و تطوير النشاط الصناعي. لقد عرفت، مباشرة بعد الاستقلال، نزوح جماعيا نحو المدن، بحثا عن الظروف المعيشية الملائمة. عرفت المنطقة انتكاسات أمنية، غذائية، اقتصادية، ديموغرافية، مختلفة جراء الحروب و الحملات الاستعمارية المختلفة و المتتالية، التي كسرت القواعد الاجتماعية، التنظيمية التي يقوم عليها المجتمع، تركت سكان المنطقة، منزوين في المرتفعات، تحت رحمة توازن ديموغرافي-اقتصادي جد هش¹⁶. ستعرف المنطقة بعد عام 1962م نقلة نوعية، بحيث سيتلاشى الحصار الأبدي، كما أن لزوال الاقتصاد الحربي، جراء الاقتصاد الرأسمالي الذي فرضه الاستعمار و تراجع مردود الزراعة التقليدية جراء النمو الديموغرافي من جهة، و من جهة أخرى، نجد أن بروز المدن و التنظيم الاقتصادي الجديد للدولة المستقلة حديثا، ساهم في هجرة المنطقة و البحث عن الآفاق الجديدة¹⁷. بقي

¹⁴ اعتمدنا هنا على جملة من المعلومات التي جمعناها من الرواة المختلفين، في إطار انجاز، رسالة الدكتوراه حول التبادلات الرمزية في الأسواق الأسبوعية، و التي يفوق عددها 30 مبحثا مسن، يتراوح عمر أغلبيتهم بين سبعين و ثمانين سنة.

¹⁵ Charvriat, François, *à travers la Kabylie et les questions kabyles*, Paris, Librairie Plon, 1889, pp. 09-20.

¹⁶ Chaker, Salem, *Berbères aujourd'hui: Berbères dans le Maghreb contemporain*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2000, 2^{ème} édition, pp. 61-69.

¹⁷ *Ibid*, p. 68.

شبح النزوح يخيم على قرى المنطقة إلى يومنا هذا، بتقدير الرواة، إذ كثيرا ما تجد أحياء مهجورة بكاملها، و قرى لا يسكنها إلا المسنين و المهاجرين الذين يعودون إلى القرية لقضاء العطلة.

2. **العينة**: قمنا باستجواب نساء و رجال مسنين في السبعين و الثمانين من العمر، بكونهم قد عايشوا تلك الطقوس التي أشرنا إليها في النص التمهيدي لـ"مولود فرعون" والذي يعود إلى ثلاثينات القرن الماضي؛ فترة كان فيها المستجوبين أطفال صغار، سيعايشون الطقوس ثم سيمارسونها بدورهم؛ ما دام أنها ستمارس حتى بعد الاستقلال، إلا أنه ستحل عليها ترتيبات و تغيرات ناجمة عن التحولات الاجتماعية التي عرفتها المنطقة كباقي مناطق البلاد، و التي أشرنا إليها قبل حين.

لجاناً أيضا إلى استجواب مبحوثين من قرى مختلفة، لا لشيء إلا ليتسنى لنا المقارنة بين مختلف الطقوس الممارسة هنا و هناك بين ما هو مشترك و ما هو متباين، ثم بين ما هو ثابت في جهة و متغير في جهة أخرى. حتى و أن كان الإطار العام مشترك تعرض لنفس المعطيات التاريخية و الاجتماعية إلا أن المسارات التي عرفتها الطقوس من قرية لأخرى لم تكن مطابقة و لا مماثلة.

أما بالنسبة للخيار النوع: الرجال و النساء؛ يجب الإشارة جليا أن الطقوس ليست نفسها بين الجنسين. يجب، كما أشار إليه "برديو" بالحاح، التمييز بين مستويين من الفضاء: "الذكوري" و "الأنثوي"؛ بين ما هو داخلي بالنسبة للمجال المنزلي الخاص بالنساء و المجال الخارجي، و الذي هو مجال خاص بالرجال¹⁸. ستكون المراسيم و الطقوس التي يقوم بها كل طرف مختلفة إذ، كما يفترضه المؤلف المذكور، ستكون في الجانب النسائي متعلق أكثر بالطبيعة، الخصوبة... بينما ستقترن في المجال النسوي الثقافة التبادل و الشرف.

¹⁸ Bourdieu, P., *Esquisse d'une théorie de la pratique... op.cit.*, pp. 10-73.

أشكال الطقوس

أ. التحضيرات

تقام مراسيم طقوس المرور الخاصة التوجه للمرة الأولى السوق على مراحل مختلفة قبل و بعد السوق و على مستويين مختلفين الرجال و النساء :

1. **التحضيرات عند النساء** : بمجرد أن يولد طفل للعائلة، تقوم الأم، الجدة أو العمّة بنسج "برونوس" صغير له تحسبا لمختلف المناسبات الاحتفالية التي سيعرفها خلال السنوات القليلة المقبلة: من "تحليق الشعر"؛ "الخروج إلى الشارع مع الجد أو الأب"؛ "الختان" قبل أن يحل يوم "الذهاب إلى السوق". يعد "البرنوس" رمز "الذكورة"¹⁹، كما تقترن أيضا بـ"الرجولة" كقيمة رمزية-اجتماعية تعين الصلاحيات الاجتماعية لمرتديه كما تحدد المسؤوليات و الأدوار التي يجب تأديتها.

تعلن كبيرة نساء العائلة (الجدة في الغالب) أمام جماعة النسوة اللواتي يجلسن في باحة الدار، للعمل على النسيج، في الأوقات التي يتفرغن فيها عن الأعمال المنزلية²⁰، فتخبر أن أحد أحفادها أو أبنائها (أن كانت الأم هي التي تقوم بإخبار الجماعة)، أن أحد أبنائها مقبل للذهاب إلى السوق للوهلة الأولى. تضع، كل واحدة منها جانبا، في منزلها، صحن من البقول الجافة؛ و الذي ستمنحه لأم الطفل، في المساء، عندما ستتنقل عبر منازل العائلة، لجمع تلك البقول التي ستطهى منها طعام ستوزعه، عبر كل المنازل، على شكل "وعدة" أو صدقة.

¹⁹ وردت هذه الدلالة كثيرا على لسان الباحثين الذين استجوبناهم، و الذين اجمعت تصريحاتهم على انه يجب أن يحظى كل طفل ببرنوس خاص به اقتداءً بالبالغين، الذي سيصبح واحدا منهم ذات يوم. يعبر البرنوس عن الوضعية الاجتماعية التي يخول لها الطفل؛ إنه بمثابة "الزي" (un uniforme) الذي يدل على المرتبة الاجتماعية للفرد.

²⁰ تجتمع نساء العائلة الممتدة في حارة الدارة الكبيرة، في الأيام الحارة، لتقوم ببعض الأعمال الثانوية، المكتملة لأعمال الرجال، أو أعمالها الخاصة، التي تريحها من الأعمال المنزلية، في جو الحوار و الاستعلام حول الأحوال العامة للعائلة و القرية في نفس واحد. إنهن يجتمعن، في الحقيقة في حلقة، في ما يشبه، مجلس الرجال، و يناقشن أمور عامة. في أيام البرد، المطر و الثلج، يجتمعن عند إحدى الأرامل، كما يجتمعن في المناسبة، في إحدى المسنات لمعالجة الحالات الطارئة.

2. التحضيرات عند الرجال: يجتمع الأب أو الجد، إن كان هذا الأخير على قيد الحياة، بجميع أفراد العائلة حتى يعلن عن رغبته في اصطحاب ابنه إلى السوق. يتم تعيين المهام المختلفة لكل الأفراد: كل واحد يتكفل إما بإخبار الأقارب، جلب المقتنيات و غير ذلك.

كثيرا ما يصادف اليوم المنشود، اليوم الذي يسبق العيد (كلا العيدين)، و الذي يدعى بـ "taswiqt" أي يوم "السوق"²¹ و هو يوم يرخص فيه للأطفال مرافقة الآباء إلى السوق من أجل شراء الألعاب والحلوى. هنا يجب الإشارة إلى تداخل و تضارب الروايات؛ فهناك من يرى أن إطلاع الطفل على السوق يتم في أحد الأيام الذي يخالف كل الأيام الأخرى (يوم السوق)، يحضر له، لفترة طويلة، قبل أن يعلن الأب عليه عشية الحدث أو أيام معدودة قبل ذلك. كما أنه هناك روايات تربط بين ذلك اليوم، "السويقة"، بأول يوم زهاب الطفل إلى السوق و مصاحبة أبيه.

لا يمكن التأكيد على ما هي الرواة الغالبة والرواية الهامشية، إلا أن الممارسات خلال الأيام المشار إليها مختلف تماما، كم أن المسارات مختلفة من دون شك. فإن كان يوم "السويقة" سيكون، لا محال، يوما مخصصا فقط للألعاب و للأطفال؛ فهو أبعد أن يكون يوم مراسيم المرور بقدر ما يكون يوم الفرحة و اللعب؛ ينحصر فيه دور الأب (الكبير) في التوجيه و المرافقة للصغير و بقية الأولاد، خاصة و أن التبادلات و الممارسات في السوق ذاته، في ذلك اليوم، ستنحصر أساسا على مستلزمات العيد. يتطلب و يستحسن، إذا، أن يكون يوم "المراسيم"، يوم غير يوم المناسبات الدينية، فالسوق يكون على مساره العادي، تتم فيه كل أشكال التبادلات، كما يتمتع "المتسوقون" بكل وقتهم لقضاء حاجاتهم المختلفة.

ب. المراسيم

تجدر الإشارة أن تلك المراسيم لا تتوقف على ذلك اليوم الأول الذي يرافق فيه الطفل المتأهب للانتقال من العالم الداخلي "الأمومي" على العالم الخارجي "الذكوري"، أباه؛ إنه أول "الوضعيات التنشؤية" التي سيعرفها الطفل و التي ستمتد طول حياته.

تبدأ المراسيم بارتداء "البرنوس" فوق الثياب الجديدة، حتى يتميز الطفل عن الآخرين. ترافقه الأم إلى باب "الحارة"، مهللة ببعض الأدعية و برمي قبضات عشوائية من الملح هنا و هناك، على جوانب الطفل، حتى تبعد الأرواح الشريرة،

²¹ يدعى هذا اليوم في بعض المناطق الأخرى للجزائر بـ "السويقة".

العيون الحاسدة و غيره ذلك. يمسك الأب ابنه من يده أو يجلسه على ظهر دابة، إن كانت لديهم، و يأخذ الطريق إلى السوق. قد يصاحب الأب مجموعة من أقاربه أو زمرة من رجال القرية. يوجه هؤلاء من حين لآخر دعابات، نكت، و تشجيعات، للابن ترحيبا به كعضو جديد، سيلازمهم مدى الحياة. سيعرف الطفل منذ اللحظات الأولى أنه مرغوب منه؛ سيعتمد عليه و عليه أن يكون سندا باسلا للذين يدمجونه بين مجموعتهم.

يتوجه الأب وابنه، بمجرد أن يصلا إلى السوق، إلى مقهى القرية²². يقدم ابنه للحدش الذين يهنؤونه بتقديم هبة رمزية تكمن في بعض الدراهم. يحدث أن يدفع الأب مستحقات ما استهلكه، المتواجدون في المقهى، من مشروبات تعبيراً عن فرحته و امتنانه لمن أظهرها انطباعاً حسناً إزاءه هو و ابنه. يمضي الأب، بعدها، من المقهى ليتنقل بين رحاب السوق، فيلتقي و يقابل الأقارب والأصدقاء، الذين يتنقلون من القرى المجاورة، فيعرفهم بمرافقه الجديد الذي سيتعاملون معه، من هنا وصاعداً، في حالة غياب الأب و بالنيابة عنه. يهنئ هؤلاء الأب والابن في الوقت ذاته و يرحبون بهذا المتعامل و الصديق الجديد الذي سيدعم، هو الآخر، صدقاتهم بأبيه و بكل عائلته، ما دامت العلاقة بين الأفراد هي علاقة بين العائلات و الجماعات في آن واحد.

عندما ينتهي الأب من زيارة السوق، يتنقل إلى شراء مقتنيات العشاء؛ من "رأس ثور"، خضر و فواكه و غير ذلك. سيدعو الأب كل رجال "العشيرة" (*adrum*)، للاحتفال بهذا اليوم الاستثنائي الذي سيشهد انضمام فرد جديد إلى قافلة المترددين على السوق، و الذي سيمثل العائلة ثم العشيرة، فالقرية.

لا تنتهي، بطبيعة الحال، طقوس المرور هنا، بل يعد ذلك تمهيداً لسلسلة من الطقوس المتتالية و المستمرة مدى الحياة في الحقيقة، فلا يصبح المرء، بالغاً يعتمد عليه بين عشية و ضحاها قبل أن يجتاز سلسلة من الطقوس و الامتحانات المرافقة لها، و التي يخضع لها كل من الأب، الأقارب و الأصدقاء.

يكلف الأب الابن، منذ الأيام القليلة التي تلي ذلك اليوم الكبير، بمهمات صغيرة لدى أصدقائه، و التي تكمن في بعض الرسائل و التوصيات التي يجب

²² يكمن مقهى القرية في خيمة من قش؛ مزودة بألواح مفروشة على طول الجدران الداخلية؛ مثبتة على قطع أجور من اسمنت، تستعمل كمقاعد للزبائن. لكل قرية، مقهى مائل، يمتلكه أحد أفراد القرية المذكورة و لا يقصده إلا سكان القرية أو من يريد أن يلتقي بأحدهم.

أن يبلغها، في حالة ما تعذر له التنقل إلى السوق في ذلك اليوم، أو في حالة ما أراد ان يستبق الأمور و أن يجد عند المرسل إليه ما يبتغيه منه في الوقت الذي سيصل هو فيه إلى السوق. إن المهمة الأولى، إذا، للابن أن يكون رسولا لأبيه و أقاربه، قبل أن يكلف بمهام البيع أو الشراء في السوق.

دلالة الطقوس

قد تظهر هذه المراسيم و الطقوس أفعال اجتماعية آلية، فلكلورية، تعبر عن عرق المنطقة و ممارستها المتجذرة عبر الأزمنة. إن الوقوف عند دراسة الوظائف أو بنية الطقوس لن توصل البحث إلى فك المغزى الاجتماعي من فعل "طقوس العبور". أما إذا وضعنا تلك الطقوس في إطار "الديناميات" و الروابط الاجتماعية التي تسير الجماعات داخل الحقول الاجتماعية المختلفة لَوَجَدْنَا أن تلك المراسيم تكاد تخلوا من العشوائية، و أنها موجهة و موزعة ضمن جملة من الأفعال التنشئية التي تقوم عبرها الجماعات بتعزيز وضعيتها الاجتماعية ضمن "علاقة الهيمنة"، التي يراها كل من "بورديو" و "ميشال فوكو"، ملازمة للحياة الاجتماعية للجماعات²³.

تمكنا من خلال المقابلات التي أجريناها مع المبحوثين استخلاص الدلالات المختلفة التالية:

1. الدلالة الاجتماعية: لو عدنا إلى رواية "الهضبة المنسية"، لـمولود معمري"، لوجدنا أن "الذكور" هم الذرع التي تقوم بكل المهام الشاقة في القرية، فبحسب الرواية، فإن خبر قدوم الحرب العالمية الثانية وتجنيد كل رجال القرية، حلَّ كالصاعقة على السكان؛ لن يبقى فيها سوى الشيوخ و الأطفال، مجردين من الأيدي العاملة التي ستحرث الأرض و تجلب العيش لهم²⁴.

يقترن دخول الابن إلى السوق بانضمام عون جديد للأب، يلازمه عند التبادلات التجارية، يتبادل الرأي فيما يخص البيع و الشراء؛ المواقف من كل ما يحل في السوق من أفعال و أفراد؛ كما يحدث أن يتقاسم المهام كلية، عندما تكثر المهام على الوالد.

²³ Vazquez Garcia, Francisco, « la tension infinie entre l'Histoire et la raison : Foucault et Bourdieu », in *Revue internationale de philosophie*, n° 220, 2/2002. pp. 343-365.

²⁴ Mammeri, Mouloud, *La colline oubliée (roman)*, Paris, Ed. Seuil, 1952.

2. **الدلالة الرمزية**: يعتبر الطفل رأسمال رمزي بالنسبة للعائلة، فهو بمثابة ضمان لاستمرارية النماذج القيمية التي بنيت على أساسها العائلة، على وجه الخصوص و القرية على وجه العموم، كما يعد "الفاعل المؤمن" للحفاظ على "شرف العائلة" و على مكانتها الاجتماعية التي تتوارثها أبا عن جد.

يتعلم الطفل منذ الأيام الأولى التي يتنقل فيه إلى السوق أن "الشرف يختلف" في السوق عن الشرف داخل القرية. إن اقترن الشرف بالقرية بـ"الصدق" (*niva*)، الائتمان و الصراحة؛ فإن في السوق قد لا يطابق ذلك تماما؛ كثيرا ما يقتضي الأمر أن يكون الفاعل "فطنا" (*idouges*)، "يلجأ إلى الحيلة" (*bou-thiherchi*). لقد أشرنا في الأعلى إلى مقولة الجزائر حول "تزاحم الرجال في السوق"؛ من بين التفسيرات التي تحصلت عليها من ذات "الفاعل الاجتماعي"، أن على البائع أو المشتري أن يكونا فطنين؛ فإما يَخدع أو يُخدع. إن حدث و أن خُدع أحدهم يحسب مغفلا بين ذويه و يشار إليه في السوق.

3. **الدلالة السياسية و العسكرية**: تربط الجماعات الاجتماعية المختلفة، باختلاف حجمها وبقعتها الجغرافية، علاقات تنافسية؛ متضاربة و متقلبة بين السلم (الهدنة) و الحرب (الاقتيال) من أجل الأرض، الماء، الشرف، "العناية" (*lanaya*) و عدة أمور أخرى قد تبدو سخيفة في الظاهر. لا يخفى لأحد بعد الكتاب الذي نشره كل "هانوتو" و "لوتورنو" سنة 1889م و بعده كل الكتاب و العسكريين الذين خصصوا مؤلفات كاملة عن المنطقة و هذا بالرغم من منطلقاتهم الفكرية و الأيدولوجية إلا أنهم أكدوا و اتفقوا مع المؤلفين المذكورين على أن المجتمع المحلي منقسم إلى "صفوف"، عشائر، قبائل متناحرة، متجاورة، يتناوب فيها السلم و الحرب²⁵. ما هو مؤكد إذا أن في الغالب يصنع عدد الرجال، فارقا معتبرا بين الجهتين المتخاصمتين (بدءا بالعائلتين و صولا إلى القبيلة و كنفيدرالية القبائل). يُحسب ألف حساب للعائلة و القرية... التي يفوق عدد ذكورها الجهة المقابلة قبل الخوض في النزاع، ولأن المناوشات تنهي دائما إلى إقتتالات دامية، فإنه غالبا ما يتم اختيار من سيتم الدخول معه في حرب

²⁵ Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, T2, Alger, Ed. Augustin Challamel, 1889, pp.10-77.

ليس فقط من أجل الحرب بل أيضا من أجل الفوز السريع و الشرف السهل المنال.

يُعتبر الإبن بمثابة الطاقة الجديدة و المتجددة للعائلة؛ إنه بمثابة ضمان للعائلة بأنه سيكون هناك من سيرفع التحدي، و أنه لن يسمح بأي تجاوز ما يمر على الأسرة من دون أن يفلت ذلك يوما من العقاب. يحسب لكل طفل جديد، يرافق الأب إلى السوق، ألف حساب بين المترددين على السوق، بحيث لا يمكن العبث مع والده و لا أهله، بشكل عام، لأن الصبي لا ينسى كل من يلحق أذى بذويه، و لا بد أن يأتي يوما يلقي فيه المذنب حسابه؛ فالطفل يُربى على التعرف على أصدقاء العائلة كما يربى على التعرف على أعدائها.

لكن لكي يكون فردا يُعوّل عليه، يجب أن يمر على عدة محطات تنشئة، يتعرف من خلالها على البيئة الاجتماعية التي يعيش فيها؛ على ما هي مصلحته؛ مصلحة الجماعات المختلفة التي ينتمي إليها؛ على كيفية محاورته منافسيه و خصومه المحتملين، الذين يقابلهم كل يوم و يتقاسم معه الوضعية الاجتماعية.

خاتمة

يعد السوق مؤسسة اجتماعية متعددة المهام، لا تقتصر على التبادلات الاقتصادية المادية فحسب بل تتوسع إلى أكثر من ذلك من تبادلات رمزية: ثقافية، دينية، أدبية، سياسية و غيرها، كما أنها مؤسسة اجتماعية تعقد فيها "مراسيم العبور".

لا يمكن اختزال "طقوس العبور" في السوق التقليدي، في منطقة القبائل في اليوم الذي تقام فيه المراسيم الاحتفالية، و التي تعد في الحقيقة بداية سيرورة طويلة من المحطات التنشئية، التي ترافقها سلسلة مختلفة من الطقوس، المرتبطة بـ"الخصوبة" و بـ"المعتقدات". لا يمكن عزل تلك الممارسات عن بقية الطقوس التي ذكرناها في الأعلى و التي تعد امتدادا لها.

لم تبقى الطقوس المدروسة على حالها، كما احتفظت بها ذاكرة الرواة، بفعل التحولات الاجتماعية الكبيرة التي عرفتھا المنطقة، و البلاد على وجه العموم. لقد عرفت التركيبة الاجتماعية تقلبات كبيرة ناجمة عن تحول العلاقة مع العمل و مصدره؛ التحول في تقسيم المجال الاجتماعي؛ تراجع مكانة السوق

الأسبوعي في الحياة الاجتماعية بعد انتشار المراكز التجارية ؛ ظهور و انتشار مؤسسات التنشئة الاجتماعية كالمدراس و مراكز التكوين ؛ تفكك البنى الاجتماعية التقليدية كالعائلة الممتدة، القبيلة... ستكون دراسة "طقوس العبور" في إطار هذه المعطيات الجديدة أمرا مثيرا للفضول.

:

محمد براهيم صالحى*

مقدمة

أود في البداية أن أتطرق بشكل سريع إلى الخطوط العريضة الخاصة بمقاربة الممارسات و التمثلات المتعلقة بالدين، ستكون بمثابة واجهة خلفية و دعامة لموضوع هذا الإسهام.

يمكن دراسة الدين، من وجهة نظر أنثروبولوجية، عبر تعابيره الاجتماعية التي يمكن الإحاطة بها أساساً من خلال الممارسات الاجتماعية للأفراد من أجل التعبير عن إيمانهم.

هذه الممارسات ليست ممارسات ثابتة أو مستقرة، بل هي خاضعة للسياقات التي تدعم هذا النمط من التعبير أو ذاك. تأخذ القراءة الأنثروبولوجية للممارسات الاجتماعية للدين، بما في ذلك الإسلام، بعين الاعتبار تاريخانية المعطى الديني، ليس فقط من حيث بعده السياسي الوحيد و لكن أيضا بوصفه يشارك في صناعة تاريخ المجتمعات و الثقافات التي ينتشر فيها وعليه، فإن الممارسات الاجتماعية للدين هي عرضة للتغيرات. و يبقى مرجع هذه الممارسات مستقرا، كما هو الأمر على سبيل المثال، في النموذج الذي نحن بصدده و المتمثل في الإسلام أو الكتاب تحديدا. فالمقاربة الأنثروبولوجية للدين ليست مقارنة معيارية تبحث عن

* أستاذ التعليم العالي بجامعة تيزي وزو، مختص في الأنثروبولوجيا و علم الاجتماع، باحث مشارك بمركز البحث في الأنثروبولوجيا الاجتماعية و الثقافية.

التمثيلات أو التطابقات بين المعطى المعيارى الدوغمائى للدين و الحقائق الإمبريقية، و إنما هي ممارسة تتجه بشكل أساسى نحو ما يسمح الميدان والملاحظة برصده عبر مختلف الدعائم و الوسائط المنهجية.

يمكن صياغة السؤال الإشكالى العام على المستوى الأنثربولوجى بالكيفية التالية: كيف يمكن للأفراد، أثناء الملاحظة، الإقبال على ممارسات ما حتى يبدو إيمانهم صادقا، انطلاقا مما هم عليه فى مختلف الأوقات و فى سياقات مختلفة؟ كيف يمكن للهوية الثقافية للأفراد التى تمّ بناؤها تاريخيا و عصفت بها ريح التغيير، أن تدعم إنتاج الممارسات الدينية و التمثيلات حول الدين و التى من شأنها التجدد كلياً أو جزئياً؟

ستسفر ملاحظة الحقل الدينى الجزائرى، لا محالة، عن وجود ممارسات كانت مجهولة خلال القرنين الثامن و التاسع عشر، ظهرت مع حركة الإصلاح فى غضون القرن العشرين، فى حين نزعت ممارسات أخرى إلى الانتشار بشكل أوسع فى صفوف الجماهير أواخر القرن العشرين.

لا تحيل هذه الممارسات لدى الأفراد إلى أزمة نزاهة مقارنة مع المعطى الذى يعدّ مركزياً، إذا ما اعتبرنا أنه فى كلّ الفترات المذكورة ليس ثمة إنتاج دينى أو إصلاح يدعى مخالفة تعاليم القرآن، بل بالعكس، هناك حركات متكررة للتأكيد على الولاء لهذا الأخير و هي تشكل لبّ الحركات الدينية المعاصرة فى الجزائر. مع هذا، فإن ما يدعم هذه الحركات فى الواقع هو شيء مختلف تماماً، لأن فهم الممارسات الجديدة لا يتعلق بطرح السؤال المعيارى الذى يكمن فى معرفة من هو الأكثر ولاء لإيمانه و لصفاء مرجعه بقدر ما يتعلق بالتساؤل حول المعنى الذى تتمثله الحركات الدينية حول الدين بوجه عام. لقد تم الاشتغال فعلاً بشكل مستمر على المجتمعات سواء على المستوى الجماعى أو الفردى من خلال البحث عن معنى لوجودها.

تشتغل كل الأديان بوصفها إطاراً سيميائياً يفهم فى سياق اجتماعى و ثقافى مترسب و مبني تاريخياً. و من خلال الإحاطة بإطار سيميائى معين، فإن هذا الأخير يضبطه أيضاً، أى يدخل معه فى حوار. من هنا تظهر أشكال رمزية و ممارسات تبدو على المستوى التجريبي كلاً واحداً. أما على المستوى التمثيلى، فلا تسمح هذه المقاربة الدينية بالتطرق وبشكل أفضل إلى بعض الأمثلة التى تمت

دراستها في حالة منطقة القبائل و التي يمكن في رأيي الخاص تعميمها على وضعيات أخرى و مجموعات مشكلة للمجتمع الجزائري. تدعم هذه المقاربة التحليل المقترح في هذا المقال، كون أن "دين المعتقد المحلي" الذي سأحدث عنه في هذه التمثّلات يبيّن بشكل واضح كيف أن الأفراد، و من خلال تأكيد هويّتهم يصنعون تمثّلا حول الدين. و من جهة أخرى، و في منطقة مثل منطقة القبائل، تدخل على المستوى التاريخي شخصيات دينية من أمثال الشيخ محند أولحسين في تناغم مع هذه التمثّلات و تدعمها. يبدو لنا هذا الأمر قابلا للنقاش و ثريا على مستوى المادة الفكرية.

التمثّلات و الممارسات الاجتماعية للدين بمنطقة القبائل

لقد تطور التمثّل الحالي حول الدين في الحركة الهوياتية الأمازيغية منذ فترة تأسيسها سنة 1980، فالثقافة الأمازيغية حين ذاك اعتبرت مستقلة ذاتيا أو تفصلها مسافة معينة عن تلك الثقافة التي يحملها الإسلام و تيار الأسلمة اللذان يعتبران عاملان من العوامل المتسببة في حلّ أو تذويب اللغة المحلية. و تجدر الإشارة أيضا أن المقاربات الإثنوغرافية في القرن التاسع عشر هي التي استخدمت بشكل أساسي كأداة لدراسة الدين في المجتمع القبائلي. فتمخّضت الوضعية التي منحت له سواء في التمثّلات الفكرية أو على صعيد أشكال التعبير الاحتجاجي عن باراديعم مجتمع لا يلعب الدين فيه دورا، لا في صناعة المعايير و القيم، و لا في طرق تنظيم السكان المحليين. يمكن تعريف الفاعلين الدينيين و من بينهم المرابطين بشكل أساسي كوسطاء. لقد تحفّظت "الجمهوريات" القبائلية أو البربرية لماسكوري (Masqueray) بكيفية معينة على ممثلي الإسهام الخارجي المتواجد على بعد مسافة، و قد أضاف الفولكلوريون في بداية القرن العشرين لمسة لتلك المسافة من خلال الزيادة في إظهار الممارسات السحرية و إحياء العقائد الدينية القديمة، و التي هي في الواقع المعقل الديني الحقيقي للبربر، الذين اعتنقوا الإسلام بشكل سطحي¹.

مما لا ريب فيه هو أنّ تقديس الأولياء الذي يعود الأصل فيه إلى ملاحظة الطقوس الوحدانية في المجتمع المحلي قد نَمى هذه المقاربات. في الوقت ذاته،

¹ ينظر بهذا الخصوص :

Doutte, Edmond, *Magie et religion en Afrique du Nord*, Alger, Jourdan, 1909.

وطيلة القرن التاسع عشر وصفت المقاومات التي حركتها وقادتها الطريقة الرحمانية أو شخصيات دينية أخرى بالمقاومات "التعصبية" للتفريق بينها وبين المعتقد المحلي الأكثر تجريدا على المستوى العقائدي، و الأكثر ابتعادا عن المرجعيات العالمية. في الواقع، يتوافق هذا الإجراء مع صناعة قوقعة عمياء ذات سيروا حية لتملك الدين الجديد و صناعة رموز دينية تمّ تعديلها وفقا للثقافة القبائلية المحلية. في هذه التمثّلات، يعدّ كلّ من "المعتقد المحلي" و ما يشار إليه بـ "التعصب الديني" في كل الأحوال، وجهان لواقع مؤخّر بالمقارنة مع الثقافة المهيمنة التي تتجه نحو أفولها. غير أن التعصّب يعتبر الأكثر "خطرا" كونه يعدّ عامل تعبئة من الناحية السياسية. و لن أسهب هنا كثيرا، فيما تعرضت إليه في أبحاثي السابقة² أو ما تعرض إليه غيري من الباحثين حول الحقل الأمازيغي.

من الواضح أن الأمازيغ، شأنهم شأن كل المجموعات البشرية و الثقافية التي اعتنقت الإسلام، لم يتخلوا عن ثقافتهم، بل بالعكس استمدوا منها الأدوات التي تصقل ممارساتهم الاجتماعية للدين³. من جهته، يعمل الإسلام بوصفه ديانة جديدة في اتجاه إعادة بناء المتخيّل الديني المحلي حول هذه الفئات. و عليه، هل يمكن الاعتبار أن الكوسموغونيا قد أعيد بناؤها، تماما كما هو الحال بالنسبة لتراتب اللغات حول اللغة الطقسية. لكن الأمر يبدو هنا بوصفه تناظرا أو تشابكا قويا أكثر من كونه ثنائية غير قابلة للاختزال، ذلك أنّه من الصعب بناء مقارنة تميز بشكل واضح بين هذين الجانبين الاثنين و بين الاعتقاد. ما يمكننا أن نؤكده دون أدنى شك إنما يخص التسامي، وتبقى الأنطولوجيا أو باختصار مجال الإلهي مرجعا للكتاب المستقر بشكل شبه تام و الذي يتحرك كعنصر للدين الجديد. إنها حالة مبدأ التوحيد و الصفات الإلهية المترددة في الأغاني الدينية القبائلية⁴. بالمقابل، فإن الطريقة التي يتم بها الاحتفال الديني و الرموز التي تجسّد مظاهره اجتماعيا هي متحركة و تسمح بمرور تاريخ

² Voir Mohammed Brahim Salhi, *Etude d'une confrérie religieuse algérienne : la Rahmaniya*. Paris, EHESS, 1979, en particulier chapitre introductif. Et Confréries religieuses, sainteté et religion en Grande-Kabylie. Eléments de bilan d'une recherche sur un siècle (1850-1950), Correspondance, Bulletin scientifique de L'IRMC –Tunis, n° 12-13, 1993, pp. 3-7.

³ *Ibid* et Mohammed Brahim Salhi, *Société et religion en Kabylie*. Thèse de Doctorat d'Etat Es Lettres et Sciences Humaines, Paris, Sorbonne-Nouvelle, 2004.

⁴ Mohammed Brahim Salhi. *Lignages religieux et sainteté...op.cit.* et Youcef Nacib. *Chants religieux du Djurdjura*, Paris, Sindbad, 1980.

الجماعات البشرية عبرها. ليس من الغريب، إذن، أن يكون القبائل قد استمدوا من ثقافتهم عناصر لصناعة رموز دينية و لإعادة إحياء طقوس بغية منح معتقدتهم الديني معنى وممارسة مرثية.

هذا هو ما يتجاهله الأدب الإثنوغرافي أو يتغاضى عن رؤيته. يبدو لي بديهيا أن هذه النظرية أثرت في البداية على القبائل المتعلمين ليتعداهم فيما بعد إلى عامة الأهالي المطلعين على هذا الأدب. و لا أظنّ أن هذا من قبيل الصدفة و لا يمكن أن يكون نوعا من أنواع الاستعدادات المسبقة أو الارتداد الفكري. يتعلق الامر في الواقع بقلادة للإنكار الهوياتي و بفرض تعريف للانتماء يربط بين الإسلام والعروبة، و هو بمثابة مقاربة إثنو- دينية للانتماء.

لقد وضع المصلحون الدينيون الجزائريون هذا التعريف الإثنو-ديني للانتماء وذلك في قالب يعقوبي بمعنى أنه انتماء تفرض عناصره نفسها على الجميع، حيث يتم إنكار كل تنوع ثقافي، لغوي و ديني. لذا نجد الجهات الأخرى في الحركة الوطنية تستخدم تعريف الانتماء لحسابها. فكل ما يمثل تعبيراً خاصاً أو اختلافاً اعتبر بمثابة عنصر من عناصر التمرد بعد سنة 1962، حيث قامت الدولة الوطنية الجزائرية باستخدام و تعزيز هذه المقاربة اليعقوبية و الحصرية للانتماء إلى الوطن. فالعروبة و الأسلمة هما عنصران لا انفصال بينهما. و لذا فقد قام المطلب الهوياتي الأمازيغي ضد هذا التعريف للانتماء. تمثّلت الحجّة التاريخية الأساسية لهذا المطلب في المصير الذي كان ينتظر محتجّي حزب الشعب الجزائري - الحركة من أجل الحريات الديمقراطية (PPA-MTLD) سنة 1949 الذين وصفوا ب "أصحاب النزعة البربرية" و الذين تعرّضوا للعنف بشكل كبير من قبل الهيئات المركزية لهذا الحزب الوطني. كما تشرب هذا المطلب من الواقع السياسي لسنوات الستينيات و السبعينيات، و من الرفض العنيف للدولة الجزائرية لكل مرجع آخر غير الإسلام و اللغة العربية في تعريف الهوية الوطنية. و رغم ذلك كان لا بد من إعطاء شرح لوجود الدين في صناعة الرابط الاجتماعي.

أظنّ أن المقاربات الإثنوغرافية للقرن التاسع عشر هي التي كان لها أثر في تجسيد النموذج التفسيري قبل أن يتمّ خلال سنوات الثمانيات اكتشاف النظرية الانقسامية⁵، و التي قدّمت مفتاحاً استخدم بعيداً عن الحقل العلمي. إنه الشيخ

⁵ ينظر بهذا الخصوص :

Gellner, Ernest, *Les Saints de l'Atlas*, Paris, Bouchène.

محمّد أولحسين الذي أصبح دليلاً على العلاقة الموجودة بين الدين و المجتمع بعيداً عن الصبغة "الشرقية" أو العالمية، و ذلك في أعقاب الدراسة التي خصه بها مولود معمرى. و باختصار، فقد أصبح مثلاً حياً عمّا يمكن أن يعتبر دين الأمازيغ (أمازيغ منطقة القبائل تحديداً). مع صدور كتاب مولود معمرى تمّ الانتقال من مستوى التمثيل إلى مستوى المعرفة. لا بُدّ من الاعتراف بفضل هذا المؤلف في فتح المجال لتحليل الدينى في منطقة القبائل. و حتى إن قمنا بقراءة نقدية للمقاربة التي يتبناها معمرى إزاء هذه الشخصية القبائلية الدينية القوية، يبقى إسهامه ذا أهمية بالغة بالنسبة لتلك الفترة من خلال تلك الأفكار التي يعرضها في مقدمة "القوائد الشرعية القبائلية القديمة"⁶. أظنّ أنه يجدر الاهتمام بالتمكك اللاحق، لأفكاره و أبحاثه بعد رحيله.

الشيخ محمّد: سيرة و مسيرة

تعدّ مسيرة الشيخ محمّد أولحسين من آيت سيدي أحمد، بالنسبة للكثيرين، مسيرة شخصية دينية فريدة من نوعها في الحقل الدينى و الاجتماعى القبائلى، عاشت في النصف الثاني من القرن التاسع عشر. بدأ الشيخ أولى خطواته و نمي موهبته في أحضان الطريقة الرحمانية. كما تمكن من التفرّد و فرض سلطته الدينية التي طالت منطقة القبائل برمتها بعد مواجهته للتنظيم الهرمى لهذه الجماعة والدخول في مناقشة مع ممثليها في منطقة جرجرة. من المحتمل أن يكون من القلائل، إن لم نقل الشخصية الدينية الوحيدة، المعترف بها التي تحظى باحترام خارج الحدود القبلية، ذلك أن مواقفه الدينية في غضون أزمة النصف الثاني من القرن التاسع عشر، تحديداً حوالي سنوات 1870، تكشف عن نزعة براغماتية أثارت استياء الكثير من معاصريه. ففي الوقت الذي تجنّدت فيه كل الشبكات و كل المقدّمين الرحمانيين انطلاقاً من أبريل 1871 للقيام بإحدى الانتفاضات الفلاحية في القرن التاسع عشر ضد الاحتلال الفرنسى، تماطل الشيخ محمّد عن الإقدام على ذلك و حتّى أتباعه و الأهالي الذين كانوا تحت إمرته بعدم المشاركة في ما كان يبدو له حرباً غير متعادلة و ذات عواقب وخيمة على

⁶ Mammeri, Mouloud, *Poésies kabyles anciennes*, Paris, Maspero, 1980.

الأهالي⁷. كان منطلقه الخاص هو أن القضاء الذي كتبه الله للغزو الاستعماري لم يحن وقته بعد، و في كل الأحوال، عندما يزيد الظلم عن حدّه، ويصعب احتماله فإن الفرنسيين سيغادرون لا محالة⁸. و لكن الخلاف لم يتوقف عند هذا الحدّ، فالحرية التي تعامل بها الشيخ مع قواعد الانخراط في جماعته و بالرغم من الكاريزما التي لا ينازعه فيها أحد، جعلت منه شخصية مثيرة للجدل في أوساط مقدّمي الرحمانية الذين ندّدوا بهذه الاستقلالية⁹.

وعندما قرر الشيخ الحداد، مذهولا بما وصله من أخبار الشيخ محند، دعواه إلى الانضباط و مطالبته بالاعتراف بقيادة الجماعة، اصطدم بالحقيقة اللاذعة للشيخ الجديد. فحين سأله الشيخ الحداد "من جعلك مقدّما يا محند؟" (و كان يتوقع أن تكون الإجابة ب "أنت يا شيخ")، أجاب محند: "الله"¹⁰. عندما نكون على دراية بسلطة الشيخ الكبير للطريقة الرحمانية القبائلية، فإننا ندرك وطأة مثل هذه الإجابة التي هي بمثابة عصيان حقيقي و خطير يقوّض اليقين المكتسب من خلال الكتابات الأساسية بما فيها الكتابات المؤسّسة للطريقة الرحمانية، حيث تعتبر تلك الكتابات الطاعة و الخنوع للشيخ قاعدة أساسية لا يجوز تخطّيتها أو تجاوزها.

تجدد الإشارة، أن المشكل عند الشيخ محند، هو أن يكون الخلاف عضويا و روحانيا في الوقت ذاته. لقد قرر نظرا لإيمانه بامتلاك الحقيقة و مضيّه وفقا لحدسه الخاص، الاكتفاء بما فهمه أثناء بداياته وفترة وحدته الطويلة و تحسّنه في طريقه دون وساطة من قاداته. لقد أسّس مقدمون آخرون في تاريخ الرحمانية، فروعهم الثانوية الخاصة بهم كما هو الحال بالنسبة لمحمد الجعادي في الجنوب الغربي لمنطقة القبائل الكبرى قبل سنة 1871. في حين تخلى آخرون بعد 1871، عن كل ولاء لقطب الطريقة الرحمانية، حتى عندما اعتبر هذا الأخير خلفا لسلطة الشيخ الحداد. و من المعروف أن سلطة الشيخ بلقاسم من بوجليل

⁷ Rapport Pervieux de Laborde, *Enquête sur les confréries religieuses*, 1895. Rapport de la Commune mixte du Djurdjura. Et Mohammed Brahim Salhi, thèse de 3^{ème} cycle, *op. cit.*, pp. 228-234.

⁸ ينظر إلى كل مظاهر هذا الاستعداد الفكري لدى الشيخ في مولود معمري، المرجع السابق.

⁹ برفيودي لا بورد (Pervieux de la Borde) يشير في المرجع المذكور إلى رفض المقدمين النزهاء للتنظيم الهرمي للجماعة.

¹⁰ معمري، مولود، المرجع السابق، ص.24.

(تيقرين، آيت عباس) الذي خلف الشيخ الحداد، لم تلق دوما الترحاب الجماهيري الذي كان يدعيه. صحيح أن زوايا و شيوخ المنطقة كانوا يكتون له الاحترام، و لكن دون الاعتراف بشكل مطلق بالسلطة الهرمية لشيخ الطريقة الرحمانية القبائلية. و إذا كانت ثمّة فضيحة قد وقعت، فإن أصلها يكمن في خاصية النبوءة لأفعال و ملامح شخصية الشيخ محند الحسين. فهذه النبوءة المنافسة تعيد بناء حقل الولاء في منطقة جرجرة بأكملها. حيث انشطر الصرح المرابطي الذي كان في شكل فسيفساء، من وجهة نظر الولاءات بين الصورة الدينية الجديدة و المقدّمين الآخرين للطريقة الرحمانية. غير أن ملاح هذه الشخصية المنعزلة للشيخ محند، لم تتمخّص بطبيعة الحال عن خلف له، وفي غياب نسله أو تلاميذ من مستواه انتهى وعظه مع موته. لقد استمرت أخته لالا فاطمة نالحسين في تلقي حسنات المخلصين لكن دون أن تكون خلفا حقيقيا له.

كيف نقرأ ملامح شخصية وليّ قبائلي ذي وزن تاريخي

إن مسيرة و أفعال الشيخ محند، بالنسبة لمولود معمرى هي تعبير و انبعث للمعتقد المحلي، المتمرد على تقاليد علماء الدين. فهذه التقاليد، بوصفها عاملا خارجيا ليس لها تأثير على الواقع المعاش في منطقة القبائل. حول هذه النقطة، لا بدّ من الإشارة أن رجال الدين ليسوا مستحوزين على المعرفة الدينية الشرعية بشكل حصري، و لكنهم ينتجونها و ينشرونها بطرق تختلف عن تلك الطرق التي يتبّعها نظراؤهم الريفيين، دون أن يعني ذلك بالضرورة أن هؤلاء ينشرون و ينتجون شيئا آخر غير المعرفة المستوحاة من القرآن. هناك اختلافات على مستويات الصياغة الخاصة بطرق نقل المعرفة. ومما لا شك فيه أيضا هو أن ممارسات علماء الدين الحضريين أكثر عقلانية من تلك الخاصة بالريفيين الأكثر تكيّفا مع النزعة الطقسية للجماعات و عمقها الثقافي الخاص.

لقد خلصنا من تحليل طرق التنشئة الدينية للقبائل و الطريقة التي انغمست من خلالها الأركان التي يحملها الكتاب إلى تشابك قوي بين هذه الأخيرة وأخلاقيات المجتمع القبائلي. و مع هذا، فإنه من الواضح أن التعابير و الممارسات الاجتماعية للدين يمكن أن تغطي على طرق تقترض من الأنماط الثقافية المحلية، و هي تحديدا حالة الطقوس المختلفة التي تصاحب عمليات العبور أو كيفيات الاحتفال بالأولياء المحليين.

إنّ استخدام "الإخوان" (رؤاد الطريقة) للغة القبائلية هو أمر لا يحيل في معناه إلى نقل عمق ديني فريد و لكن إلى الشرح الوافي للقرآن. فلغة المعتقد والإسلام ليسا حصرا على أحد، و ليس هناك ما يشير مثلا في شعر الإخوان أو الشعر الذي تردده العامة، من ميل هرطقي أو فاضح بالنسبة للأرتذوكسية. لقد سبق و أن شرحنا هذا الأمر في دراسات سابقة بشكل مستفيض¹¹، فهذا الانتاج الرمزي والديني مبني أساسا حول المعاني الجوهرية للوحي.

لا بد من قراءة استخدام اللغة القبائلية من وجهة نظر ترتبط بتفسير القرآن بوصفه قدرة تاريخية للإسلام على التكيف مع واقع الجماعات التي تعتنقه. وبنفس الطريقة، من الواضح أن العمق الثقافي البربري القديم يضيء لمسة خاصة على أساليب التعبير الديني. و من ثمّ، فإن اللغة القبائلية سمحت كما تبيّنه الأدعية و ممارسات "الإخوان" و لكن أيضا الأشعار الدينية، بالتفاعل أكثر مع الحساسيات الثقافية المحلية. و عليه، فإن هناك نوع من التناوذ، غير أن تقديم مولود معمري لشخصيه الشيخ محند و ممارساته الدينية يمكن أن يكون محل نقاش. يجرّد مؤلف كتاب "الشيخ محند قال"، من خلال تحايل خطابي، هذه الشخصية من صفتها الدينية، فبالنسبة لمعمري يتعلق الأمر بمحمد الشخص (في الكثير من الأحيان) و ليس بمحمد الشيخ¹². بالنسبة للكاتب يعدّ "محمّد"، "الأمي" و "الريفي"، شخصا منقطعا عن ثقافة علماء الدين و منطلقا من القطب المركزي الإسلامي. "محمّد" هو حامل للثقافة الشفهية "الحية للجماهير" و التي لا يمكن أن يكون لها سوى "علاقة خارجية تامة" مع ثقافة علماء الدين الذين يمارسون الروحانية و لغة الطقوس. و إذا كانت هناك صلة بين الشيخ و هذه الثقافة و القيم التي تحملها: "لن يكون أبدا غير نوع من الاعتراف الرمزي، لأن اللغة التي يستخدمها هي لغة مختلفة، و لأنه و في غضون قرون خلت، ترسبت عنده مفاهيم و قيم حية، ليتشكّل لديه إحساس بنوع من الحرية تجاه تطويبات ثقافة ولدت في سياق آخر، تمّ استيرادها و تكييفها إلى حدّ ما مع القالب الموجود سلفاً¹³. هذا يعني، وبشكل أكثر دقة، أن هذه الشخصية الدينية المرتبطة بالمعتقد

¹¹ Voir Salhi, Mohamed Brahim, « Les usages sociaux de la religion en Kbylie. Dela spécificité à l'universalité », in *Awal*, Cahiers d'études berbères, Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme, N° 34, 2006, pp. 71-91.

¹² معمري، مولود، المرجع السابق، ص.ص. 49-11.

¹³ المرجع نفسه، ص. 20.

المحلي تربطها علاقة بعيدة بثقافة الكتاب و أن اللّغة الأمازيغية هي أداة لاستبعادها عن هذه الأخيرة في الصيغة التي تتجسد فيها منذ القرن الخامس عشر أي "في عزّ الانحطاط". وهذا في حدّ ذاته يعدّ أكثر إثارة، حسب مولود معمري، حيث أن هذا البعد عن ما هو مكتوب أي ذلك "المضمور" و "المضمر" هو من حسن حظ الثقافة المحلية التي تحتمي من مثل هذه العدوى. (ثقافة العقيدة الشفوية أو التضاد بين كتابي- كوني- خارجي و محلي- شفهي).

و من ثمّ فإن "محنّد" هو مثال حي عن انتشاء حيوية هذه الثقافة التي يعبر عن قيمها بكثير من الحرية حتى فيما يتعلق بما هو اقتراض ديني خارجي. وبتعبير آخر، يمكن القول أن ثقافة المعتقد المحلي أو الثقافة البربرية هي ثقافة مركزية، في حين أن الثقافة الدينية التي يحملها الإسلام هي ثقافة جانبية. تحمل أفكار مولود معمري على الاعتقاد أن هذا الفصل الواضح بين ثقافة المعتقد المحلي و الثقافة الدينية المتمخّضة عن وجود الإسلام لا تبدو أنها تتطابق مع الواقع التاريخي و الواقع المعاش للمجتمع القبائلي. فقد أعيد بناء شخصية الشيخ محنّد بشكل يسمح بترسيخ "دين محلي" فاطر نوعا ما بالمقارنة مع أركان الإسلام الأساسية، ففي جلّ الحالات لا يعترف به إلا بصفة رمزية شأنه شأن "محنّد" الذي يتحدث عنه الكاتب. هناك عقيدة للشفهي يمثّلها "محنّد" نفسه، غير أن الفصل بين الشفاهة / الكتابة لم يحسم في أمره أيضا. فالكتاب، أي كتابة القرآن أولا، أعادت بالفعل تشكيل حواف الثقافة و المجتمع المحليين.

إن المتخيل الديني القبائلي متأثر بعمق، و من المثير للدهشة أن يستخفّ مولود معمري بوزن المؤسسات الدينية و سلطتها، تحديدا في الفترة التي عاش فيها الشيخ محنّد أولحسين في منطقة جرجرة. فقد كانت المعرفة التي أنتجتها و نشرتها هذه المؤسسات "محصورة في نطاق ضيق"، و لكن، و لكون الأشياء هي ما هي عليه، كانت في تلك الفترة العديدة من المؤسسات الدينية الكتابية القبائلية في حالة جيّدة، و كانت تستجيب إلى مطالب اجتماعية ملحة. و من تلك المؤسسات التي كان يتردّد عليها الشيخ محنّد في الفترة الممتدة بين سنوات 1840 و 1850، نذكر بالخصوص زاوية الشيخ أجواي من آيت- خليلي و هي مؤسسة تعليم ديني ذات مستوى مقبول. فعودة هذا النوع من التعليم إلى الواجهة جاء بعد سنة 1850 و بالتأكيد بعد مرور زمن على وفاة الشيخ محنّد.

وفيما يتعلق بالانفتاح على البيئة الإسلامية الواقعة خارج حدود منطقة القبائل، فقد قدمت أزمة سنوات 1860/1870 مؤشرات جدّ قوية على ذلك. فعلى سبيل المثال، كانت سمعة القوة العثمانية (التي تمثل القوة الإسلامية) جدّ حقيقية عند سكان القبائل.

لقد سبق و أن أشرت في رسالتي للدكتوراه إلى متمردي سنة 1871، و كيف كانوا في انتظار مساعدة من الباب العالي (الإمبراطورية العثمانية) و السرعة التي كانت تنتشر من خلالها الأخبار القادمة من الحجاز، خاصة مع عودة الحجاج. فمنطقة القبائل ليست منطقة منقطعة عن العالم الإسلامي حتى و إن احتفظت بسلوكياتها الجماعية الخاصة بها، على اعتبار أن هذا الأمر لا ينجر عن الآخر. لا يوضح مولود معمري كثيرا هذه الجوانب و هذا في حدّ ذاته يبعث على الدهشة كونه كان يعرف جيدا الوسط المحلي و البيئة السائدة في الفترة التي عايشها الشيخ محند. كما يهدف معمري من خلال إشارة أخرى إلى علمنة الشيخ محند¹⁴ بمهارة فاجأتنا فعلا إذ نلمس ذلك في محتوى هذه الفقرة : "العائلة (عائلة الشيخ) فقيرة، لكن من دون شك بسبب الأم التي تنتمي إلى عائلة مرابطية، فهي تهتم بالأمر الديني"¹⁵. فهذا التأكيد، بغض النظر عن كونه خاطئا يعرّز فكرة اتهام هذه الشخصية بالعلمانية مع الإصرار على ذلك :

1- فالصفة المرابطية لا تورث عن الأم و إنما عن الأب، على اعتبار أن الجماعات الدينية القبائلية جماعات ذات نسب أبوي و عصبي. و المقترح هنا هو أن الأم وحدها هي ذات الانتماء المرابطي و من ثمّ فهي من ورثت الشيخ محند هذه الصفة.

2- بالمقابل، ليس هناك أي مؤشر حول جماعة آيت سيدي أحمد و التي تعد إحدى سلالاتها سلالة أحمد أمزيان ، أي سلالة الشيخ محند أولحسين، حيث تمتد هذه السلالة إلى سيدي أحمد غومزيان أو أمزيان سليل سيدي نعمان¹⁶.

¹⁴ لا بدّ من الإشارة أنه من غير اللائق و من غير المقبول، من منظور القيم القبائلية نعت الشيخ، كما يفعل مولود معمري، أي بـ "محند"، و أيضا نعت أي ولي محلي، أيّا كانت الظروف، بدون صفة "سيدي"، لأن ذلك يعدّ في عرف القيم فضيحة.

¹⁵ المرجع السابق، ص. 22.

¹⁶ لتفاصيل أكثر عن هذه الجينياتولوجيا ينظر دكتوراه الدرجة الثالثة التي قدمناها، المرجع المذكور، ص. 215.

وعليه، فإن الشيخ اكتسب هويته الدينية عن هذه الجينولوجيا المقدّسة و التي كان لها دور في ولادة رسالته و بالتأكيد أيضا تقربه من "أمور الدين". ففي سياق قبائل القرنين الثامن و التاسع عشر، سبق هذا الانتماء الديني، وصاحب و دعم مهام الشيخ. فمن الصعب التخيل أن الشيخ محند قد صنع نفسه بنفسه، بمعزل عن الهوية التي اكتسبها جرّاء انتمائه الديني.

هذا الانتماء الديني هو ما أغفله مولود معمري بشكل واضح و بين ضمنا أنه من غير المفهوم اعتبار الشيخ محند مرابطا، إلا إذا كان الكاتب يعتقد أن أصوله المرابطية المزعومة تمثّل مشكلا بالنظر إلى العناصر التي ليست بحوزته¹⁷.

إذا افترضنا أن أصل سلالة انتماء الشيخ محند هو محل شك (نجهل فحواه)، فهو في كل الأحوال أصل معترف به، و يعمل بهذا الشكل في المجتمع المحلي منذ قرون و عليه فهو شرعي بالصيغة التي هو عليها. فمن المستبعد بشكل كبير أن ينظر إلى الشيخ محند على المستوى المحلي على أنه علماني بشكل نسبي و عليه، فهو ذو شرعية دينية مشكوك فيها (انطلاقا من أصوله العائلية).

لا تسمح العناصر التي بحوزتنا بالحديث عن مثل هذه الفرضيات، و إنما هي عناصر تدعم الخصوصية الدينية لسلالة آيت سيدي أحمد. مع هذا، فإذا كان لا بدّ من تأكيد هذه الفرضية من خلال حجة قوية فمن الممكن أن يتم تقييم التحليل الذي أقترحه من جديد.

أما حاليا فلا بدّ من الاكتفاء بملاحظة أنه خلال سنوات الثمانينيات دخلت هذه القراءة الجديدة لجينولوجيا الشيخ و مكانته بشكل جيد في إطار إعادة تأهيل لديانة المعتقد المحلي.

انطلاقا من منظور مولود معمري، قام الشيخ محند بـ "ثورة" صغيرة من خلال الوصول إلى درجة راقية¹⁸ في التراتبية الهرمية للرحمانية مع أنه كان "أمياً". فالدخل في هذه الجماعة ليس مرتبطا بأي شكل من الأشكال بمسألة التحكم في الكتابة، حتى و إن كان يفترض أن يصاحب "المقدّمة" و "الشيوخة" في الطريقة

¹⁷ يبدو، بالفعل، أن هناك رأيا غير مؤكد و غير موضح يتحدث عن أصل علماني للسلالة التي ينتسب إليها الشيخ محند: و لكنه ليس الرأي الذي يحتفظ به الاعتقاد المحلي أو تحتفظ به الذكرة الجماعية في منطقة القبائل. بل بالعكس، تعد الأصول الدينية للشيخ أمرا بديهيا في هذه المنطقة.

¹⁸ ينظر بخصوص مجال تأثير و انخراط أتباع الشيخ محند:

Pervieux De la Borde, *op.cit.*, Salhi, Mohamed Brahim, Thèse de 3^{ème} cycle, *op.cit.*, pp. 216-218. et Légende d'un saint : cheikh Mohand L'houcine. FDB, N° 96, 1967.

الرحمانية نوع من الكفاءة الكتابية. و في هذه النقطة، نحن بالتأكيد أمام حالة استثنائية. و لكن لا بدّ على الأقل من معرفة ما إذا كان قد حصل فعلا أي اتصال بين الشيخ محند لحسين و اللغة الطقسية و بالخصوص بينه و بين القرآن و الثقافة الدينية للكتب (الكتابية)، و هو أمر لا يوضحه أي عنصر. بالعكس، كل شيء يبعث على الاعتقاد أن المسيرة التمهيدية الطويلة التي قام بها و التي رفعت في سلم التراتبية الرحمانية جعلته لا محالة، في اتصال مع علوم الكتاب. فقبل الحصول على مبايعة الشيخ "محمّد أو على من تاقابه" ... (عصيف الحمام)، أقام بالترتيب عند الشيخ شريف من تمليين (إفليس) و "سيدي حند أو طيب" (جرجرة) أين قضى سبع سنوات في خلوة تامة، ثم عند سيدي حند أجواي (آيت خليلي) و في الأخير توجه إلى سدوق عند الشيخ الحداد¹⁹. باختصار، بعد اتصاله الأول و دخوله إلى الرحمانية عند الشيخ "محمّد أو علي من تاقابه" واصل مسيرته في سبيل تحسنه في هذا المسار المطابق لتعاليم الطريقة الرحمانية. كشفت له هذه الإقامة التي قضاها في الزوايا القبائلية بالتأكيد عن واقع القرآن و الكتب التي تشرحه. بالمقابل، من الممكن القول أن الكيفية التي يترجم من خلالها توجه ممارساته، زهده و إرادته في البحث عمّا يقربه من الله و ثقل وزن السلالة التي ينتمي إليها تمخضت فعلا عن كاريزما امتدت بجذورها إلى أعماق المجتمع المحلي و دفعه إلى الدخول في نزاع مع التراتبية الهرمية لجماعته. و قد ساعدت فطرته الشعرية، هيبته و براغماتيته بأن تجعل منه شخصية لها صيتها و مكانتها في زمنه و في الجماعة التي احتضنت أفعاله.

فالزهد النابع عن آراءه و منهجه و كيانه الاجتماعي²⁰، بالإضافة إلى تضخيم و إعادة قراءة جديدة في ضوء المتخيل الديني الاجتماعي المحلي جعل منه وصياً، علاوة على ذلك، أسند إليه المتخيل المحلي معجزات و رؤى عززت مكانته الاستثنائية. و على عكس الكثير من الأولياء المحليين، يتمتع الشيخ محند بعمق تاريخي و بمسيرة لا يمكن أن تعد إلا ضرباً من ضروب الأسطورة.

¹⁹ Pervieux De la Borde, *op. cit.* et Légende d'un saint : cheikh Mohand L'houcine. FDB, N° 96, 1967.

²⁰ بقي الشيخ محند أعزبا متفرغا كلية لخدمة الله، و هي صفة مستحسنة بل صفة يوصى بها "كتاب هبات الله" Livre des Dons de Dieu و هي النص المؤسس للرحمانية، ينظر صالحي. دكتوراه دولة، المرجع السابق.

فأقواله، شأنها شأن أقوال "سي محند أو محند"، معاصره و نظيره في الشعر، هي أقوال تتم استعادتها في محضر الشهود و أحيانا في محضر الجموع ممن ينقلونها إلى مستويات واسعة.

تعدّ خلق الشيخ محند ثابتة بشكل جيد على مبادئ الزهد الأخوي للجماعات التي تصل بينه و بين ما هو كوني يمثله التصوف²¹. يمكن تلمس ذلك من خلال أقواله²² و لكن أيضا عبر الكيفية التي يصوره من خلالها المتخيل الجماعي.

و عن سؤال حاج يطلب من الشيخ تخمين المشكل الذي يشغل باله، يجيب الشيخ قائلا "يا غبي! أنا مثل الجميع، أو حتى أقل من آخرين! ما أفوق فيه الكثيرين، هو أنني لا أتدخل فيما لا يعني غير الله"²³. "ليس هناك غير الله من يعرف كل شيء و لا يمكن لأحد أن يضاهيه"، و معنى هذه الإجابة موجود في قلب البناء الإسلامي المهيم. فتوصيات الشيخ بخصوص العمل في سبيل الله تكمن في أقواله و تترجمها من جديد مدائح الثناء التي خصّه بها المجتمع المحلي من خلال الشعر الديني:

و من ثمّ، يعرف الشيخ محند السلوك الديني²⁴ كالتالي:

استجر (بالله)

قل (صحيحا)

أعط (من خيراتك)

أهرب من (السيئات)

ولا تتحدث مع الموتى²⁵

كما تردد أن الشعر الذي رفضه أتباع و مريدي الشيخ²⁶ يتناول هذه الوضعية الأخوية و هي مشبّعة بكنه الكتاب:

²¹ يكن إيجاد ملاحظات و انتقادات لمنهج مولود معمرى في:

Benaissa, Hamza, *Cheikh Mohand l'Hocine. Témoin de l'islam*, Alger, Dar El Maarifa, 2002.

من وجهة نظري الكثير من ملاحظات الكتاب تعد مهمة لتكوين فكرة عن شخصية الشيخ محند.

²² يذكر مولود معمرى عددا مهما في كتابه، و لكنه لا يعلق إلا على القليل منها في تقديمه. ينظر ص.

ص.ص. 194-46.

²³ In FDB, No 96, *op. cit.*, p.15.

²⁴ In Mammeri, Mouloud, *op. Cit*, p.152.

²⁵ لقد شرح هذه الفقرة من نقل هذا القول، بمعنى أنه "يدل مع ذلك الشخص المتجرد من الحب و الحقيقة و الحكمة".

الشيخ محند أو لحسين
حمام أنت على الحصر
كنت توصي أتباعك :
أبنائي ، إن في صلاتكم لخير
فمن لم يتأخر عنها في الحياة الدنيا
لقي جزاها في الآخرة
الشيخ محند أو لحسين
حمام الكعبة الأبيض أنت
كنت توصي إخوانك :
لنسعى للصلاة مساء
و نؤدي لله ما علينا من دين
فما الحياة الدنيا إلا متاع لحين
الشيخ محند أو لحسين
حمام الكعبة الأبيض أنت
كنت تصلي بكرة وعشية
و أنت ترقب الشمس تنطفأ شيئاً فشيئاً
اجعلني ربي بين العارفين ، و هبني
من خير بذلك و حلال عطائك

من خلال كل هذه العناصر²⁷، أعتقد أنه لا يجب أن تكون هناك رغبة لخرق صورة ولي محلي في منطقة القبائل، مرتبط بشكل كبير بثقافة الكتاب من خلال طريق تبني مبادئها. مما لا شك فيه هو أن هذا الجانب هو الجانب الذي يتم من خلاله الاختراق الأفضل للبعد الديني عند هذه الشخصية.
غير أنه مع مرور الزمن تم إعادة تملك هذه النظرة عن الشيخ محند من منظور تيارات المطالبة الهوياتية التي تهدف إلى إرساء قطيعة بين المكنوز المحلي المعلمن و المكنوز المرتبط بالكتاب و المتغلغل سطحيا و المتدخل نسبيا في تحديد مصير المجتمع المحلي الذي ينظر إليه بوصفه مجتمعا متوقفا على ذاته.

²⁶ على سبيل المثال، هناك تلك القصائد التي تعني أثناء زيارة ضريح الشيخ :
In *Un pèlerinage à la tombe du Cheikh Mohand Ou L'Hocine*. FDB, N°98, 1968.

²⁷ ينظر المعطيات التكميلية في رسالتي للدكتوراه، المرجع السابق.

لا يعدّ هذا النوع من الانزياح صادرا عن مولود معمري، و إنما عن الاستنباطات المستخلصة من كتاباته، و التي ليست هي، من وجهة نظري، أفضل الشبكات للوصول إلى الحقائق الدينية القبائلية. فملاحظة الممارسات الدينية المحلية منذ عشرية من الزمن هي ملاحظة عرضية لمقاربة دينية أخرى. إن إعادة التأهيل الحقيقي للمؤسسات الدينية المحلية، و الأولياء المحليين ولجماعة الرحمانية، بالإضافة إلى كونه أمر يدل على عملية بحث عن مرجعيات دينية داخلية، يشهد أيضا على إعادة إدماج للدين في مقاربة الهوية. يبقى على الباحثين مساءلة هذا الواقع بجدية من أجل سبر أغواره و دلالاته. ومع هذا، تبقى فرضية دين المعتقد المحلي فرضية هشّة في طبعة سنوات التسعينيات و الثمانينيات إذا ما انفصلت عن سيرورة تملك الإسلام و قدرة هذا الأخير على إدماج الوقائع المحلية التي تصادفه في توسعه التاريخي و قدرة المجتمع المحلي على تنمية ديناميات تهدف انطلاقا من هذه الأماكن الثقافية والفكرية إلى تأويل معطى ديني جديد و ترجمته إلى ممارسات اجتماعية للدين الداخلي.

ترجمة: صورية مولوجي-قروجي

()

حسن النصيري*

تسارعت وتيرة الإقبال على الأرض الحضريّة في مدينة سيدي بوزيد إمّا بالحيّزة أو بالشراء خاصّة وأنّ عدد سكانها قد ارتفع من 8843 نسمة سنة 1975 إلى 39915 نسمة سنة 2004، فيما اتّسعت مساحتها وخلال نفس الفترة من 516 هك إلى 1073 هك، فكان إشغالها في أغلب الأحيان يتمّ حسب الميولات والأغراض والإمكانيات الخاصّة دون اعتبار الصّالح العامّ وخصوصيّات الموضع الجغرافيّ ودون اعتبار حاضر التنظيم المجالي للمدينة ومستقبلها. ومع ذلك، ظلّت مسألة التّمكّ العقاري في المنطقة البلدية غاية كلّ الوافدين الرّاغبين في التّوطن بها وخاصّة بالنّسبة لأولئك الباحثين عن عمل وخاصّة الملحقون منهم بحظائر البناء، ممّا يدفع إلى البحث وبعث في أصول ملكية الأرض ومدى تأثيرها في عمليات الإنتاج السّكني في مدينة سيدي بوزيد.

فكيف توزعت أصناف الملكيات العقارية داخل المدينة ؟
وإلى أيّ مدى أثّرت في عمليات الإنتاج السّكني فيها ؟

*مساعد للتعليم العالي، قسم الجغرافيا، كلية الآداب والعلوم الإنسانية بصفافس، تونس.

I. توزّع أصناف الملكيات العقارية داخل مدينة سيدي بوزيد

تنقسم أصناف الملكية العقارية للأرض الحضرية في مدينة سيدي بوزيد إلى ثلاثة أصناف :

1- الملك الخاصّ

2- ملك البلدية

3- ملك الدولة

ولمزيد التوضيح، كان لابدّ من ضرورة التمييز بين بنية الملكية العقارية في المركز بالنظر إلى تعدّد أصناف الملكيات وتقرّبها في هذا الجزء من المدينة الذي تراحمت داخله الأنشطة وخاصة التجارية منها، ومثيلاتها في باقي أنحاء المدينة حيث تغلب الوظيفة السكنية وهو ما يمكن تبينه في الجدول رقم (1) الذي يتناول بالتفصيل توزّع أصناف الملكيات العقارية بين مركز مدينة سيدي بوزيد وباقي مجالها، إذ تظهر لنا أهمية الملك الدولي للأرض الحضرية مقارنة ببقية أصناف الملكية، سواء كان في المركز أو على مستوى باقي المجال، هذا إلى جانب التقارب الكبير بينه وبين الملك البلدي وخاصة إذا استثنينا من ذلك التوزّع في المركز الذي تقارب فيه الصنفين الأولين من الملكيات، أمّا الملك الخاصّ، فقد أتى في مرتبة بعيدة عن الصنفين السابقين (نسبة الثلث تقريبا من كلّ منهما على حدة).

الجدول 1 : توزّع أصناف الملكية العقارية داخل مدينة سيدي بوزيد سنة 1984

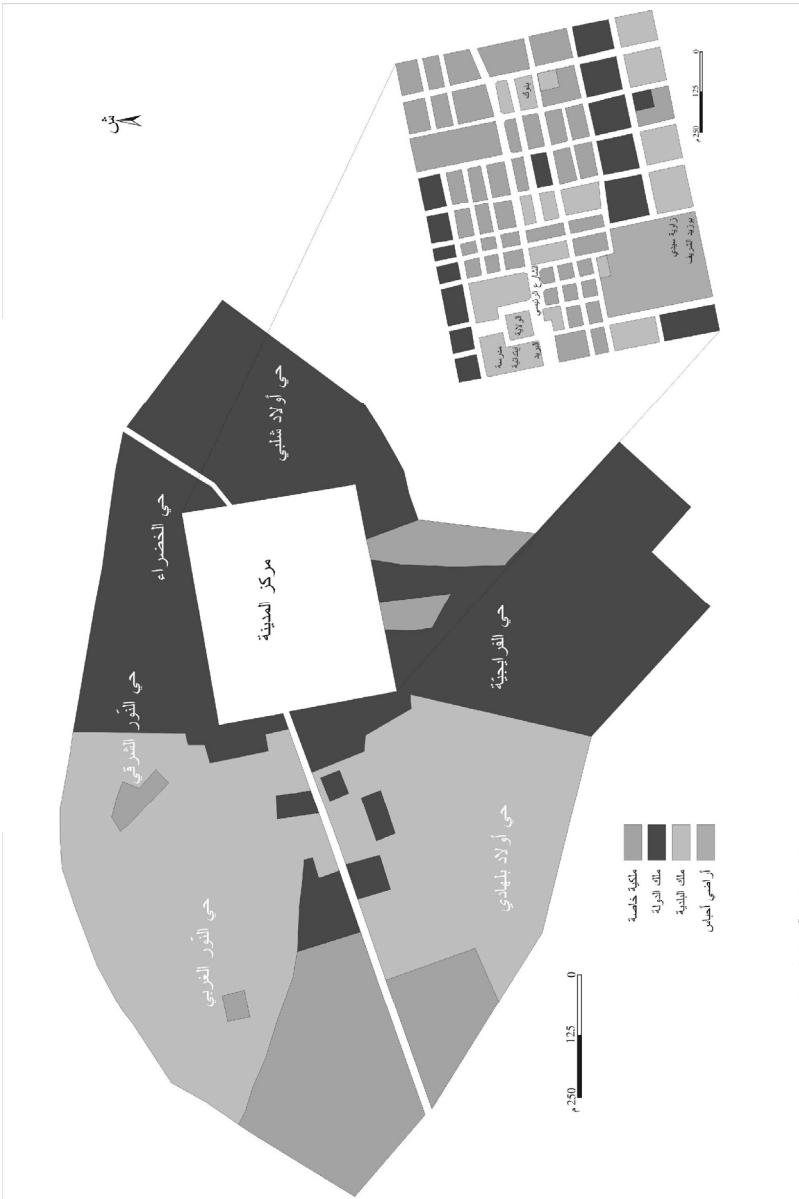
نوع الملكية/ توزّعها	في المركز	في باقي المجال	في كامل المدينة	
ملك بلدي	15 هك	202 هك	217 هك	42.06%
ملك دولي	21 هك	203 هك	224 هك	43.41%
ملك خاصّ	09 هك	66 هك	75 هك	14.53%
المجموع	45 هك	471 هك	516 هك	100%

المصدر: أنجز اعتمادا على إحصائيات من بلدية سيدي بوزيد وعن مثال مسح المدينة، ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط، 2005.

1 - الملك الخاص: يعتبر هذا الصنف من أصناف الملكية العقارية الأضعف مساهمة في تشكّل المدينة، حيث نلاحظ أنّ توزّع الملكيات الخاصة داخل المجال الحضري قد انحصر أساساً في القسم الغربيّ منه، إلى جانب مواضع نقطية محدودة الامتداد في مركز المدينة كما في القسم الأوسط الشمالي (انظر الخريطة رقم1)، إذ أنّ نسبة مساهمتها فيه لم تتجاوز 08.7% من إجمالي مساحة المجال الحضري التي قدرّت سنة 1984 بـ: 516 هكتار. إلا أنّ هذه النسبة ظلّت في تنام متعزّز باتجاه الغرب أين تتوزّع الملكيات الخاصة للأرض وعلى مساحات واسعة، حتّى بلغت نسبة 16.3% سنة 2004 وذلك بعد احتساب جملة مساحات قطع الأراضي التي تمّ التوسّع عليها خلال الفترة المتراوحة بين سنتيّ 1984 و2004 (بعد أن بلغت المساحة الجمليّة للمجال 1073هك) وتحديدًا على مستوى النصف الشمالي للمدينة ومن جهتها الغربية، على امتداد الطّريق الرّابطة بقفصة. أمّا في النصف الجنوبي، فإنّ المدّ السّكنيّ قد بلغ حدود الأطراف الغربيّة للمدينة، حيث تبدأ امتدادات الأراضي الزراعيّة التابعة لديوان الأراضي الدوليّة. أمّا في مركز المدينة، فإنّ الملكيات الخاصة تعود إلى أشخاص من الوافدين الأوّل المستقرّين به، وبالتالي كان قدومهم لغرض الإقامة فقط، وليس التملك لأغراض تعاطي أنشطة أخرى. أضف إلى ذلك أنّ المهندس الفرنسيّ "باربار" (Barbar) الذي كان يعمل بالمركز الاستعماري الذي كان قائمًا على شؤون الجهة قد كان عارفاً بخصوصيات موضع المدينة بمختلف مميّزاته سواء تعلق الأمر بدرجات الانحدار أو بمخاطر الفيضانات التي قد تهدّدها، أو باتّجاهات نموّها في المستقبل. لذلك كان يمانع في إسناد قطع كبيرة من الأراضي (تتجاوز مساحة الواحدة هكتارين) في المركز أو بالقرب منه إلى الخواصّ، درايةً منه بضرورة المحافظة على مجال التوسّع الطبيعيّ للمدينة، وهو ما قد أكّده أحد عمّاد المدينة السّابقين أثناء العمل الميدانيّ التكميليّ الذي قمنا به بالمدينة خلال شهر مارس 2004.

¹ الأرشيف الجهوي، بلدية سيدي بوزيد، فيفري 2005.

الخريطة 1 : توزيع أصناف الملكيات العقارية للأراض بمدينة سيدي بوزيد



المصدر: أنجزت بالاعتماد على مثال مسح مدينة سيدي بوزيد ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط 1960.

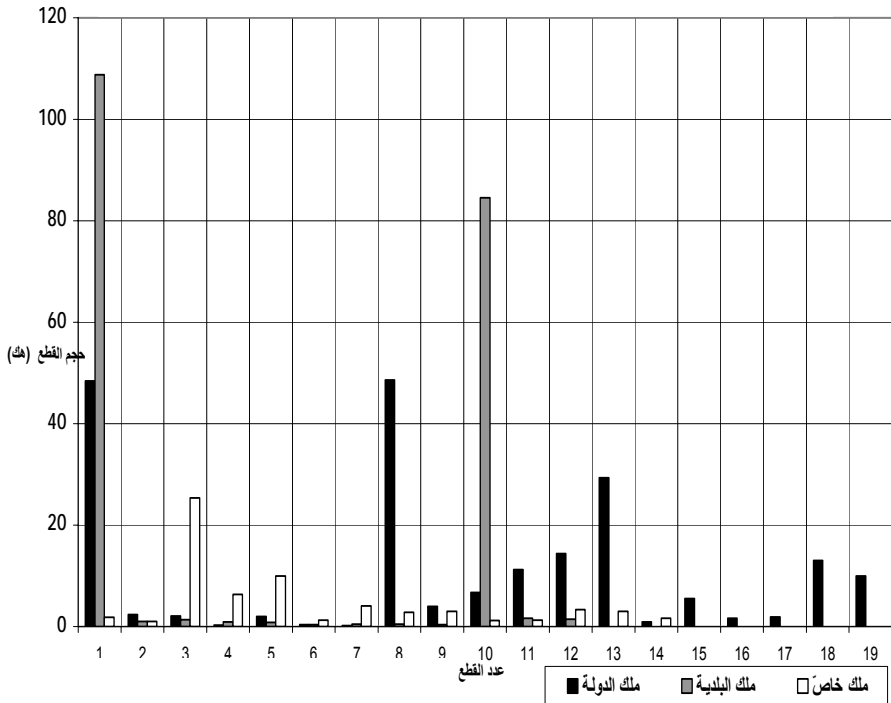
حين أشار عمدة المدينة إلى أنّ ذلك المهندس كان يصرّ وطوال مدّة عمله على عدم التّفرّيط في قطع كبيرة من الأرض تقع في محيط كيلومترين من المركز مهما كانت الأسباب. إضافة إلى أنّ هذا الأخير كان يمانع في إسناد قطع من الأرض تتجاوز مساحتها الهكتارين بعد ذلك الحدّ. تأكّد ذلك من خلال دراسة تركيبية الملكيات العقارية في المدينة حسب الحجم (انظر الرّسمين البيانيين رقمي 1 و 2) وخاصّة عند إجراء مقارنة ولو بسيطة بين الهياكل العقارية في مركز المدينة وبين مثيلاتها في باقي مجالها؛ حيث يتأكّد غياب الملكيات العقارية الخاصّة التي تتجاوز أحجامها الهكتارين سواء كان ذلك داخل المركز أو على مقربة منه. ومن ضمن جملة هذه القطع من الملكيات العقارية المكوّنة لمجاله والمقدّر عددها بـ 255 قطعة تمّ إحصاؤها من خلال مثال مسح مدينة سيدي بوزيد المعدّ من قبل ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط سنة 1984، نجد نسبة 98.4% منه لا تتجاوز مساحتها الهكتار الواحد.

2- ملك البلدية: على مستوى نسبة مساهمة الملك البلدي في إجماليّ مساحة المدينة والتي انخفضت من 42% سنة 1968 إلى 20.22% سنة 2004 حسب ما ورد بإحصائيات بلدية سيدي بوزيد سنة 2004، تبيّن أنّ رصيد البلدية من الأراضي قد تراجع، في الوقت الذي توسّع فيه مجال المدينة على حساب أراضٍ أخرى يأتي في مقدّمتها ملك الدولة. في نفس الإطار، نلاحظ أنّ نصيب الفرد من الأرض البلدية سنة 1975 مثلاً قد عادل 245.47 م²، أي أقلّ بكثير من مستوى نصف نفس النّصيب المسجّل في نفس التاريخ على مستوى كامل المجال (583 م²) وذلك بفعل التراجع النسبيّ لأملكها من الأراضي وترافقاً مع النّموّ السّريع لسكانها.

أمّا على مستوى سكّان المدينة الذين تضاعف عددهم حوالي ثمان مرّات خلال 36 سنة (2004/1968) وذلك نظراً لأهمية حجم الوافدين، سواء كان ذلك من الأرياف القريبة أو من باقي معتمديات الولاية أو حتّى من خارجها، فقد انخفض نصيب الفرد منهم من إجماليّ الأرض الحضرية* إلى نسبة الرّبع تقريباً؛ إذ وبعد أن كان بحدود 1032 م² سنة 1968، فقد تراجع إلى قرابة 268.8 م² سنة 2004. ينبأ هذا التحوّل الواضح في نسبة امتلاك الأرض الحضرية بسرعة إشغال الأرض وكثافته، وهذا ما يمكن أن يعكس بدوره مدى أهمية تملك الأرض في الذهنيّة السّائدة. غير أنّ هذا لا يمكن اعتباره من ضمن المؤشّرات المضبوطة التي

تعتمد لتبيين كيفية إشغال الأرض الحضرية* بسبب وجود قطع عديدة غير مستغلة والتي تتخلل أحياء المدينة، أولاً، ثم بالنظر إلى التفاوت الكبير بين أحجام تلك القطع المستغلة سواء كان ذلك بين مختلف الأحياء أو داخل أقسام الحي الواحد من المدي.

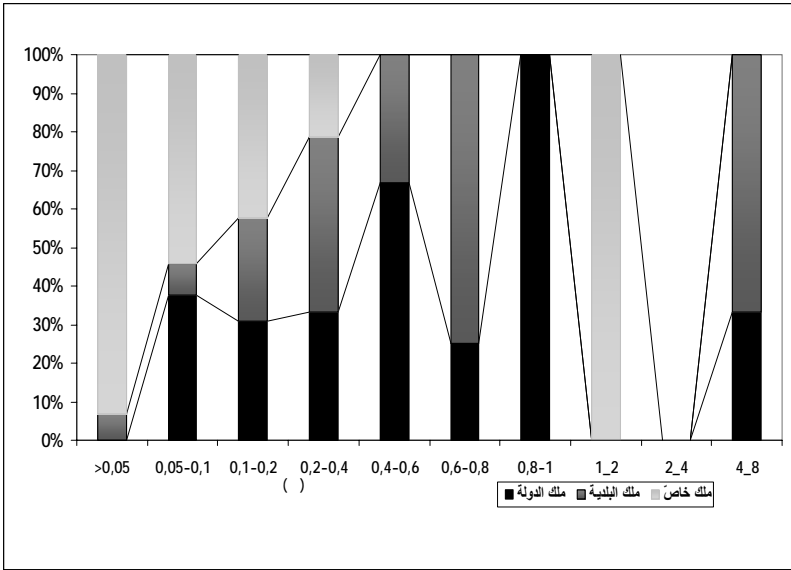
رسم بياني 1 : توزيع أحجام الملكيات العقارية بمدينة سيدي بوزيد دون اعتبار مركزها حتى سنة 1984



المصدر : انجز اعتمادا على مثل المسح العقاري لمدينة سيدي بوزيد، ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط / فبراير 2005.

* إجمالي مساحة المدينة بما فيها من أرصفة ومساحات خضراء ومساحات عامة ومقابر وغيرها.

رسم بياني 2 : توزيع أحجام الملكيات العقارية بمركز سيدي بوزيد حتى سنة 1984



المصدر : انجز اعتمادا على مثل المسح العقاري لمدينة سيدي بوزيد، ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط / فبراير 2005.

3- ملك الدولة: في نفس الوقت الذي سجّلت فيه مساحة الأرض الحضرية التي تعود ملكيتها للخواص زيادة بحوالي 150 هكتارا خلال الفترة 1984-2004 توزعت أساسا بين أحياء: الورود، القوافل، الروابي، الحدائق، المستقبل والنور الغربي (انظر الخريطة رقم2)، كانت بقية المساحة التي التهمها التوسع الحضري تابعة في مجملها إلى أملاك الدولة. يعني ذلك أن مساحة المجال التي توسّعت لتبلغ 1073 هك سنة 2004، قد أصبحت متركبة من 217 هك من الملك البلدي و225 هك من الأملاك الخاصة والبقية من ملك الدولة. أي إن الفارق بين إجمالي مساحة المدينة وكلّ من مساحتيّ الملك الخاصّ والملك البلديّ هي مساحة أملاك الدولة (631 هك) استغلها أغلب الأذفاق السكّانية الوافدة عليها.

إنّ الزيادة التي سجّلتها نسبة نموّ السّكان بمدينة سيدي بوزيد خلال الفترة 1975-2004 والتي قدرّت بحوالي 5.3% سنويًا، قد رافقتها زيادة لا تقلّ أهمية في نسبة مساهمة ملك الدولة في مساحة المجال الحضري للمدينة والتي تطوّرت من نسبة 43.41% سنة 1968 إلى 58.8% سنة 2004 حسب ما توصلت إليه بعد

مقارنة حدود مدينة سيدي بوزيد سنة 2004 بمثيلتها سنة 1968 واعتمادا على المعالجة بواسطة برمجية (Map info) الأمر الذي يؤكد مرة أخرى الأسس العفوية للتوطن والتي عكست بدورها عفوية توسع المجال ودون برمجة أو تخطيط مسبق وخاصة في النصف الشرقي للمدينة حيث نشأت أحياء بأكملها على الأراضي الدولية (أحياء الخضراء وأولاد شلبي والنوامر والفلاحة والبراهمية) أو على جزء كبير من أحياء أولاد بلهادي والفرايجية والنور الشرقي والنور الغربي. وقد قامت البلدية في هذه الأحياء الأخيرة بتحرير عقود بيع مع المواطنين قبل أن تواصل إجراءات نقل ملكية تلك الأراضي مع الدولة لعدم قدرتها على تغطية ديونها المستحقة وذلك إلى غاية سنة 2003.

وبعد مرور سنة تقريبا، تم الاتفاق على تصفية وضعية 1780 قطعة أرض تم إشغالها فعلياً موزعة بين أحياء: الخضراء : 693 قطعة، أولاد شلبي: 587 قطعة والفرايجية 510 قطعة وذلك حسب ما تم جرده بدائرة الشؤون العقارية بمركز ولاية سيدي بوزيد خلال شهر أفريل من سنة 2005. وفي نفس الوقت، ظلت وضعية المساحات البيضاء (208 قطعة) على حالها، خاصة وأن البلدية بقيت مصرة على عدم إسناد أي رخصة بناء فيها حتى يقع البت في أمرها مع المالك الحقيقي (وزارة أملاك الدولة والشؤون العقارية).

لقد عكست عملية الاستحواذ العقاري على الأراضي التي تعود ملكيتها إلى الدولة الطريقة العشوائية واللامشروعة التي تم بها إشغال الأرض في مدينة سيدي بوزيد، وقد كان للطرفية التاريخية التي اتسمت آنذاك بمحدودية الرقابة العقارية سواء من قبل الأجهزة البلدية أو أجهزة الرقابة والتصرف في أملاك الدولة دور في ذلك.

إجمالاً، تبقى ضرورة إعادة النظر في الأوضاع العقارية السائدة في سيدي بوزيد ملحة لأنّ تسويتها قد تفتح عديد الآفاق أمام ذوي العلاقة خاصة على الصعيد الاقتصادي، حيث يصبح رأس المال العقاري الميّت (الأراضي التي تمّ اغتصابها أو تحوّلها ثمّ استغلالها دون موجب أو وثيقة تثبت وضعيتها القانونية وأحقيّة مالكيها المفترض في التصرف فيها بكلّ حرية) قابلاً للتصرف ومتاحاً لعمليات استثمار عديدة من شأنها أن تنعش السوق العقارية وذلك بعد الحصول على حجة التملك العقاري التي تجعل رهن أو بيع ذلك العقار ممكناً. هذا بالإضافة إلى أنّ الوضوح في تحديد ملكيات الأراضي الحضرية على اختلاف أحجامها من شأنه أن ينظم مختلف عمليات إشغال الأرض داخل المدينة ويحدّ من أنشطة السكن العفويّ، وبالتالي، ييسر عمليّة التحكم في المجال ومتابعة مراحل إشغاله ومن ثمّ مراقبته بصورة مستمرة. يعني ذلك أنّ عمليات الإنتاج السكني في المدينة تكون شديدة التأثير ببنية الملكية العقارية بداخلها، وهو ما يمكن تبيّنه في العنصر التالي.

II. الإنتاج السكني بمدينة سيدي بوزيد

لقد تفاعلت عديد العوامل وخاصة منها المتعلقة بوضعية الملكية العقارية في بلورة طبيعة الإنتاج السكني واتجاهاته والأطراف المتدخلّة فيه، سواء كانت عموميّة أو خاصّة وبصنفيها من باعثين عقاريين وأفراد عاديّين، إذ يمكن القول بأنّ تطوّر عدد المساكن في مدينة سيدي بوزيد كان إنتاجاً لعاملين أساسيين يميزهما الاختلاف: يتمثّل الأوّل في توفّر الأراضي الزراعيّة التابعة لأملاك الدولة المتيسّر توظيفها لأغراض السكن، فيما يكمن العامل الثاني في انحسار مساحات الأرض القابلة للإشغال الحضريّ وغياب المستوى المطلوب مما يُعرّض من مقاسم وهو ما ذكته محدوديّة الإمكانات الماديّة للراغبين في الالتحاق بسكنى المدينة. لكن، وعلى الرّغم من ذلك كله، بقيت الفوارق قائمة بين ما تمّ إنتاجه من مساكن عموميّة وأخرى خاصّة من طرف:

أ/ خواصّ ممن يملكون الأرض أو يتحوّزونها، حيث يقومون فرادى ببناء مساكن إمّا قصد استغلالها مباشرة أو لغرض كرائها.

ب/ شركات خاصّة وهيكل عموميّة تشارك بدورها في عمليّة إنتاج مساكن مختلفة من حيث أصنافها، علماً وأنّ هذا الصنف من المنتجين لم يبدأ بالظهور

بمدينة سيدي بوزيد إلا مع نهاية السبعينات ليهتمّ ببناء المساكن وبيعها أو إيجارها إلى جانب المحلات الصناعية والتجارية والخدمات الأخرى. يعني ذلك أنّ أنشطتهم تلك قد كانت تجارية بالأساس وموجهة في مجملها إلى الفئات الاجتماعية المتوسطة والشعبية، ذلك أنّ الفئات المرفهة تعتمد على البناء الذاتي الذي يتفق مع إمكانياتها المالية وميولاتها الخاصة.

ج/ الجمعيات والتعاونيات والصناديق الاجتماعية: وتتدخل في ميدان الإنتاج السكني بإيعاز من مختلف أجهزة الدولة إما لغاية الكراء أو التّفويت بالبيع أو تقديمها كهبة لفائدة المناضلين أو المنخرطين بها أو البعض من ضعاف الحال أو من المعوقين.

لما تقدّم، يمكن حوصلة أنشطة الإنتاج السكني في مدينة سيدي بوزيد في مجموعة من المتدخلين العموميين منهم والخواص:

1. الإنتاج السكني العمومي

تنحصر أنشطة الإنتاج السكني العموميّ في مدينة سيدي بوزيد في ما أنتجته الشركة الوطنية العقارية للبلاد التونسية (كمساهم أساسي) من مساكن موجهة بالأساس إلى الفئات الشعبية من محدودي الدخل، ثمّ ما أنتجه الصندوق الوطني للتقاعد والحيطة الاجتماعية من شقق، لكن للإيجار وليس التملك. هذا بالإضافة إلى بعض المساكن التي قامت بإنجازها البلدية والمجلس الجهوي لولاية سيدي بوزيد وذلك إما لغرض إسكان البعض من المسؤولين الجهويين والموظفين بالجهة، أو لفائدة بعض العائلات المعوزة أو المتضررة من جراء الفيضانات، ومساكن أخرى أنجزت في إطار مشروع إزالة الأكواخ وتحسين المساكن.

1.1. الشركة الوطنية العقارية للبلاد التونسية (SNIT): وهي مؤسسة وطنية توجّه أنشطتها إلى الفئات الاجتماعية محدودة ومتوسطة الدخل، بدأت عملها بسيدي بوزيد سنة 1974 وذلك ببناء:

– 24 مسكن اجتماعي يتكوّن الواحد منها من غرفتين ومطبخ وبيت استحمام على مساحة مغطاة تعادل 47.5م².

– 10 مساكن من النوع الاقتصادي في شكل فيلات تتكوّن كلّ واحدة منها من ثلاثة غرف ومطبخ وبيت استحمام، أي على مساحة مغطاة تقدّر ب: 50م² ومساحة جمليّة تعادل 100م².

كما قامت الشركة خلال نفس السنة ببناء عمارات بالقرب من حيّ الأساتذة، تكوّنت من 40 شقة، بلغت مساحة كلّ منها 75 م². وفي السنة الموالية، بادرت الشركة ببناء 14 شقة، بلغت مساحة الواحدة منها 78 م² بالإضافة إلى أربعة محلات تجارية في الطابق الأرضي. وتواصلت أنشطة الشركة حتى بلغ العدد الجملي للمساكن المنتجة إلى غاية موفى سنة 2004 : 603 مساكن اجتماعية فردية، منها 28 مسكنا فقط من نوع الاجتماعي المتطور أنجزت سنة 1984. كلّ ذلك يمكن تبيّنه بأكثر وضوح من خلال الجدول رقم (2).

الجدول 2: إنجازات الشركة الوطنية العقارية للبلاد التونسية بمدينة سيدي بوزيد حتى سنة 2004

نوع السكن / التاريخ	سكن اجتماعي فردي	سكن اجتماعي متطور	الجملة
1980	84	-	84
1983	20	-	20
1984	22	28	50
1986	24	-	24
1989	55	-	55
1990	31	-	31
1992	60	-	60
1993	120	-	120
1997	76	-	76
2001	26	-	26
2002	26	-	26
2004	31	-	31
الجملة	575	28	603

المصدر: الشركة الوطنية العقارية للبلاد التونسية، الإدارة الجهوية بصفاقس، ديسمبر 2005.

الجدير بالذكر في هذا الصدد، يكمن في أنّ العدد الإجماليّ للمساكن التي قامت بإنتاجها الشركة الوطنية العقارية للبلاد التونسية في مدينة سيدي بوزيد والذي لم تتعدّ نسبته 4.8% من إجماليّ أنشطة الشركة في كامل البلاد (15974 مسكن)، لم يتناسب طردياً مع حجم الزيادة السكانية التي سجّلتها المدينة ولا مع العدد الإجماليّ للمساكن المنتجة، الأمر الذي ربّما أسهم بدوره في تنامي أنشطة السكن العفوي بمساهمة صغار الموظفين ومحدودي الدخل خاصة من عملة الحظائر الوافدين من الأرياف المجاورة.

2.1. الصندوق الوطني للتقاعد والحيطة الاجتماعية (CNRPS)

ارتأى القائمون على إدارته استثمار جزء من مداخله في ميدان السكن كخدمة اجتماعية لمضمونه وذلك بإنشاء أحياء سكنية يتمّ تأجيرها بأسعار مناسبة وتوضع على ذمة منخرطيه.

أما عن نشاط الصندوق في سيدي بوزيد، فقد انطلق منذ سنة 1984 بإنشاء وتجهيز إقامة الواحات التي تمّ اختيار النصف الجنوبيّ الغربيّ للمدينة، بالقرب من المعهد الثانوي ليكون موقعا لها ولتتكوّن فيما بعد من 108 شقق موزعة على أربع عمارات مكوّنة من خمسة طوابق لكلّ واحدة منها ومصنّفة مثلما يوضّحه الجدول رقم (3).

الجدول 3 : توزع أصناف الشقق وأعدادها في إقامة الواحات

النسبة (%)	عددتها	أصناف الشقق
15.74	17	غرفة واحدة (استوديو)
30.56	33	غرفة وقاعة استقبال
28.70	31	غرفتان وقاعة استقبال
25.00	27	ثلاث غرف وقاعة استقبال
100	108	العدد الجملي

المصدر: الصندوق الوطني للتقاعد والحيطة الاجتماعية، فرع سيدي بوزيد، جانفي 2005.

ونظرا للإقبال الكبير الذي شهدته إدارة الصندوق من قبل الحرفاء الراغبين في سكني الحيّ خلال السنوات الأولى من إنشائه بسبب انخفاض المعاليم الشهرية للكراء والتي تراوحت بين 25 و60 دينارا (انظر الجدول رقم 4) وكذلك الموقع الجغرافي القريب من المعاهد حيث أنّ أغلب المقيمين به هم من موظفي وزارة التربية، فإنّه لم يتمّ تسجيل أيّ شعور في أيّ صنف من أصناف هذه المساكن. وأمام تواصل ارتفاع الطلب على هذه الشقق لاعتقاد البعض أنه قد يتمّ التفويت فيها بالبيع لمستأجريها في المستقبل، فقد سجلت معاليم الكراء سنة 2004 زيادة تراوحت نسبها بين 27% بالنسبة للصنف الأول و33,7% بالنسبة للصنف الرابع، وهو ما أثار سلبيا على عمليات الإشغال فيما بعد. إذ، وخلال شهر جانفي 2006 تمّ تسجيل شعور 14 تابقا منها ثلاثة طوابق من صنف الثلاث غرف وقاعة استقبال وهو الصنف الذي سجّل أعلى نسبة ارتفاع في القيم الكرائية بمعدّل ناهز الثلاث مرّات خلال فترة قاربت العقدين من الزّمن.

الجدول 4 : تطوّر قيم إيجار أصناف الشّقق في إقامة الواحات بين سنتي 1984 و2004

أصناف الشّقق	كلفة الكراء /1984	كلفة الكراء /2004	نسبة الزيادة (%)
غرفة واحدة (استوديو)	25 دينارا	92 دينارا	27 %
غرفة وقاعة استقبال	35 دينارا	117 دينارا	29,9 %
غرفتان وقاعة استقبال	50 دينارا	153 دينارا	32,6 %
ثلاث غرف وقاعة استقبال	60 دينارا	178 دينارا	33,7 %

المصدر: الصندوق الوطني للتقاعد والحيطة الاجتماعية، فرع سيدي بوزيد، جانفي 2005.

3.1. مساهمة البلدية

على الرّغم من عدم تخصّصها في ميدان الإنتاج السّكني، إلاّ أنّ بلدية سيدي بوزيد - وسعيًا منها إلى المساهمة في التخفيف من وطأة أزمة السّكن - قد قامت

خلال النّصف الأوّل من عشريّة السّتينات بتشبيدٍ عددٍ من المساكن² التي توزّعت كالآتي:

- عشرة منازل بشارع الجمهوريّة فوّتت فيها إلى الخواصّ.
- اثنا عشرة مسكن بحيّ "الديوان" والذي أصبح اليوم مندمجاً في مركز المدينة (شرق المندوبية الجهويّة للتنمية الفلاحية) أعدت آنذاك للكراء.
- أربعة مساكن بحيّ "الشّربة" سابقاً (وهو مندمج اليوم في المركز) أعدت للكراء.
- عشرة مساكن خصّصت لإيواء البعض من موظفي ديوان إحياء أراضي قمودة.
- ثمانية عشرة مسكن ابتاعتها من الشركة الوطنيّة العقاريّة للبلاد التّونسيّة لتفوّت فيها فيما بعد إلى القاطنين بها.

في نفس الإطار، كانت البلدية ولا زالت تمثّل أهمّ متدخلٍ عموميّ في ميدان الإنتاج العقاري، يقدّم مستويات قيم عقاريّة وكرائيّة تعتبر الأخفض إذا ما قورنت بمثيلاتها في القطاعين الخاصّ والعموميّ وذلك على مدى المراحل المختلفة لتكوّن المدينة، وهو ما يعود بالأساس إلى قدم تلك المساكن والمحلات التجاريّة وبالتالي طول مدّة عقود كرائها. إذ، وعلى سبيل المثال مازال العديد من المحلات التجاريّة التّابعة إلى الملك البلدي مؤجراً بمبالغ شهريّة لا تتجاوز في مجملها وحتى وقت قريب مستوى الثلاثين دينار، بينما ترقى مثيلاتها من القيم الكرائيّة لمثل تلك المحلات وفي مواضع مماثلة إلى مستوى مائة دينار كمعدّل على مستوى الملكيات الخاصّة.

2. الإنتاج السكني الخاصّ في مدينة سيدي بوزيد

ظللّ الاستثمار الخاصّ في ميدان الإنتاج السكنيّ في مدينة سيدي بوزيد محدوداً، بحيث لم يتجاوز عدد المنتجين وإلى غاية سنة 2005 أربعة أشخاص، يعتبرون في مجموعهم دُخلاءً على هذا الميدان باستثناء واحد منهم فقط (وكالة بن محمود العقاريّة)، أمّا الآخرون فإنّهم من غير ذوي الاختصاص مثل مقاولي الأشغال العامّة والأعمال الحرّة ومن أصحاب رؤوس الأموال الذين ارتأوا الاستثمار في ميدان السّكن. وهو تبينّه نتائج العمل الميدانيّ الذي أجريناه خلال شهر مارس 2006.

² الأرشيف الوطنيّ التّونسيّ، ملفّ سيدي بوزيد، مارس 2004.

1.2. وكالة بن محمود العقارية: هي وكالة خاصة للإنتاج السكني، لها العديد من مشاريع الإسكان في مدن مختلفة من البلاد التونسية وخاصة في العاصمة. أما عن أنشطتها في سيدي بوزيد، فقد انطلقت سنة 1990 واقتصرت على إنجاز خمسين مسكن اجتماعي فردي فقط، بلغ معدّل مساحاتها 107 م² منها 80 م² مبنية مع إمكانية التوسع عمودياً، تمّ التّفويت فيها بأسعار تراوحت بين 23 ألف و25 ألف دينار للمسكن الواحد وذلك لفائدة النّاشطين في القطاع الثالث (تجارة الفرد والمهن الحرّة الأخرى) ومدرسيّ التّعليم الابتدائيّ.

2.2. المستثمرون في ميدان السّكن من غير نوي الاختصاص: إيماناً منهم بأهمية الاستثمار في قطاع السّكن، قام البعض من أصحاب رؤوس الأموال (مقاول أشغال عامّة، منتجان عقاريان، رئيس بلدية سابق، تاجر، صيدلي) في سيدي بوزيد بإنجاز مشاريع سكنية من النوع العموديّ (حوالي 142 شقة ومكتب)، استغلّ 11.26% منها لغرض السّكن، فيما استغلت النسبة المتبقية منها كمكاتب ومتاجر. أما على مستوى مركز المدينة الذي أصبح فيه المستثمرون يتنافسون، بل ويحاكون بعضهم البعض في علوّ العمارات وعدد الطوابق المكوّنة لها وحتى على مستوى الشّكل والطابع المعماريين، فإنّ مشاريعهم تلك تُوجّه وبدرجة أولى إلى القطاع الثالث من خدمات طبيّة وإدارية وقانونية وتجارية، ثمّ إلى الاستغلال السّكني بدرجة ثانوية.

3.2. الإنتاج السّكني الدّاتي: ويعتبر النّشاط الغالب على الإنتاج السّكني في مدينة سيدي بوزيد وهو ما يتبين من خلال الجدول رقم (5) الذي يمثّل تطوّر الإنتاج السّكني الدّاتي من جملة المساكن المنتجة في المجال خلال الفترة المتراوحة بين سنتي 1984 و 2004.

الجدول 5 : تطوّر الإنتاج السّكني في مدينة سيدي بوزيد فيما بين 1984 و2004

التاريخ	إجماليّ المساكن	الإنتاج العموميّ	الإنتاج الخاصّ	الإنتاج الدّاتيّ	الإنتاج الدّاتيّ %
1984	3952	290	0	3662	92.66%
1994	6595	688	136	5771	87.50%
2004	9667	847	192	8628	89.25%

المصدر: المعهد الوطني للإحصاء، الإدارة الجهوية للتجهيز والإسكان والتّهيئة الترابية وبلدية سيدي بوزيد، فيفري 2005.

يعني ذلك أنه وإلى غاية سنة 2004، كان للتدخل الذاتي الدور الأهم في إنتاج المساكن في مدينة سيدي بوزيد، ففي نفس الوقت الذي لم تتعد فيه نسبة مساهمة البعث العقاري سوى ما يقارب من 2% فقط من إجمالي مساكن المدينة سنة 2004، كانت نسبة الإنتاج السكني العمومي الذاتي 89,25%، في حين لم تتجاوز نسبة مساهمة الإنتاج السكني العمومي 8,76%.

إجمالاً، وعن تطور عدد المساكن في المدينة خلال العشريّة الأخيرة (1994-2004)، فقد انتقل من 7395 مسكن إلى 9667 مسكن، وهو ما يعني زيادة جمليّة بنسبة 30.72% وبمعدل نموّ سنويّ قدر ب: 2.71% على مدى العشريّة. لكن، وللتعرّف عن ظروف بناء هذه المساكن وعن مدى شرعيّة إنشائها، كان لا بدّ من الاطلاع على دفاتر البلديّة ثمّ إحصاء عدد رخص البناء المسلمة وعدد محاضر مخالفات البناء المسجّلة، ثمّ دراسة ذلك في إطار الفارق بين عدد المساكن المحصاة خلال التعدادين.

وعن أصناف المساكن المبنية داخل المدينة، فقد بلغ عدد العفوية منها والتي تمّ إنتاجها حتّى سنة 2004 خمسة آلاف مسكن كانت في أغلبها اجتماعية³، أي ما نسبته 51.72% من العدد الإجماليّ للمساكن (9667 مسكن)، توزّعت تاريخياً بين:

- 160 مسكن حتّى سنة 1970.

- 875 مسكن بين 1970 و1975.

- 3838 مسكن بين 1975 وماي 2004.

يعني ذلك أنه ومنذ تاريخ ارتقاء المدينة إلى مركز ولاية، سجّل المعدّل السنويّ لنموّ إجماليّ المساكن في المدينة 6.36%، وخلال نفس الفترة سجّل إنتاج المساكن عفويّة النشأة (لم يرتبط بناؤها بمثال تهيئة و/أو لم يسند في شأنها ترخيص بناء) زيادة بمعدل 5.23% سنويّاً، في حين سجّلت الزيادة السكانيّة نموّاً سنويّاً عادل نسبة 5.3% وهذا ما يعكس وبكلّ وضوح عمليات الإشغال غير المنظم للأرض في مدينة سيدي بوزيد وكذلك طبيعة الشريحة الاجتماعية المتحققة بسكنى المدينة والتي تتمثل في عامّة المجتمع، وهذا من الأمور الدقيقة والعالية الحساسية والتي

³ الإدارة الجهوية للتجهيز والإسكان والتّهيئة الترابيّة بسيدي بوزيد، مارس 2005.

من شأنها أن تنبئ بعديد المخاطر على غرار ما آلت إليه البلاد من أحداث خلال شهر جانفي 2011 والتي ربّما ستبقى مشروع دراسة مستفيضة في عمل قادم.

الخاتمة

ظلّ المجال الحضري لمدينة سيدي بوزيد رهين جملة من المشاكل العقارية التي يصعب حلّها إلا بإحياء رأس المال العقاري الميّت وذلك عبر منح شهادات ملكية لشاغلي مجالها، خاصّة وقد تأكّدت سيطرة النموذج الفردي على خيارات التّوطن وعلى خيارات إنتاج المساكن، وبالتالي، لازالت المبادرة الفردية تتحكّم وإلى حدّ بعيد في إنتاج المجال الحضري سواء تعلّق الأمر بالموضوع أو بمساحة المسكن أو بتصميمه. أضف إلى ذلك أنّ أنشطة الإنتاج السّكني في مدينة سيدي بوزيد لازالت تسجّل حركيّة دوّوبة ولكن مع تراجع نسبيّ لإنتاج السّكن العفويّ بفعل ازدياد الرّقابة البلدية على المجال، مقابل ميل لإنتاج السّكن العمودي، لا سيما في ظلّ التّراجع الكبير لما هو متاح من الأرض القابلة للإشغال السّكني.

المصادر والمراجع

- الجديدي، محمّد، مسائل في الجغرافيا الحضريّة، المعهد الأعلى للتربية والتكوين المستمرّ، 1997، 558 صفحة.
- النصيري، حسن، المسألة العقارية والسكنية ودورها في تنظيم المجال الحضري بمدينة سيدي بوزيد، رسالة دكتوراه، كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية بتونس، 2009، 382 صفحة.
- جماعي (بإشراف الحبيب دلالة)، الظاهرة الحضريّة والتنمية في تونس، سلسلة مراجع، دار سيراس للنشر، 1993، 124 صفحة.
- المعهد الوطني للإحصاء، نتائج التعداد العام للسكان والسّكني، وزارة التنمية والتعاون الدولي، تونس، 1975.
- المعهد الوطني للإحصاء، نتائج التعداد العام للسكان والسّكني، وزارة التنمية والتعاون الدولي، تونس، 1984.
- المعهد الوطني للإحصاء، نتائج التعداد العام للسكان والسّكني، وزارة التنمية والتعاون الدولي، تونس، 1994.

المعهد الوطني للإحصاء، نتائج التعداد العام للسكان والسكنى، وزارة التنمية والتعاون الدولي، تونس، 2004.

ديوان قيس الأراضي ورسم الخرائط، الصور الجوية لمدينة سيدي بوزيد، تغطية سنوات 1963 و1992 و1999 و2001، والخريطتان الطبوغرافيتان 1953 و1993 والرسم العقاري لسيدي بوزيد سنة 1961.

ADEF, *Evaluer un terrain. Aspects économiques et juridiques*, Paris, ADEF, 1994, 219p.

ADEF, *Aménagement foncier : les risques*, Paris, ADEF, 1995, 160p.

Ameur, Mohamed, *Fès...ou l'obsession du foncier*, URBAMA, fascicule de recherche n°25, Tours, 1993, 428pages.

Aydalot, Philippe, *Dynamique spatiale et développement inégal*, Economica, 1976, 336p.

Bailly, Antoine, *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Edition Masson, 1991.

Ben Jelloul, Mourad, *Bizerte, Promotion foncière et immobilière et croissance de l'espace urbanisé*, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, imp signes, 1999, 441 pages.

Dlala, Habib, « Etudes de quelques aspects du problème de l'habitat en Tunisie », in *R.T.G.*, n°5, 1980, pp. 41-59.

Granelle, Jean-Jacques, *Espace urbain et prix du sol*, Paris 7-France, SIREY, 1970, 296 pages.

Laborde, Pierre, « Les espaces urbains dans le monde », Série *géographie*, Nathan, Aubin Imprimeur, 1997, 240p.

Lévy, Jacques et Lussault, Michel (s/d), Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Paris, BELIN, 2003, 1034p.

Ministère du développement économique, Monographie de Sidi Bouzid, 1997, 63 p.

Tayachi, Hassen, *Les cités populaires programmées: solutions à l'habitat spontané à Tunis*, (f.l.s.h.t), 1988, 490p.

URAM, Schéma Directeur d'Aménagement de l'agglomération de Sidi Bouzid, ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, direction générale de l'aménagement du territoire, 2002, 111p.

Wackermann, Gabriel, *Géographie urbaine*, Paris, Ellipses, 2000, 239p.

ردمد 2050-1111

إنسانيات

المجلة الجزائرية في الأنثروبولوجيا و العلوم الاجتماعية

الجبيل : سكان و ثقافات

مارك كوت . لوسي بيتنجر . سارج أورمو
حسني بوكرزازة . صابرينة أشرارد . نادية مساسي
عبد الوهاب بوشارب . جاك/ جوهر فيني-زانز
فاطمة ابيرقن

مقالات متنوعة

عمر دزاس، دليلة صنهاجي-خياط

مواقف بحث

سيد أحمد بلال، أسماء هند تنقور، سميرة نقادي

« قراءات

« رسائل جامعية

« مجلات

« أخبار علمية

السنة الخامسة عشرة — عدد 53
جويلية - سبتمبر 2011



:

*

مريم لمام**

انطلقنا في هذه الدراسة بإعطاء لمحة عن تطورات مجال الإتصال و وسائله، وركزنا على الأنترنت باعتبارها وسيلة إلكترونية يتعامل معها الشباب بكثرة، فالإتصال عبر الأنترنت أداة الربط الفكرية، الذهنية و المعنوية بين المستخدمين على شبكة الشبكات بمختلف تقنياتها، و هو الوسيلة الأكثر استعمالا لتحقيق الأهداف المتعددة في شتى المجالات، فبدون الإتصال لا يمكن للمستخدمين الاستفادة من خدمات الأنترنت بمختلف أبعادها على المستويين العلمي و الاجتماعي معا. فالثقافة الشبكية إنما تتأطر من خلال الاستخدامات الإتصالية بأنواعها فيحدث التخاطب و التحوار عبر النصوص، الصوت، الرمز و الصورة، لقد برزت أهميته باعتبار أن الانسان لا يستطيع العيش في الفراغ أو العدم دون التفاعل مع الآخرين، و لذا هي نتاج تفاعل بين الفرد و الفرد، بين الفرد و المجتمع الذي ينتمي إليه، فنحن في قرن جديد، هو القرن الذي ستكون فيه المعلومات و تكنولوجياتها هي عصب الحياة¹.

فينبغي لنا التعرف على هذه الشبكة و كيفية وصولها إلى تعظيم المعارف فالاهتمام بها يتزايد على نطاق واسع من طرف الأفراد باختلاف مستوياتهم

* ماجستير في علم الاجتماع، اشراف: د العايدي عبد الكريم، جامعة وهران 2008.

** باحثة دائمة بالمركز الوطني للبحث في الانثروبولوجيا الاجتماعية و الثقافية CRASC

¹ Mattelard, Armand, *L'invention de la communication*, Paris, Ed. La Découverte, 1994, p. 17.

الثقافية و التعليمية، الأهمية التي تحظى بها ترجع إلى خصائص ميّزتها عن باقي وسائل الإتصال الأخرى، و انتشرت الأنترنت بظهور المقاهي التي تعرف بـ « cyber » استمالت طائفة من الناس غالبيتهم الكبرى شباب، و بدأ تعاملهم معها كظاهرة جديدة لمجتمع جديد، فهو موضوع يستحق البحث، الدراسة والتحليل بدخول هذه التقنية إلى المجتمع، و كذا ثقافتهم حول التعامل معها. تكمن دوافع هذا البحث في محاولة التعرف على تقنية الأنترنت كوسيلة اتصال إلكترونية رقمية، التعرف على مستخدميها و هم الشباب المتفاوتون في السن و المهن، و المستويات الدراسية و العلمية، محاولين إبراز الدور الذي تلعبه في ثقافة الشباب و المجتمع، كونها تحمل عدة أبعاد كالفضاء الافتراضي، التعرف على المجالات و المواضيع المستخدمة عبر الأنترنت، و من هنا تبين لنا مجموعة من التساؤلات:

ما هي التصورات و الممارسات التي يسقطها الشباب على وسائل التكنولوجيا الحديثة المتمثلة في الأنترنت ؟ كيف يتعامل الشباب مع هذه التقنية الجديدة ؟ و نتساءل كذلك عن الدور الذي تلعبه الأنترنت في البيئة الاجتماعية و الثقافية لدى الشباب؟

و من خلال هذه التساؤلات حاولنا بناء الموضوع باقتراح ثلاث فرضيات وهي:

- يمارس الشباب حق المعرفة عن طريق الحرية الديمقراطية الالكترونية المتمثلة في الأنترنت.

- الشباب أكثر ميلا و استعمالا للأنترنت بهدف الثقافة و اكتساب معرفة.
- الأنترنت وسيلة اتصال حديثة و ضرورة عصرية في تصور الشباب.

إنه من الممكن الاعتماد على المقاربات لتكنولوجيا الإتصال لتناول مسألة وسائل الإتصال الحديثة و التي منها شبكة الأنترنت كالمقارنة التاريخية التكنولوجية التي يتعرض لها التطور الزمني و مجالات استعماله، أي انتقال الإتصال من مراحل الأولى كالمرحلة التقليدية الشفهية للمرحلة المكتوبة و المقروءة، و بعدها و مع ظهور التكنولوجيا عرف الإتصال قفزة نوعية خاصة مع اختراع المذياع، التلفزة فالهاتف، و تطور أكثر بظهور مولود جديد مع شبكة الشبكات المتمثل في الأنترنت، كالمقاربة الاجتماعية الثقافية بالمعنى الحضاري التي تحاول معرفة تعامل هذه التكنولوجيا لحاجة الإنسان العصري و صورة تفاعله معها، فهذه التكنولوجيا الجديدة سهّلت عليه الإتصال و قرّبت كل ما هو بعيد، و مدى

حاجته للتغيير خاصة في مجال وسائل الإتصال، ثم مقارنة متعددة لمعرفة الدور الذي تلعبه الأنترنت من خلال مجالات اهتمام الشباب في مدى التعامل معها.

منهج الدراسة

إن تكنولوجيات الإتصال المتمثلة في الأنترنت موضوع هام في الوسط الاجتماعي بالخصوص الفئة الشبابية، ولأنه كذلك اعتمدنا في الدراسة على الاستمارة لمعرفة اهتمام الشباب و ميولاتهم المتمثلة في الاتجاهات و التصورات نحوها. و أهم محاورها أسئلة تعريفية للتعرف على هوية الشباب و مستواه التعليمي و الثقافي وثانيها في قطاع المعلوماتية لمعرفة علاقته بجهاز الكمبيوتر و مدى تعامله للأنترنت و عدد الساعات التي يقضيها في المقهى « cyber » و أهم المواقع التي يزورها باستمرار، و ثالثها حول النظرة الثقافية للأنترنت و تتمثل في التقييم العام، أما الطريقة الكيفية سهّلت لنا فتح المجال للتحدث أكثر عن علاقة الشباب بالأنترنت و ثقافته في التعامل معها، و عن الأسباب التي تجعل الشاب يتعامل مع هذا العالم الافتراضي، كما ساعدت هذه الطريقة للتعبير أكثر حول ظروف و عوامل جعلت الأغلبية يستعملون مواقع المحادثة « chat » التعارف، الصداقة و مواقع أخرى يميلون إليها.

نتائج الدراسة

وضعت الأنترنت بخدماتها و تمثالاتها المعلوماتية المتنوعة الانسان على حافة التساؤل فيما يخص دخوله اجتماعية جديدة لم يمر بها في سالف عصره، إنما تضعه في محك التساؤل و الإجابة عبر آليات التطور و الاندماج التكنولوجي الاجتماعي مع منجزاته التكنولوجية و أنه اليوم عليه أن يعيد تعريف ما يناسب خصائص حضارته الجديدة التي شرع في بناءها جنباً إلى جنب مع شريكه الحاسوب، لقد أصبح بإمكانه التمثيل رقمياً كإنسان/آلة، فهي مطلب اجتماعي (المعرفة الاجتماعية) و يكمن النظر إليها كما يشير "فورجاس" « Forgas » على أنها منتج اجتماعي، على حد قول "ماجواير" « Mc Guire » من خلال تفاعل الفرد مع

الآخرين². فاندفاع الشباب نحو تلك المقاهي لأسباب مختلفة يأتي على رأسها الفراغ المعتاد في يوميات الشباب و الفرار من الواقع خاصة مع ارتفاع نسبة البطالة فيبحث الشباب عن مكان يقطع فيه فراغه ثم من بعدها أسباب أخرى، البحث عن الخصوصية، وهم يبحثون عن مواقع الصداقة و التعارف. الاستئناس بالأصدقاء و الابتعاد عن جو المنزل و ذلك من خلال الخدمات الجانبية التي يقدمها المقهى و إبحارا عبر النوات في الوقت نفسه.

يعلم الكثير من المستخدمين لشبكة الأنترنت، و خاصة الذين يستعملون مواقع الحوار الإلكتروني أنهم بمقدورهم تمثيل أنفسهم و شخصياتهم بطريقة افتراضية أي تصوير شخصيات غير حقيقية ما دامت الأنترنت تحمل في طياتها بعدا تكنولوجيا ووسيلة عصرية حديثة سمحت للشباب في التعامل معها على أنها ضرورة عصرية و مهمة في حياتهم كشباب و هناك أسباب أخرى تختلف باختلاف الأشخاص.

إن الشباب هم أكثر استعمالا للأنترنت و تبادر لأول وهلة في ذهننا عند دخولنا إلى مقهى الأنترنت ماذا يفعلون ؟ كان السؤال الذي يطرح نفسه لبيان وضع تلك المقاهي و مدى منفعتها أو ضررها هو معرفة ماهية المواقع التي يتصفحها مرتادوها، فالمواقع التي يدخلها الشباب 60% يقضون أوقاتهم في المحادثة « chat » و مواقع التعارف و الصداقة، 20% من المستخدمين للمواقع الثقافية، و أخيرا 20% مواقع طبية، حاسوبية، تجارية، و سياسية.

و قد أجمع أصحاب تلك المقاهي أن أكثر ما يبحث عنه الشباب خصوصا هو المحادثة، و يقول أصحاب تلك المقاهي: إن الشباب يقبل بشكل أساسي على مواقع المحادثة المختلفة، و يشكل الأفراد حياة جديدة في الفضاء السيبراني في ظل الحرية و يمارس الفرد عمله ليعبر عن نفسه بحرية مطلقة بلا قيود و لا التزامات محاطة بالأعراف و القيم، بأخذ ما يسمى الحرية الديمقراطية والإلكترونية، هذه الديمقراطية ليست حتما حالة "سياسية" بل هي في الأساس حالة اجتماعية تتجاذبها مستويات أخرى محددة ثقافية، نفسية تاريخية وغيرها.... إلخ.

² طريف شوقي محمد فرج، المهارات الاجتماعية والاتصالية (دراسات وبحوث نفسية)، القاهرة، دار غريب، 2003، ص. 26.

الواضح أن التحولات التي تخلقها هذه التكنولوجيات ليست فقط علمية وتقنية و مادية بل هي اجتماعية نفسية و حتى أنثروبولوجية، مست هذه التحولات كل مجالات الحياة و كل الشرائح الاجتماعية، و قد صَنَّف بعض خبراء الإتصال التأثير الناجم عن وسائل الإتصال ضمن خانة التأثير القصير المدى الذي تزول آثاره بعد مدة زمنية وجيزة، بمقابل هذا الطرح هناك من يرى أن وسائل الإتصال لم تعد مجرد وسائل لنقل الأخبار، بل تجاوزت ذلك لتستحوذ على مجال التكوين بفضل دخولها الفعلي الدائم في الحياة اليومية للأفراد، وضمن التأثير الذي يصاحب الفرد الأنترنتي كتعامله مع الشاشة فهو يستعمل حواسه وجسده، و بصفة عامة يمثل نفسه آلة إلكترونية، ثقافة الشاشة هنا ليست مرادفة للثقافة الشعبية بالمعنى الأنثروبولوجي و التقليدي للمفهوم، لكن على أنها تعم الممارسات المرجعية و المعارف و الرمزيات التي توظف في استعمال الشاشة ولا ننسى علاقة تآثر أو تأثير نفوذ اجتماعي (influence sociale) يدل على التبدل الذي يحصل على أحكام و مواقف و آراء و مواقف أخرى ، فالتأثير الاجتماعي المعتبر أولاً من قبل البعض كنتيجة لعملية فردية عن إمكانية الإيحاء فاعتبر بذلك حالة للتفاعل الاجتماعي³. هذا ما جعل البعض من الشباب يقول : (من خلال ممارستي اليومية للأنترنت فأنا أرتاح كثيراً عند استخدامي موقع الإباحة، أحب مشاهدة الجنس اللطيف عوض تتبع السياسة التي تشغل الكثيرين).

قد يكون هذا السلوك شاذ أي أن الانحراف عن نماذج السلوك المتوقعة أو التي يتعارف عليها مع قيمة مقررة و لا يهدف لتحقيق غاية بعينها، و لذا يختلف السلوك الشاذ اجتماعياً أو نفسياً باختلاف الثقافات أو المراحل التاريخية فيها و الاجتماعية، و يستخدم علماء الاجتماع مصطلح الانحراف (déviation) في مقابل الامتثال (conformité) لوصف نمطين من السلوك متعارضين اجتماعياً⁴. و لكن لا يستطيع أحد أن يجحد الفوائد التي يمكن أن يجنيها البعض من خلال تلك المقاهي كالبحت العلمي و إرسال رسائل بريد إلكترونية سريعة،

³ رولان دورون، فرانسوا بارو، موسوعة علم النفس المجلد II، تعريب فؤاد شاهين، بيروت- لبنان، عويدات للنشر، 1997، ص. 583.

⁴ بدوي، أحمد زكي، معجم مصطلحات العلوم الاجتماعية، مكتبة لبنان، 1993، ص. 2.

الاطلاع على الكتب و تحميلها، و كذا تصفح مكتبات عالمية و البحوث العلمية الضخمة.

إن منظومة الأنترنت بصورتها التكنولوجية تمثل الوجه الحضاري للإنسان في جوهره و مظهره التكنواجتماعي، فهي واحدة من وسائل الاتصال الحديثة، باعتبارها أداة ووسيلة في كافة نواحي النشاط الإنساني.

عروض لكتب

Habib – Allah Mansouri, *La Kabylie dans les écrits français du XIX^e siècle*, Alger, ENAG Editions, 2011

تظهر أهمية كتاب حبيب الله منصورى "القبائل في الكتابات الفرنسية للقرن 19م" في كونه يسلط الضوء على "المجتمع القبائلي" كما فهمه وكما لاحظته عدد من الكتاب والعسكريين الفرنسيين خلال بدايات الحقبة الاستعمارية، حيث تم تسليط الضوء على القوى الحقيقية المتحكمة في هذا المجتمع، الدينية منها والاقتصادية بالخصوص. ومن جملة المواضيع المتطرق إليها في هذا الكتاب، ما يخص مفهوم "الأسلمة السطحية والجوهر المسيحي"، أين ظهر لهؤلاء الملاحظين الأجانب أن الإسلام في القبائل كدين ليس له جذور عميقة، رغم حضور المرابطين الذين كان لهم مهمة نشر الرسالة القرآنية، لا يتعدى، في هذا المجال، الإسلام في نظرهم الصيغة التقليدية والمعتادة للتوحيد، كما لا يوجد في الحياة اليومية "للقبائل" تعصب للإسلام، ولا يظهر هذا التعصب إلا في حالة ما إذا استثير من طرف قوة أجنبية غير مسلمة.

و ضمن هذه الكتابات الفرنسية، يوجد من يعتبر أن القرآن لدى "القبائل" مجرد وثيقة ثانوية في إدارة المدينة والأسبقية ممنوحة إلى عاداتهم، حيث يورد صاحب الكتاب شهادة كل من دوماس Daumas ودوفو Devaux والتي جاء فيها ما يلي: "إن الخنزير عند القبائل ليس محرما لحمه كلية، فهم يكتفون برمي جزء صغير منه يعتبرونه هو المقصود بالتحريم"، كما يختلف "القبائل" عن المسلمين كونهم ميالين إلى حرمان المرأة من حقوقها مع وقوف المرابطين من هذه التجاوزات موقفا سلبيا غير مبالي.

وحول أصل المعتقدات والممارسات الدينية في القبائل، فهناك ميل إلى محاولة إثبات أن هناك أصل مسيحي لدى هذه المجموعة البشرية، الشيء الذي يسهل تسميهم من جديد، حيث لاحظ دوفو وضع "القبائل" للصليب من خلال الوشم، كما وأن هناك أصل وثني في ممارساتهم ومعتقداتهم، وقد استنتج آخرون بأن محاولة تسميهم "القبائل" لا يمكن أن يولد إلا التعصب الإسلامي أما حول "الأصل الأجنبي للمرابطين"، فقد ظهر عدد من الطروحات منها من يعتبر أن

إسبانيا (الموريسكيين) هي أصل مرابطي تلك المنطقة، ولهذا السبب تم إقامة علاقة بين المورسكيين والمرابطين وفق ما توصل إليه كل من دوفو وأوكبيتان واللدان أظهرت سهولة استقرار المرابطين المورسكيين في منطقة القبائل، نظرا لتحكمهم في العلوم وعلوم الدين (علوم دنيوية وعلوم دنيوية). ولكن هناك من رفض هذا الطرح (الأصل الأندلسي للمرابطين) من أمثال لوتورنو A. Letourneux و أنيتو A. Hanoteau وحول "نمط انخراط المرابطين في المجتمع القبائلي"، فقد ساد الرأي القائل أن من أسباب اندماج المرابطين في "القبائل" هو تحكمهم في علوم زمانهم، والدين لم يكن إلا عاملا ثانويا في اندماجهم الاجتماعي. وأدرك المرابطون مدى تحكم تملك الأرض على "القبائل"، فتبنوا موقفا لامباليا منها، وهذا الموقف مكنهم من أن يصيروا حكما موثوقا فيه. ومع الوقت صار المرابطون ملاكا للأراضي. ومن أجل المحافظة على مكانتهم التحكيمية أصبغوا تلك الملكية بصيغة دينية. إن الطابع الديني للمرابطين ليس إلا سطحيا، بغرض التمييز عن الجماهير. وبالنسبة لـ دوماس، فقد كان للمرابطين سلطة أكبر من سلطة الأمراء. كما أن الطابع الحيادي للمرابطين جعلهم بمنأى عن الحروب الدائرة بين "العشائر القبائلية". ويرى دوفو أن هناك سلطتان: سلطة المرابطين الدينية وسلطة "التاجماعت" السياسية، علما أن سلطة الأوائل أكبر وأقوى. ويرى كارات Carete أن المرابطين لا يملكون سلطة أكبر من "التاجماعت"، لأن سلطة المال أقوى من سلطة الدين. وعن وضعية "المسجد والزاوية" في المنطقة، فيبقى المسجد مكانا محايدا والذي عنده تنتهي جميع المنازعات. ويعتبر أوكابيتان H. Aucapitaine أن إنشاء المساجد في منطقة القبائل، هو لأغراض سياسية أكثر من كونه لأغراض دينية. أما بالنسبة لـ دوماس، فإذا كانت منطقة "القبائل" لا تعرف في تلك الفترة انتشار الجوع والتسول، فذلك راجع إلى دور الزوايا، فالزواوية هي رمز الكرم والاستضافة. إلا أن أونوتو ولوتورنو، حاولا أن يجردا الزوايا من خاصية الكرم والجود، ففي نظرها، تستعمل الزوايا الكرم والاستضافة كوسيلة من أجل جلب وإدخال مزيدا من المنفعة والمداخيل المادية.

إن ملاحظات وطروحات العسكريين والكتاب الأجانب مهمة بالنسبة للدراسات الأنثروبولوجية والاجتماعية وحتى التاريخية اليوم. واختلاف الطروحات وتناقضها في كثير من الأحيان يدل على أن الملاحظة والوصف

الإثنوغرافي لم يكونا أساس تلك النتائج/الطروحات، بل أن كل من التأويل والإيديولوجيا كان لهما دور في صياغة هذا الموقف أو ذاك من جماعة/مجتمع "القبائل". ولا يمكن أن ننفي انخراط تلك الطروحات في المشروع الاستعماري الواسع.

محمد حيرش بغداد



متون

مجلة دورية أكاديمية محكمة تصدرها كلية الآداب واللغات والعلوم الاجتماعية
والإنسانية بجامعة د. الطاهر مولاي سعيدة . الجزائر

العدد الخامس : ديسمبر 2011



العنوان: مجلة "متون". كلية الآداب واللغات والعلوم الاجتماعية والإنسانية جامعة د. مولاي الطاهر.
ص ب: 138

حي النصر سعيدة 2000 الجزائر الهاتف: 048 47 76 88 فاكس: 048 47 76 88 .
البريد الإلكتروني: moutoun2010dz@yahoo.fr الموقع الإلكتروني: www.univ-saida.dz

إبراهيم أحمد حسن ، *العنف من الطبيعة إلى الثقافة . دراسة أفقية* ، دمشق، النايا للدراسات و النشر والتوزيع ، الطبعة الأولى 2009 ، 282 ص.

الكتاب معنون: "العنف من الطبيعة إلى الثقافة"، هو تتبع لمسار العنف في الحياة البشرية منذ الوجود الأول للإنسان على وجه الأرض حتى اليوم، تحول من دافع طبيعي إلى سلوك يومي. انطلق المؤلف من وجود أقانيم ثلاثة في حياة الإنسان وهي: "الإنسان" و"الطبيعة" و"التاريخ". هذه الأقانيم هي التي تتحكم في حياة البشر، و يذكر لنا تعريف بربارا ويتمر **Barbara wetmer** للعنف بأنه "خطاب أو فعل مؤذ أو مدمر يقوم به فرد أو جماعة ضد أخرى"، و يرى أن العنف موجود داخل الذات البشرية و مع وجود العقل كحائل دون أن ينجر نحو حيوانيته، لذلك يلجأ الناس إلى تقديم مبررات إما لإيهام النفس أو الغير على صدق ما يقومون به. نجد في هذا السياق مقارنة بين العنف الممارس من طرف الإنسان و العنف الممارس من طرف الحيوان، بحيث أن الأول ينطلق من الثقافة و العقل أما عنف الحيوان فهو وليد الفطرة والغريزة، كما نجد عرضاً لأنواع العنف و أشكاله وكذا أماكن تواجده. و برغم من وجود بعض النظريات التي تقول بتأثير العامل الجغرافي على طبيعة الإنسان إلا أن الكاتب لا يعتبر أنها تحمل من القوة حتى يأخذ بها.

حاول المؤلف التركيز على العقائد و السياسات و العلاقة بينهما و كيف يتم استغلال العقائد من أجل المصالح السياسية، و العنف مهما كان شكله أو نوعه فله خطاب يمهد له أو ثقافة تتبناه كوسيلة للدفاع عن الذات أو عن مصالح مشتركة، و هو ما يظهر من خلال تبرير الاغتيالات السياسية أو الدينية بتبريرات على نحو الخيانة أو الزندقة أو الهرطقة.

و في تقديمه للاختلاف بين العنف المادي و العنف الرمزي، نصوغ هذا التعريف الذي يقدمه علي حرب² و الذي يعتبر "العنف المادي هو ترجمة لعنف

¹ أحمد حسن أحمد، *العنف من الطبيعة إلى الثقافة، دراسة أفقية*، دمشق، النايا للدراسات و النشر والتوزيع، 2009، الصفحة 12 -

² المرجع نفسه، الصفحة 93 .

رمزي، أكثر من يمارسه المثقفون أنفسهم بعقولهم المفخخة و خطاباتهم الملعمة بالتصنيفات الحصرية، و المفاضلات الاصطفائية والممارسات الفرجسية والاعتقادات الدوغماتية، أي كل ما يحول الثقافة إلى خزان لتوليد العنف". إن هذا التقديم يمكن من اختزال مصادر العنف وآليات استغلاله. وإذا كانت أغلب أشكال العنف موجهة إلى الغير، فهناك عنف موجه إلى الذات، و أبرزه العنف الطقسي الديني، في حين تبقى علاقة السلطة بالعنف علاقة أزلية الترابط بحيث لا تخلو سلطة مهما كان نوعها من العنف.

في القسم الثاني من الكتاب، ينطلق المؤلف من دور الأسطورة في التأسيس للعنف و ترسيخه و كذا تغذيته وسط الجماعة أو الشعب، و إذا تحدثنا عن الأسطورة فلا يمكن تجاوز الدين، لذلك يركز الكاتب هنا على علاقة الديانات الإبراهيمية الثلاث بالعنف و يقدم لنا سردا لمختلف الأحداث و النصوص التي بررت وجود العنف وإمكانية استعماله ضد من يخالفها في الاعتقاد، و درجة تفاوت استعمال العنف و شدته من ديانة إلى أخرى، و الدور الذي لعبه رجال الدين في إذكاء روح العنف وسط أتباع هذه الديانات، و قد صاغ المؤلف أمثلة متعددة على التداخل بين الديني و الدنيوي. يمكن أن تكون الديانات هي التي تنشأ العنف و تسمح باستعماله، و يمكن كذلك للقوانين أن تؤدي المهمة نفسها وهذا ما يتعارض مع هدف إنشائها.

ينقل المؤلف من العنف في مجال القوانين إلى مجال آخر و مغاير و هو عنف السوق الاقتصادي، و هو ما يميّز العصر الحالي لماله من تأثيرات على حياة الشعوب و الأمم و ارتباطها به عن طريق الشركات متعددة الجنسيات وسيطرتها على خيارات الدول و استغلالها لليد العاملة الرخيصة و غيرها من المخلفات التي تؤدي حتما إلى شكل من أشكال العنف. أقصى درجات الهيمنة المعاصرة كما يرى المؤلف هي هيمنة الامبريالية الأمريكية.

ينمو العنف و يظهر في الحياة الاجتماعية بشكل كبير، حيث يتأثر به الفرد مباشرة من خلال بعض أشكاله على نحو العنصرية و العنف ضد المرأة، هذا الأخير الذي يبقى حسب الكاتب من مميزات المجتمعات العربية على نحو خاص و ذلك ارتكازا على ترسانة كبيرة من القيم و الأعراف تسود هذه المجتمعات. في ظل التطور التكنولوجي الكبير، ظهرت أشكال أخرى من العنف أبرزها العنف المرتبط بالتكنولوجيا (الأسلحة الفتاكة و أساليب الاستنطاق

والتعذيب وقمع المظاهرات). لم يرتبط العنف بالعادة والتكنولوجيات فقط، بل نجده في الفن و الأدب الإنساني، فمنذ القدم كان العنف في الأساطير الفرعونية والميثولوجيا اليونانية و غيرها من الحضارات الإنسانية في وصفها لذلك الصراع الدائم بين الخير و الشر و حالات العنف من قتل و بتر و غير ذلك . نجد أن الشعر العربي مليئاً بالأبيات الشعرية التي تدعو للعنف وتبرر استخدامه، و من هذا فالتاريخ لم يخل يوماً من العنف سواء في حالات السلم أو الحرب، ولكن تبقى للعنف آثاراً سلبية تجعل منه منبوذا بالرغم من وجود من يرى له ضرورة تجعل منه إيجابياً، فهو يؤثر على حياة الفرد النفسية ثم حياته الاجتماعية وبذلك تجعله يعيش في وسط مشحون و مليء بالعقد و التراكمات السلبية، وتجعل من المجتمع في حالة خوف و اضطراب ومشاكل. إذا ارتبط العنف بالأخلاق و القيم فإنه يكتسي شرعية تجعل من يقوم به يحسّ بالارتياح والاطمئنان اتجاه فعله، و تبقى آثار العنف سارية المفعول مدة أطول، حتى و إن استطاع الإنسان أن يضع آليات لمواجهةها.

حمزة بشيري

جامعة ابن خلدون - تيارت



الخلدونية



مجلة

05

في العلوم الإنسانية
والعلوم الاجتماعية
فصلية علمية محكمة

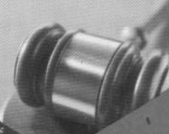
تصدر عن

كلية العلوم الإنسانية
و العلوم الإجتماعية



اقتصاد

قانون



أدب عربي

www.univ-tiaret.dz
khaldounia.ut@gmail.com

سعيد دومان : تيزي وزو : تاريخ مضيق و سيرورة تمدنه

مدينة تيزي وزو (هضبة الوزال) هي وليدة، إن صح الأمر، بعض الحثميات الجغرافية و التاريخية. فمت منطقة عبور نحو بلاد المرتفعات الجبلية (أو بلاد القبائل العليا) مراكز مراقبة و تسيير عسكري منذ الحقبة الرومانية، فإن سيرورة التمدد هي حديثة نسبيًا و تعود إلى الفترة الاستعمارية (الجزء الثاني من القرن التاسع عشر). و لكن، تحولاتها، كانت منذ ذلك الحين جد سريعة، و يعود ذلك، على سبيل المثال، إلى الأهمية الديمغرافية لبيئتها الحالية (وجود المئات من القرى المأهولة بشكل كبير من حولها) و وضعيتها الرابطة بين الوادي المرتفع و الوادي المنخفض لمنطقة وادسياعو.

خلال حرب التحرير، عرفت تيزي وزو تدفق للسكان الريفيين، نتجت عن العمليات الحربية في المنطقة الجبلية، مقر الضاحية سنة 1900، أصبحت مقر المقاطعة سنة 1956.

غداة الاستقلال، الكثافة التسيية الاستثمارات الدولة في المدينة (الهياكل الإدارية، السوسيوترابية، نشاطات اقتصادية و منطقة صناعية مجاورة...)، دفعت بها إلى مصاف المدن المتوسطة، قبل أن تتحول إلى حاضرة جهوية مع ظهور مركز جامعي (1977) ثم جامعة سنة (1990).

هذا النمو العمراني السريع، المتمخص عن مطلب اجتماعي عاجل و ضغط ديمغرافي قوي، لم يساعد على إرساء سياسة عمرانية عقلانية. بالإضافة إلى هذا، توجه المدينة اليوم مشاكل حقيقية تتعلق بعملية توسعية (طوبوغرافيا غير ملائمة) و لكن أيضا بتسيير الحياة اليومية (النظافة، الحركية، الخدمات الاجتماعية و الاقتصادية).

الكلمات المفتاحية: هضبة استراتيجية - قرية كولونيايلية - فضاء جبلي - تمدن - حاضرة جهوية.

محمد سعيد لقابي و نادية جلال: أساليب تملك و استخدام المجالات العمرانية في المنطقة السكنية الجديدة جنوب تيزي وزو (Z.H.U.N.-sud): من الارتجال إلى المنطق الفردي

مثلت المناطق السكنية الحضرية الجديدة التي يتم إنشائها كوسيلة للتحكم في النمو العمراني للمدن الجزائرية في الثمانينات حلا لمشكل السكن العويص و الأشكال العمرانية الجديدة في نمو أحياءنا يكاد التحكم فيه يكون مستحيلا. على غرار مدن أخرى، عرفت مدينة تيزي وزو منشآت كبيرة للمناطق السكنية الحضرية، تميزت ببناء أبراج عالية و حواجز وأسوار لا تمت بأي صلة للفضاء الحضري (طرق، ساحات، فضاءات مركزية، حدائق، مساحات خضراء، إلخ).

إن اجتماع العديد من العوامل السياسية، الاقتصادية و الاجتماعية أدى إلى ظهور علاقات للمواطنين مع الفضاء العمومي و طرق جديدة لتملك الفضاء سواء الجماعي أم الخاص (المسكن). يتضح ذلك من خلال ظهور محاور اقتصادية عفوية (أسواق رسمية و فوضوية، مواقف للسيارات ليلية و نهارية مدفوعة الأجر)، فضاءات ارتجالية للتجمع (ساحات صغيرة)، حدائق عائلية ملحقة بالفضاءات العمومية و ذات أغراض مختلفة، فضاءات للهو لكل فئات الأطفال، وأيضا من خلال تحويلات و تعديلات سكنية.

تم إنجاز هذه الدراسة انطلاقا من عينة تتكون من 260 بيتا (و بالأخص أرباب العائلات) يهدف الربط بين الممارسات الاجتماعية للفضاء و متغيرات السن، الجنس و الفئة السوسيو- مهنية.

هذه الممارسات الناتجة عن التحولات العميقة هي بعيدة عن كونها وليدة أي نوع من أنواع التشاور أو التفاوض، إنها نتيجة لعلاقة معينة للسكان مع الفضاء، مع إقصاء كل مقاربة ديمقراطية في سيرورة إنجاز، إنتاج، تملك و تمثل الفضاء الحضري.

الكلمات المفتاحية: المناطق السكنية الحضرية الجديدة - المدينة الجديدة - ممارسات الفضاء - تحولات - تكييف - الفضاء العمومي الجماعي - إلحاق.

محمد لعائش و مولود سعدودي : توسع مدنية تيزي وزو باتجاه سفوح الجبل الشرقية و الغربية : أي بديل للمعضلة العقارية ؟

كسبل يبحث عن طريقه، راحت تيزي وزو تندفع في كل جحر و كل وادي، في سبيل توسعها واحتوائها. فقد أدت العديد من العوامل و من بينها ندرة الأراضي الصالحة للبناء، طبيعة الأراضي الزراعية، المعطيات الموجودة حول المحفظة العقارية للدولة، إمكانية الوصول إلى مختلف الأماكن، وجود الهياكل الضرورية، التدفق السكاني، جاذبية الأقاليم، خلال المخطط الخماسي 2005-2009 في سبيل تحقيق التنمية شرق المدينة. أما حاليا، فتتجه مسيرة التنمية المسطرة في مخطط إدارة التهيئة و العمران نحو الغرب. هكذا، إذ تحقق هذا السيناريو، فهل يعني ذلك أننا أمام تحول عمراني لصالح تقوية التمدن الخطي، و الذي أصبح من الممكن ملاحظته على طول الطريق الوطني رقم 12.

الكلمات المفتاحية : تمدن - مخطط إدارة التهيئة و العمران - عقار - جاذبية - تدفق - هياكل - تيزي وزو.

ذهبية عكاش-معاشة: تيزي وزو، قطب مولد للتنقلات

تتميز تيزي وزو بموقعها الجغرافي الذي يجعلها على اتصال بكل الضاحية المحيطة بها. على غرار باقي المدن الجزائرية، عرفت منطقة تيزي وزو نموا عمرانيا مذهلا، حيث يعد النمو الديمغرافي الهام و التوسع المجالي في كل الاتجاهات من العوامل الدالة على هذا النمو. تجمع مدينة تيزي وزو بين كل الوظائف الحضرية، و تمثل جاذبيتها ثقلا ديمغرافيا لا يستهان به.

تعاني المدينة من العديد من الثغرات و تطرح على البلدية جملة من المشاكل المتعلقة بالتسيير كالامتداد العمراني، نفاذ العقارات، اكتظاظ هياكل الاستقبال، تراجع جودة الخدمات المقدمة من طرف الجماعة المحلية. كل هذه العناصر أدت إلى تضخيم الخلل الوظيفي و إلى فشل محاولات التحكم في التسيير كما هو الأمر بالنسبة للاقتصاد غير الرسمي، السكنات الهشة، النفايات الحضرية و النقل. و لدراسة هذا الحقل الأخير، سنتناول النقاط الخاصة بالتقييم العام للنقل الحضري و حركة المرور بتيزي وزو، تداعيات النمو الحضري، العرض و الطلب في مجال النقل الحضري، أشكال النقل الحضري و أسعار النقل.

الكلمات المفتاحية: تيزي وزو - حركة النقل - حراك - اقتصاديات خارجية سلبية - مخطط السير - النقل الجماعي.

عبد النور ولد فلة: إثنوغرافيا الفضاء العمومي في قرية من منطقة القبائل: آيت عربي. براديعم جماعاتي و مواطنة قيد البناء

يتطرق مقالنا هذا إلى مسألة الفضاء العمومي في قرية جبلية من منطقة القبائل آيت عربي، بلدية إيفهونن، ولاية تيزي وزو. لقد حاولنا تحديد الفاعلين الجدد، الطرق الدعائية للنزاعات في الساحة العمومية القروية وفهم اثر الدينامية الاحتجاجية لـ "الربيع الأمازيغي" لسنة 1980 على نظام التجمعات. لقد أدت هذه الدينامية الاحتجاجية إلى ظهور طريقة جديد لبناء الفضاء العمومي من خلال تنصيب "لجنة القرية"، تتحرر شيئا فشيئا من تأثير جبهة التحرير الوطني و من السيطرة المباشرة للعشائر (العائلات) من خلال تجاوز مجلس "الحكماء الخمس"، فظهور شباب متعلم و ذو وعي سياسي، التخلي عن وظيفة "الأمين"، إدخال طرق جديدة عصرية للتنظيم و العمل كاللجوء تدريجيا إلى مبدأ الأغلبية لحل النزاعات و تعزيز سيرورة علمنة الفضاء العمومي.

الكلمات المفتاحية: فضاء عمومي - مجلس القرية - فاعلون - دينامية التجنيد - الشباب.

حميد شاوس: حوصلة حول التمدرس في قرية ريفية بمنطقة القبائل بين سنتي 1958-1999. حالة قرية عطوش

يعرض هذا المقال حوصلة للتمدرس في منطقة ريفية ببلاد القبائل منذ انطلاقتها سنة 1958 و إلى غاية 1999. و هي الفترة التي أجرينا خلالها هذا التحقيق. لقد حاولنا من خلال هذا المقال عرض مردودية المؤسسة المدرسية، ليس فقط على مستوى الابتدائي، و لكن أيضا على مستوى الثانوي و الجامعي. باختصار، يتعلق الأمر بمعرفة الكيفية التي انتقلت من خلالها منطقة ريفية، والمتمثلة في منطقتنا من وضعية ندرة التمدرس إلى وضعية أخرى تتميز بتراكم رأسمال مدرسي بكل تداعياته على التغير الاجتماعي في المنطقة.

الكلمات المفتاحية: المدرسة العمومية - منطقة القبائل - النجاح المدرسي - التمدرس - التعليم الفرنسي - عطوش.

فتيحة ثابتي-قويدري : الهوية و الغيرية في الأغنية القبائلية الملتزمة إبان سنوات 1990. إيدير، لونس معطوب وآيت منقلات

يكمن الهدف من هذه المساهمة في توضيح الدور الحاسم الذي لعبته الأغنية القبائلية بوصفها حيّزا لإثبات و بناء الهوية، و لكن أيضا بوصفها حيزا لاكتشاف، معرفة و الانفتاح على الآخر، الهناك، و المختلف.

في مجتمع يظل فيه الشفهي يمثل فضاءً أساسياً للتعبير و التواصل، فإن الأغنية، التي تشغل موقعا جوهريا في هذا الفضاء، تبدو كممارسة اجتماعية و وسيلة تواصل كاملة أكثر من كونها أداة ترفيهية.

يتعلق الأمر بتوضيح بعض الرهانات المتعددة المغمورة في هذا الفن الذي يعتبره البعض "ثانويا" و لكنه مثل دوما في منطقة القبائل، خاصة في فترات الأزمة، حاملا جوهريا للاحتجاج الهوياتي، و لكن أيضا عاملا لكشف التعددية الثقافية العميقة و اللامكبوتة الداخلية و الخارجية في الوقت ذاته.

الكلمات المفتاحية: لغة - ثقافة - هوية و غيرية - تماثل - تنوع.

ناصر آيت مولود : السوق و طقوس العبور في منطقة القبائل

يمكن تسجيل هذا المقال العلمي ضمن سلسلة من البحوث التي تعد في اطار انجاز رسالة الدكتوراه؛ قد لا يتعلق بها مباشرة إلا انه غير بعيد ان يكون امتدادا لها. يعالج هذا النص ظاهرة اجتماعية، مدروسة بكثرة في اطار مؤسسات التنشئة الاجتماعية كالعائلة، الأسرة، مراكز التكوين المهني، مراكز إعادة التربية و غيرها، إلا انها لم تعالج في اطار مؤسسة السوق الأسبوعي، التي كانت تحسب لعهود طويلة جدا محسوبة على التبادلات المادية و التجارية. لقد تغيرت الذهنيات و الممارسات العلمية، إذ تمكنت هذه المؤسسة، اخيرا من التحرر من طغيان القراءات المادية-المالية التي اقضت البعد الرمزي في المعاملات و التبادلات و حصرت سلوك الفاعلين الاجتماعيين في قيد العلاقة مع المادة.

سنحاول إذا مقارنة "مراسيم المرور"، التي كانت تمارس في ماض قريب، في منطقة القبائل، على مستوى الأسواق الأسبوعية، عبر استجواب عدد من المسنين الذين عايشوا الحدث ذاته. ستقتصر الدراسة على الذاكرة الجماعية للممارسات مع محاولة لقراءة دلالتها و للرمزي الاجتماعية التي تحملها في آن واحد.

الكلمات المفتاحية: السوق الأسبوعي - مراسم المرور - الطقوس - الأطفال - المجال الاجتماعي.

محمد براهيم صالح: الدين في محك التمثلات الهوياتية: منطقة القبائل والشيخ محند نمونجين

ينطلق هذا المقال من قراءة للدين من وجهة نظر أنثروبولوجية، أي عبر تعبيراته الاجتماعية التي يمكن الإحاطة بها من خلال الممارسات الاجتماعية التي يقبل عليها الأفراد للتعبير عن إيمانهم. يبدو من خلال تحليل التمثلات والممارسات الاجتماعية للدين في منطقة القبائل أن الثقافة الأمازيغية تفصلها مسافة معينة عن تلك الثقافة التي يحملها الإسلام. فالأمازيغ مثل كل المجموعات البشرية والثقافية التي اعتنقت الإسلام، لم يتخلوا كلياً عن ثقافتهم، بل بالعكس استمدوا منها الأدوات التي تصقل ممارساتهم الاجتماعية للدين، وهي تحديداً حالة الطقوس المختلفة التي تصاحب عمليات العبور أو كفاءات الاحتفال بالأولياء المحليين. ومن الأمثلة التي تثبت ذلك الواقع الاجتماعي للتعبير الديني في منطقة القبائل سيرة ومواقف الشيخ منحد أولحسين. تعد مسيرة هذه الشخصية الدينية المتميزة في الحقل الديني والاجتماعي القبائلي مثلاً حياً عن انتشاء حيوية الثقافة الأمازيغية التي يعبر عن قيمها بكثير من الحرية، وهو ما يدفع بنا إلى القول أن ثقافة المعتقد المحلي هي ثقافة مركزية في حين أن الثقافة الدينية التي يحملها الإسلام هي ثقافة جانبية.

الكلمات المفتاحية: الدين - منطقة القبائل - الواقع الاجتماعي للدين.

-USTO -

- 1955 . . - C R A S C -

: (213) (041) 56.04.63 (213) (041) 56.04.76 / (213) (041) 56.04.74 / (213) (041) 56.04.73

213 (031) 81.86.18 :

Site web : <http://www.crasc-dz.org> insaniyat@crasc-dz.org crasc@crasc-dz.org



10 € : الخارج ؛ 150 : : : شراء النسخة :
15 € : 200 دج ؛

<input type="checkbox"/>	<u>2005 IX</u>		<input type="checkbox"/>	<u>1997 I</u>	
<input type="checkbox"/>	- :27 *		<input type="checkbox"/>	() :1 *	
<input type="checkbox"/>	- :28 *		<input type="checkbox"/>	() :2 *	
<input type="checkbox"/>	2 :30/29 *		<input type="checkbox"/>	() :3 *	
<input type="checkbox"/>	<u>2006 X</u>		<input type="checkbox"/>	<u>1998 II</u>	
<input type="checkbox"/>	() :31 *		<input type="checkbox"/>	() :4 *	
<input type="checkbox"/>	:33-32 *		<input type="checkbox"/>	() :5 *	
<input type="checkbox"/>	:34 *		<input type="checkbox"/>	: :6 *	
<input type="checkbox"/>	<u>2007 XI</u>		<input type="checkbox"/>	<u>1999 III</u>	
<input type="checkbox"/>	. :36-35 *		<input type="checkbox"/>	: :7 *	
<input type="checkbox"/>	:37 *		<input type="checkbox"/>	() :8 *	
<input type="checkbox"/>	:38 *		<input type="checkbox"/>	: :9 *	
<input type="checkbox"/>	<u>2008 XII</u>		<input type="checkbox"/>	<u>2000 IV</u>	
<input type="checkbox"/>	:40-39 *		<input type="checkbox"/>	: :10 *	
<input type="checkbox"/>	:41 *		<input type="checkbox"/>	: :11 *	
<input type="checkbox"/>	:42 *		<input type="checkbox"/>	: :12 *	
<input type="checkbox"/>	<u>2009 XIII</u>		<input type="checkbox"/>	<u>2001 v</u>	
<input type="checkbox"/>	:43 *		<input type="checkbox"/>	:13 *	
<input type="checkbox"/>	:45-44 *		<input type="checkbox"/>	1 :15/14 *	
<input type="checkbox"/>	:46 *		<input type="checkbox"/>	<u>2002 ,VI</u>	
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	:16 *	
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	:18/17 *	
<input type="checkbox"/>	<u>2010 XIV</u>		<input type="checkbox"/>	<u>2003 ,VII</u>	
<input type="checkbox"/>	:48-47 *		<input type="checkbox"/>	:20/19 *	
<input type="checkbox"/>	:49 *		<input type="checkbox"/>	- / :21 *	
<input type="checkbox"/>	:50 *		<input type="checkbox"/>	:22 *	
<input type="checkbox"/>	<u>2011 XV</u>		<input type="checkbox"/>	<u>2004 VIII</u>	
<input type="checkbox"/>	:52-51 *		<input type="checkbox"/>	: :24/23 *	
<input type="checkbox"/>	: :53 *		<input type="checkbox"/>	: :26/25 *	

أسعار جديدة ابتداء من عددان 23-24 (2004)

الاشتراك السنوي			سعر النسخة		تعريف
مؤسسة	خاص	طالب	عدد مزدوج	عدد واحد	مجلة إنسانيات
2000,00 دج	1200,00 دج	800,00 دج	500,00 دج	350,00 دج	
90 €	60 €	40 €	28 €	18 €	

✿ يتعهد بدفع ثمن :

نقدا

صك بنكي

الدفع لحساب

CRASC. CPA Hai Es Salem Oran 004 00 402 401 70 433 02 14 :

CRASC. CPA Hai Es Salem Oran 004 00 402 520 433 02 90 02 SWIFT CPA LDZAL XXX : (€)



المواقف

مجلة الدراسات والبحوث في المجتمع والتاريخ

الموقف الواحك
والستون قال تعالى و
الله يدعو إلى كراه
السلام و يهدي من
يشاء إلى صراط
مستقيم أخبر تعالى
أنه يدعو عباده

التحدي الديمقراطي

العدد 29

خريف / شتاء 2011 السعر 500 دج

مجلة الدراسات و النقد الاجتماعي